...NTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9 448 — 40 PAGES — MERCREDI 4 JUIN 1975

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,85 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.
Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

...SSEMBLÉE NATIONALE

**...orce pour séparation ...t de six ans est voté**

LIRE PAGE 40

...ES LES CONCESSIONS D'ISRAEL DANS LE SINAI

## ...adate estime que «le processus de la paix a redémarré»

### ...este constructif

...ision d'Israël de réduire ...tifs dans la zone-tampon ...e le canal de Suez n'a ...te, sur le plan militaire, ...aleur limitée. Le retrait, d'une ligne située à une ... de kilomètres de la voie ... trois mille cinq cents ... de quinze chars, de six ... d'artillerie et de quel...ampes de missiles ne ... pas le rapport des forces. ..., la puissance opération... Tsahal — l'armée de ...uif — *demeure intacte* ...le est en mesure d'attein...anal de Suez en quelques ... un nouveau conflit, bien ...ble dans les prochains ...vait éclater.

...geste de bonne volonté » ...ernement de Jérusalem a, ...anche, une indiscutable ...sychologique. La réouver... canal de Suez, sans ...rtie, à la navigation ...ionale, la décision de la ... reconduire pour six mois ...at des forces de l'ONU ... Golan sans avoir obtenu ...ndre satisfaction à ses ...ations, les nombreuses ...le position du président ... en faveur de la recon...ce d'Israël « dans ses ...es de 1967 », la récente ...tion dans le même sens du ...haled d'Arabie Saoudite, ...naient autant de perches ... à la diplomatie israé... M. Itzhak Rabin vient d'y ...re d'une manière qui lui ... les éloges non seulement ...rigeants américains, mais ...ident Sadate lui-même.

...ef de l'Etat égyptien n'a ...dé à manifester concrète... satisfaction en laissant ...e qu'*il autoriserait le pas*...ur le canal de Suez des ...ons destinées à l'Etat juif, ...s navires battant pavillon ...n étant reporté au moment ... deux pays mettront fin à ...e belligérance.

...président Sadate a sans ... fait preuve d'un excès ...isme quand il a déclaré ... décision de M. Rabin ...it que « le processus de ... va être relancé ». Com...t le même événement, ...ord et Kissinger ont été ...éservés. Connaissant bien ...ositions israéliennes et ...t pas encore eu l'occasion ...ntretenir avec M. Rabin — ... doit être reçu les 11 et ... prochains à Washington, *sont tenus à davantage de* ...ce. L'appréciation du secré... l'Etat américain est peut... plus proche des réalités : ...sure arrêtée à Jérusalem, ...lit, est un « geste construc... que n'étant pas décisif ».

...effet, rien ne dit encore ...algré l'entente, semble-t-il ... conclue à Salzbourg entre ...ésidents Ford et Sadate — ...il favorisera la reprise de ...lomatie des « petits pas » ... Kissinger. Les obstacles à ...vel accord intérimaire dans ...ï demeurent entiers. Israël ... pour qu'un éventuel re... de son armée des cols ...ques de Mitla et de Giddi, ...ue des champs pétrolifères ...-Rodeiss, soit payé par la ...sion d'un accord de non-...rance. L'Egypte s'y refuse ...tade et réclame qu'un dé...ent militaire analogue soit ...é sur le front syrien, faute ...oi elle serait accusée de ... ses engagements à l'égard ...allié.

...président Sadate n'ignore ...s difficultés qui l'attendent, ... optimisme est vraisembla...nt dicté par sa conviction ...es Etats-Unis vont exercer ...ression suffisante sur Israël ... « relancer le processus de ...aix ». Le président Ford ...il pas déclaré et répété, ...ernières semaines, qu'il ne ...rait pas que les négociations ...ent, que le Proche-Orient ...aille dans l'« immobilisme » ? ...ndant, il faudrait attendre ...ntretiens du chef de la Mai...Blanche avec M. Rabin, la ...ne prochaine, pour savoir ... espoirs du chef de l'Etat ...ien sont vraiment fondés.

### M. FORD EST ARRIVÉ A ROME

Après avoir pris congé à Salzbourg de M. Sadate, le président Gerald Ford est arrivé ce mardi matin 3 juin à Rome, dernière étape de son voyage en Europe. Il entend y mener avec les dirigeants italiens, selon la déclaration qu'il a faite à son arrivée, *« des entretiens inspirés et renforcés par les conclusions du récent « sommet » de l'OTAN »*.

A Salzbourg, MM. Sadate et Kissinger avaient accueilli avec satisfaction la décision du gouvernement israélien de réduire unilatéralement ses effectifs dans la zone de limitation des forces du Sinaï *(lire page 2 l'article d'André Scémama)*. Pour le chef de l'Etat égyptien, *« le processus de la paix a redémarré »*. Le secrétaire d'Etat *s'est montré plus réservé*, assurant que Washington conserve son entière liberté d'action pour choisir *« la voie la plus prometteuse vers un règlement »*.

La rencontre de Salzbourg n'a abouti à aucun résultat concret, mais de part et d'autre on a *insisté sur les « buts communs »*. M. Kissinger a estimé que ce « sommet » avait fourni des *« bases de discussion utiles »* en vue de la rencontre qui doit avoir lieu les 11 et 12 juin prochains à Washington entre le président des Etats-Unis et le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin.

M. Sadate a repris le chemin du Caire *via* Athènes, où il devait avoir un court entretien avec le premier ministre grec, M. Caramanlis.

De notre envoyé spécial

Salzbourg. — *« Le processus de la paix a redémarré. »* C'est en ces termes optimistes que le président Sadate a salué, le lundi 2 juin, à Salzbourg, devant une caméra de télévision américaine, la décision d'Israël de réduire son potentiel militaire le long du canal de Suez. *« Ce que Rabin a fait et déclaré aujourd'hui*, a-t-il ajouté, *a pour moi une grande importance. Cela signifie que Rabin a commencé à répondre à ce que nous faisons et que le processus de paix que nous recherchons tous — et le président Ford m'a montré qu'il était à nos côtés dans cette recherche — va être relancé après avoir été stoppé. »* Le chef de l'Etat égyptien a encore dit que si l'attitude d'Israël *« reste semblable à celle d'aujourd'hui, il n'y aura pas de problème »* pour le passage des cargaisons israéliennes par le canal de Suez.

Pour sa part, M. Kissinger a qualifié les mesures arrêtées par le gouvernement israélien de *« geste constructif, bien que n'étant pas décisif, car seul un acte qui n'est pas unilatéral représente une étape décisive »*. Il a reconnu que l'idée de ce retrait militaire partiel avait fait l'objet au préalable de discussions avec le gouvernement américain. Toutefois, le secrétaire d'Etat n'avait été informé de la décision de Jérusalem que le matin même.

Rendu public au moment où s'achevaient les entretiens de MM. Ford et Sadate à Salzbourg, le geste du *gouvernement israélien a, en tout* cas, renforcé le sentiment qu'une certaine *« dynamique de la paix »* se développait et que diverses parties intéressées au conflit souhaitaient la favoriser.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 2.)

*A L'OCCASION DU DÉBAT SUR LES ORIENTATIONS DU VII[e] PLAN*

## M. Chirac annonce un soutien à l'investissement et une aide pour l'embauche des jeunes

### *M. Fourcade précise les modalités de blocage de prix et de marges*

*L'Assemblée nationale devait entamer, ce mardi 3 juin après-midi, la discussion du projet de loi sur les orientations préliminaires du VII[e] Plan : ce débat, introduit par M. Papon (U.D.R.), rapporteur général de la commission des finances, devrait reprendre jeudi après-midi et s'achever par un vote.*

*Le premier ministre devait préciser, mardi, les objectifs du gouvernement dans le domaine économique et social : réduction des inégalités, aménagement de la Sécurité sociale, amélioration des conditions de vie et de travail, relance des investissements, lutte contre la hausse des prix. Pour faire face aux difficultés conjoncturelles, M. Chirac devait proposer des mesures dont les modalités seront arrêtées, mercredi, en conseil des ministres.*

*Il s'agit d'améliorer les indemnités aux victimes du chômage partiel, de prévoir une garantie de ressources pour les jeunes chômeurs à la recherche d'un premier emploi et surtout d'encourager les entreprises, par des mesures financières, à anticiper sur la reprise de l'activité économique en investissant et en embauchant, en particulier des jeunes (contrats emploi-formation). A moyen terme, le gouvernement envisage le retour progressif à la semaine de quarante heures, le départ à la retraite anticipée pour tous ceux qui ayant travaillé durant trente à trente-sept ans ont accompli des tâches pénibles, ce qui permettrait à certains de bénéficier d'une pension complète dès cinquante-cinq à cinquante-sept ans.*

*M. Fourcade devait, de son côté, indiquer au Comité national des prix, mardi après-midi, les mesures qu'il compte prendre pour freiner l'inflation : baisse de 2 à 7 % des prix du fuel au détail, blocage des tarifs pour une dizaine d'articles, fixation autoritaire des marges commerciales pour une douzaine de produits.*

La Confédération générale des petites et moyennes entreprises n'a pas perdu de temps : avant même que les mesures gouvernementales de contrôle des prix de détail soient *annoncées officiellement*, elle avait publié un communiqué déclarant que *« les P.M.E. s'élèvent contre toute nouvelle réglementation des prix ou des marges alors que les comptes d'exploitation des entreprises s'aggravent constamment »*. Les P.M.E. ajoutent : *« Les prix restent le baromètre de l'économie : les commerçants, les industriels et les prestataires de services ne peuvent que les subir et les répercuter. »*

*Le Comité national des prix*, qui regroupe les représentants du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture, des syndicats et des organisations de consommateurs, devait être informé mardi 3 juin après-midi des mesures décidées par le gouvernement.

Ces mesures, qui ne viseraient que le commerce, seraient de trois ordres :

● La vente d'une douzaine de produits allant des pâtes alimentaires aux appareils photographiques en passant par le café et l'huile de table va être plus sévèrement réglementée. Les marges bénéficiaires seront fixées autoritairement par les pouvoirs publics. Les commerçants qui pratiquent actuellement des marges supérieures à ces niveaux officiels devront réduire leurs bénéfices, ce qui entraînera — si tout se passe bien — des baisses de prix de détail.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 36.)

## FEU LE PLAN

### I. — UNE PROCÉDURE DÉVOYÉE

par PIERRE MAUROY (*)

Le Parlement a commencé de discuter le rapport du gouvernement sur les orientations du VII[e] Plan. Devant la situation difficile que connaissent les économies occidentales, les Français étaient en droit d'attendre un débat clair et sérieux sur les objectifs à moyen terme de la politique gouvernementale et sur les actions propres à assurer à notre pays la maîtrise de son développement économique et social.

En fait, le débat, privé de sens, ne constitue qu'une concession de pure forme au fonctionnement normal de nos institutions. Après avoir retardé, puis dénaturé la discussion avec les organisations syndicales, le pouvoir entend substituer aux rapports des commissions, maintenus pour l'apparence, la réalité plus discrète des travaux d'une instance gouvernementale — le conseil de planification — qui délibère et décide des options à moyen terme sans que l'opinion publique en soit saisie, sans que le contrôle parlementaire puisse s'exercer.

Il est notoire que l'hostilité du chef de l'Etat à l'égard de la planification ne s'est jamais démentie. Mais on aurait tort d'attribuer aux seules allergies élyséennes la condamnation du Plan. Le mal est plus profond.

L'argument avancé par le pouvoir est qu'il serait illusoire, en raison des incertitudes affectant les perspectives économiques internationales, de tracer un schéma trop contraignant dont la réalisation serait inévitablement déjouée par les événements. Un plan sélectif, privilégiant un nombre restreint d'objectifs ponctuels et d'actions sectorielles, laissant à la politique conjoncturelle une liberté suffisante, constituerait la seule attitude réaliste. Comme si, dans une mer agitée, il devenait urgent d'oublier la route du port et de ne plus s'intéresser qu'au mouvement des vagues.

Ne commettons pas la naïveté de nous contenter d'explications qui relèvent de la parade publicitaire où le gouvernement excelle. Ni l'évocation du « tempérament néo-libéral » du président de la République, ni les justifications faussement techniques, ni les couleurs chatoyantes des *mots, ne peuvent dissimuler* que ce sont des raisons politiques qui ont conduit à faire du VII[e] Plan une enveloppe vide, un ballon creux. La nature même du pouvoir giscardien le condamne au refus de toute perspective d'ensemble, le contraint à naviguer le nez sur l'événement, l'*oblige* à *ne circonscrire* le *feu* qu'à l'instant même où apparaît l'incendie.

(*) Secrétaire du parti socialiste.

(Lire la suite page 37.)

## L'Europe sans emphase

par ALFRED GROSSER

Curieux moment pour l'idée européenne en France : jamais le scepticisme n'a été plus grand et jamais la nécessité d'un avenir communautaire n'a été plus fermement proclamé !

Le scepticisme se nourrit d'éléments solides. Le blocage britannique cumule les inconvénients des blocages français successifs : la mauvaise situation économique *et financière* rendait la IV[e] République finissante incapable d'honorer ses engagements européens, mais elle avait au moins le désir d'y parvenir ; les refus intellectuels de la V[e] ont été atténués par des pratiques économiques favorables au développement commun.

La *dépendance technologique* à l'égard des Etats-Unis vient encore de s'accroître, tandis que la nouvelle dépendance à l'égard des producteurs de pétrole n'a même pas suscité, contrairement aux espoirs de l'automne 1973, la réponse commune qui aurait favorisé l'unification des politiques.

Alors pourquoi tant d'appels ? Parce que notre président voudrait devenir le premier président d'un ensemble européen ? D'abord, comme vient de le faire remarquer un grand hebdomadaire allemand, ce serait-là une ambition parfaitement légitime et honorable. Ensuite, ce type d'« explication » est vraiment trop au niveau de la petite histoire pour rendre compte de la réalité. De la même façon, la constante référence à l'Europe chez François Mitterrand ne s'« explique » pas — ou pas seulement — par la volonté de se démarquer des communistes ou de trouver une échappatoire à l'impossibilité évidente de mener à bien dans les seules limites de l'Hexagone l'entreprise d'un socialisme « à la française ».

En fait, ces appels semblent bien venir de la conviction qu'une dimension européenne est nécessaire pour que puissent être approchées les fins proposées à la politique française et même à la société française. Cette conviction tient compte des obstacles — mais sans doute pas de tous.

Ainsi, pour les problèmes de défense, M. Giscard d'Estaing a parfaitement vu qu'il ne fallait pas renouveler les imprudences verbales de M. Heath au début de 1973 et de M. Jobert l'année suivante : il n'existe que deux façons de parvenir à une défense « européenne » et elles sont toutes deux impraticables. Ou bien la République fédérale participe égalitairement à la défense nucléaire ou bien cette participation ne lui est pas accordée.

(Lire la suite page 5.)



*AU JOUR LE JOUR*

### L'huile et le vinaigre

*On peut mettre l'huile dans les rouages ou la jeter dans le feu. C'est ce que font tour à tour socialistes et communistes à propos du Portugal.*

*C'est dommage. L'huile d'olive du Portugal est excellente et mérite un meilleur sort. Elle constitue un ingrédient de choix pour la cuisine politique. C'est si vrai que, en lui ajoutant un peu de son vinaigre naturel, M. Chirac n'en finit pas d'en faire des salades.*

ROBERT ESCARPIT.

UN LIVRE DE M. MICHEL PONIATOWSKI

## Le pouvoir vu du pouvoir

Qui est donc M. Michel Poniatowski ? Il fut, chacun le sait, le fidèle écuyer, le Dunois des quinze années de la longue marche vers le pouvoir, toujours prêt à batailler *à l'avant-garde pour surprendre* l'adversaire. Puis le Carnot, organisateur de la victoire de 1974. Aujourd'hui, est-ce le Berthier du règne, irremplaçable chef d'état-major dans la manœuvre, interprète et au besoin porte-parole des plus secrètes pensées ? Ou son Talleyrand, premier des ministres, passé en souplesse lui aussi, et comme l'habile boiteux auquel il a d'ailleurs consacré un livre (1), d'un régime à l'autre ? Ou encore son Fouché, mais un Fouché humaniste et aux vues planétaires ? Ce sont tous ces personnages en tout cas qui s'expriment tour à tour dans le dernier livre du ministre d'Etat, *Conduire le changement*, ouvrage qui s'ouvre sur un ample récit de la campagne présidentielle de l'an passé et se ferme sur des prises de position politiques qui engagent l'avenir, le sien et peut-être aussi le nôtre.

Ces personnages-là, mais bien d'autres également : car on y trouve, pêle-mêle, de l'Alvin Toffler et du Jean Fourastié, auxquels l'auteur se réfère souvent lorsqu'il s'agit d'envisager le « choc du futur ». Du Mac Luhan et du Konrad Lorenz lorsque *l'information et le comportement sont* en cause. Du Jean-François Revel *(Ni Marx ni Jésus)* et du Jean Monnet (pour parler de l'Europe). Du Michel Poniatowski, bien sûr, et les livres le plus souvent cités sont ses précédents essais (2), ce qui est naturel. Mais surtout, et partout, du Valéry Giscard d'Estaing.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 8.)

(1) *Talleyrand aux Etats-Unis* (Presses de la Cité, 1967).
(2) *Les Choix de l'espoir* (Grasset, 1970) et *Cartes sur table* (Fayard, 1972).

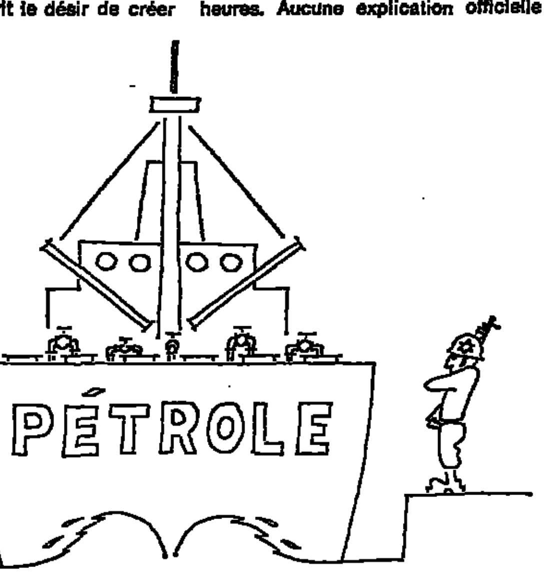
# PROCHE-ORIENT

## APRÈS LA DÉCISION ISRAÉLIENNE D'ALLÉGER LES FORCES STATIONNÉES DANS LE SINAI

## « Le processus de la paix a redémarré »

*(Suite de la première page.)*

Dans l'entourage du président égyptien on redoutait toutefois, lundi après-midi, que les Israéliens n'aient eu surtout à l'esprit le désir de créer un effet de propagande et d'effacer dans l'opinion publique internationale l'impression favorable créée par le climat de compréhension réciproque qui a marqué les conversations de Salzbourg.



(Dessin de KONK.)

Ainsi que la délégation américaine l'avait laissé prévoir dimanche soir, un seul entretien a eu lieu lundi matin. Il a duré environ deux heures. Aucune explication officielle n'a été donnée pour justifier la suppression du second entretien inscrit initialement au programme. A l'issue de cette conversation, les deux présidents se sont présentés devant la presse dans la cour de la *Residenz*, où s'étaient déroulées les discussions. Sous une pluie battante, protégés par quatre grands parapluies noirs, MM. Ford et Sadate ont prononcé chacun une courte allocution et ébauché une sorte de conférence de presse devant quelque deux cents journalistes contenus à une dizaine de mètres par une barrière de bois et trempés jusqu'aux os. La scène avait quelque chose de gênant, mais n'empêchait pas M. Kissinger, en imperméable blanc, d'arborer un petit sourire narquois.

Du côté américain comme du côté égyptien, on ne s'est pas montré avare d'appréciations élogieuses pour qualifier les deux jours d'entretiens de Salzbourg. *« L'atmosphère a été très positive et très constructive »*, a déclaré M. Kissinger, qui a ajouté : *« Je crois qu'elle fournit la base pour des conversations utiles avec les Israéliens. »* Le porte-parole égyptien, M. Tahrsin Bachir, a estimé quant à lui que la rencontre avait été un *« grand succès »*, et il a fait savoir que M. Sadate était *« très satisfait de l'engagement de M. Ford de rechercher une solution juste et loyale au conflit du Proche-Orient »*.

### « M. Ford, combattant de la paix »

Si l'on en juge par les déclarations des deux présidents, le principal résultat apparent de la rencontre a été de créer entre les deux hommes un climat d'estime. M. Sadate, en particulier, n'a pas tari de compliments sur son interlocuteur. « *Je savais*, a-t-il dit, *que M. Ford est un homme honnête et droit. Je dois ajouter maintenant qu'il est un combattant de la paix, qu'il aime la paix.* » La veille, le président américain avait prononcé lui aussi un éloge remarqué de la politique de son interlocuteur.

La journée de lundi a été consacrée à l'examen des relations bilatérales, en particulier dans le domaine économique, et à la poursuite de l'analyse de la situation au Proche-Orient. Aucun chiffre précis n'a été avancé officiellement concernant l'aide financière que les Etats-Unis pourraient accorder à l'Egypte. On parle d'une somme de 350 millions de dollars pour l'an prochain, ce qui serait assez modeste. M. Kissinger a indiqué qu'il ne serait pas possible de donner davantage de détails avant la fin du « réexamen » de la politique américaine. Cependant, dans le toast porté au déjeuner qu'il a offert à sa résidence de Klesheim, M. Ford a affirmé que *« les Etats-Unis étaient prêts à fournir à l'Egypte l'assistance pouvant servir de base à un développement économique à long terme »*. Cette aide revêtirait deux formes : elle serait tout d'abord bilatérale, mais elle s'insérerait aussi dans une *« coopération avec d'autres Etats et des institutions internationales »*. Selon M. Kissinger, il serait toutefois exagéré de parler du désir de créer un « consortium » d'aide. M. Ford a assuré son interlocuteur qu'il se battrait au Congrès pour que ses plans se réalisent.

### Mettre fin à la belligérance

En ce qui concerne la recherche des voies menant à un règlement pacifique du conflit du Proche-Orient, la seconde journée des entretiens a confirmé les impressions ressenties à l'issue des premières conversations. Les deux parties sont d'avis que le moment est venu de reprendre la procédure de négociation interrompue au mois de mars après l'insuccès de la mission de M. Kissinger.

L'insistance mise par M. Ford dans son toast de Klesheim sur les *« buts communs »* poursuivis par son pays et l'Egypte a frappé tous ses auditeurs : *« Nous avons discuté*, a-t-il dit, *de nos problèmes mutuels, de nos aspirations et de nos espoirs pour une paix commune et vraiment durable au Proche-Orient sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. »* Avant Salzbourg, M. Sadate avait particulièrement insisté sur la nécessité pour toutes les parties concernées par le problème du Proche-Orient de dire clairement que ces résolutions constituaient toujours le fondement de tout règlement pacifique. Pour le président égyptien, ces deux documents ont en effet le mérite de condamner l'acquisition de territoires par la force.

L'Egypte n'a pas seulement présenté son point de vue sur les éléments d'un accord intérimaire. Elle a aussi exposé la façon de parvenir à un règlement général, dont elle a précisé la nature. *« Le processus de la paix sera long,* a déclaré M. Sadate à l'issue des entretiens. *Mais je dis et j'ai toujours dit que le plus grand résultat que nous pourrons atteindre sera de mettre fin à l'état de belligérance qui existe depuis plus de vingt-sept ans. »*

Tant les Américains que les Egyptiens se sont montrés en revanche particulièrement réticents à donner des détails sur leur position quant à un futur accord partiel de dégagement. Toutefois, à supposer que, dans un premier temps, Le Caire se montre disposé à se contenter d'un simple retrait israélien dans le Sinaï, il le ferait uniquement si les étapes ultérieures du dégagement, en particulier sur le Golan, étaient clairement définies d'emblée. On ignore toutefois dans quelle mesure la réduction du potentiel militaire israélien le long du canal peut modifier ces plans.

MANUEL LUCBERT.

### Mettant en cause « l'intransigeance d'Israël »

### M. BOURGUIBA EXPRIME SON SCEPTICISME SUR LES CHANCES DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Tunis *(A.F.P.)*. — Les entretiens des présidents Ford et Sadate à Salzbourg et la conférence de Genève sur le Proche-Orient « *n'aboutiront à aucun résultat* », a déclaré lundi 2 juin M. Bourguiba. Le « combattant suprême », qui donnait à Tunis une conférence de presse, a estimé que la conférence de Genève « *n'aurait peut-être même pas lieu* », en raison « *de l'obstination et de l'intransigeance d'Israël* ». Il a dit en outre que le président Ford « *ne dispose pas d'assez d'autorité auprès du Congrès* » américain pour influencer Israël.

Le président tunisien a aussi réaffirmé le soutien de la Tunisie à la cause palestinienne en rappelant qu'il avait voulu faire profiter « *les frères palestiniens et arabes* » de sa longue expérience, en leur proposant de suivre une « *politique par étapes* ».

Evoquant ensuite les accords de Djerba, M. Bourguiba a une nouvelle fois écarté toute possibilité d'union entre la Tunisie et la Libye. « *L'Assemblée nationale tunisienne ne sera jamais d'accord pour une fusion qui fera perdre à la Tunisie son nom et sa personnalité.* » « *Nous pensons*, a-t-il ajouté, *qu'il vaut mieux coopérer, entretenir de bonnes relations et mieux se connaître, ce qui pourrait amener à longue échéance une union fédérale ou confédérale.* »

## Satisfaction au Caire

*(De notre correspondant.)*

Le Caire. — La satisfaction des Egyptiens, même s'ils ne tiennent pas trop à la montrer, est évidente. Tout signe annonciateur de paix, si modeste soit-il, a toujours été bien accueilli dans ce pays pacifique qu'est l'Egypte.

Le geste israélien démontre aussi aux Egyptiens, qui étaient de plus en plus nombreux à en douter, que la « politique de concessions » du président Sadate — réouverture du canal de Suez, prolongement du mandat des « casques bleus » — peut être payante. Certains pensent maintenant que la réduction des forces israéliennes, si elle était suivie dans quelque temps d'une nouvelle concession du Caire — par exemple le droit pour les navires de commerce des pays tiers transitant par le canal de transporter des marchandises à destination d'Israël, voire des produits israéliens, — pourrait être complétée par une décision d'Israël d'évacuer une partie du Sinaï.

Le second accord de dégagement que les Israéliens ont refusé à M. Kissinger de conclure avec l'Egypte l'hiver dernier serait alors pratiquement réalisé *de facto*, ce qui constituerait un pas notable sur la voie de la paix. On n'en est pas encore là, mais, pour la première fois depuis plusieurs mois, le pessimisme qui gagnait lentement l'opinion publique égyptienne, et nombre de responsables, quoi qu'ils en disent, s'est nuancé d'un léger espoir. — J.-P. P. H.

### Egypte

#### LE « FOUL » RATIONNÉ

Le Caire. — *Le ministère égyptien de l'approvisionnement vient de décider d'ajouter les fèves, le célèbre « foul », qui constitue l'aliment de base de l'immense majorité des Egyptiens, à la liste des produits vendus sur présentation de la carte de rationnement. Figuraient jusqu'à présent sur cette liste le sucre, l'huile, le thé, le savon de ménage et les allumettes.*

*En ce qui concerne le « foul », désormais chaque famille pourra en obtenir au plus deux kilos par mois à un tarif préférentiel dans un magasin d'Etat. Les consommateurs pourront se procurer des quantités supplémentaires de cette denrée à un prix supérieur à celui pratiqué par l'Etat. Mais sur le marché libre et dans la mesure où celui-ci sera suffisamment approvisionné.* — (Corresp.)

### Syrie

#### DES UNITÉS BLINDÉES ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉES DU GOLAN A LA FRONTIÈRE IRAKIENNE

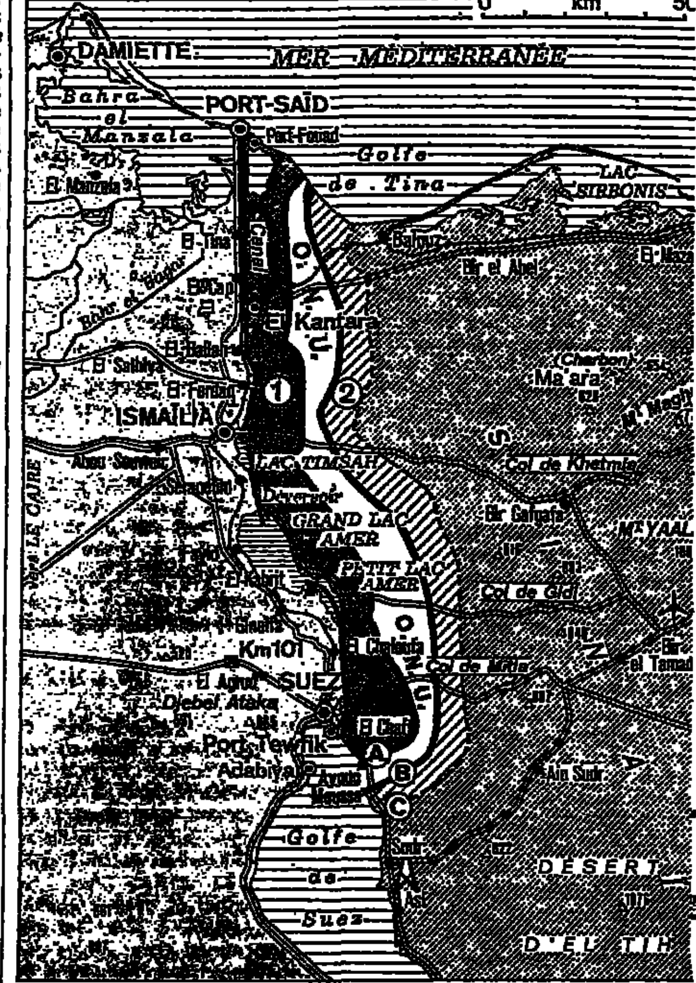
Damas (A.F.P., A.P.). — La Syrie a procédé, au cours des dernières semaines, à un transfert d'unités blindées du sud du pays vers les régions de l'Est situées près de la frontière syro-irakienne, a-t-on appris lundi 2 mai, de source diplomatique, à Damas.

Ce mouvement a affecté la majeure partie des forces blindées syriennes stationnées dans les zones proches du front syro-israélien, précise-t-on de même source. Cette décision aurait été prise en raison de la tension qui oppose Damas et Bagdad à propos des eaux de l'Euphrate.

## JÉRUSALEM : un geste de bonne volont[é] qui a eu le retentissement escompté

De notre correspondant

Jérusalem. — La solennité avec laquelle M. Rabin a annoncé, dans l'après-midi du lundi 2 juin, devant les représentants de la presse internationale, le « *geste unilatéral* » de son gouvernement, « *dans l'espoir de contribuer à diminuer la tension militaire dans la région* », prouve que le chef du gouvernement israélien escomptait que cette décision, dont la portée est surtout psychologique et politique, aurait un grand retentissement.



Les mesures annoncées lundi 2 juin par M. Rabin concernent la [...] de limitation des forces israéliennes comprise entre les lignes B et [...] où les effectifs des troupes et le nombre des chars seront réduits de moi[tié]. En outre, les batteries d'artillerie autorisées par l'accord de dégagem[ent] en seront retirées, ainsi que les missiles.

Comme on l'espérait à Jérusalem, l'aspect positif de ce geste n'a pas échappé aux Américains et aux Egyptiens réunis à Salzbourg, les présidents Ford et Sadate eux-mêmes l'ayant commenté favorablement.

M. Rabin a précisé, au cours de sa conférence de presse de lundi, que la décision qu'il venait d'annoncer n'avait nullement été inspirée par les entretiens de Salzbourg, mais tendait uniquement à démontrer les bonnes intentions d'Israël à la veille de la reprise de la navigation internationale dans le canal de Suez, « *conformément aux accords de dégagement israélo-égyptiens* » (1).

La réduction importante du dispositif militaire israélien dans la ceinture d'une trentaine de kilomètres de large bordant la zone-tampon contrôlée par les « casques bleus », dans la région s'étendant entre le canal et la chaîne de montagnes où se trouvent les cols de Mitla et de Gidi, met désormais la voie d'eau hors de portée des canons israéliens, puisque l'artillerie sera entièrement retirée à une distance d'au moins 33 kilomètres du canal (2). Le nombre des chars (l'accord en prévoyait trente) sera réduit de moitié, ainsi que le nombre des soldats, qui ne seront plus que trois mille cinq cents. Enfin, les missiles de toutes sortes, même les sol-air, ne seront pas placés à une distance inférieure à 40 kilomètres du canal de Suez.

C'est un conseil des ministres extraordinaire réuni dans la matinée du 2 juin, au titre du Conseil des affaires de la défense nationale, qui a pris la décision communiquée en début d'après-midi par M. Rabin aux journalistes. Cette décision unilatérale était cependant en discussion depuis longtemps. Il y a deux mois environ, le commandement supérieur avait indiqué au gouvernement qu'il ne voyait aucun inconvénient à réduire sensiblement les forces déployées dans la région du canal. M. Rabin s'était alors opposé à l'application d'une telle mesure, dont il craignait, selon un commentaire de la radio, qu'elle ne soit interprétée comme un signe de faiblesse.

En fait, la situation d'aujourd'hui n'est pas celle qui se dessinait ce sombre samedi de mars où les ministres israéliens, la mort dans l'âme, ont dû dire « non » au représentant de la seule puissance amie d'Israël. Les Syriens ont en effet prorogé le mandat des « casques bleus » sur le Golan, les Egyptiens ont décidé de rouvrir le canal à la navigation sans la contrepartie israélienne que M. Kissinger n'a pas pu leur apporter. Lundi, enfin le gouvernement israélien a réduit son dispositif militaire sans la contrepartie égyptienne que M. Kissinger n'a pu arracher au prési[dent] Sadate.

Quelle que soit la portée r[...] du « geste de bonne volon[té] » israélien, ce qui compte, c'est [qu'il] a été accueilli favorablement [dans] plusieurs capitales, et surtout [par] les dirigeants égyptiens.

Tout en se gardant d'un [opti]misme qui serait pour le m[oins] prématuré, c'est maintenant [sans] trop d'amertume que les Israé[liens] lisent dans leurs journaux [la] description détaillée des cérém[o]nies prévues pour la réouvertu[re] du canal de Suez qui marquero[nt] la traversée triomphale de [la] flottille conduite par la fréga[te] nommée *Six-Octobre*.

ANDRÉ SCÉMAMA.

(1) Notons que M. Rabin a déc[laré] lundi dans sa conférence de pr[esse] qu'il n'y a pas eu de consultati[on] à ce sujet avec les Américains. (N.D.L.R.)

(2) L'accord de dégagement au[to]risait Israël à faire stationner [des] batteries d'artillerie dans la zone [de] limitation des forces.

### M. RABIN : il n'y a pas eu demande américaine.

Jérusalem *(A.F.P.)*. — Au cours [de] la conférence de presse qu'il a te[nue] lundi 2 juin, et dont nous avons [fait] état dans nos dernières édit[ions] datées 3 juin, M. Rabin, après a[voir] annoncé les mesures d'allégem[ent] du dispositif israélien dans la z[one] de limitation des forces dans [le] Sinaï, a notamment déclaré :

*« Cette décision du gouvernem[ent] israélien n'a pas été influencée [par] des informations provenant de S[alz]bourg. Elle ne vise pas non [plus] à influencer les conversations F[ord-]Sadate. Il s'agit essentiellement [de] réduire la tension dans la région [et] de créer les conditions pour [la] reprise de la navigation, sans auc[une] crainte ni réserve de la part [des] nations maritimes.*

*» Les Etats-Unis ont été inform[és] au préalable, de cette décision is[raé]lienne. Mais il n'y a pas eu [de] demande américaine ni de consu[lta]tions à ce sujet avec les América[ins].*

*» Israël s'attend que tous les [élé]ments de l'accord sur le désenga[ge]ment soient respectés. Par la su[ite] les cargaisons en provenance et [à] direction d'Israël doivent pou[voir] transiter par le canal de Suez. Is[raël] a des raisons de croire que tel s[era] le cas.*

*» Au cas où les Egyptiens ne [res]pecteraient pas l'accord de dés[en]gagement et transféreraient des for[ces] sur la rive orientale (Sinaï) du ca[nal] la décision prise aujourd'hui ne se[rait] plus valable.*

*» Le gouvernement israélien esp[ère] que les Etats-Unis et l'Egypte verr[ont] dans ce geste une volonté d'Isr[aël] de faire des progrès dans la voie [de] la paix, qu'il s'agisse d'un acc[ord] global ou d'accords intérimaires [selon] la méthode des « petits pas. »*

Le bloc nationaliste de dr[oite] Likoud s'est vivement élevé [dès] lundi contre les mesures annonc[ées] par le premier ministre. Le Liko[ud] a déposé une motion d'urgence [à] ce sujet, qui sera débattue à [la] Knesset mercredi.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chili

● LE COMITE INTERNATIONAL DE SOLIDARITE AVEC LES JOURNALISTES CHILIENS réclame une campagne en faveur de quarante-trois confrères actuellement emprisonnés par la junte militaire. S'adresser à M. P. Girard, B.P.S.L. 69398 Lyon. Cedex 3. C.C.P. Lyon 14 8080 E, mention « Presse ».

### États-Unis

● M. GEORGE WALLACE SERA CANDIDAT A LA PRESIDENCE des Etats-Unis en 1976. Le gouverneur de l'Alabama — qui est demeuré infirme après la tentative d'assassinat dont il avait été victime lors de sa troisième campagne présidentielle en 1972 — n'a pas précisé s'il solliciterait l'investiture du parti démocrate ou s'il se présenterait comme indépendant. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

### Islande

● LES SYNDICATS ont déposé un préavis de grève générale pour le 11 juin prochain, si aucun accord n'intervient avec la fédération patronale. Une série de grèves, déclenchées par les marins pêcheurs, est à l'origine du malaise social. Les négociations sont actuellement au point mort.

### Ouganda

● LA PROPRIETE AGRICOLE INDIVIDUELLE a été abolie en Ouganda. Le président Idi Amin Dada a signé, lundi 2 juin, un décret nationalisant toutes les terres. Le gouvernement aura toute latitude d'en déplacer les occupants, et de leur verser des indemnités si leur terre est destinée à être mise en valeur. — *(A.F.P.)*

### Philippines

● LE PRESIDENT FERDINAND MARCOS, des Philippines, fera une visite officielle en Chine du 7 au 11 juin. Cette visite doit permettre de conclure un accord sur l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. La femme du président Marcos s'était rendue à Pékin en septembre dernier. — *(Reuter, A.F.P.)*

### Suède

● APRES SOIXANTE-NEUF JOURS de grève les ouvriers forestiers ont repris le travail le 2 juin dans le nord du pays. Les bûcherons suédois, qui réclamaient une mensualisation des salaires, ont obtenu satisfaction et recevront à partir du 1er octobre 1975 un fixe de 3 300 couronnes.

# AMÉRIQUES

## mportant débat s'engage au Sénat sur le budget militaire

De notre correspondant

ngton. — Le débat sur le le la défense, qui a com- lundi 2 juin au Sénat. n évidence les sérieuses ces de vues qui le parta- le rôle international des Inis. Ainsi. M. Stennis ate), président de la com- des forces armées, appuyé n collègue républicain, y Goldwater, a justifié la de crédits du Pentagone lliards de dollars d'arme- par la nécessité pour les Inis d'avoir à honorer *gagements internationaux. Etats-Unis doivent faire dre au monde qu'ils ndront leurs armes et jectifs au niveau néces- a protection de leurs inté-* a déclaré M. Stennis. que M. Goldwater évoquait ibilité d'une intervention américaine. « *peut-être che-Orient, en Europe. à , en Corée...* ».

int de vue a été vigoureu- contesté par les sénateurs ites « libéraux », MM. Ken- Cranston, McGovern, qui érent au Pentagone de er à se fonder sur l'hypo- le guerres locales classi- lont, selon M. Cranston, *Etats-Unis ne veulent pas ne peuvent pas gagner* ». ssi dénoncé « *la politique ention militaire cachée masque inoffensif de l'in- onalisme* ». Avec le séna- ennedy, le sénateur Crans- nquiète de la situation en Néanmoins, les deux hom- demandent pas le retrait arante mille hommes de américains, mais une ré- duction des effectifs, afin d'éviter que la participation des Etats-Unis à une guerre éventuelle ne soit « automatique ». Exprimant clairement les vues des jeunes nouveaux membres du Congrès, le sénateur Kennedy a affirmé que les Etats-Unis devaient aider à la solution des conflits locaux, mais que « *notre rôle doit être d'offrir nos bons offices et non pas de nous engager dans une action militaire. Nous ne pouvons plus recourir à l'envoi de fusiliers marins en République Dominicaine ou à la C.I.A. au Chili* ».

Le sénateur du Massachusetts a pris également position contre les expériences et les recherches visant à améliorer la précision et la puissance des engins nucléaires, dans la mesure où le gouvernement soviétique pourrait en conclure que les Etats-Unis cherchent à « *frapper les premiers* ». De leur côté, les sénateurs Goldwater et Numn ont insisté de nouveau pour que le nombre des divisions de combat soit porté de treize à seize, estimant qu'en cas de conflit en Europe, où les Etats-Unis n'ont plus la supériorité mais la simple parité nucléaire, « *l'augmentation des forces classiques représente l'alternative à l'emploi de la force nucléaire...* ».

Le débat — le plus important depuis la fin de la guerre au Vietnam — n'a pas en fait révélé *une évolution sensible des points* de vue de la droite et de la gauche du Sénat, mais on peut constater de part et d'autre un certain durcissement.

**H. P.**

## États-Unis

### UNE NOUVELLE « CAUSE CÉLÈBRE »

## Pour avoir tué un gardien de prison qui aurait tenté de la violer une jeune Noire risque la peine de mort

De notre correspondant

Washington. — Joanne Little, une jeune femme noire de vingt ans, comparaîtra dans quelques semaines devant le tribunal de Raleigh. Elle est accusée d'avoir assassiné son geôlier, Clarence Alligood, un Blanc. D'apparence banale, cette affaire criminelle a soulevé assez d'intérêt et de passion pour faire de Joanne Little, jusqu'alors inconnue, même pour les neuf mille habitants de la bourgade de Washington (Caroline du Nord), une figure nationale. Est-elle coupable ou victime, *la vedette de cette nouvelle* « cause célèbre » ? Les divers groupes et mouvements qui ont organisé des démonstrations et recueilli plus de 300 000 dollars pour sa défense n'ont aucun doute à ce sujet : « *Libérez Joanne Little !* », « *Sauvez Joanne Little !* », tels sont les mots d'ordre d'une campagne qui rallie les champions des droits des Noirs, les militantes des mouvements de « libération » de la femme et tous ceux qui demandent une réforme du système pénitentiaire.

Leurs efforts conjugués ont abouti à un premier résultat positif, puisque le procès aura lieu dans la capitale de la Caroline du Nord et non dans l'arrondissement rural de Beaufort, une région où le préjugé racial reste tenace. Le grand jury (l'instance d'instruction) du comté, passant outre aux objections de la défense, avait conclu à sa culpabilité. Si l'inculpation de meurtre au premier degré (homicide volontaire) est confirmée par les jurés de Raleigh, Joanne Little *sera obligatoirement*, en vertu de la loi de l'Etat, condamnée à mort. Elle rejoindra dans le « death row » (les cellules où sont groupés les condamnés à *mort*) les *soixante-neuf autres* personnes (dont quarante-deux Noirs) qui attendent une exécution que la décision de la Cour suprême du 9 juin 1972 a *moralement rendue inapplicable*. La Caroline du Nord, qualifiée par les organisations noires d'« *Etat le plus répressif de la nation* », compte en effet le plus grand *nombre de condamnés à mort*.

Joanne Little ne nie pas avoir tué, mais elle invoque la légitime défense. Selon ses avocats, les faits sont les suivants : aux petites heures du 27 avril 1974, le gardien Alligood entre dans la cellule où miss Little est incarcérée depuis trois mois, en attendant l'appel d'une condamnation à plusieurs années de prison pour vol avec effraction. Alligood, robuste sexagénaire, avait déjà fait des avances à sa prisonnière. Il se précipite sur Joanne pour la violer. De petite taille, mais vigoureuse, celle-ci se défend, et, s'emparant du pic à glace dont était armé le geôlier, elle frappe onze fois son agresseur, le blessant mortellement au cœur. Prise de panique, elle s'enfuit, et échappe de justesse à la police qui la poursuit. Quelques jours plus tard, elle se constitue prisonnière. Entre-temps, en effet, elle a appris qu'elle a été déclarée hors la loi — une procédure exceptionnelle qui n'existe plus qu'en Caroline du Nord, — ce qui l'expose, si elle refuse de se rendre, à être « abattue à vue » par n'importe quel citoyen.

Pour la défense, la tentative de viol est évidente : Alligood a été trouvé dans la cellule, nu de la taille aux chevilles, et, selon le médecin légiste, son corps révélait une « activité sexuelle récente »... Pour l'accusation, la jeune Noire a délibérément attiré son geôlier ; elle l'a « séduit ». Puis, après l'avoir poignardé, elle l'a déshabillé. Quant aux preuves d'activité sexuelle, elles sont insuffisantes pour être retenues. Deux thèses, diamétralement opposées, entre lesquelles le jury devra trancher. Ce qui n'est pas douteux, en tout cas, c'est que les journaux locaux ne firent aucune référence au dévêtement avancé du gardien, et, d'autre part, que le médecin ne fut pas invité à témoigner devant le grand jury. En revanche, il est certain que l'accusation opposera l'honnête gardien, père de six enfants, au passé irréprochable, à Joanne Little, une jeune délinquante, récidiviste du vol et de l'effraction.

### Un système archaïque

L'affaire a des implications plus larges allant au-delà de la culpabilité ou de l'innocence de la jeune femme. Elle est révélatrice, en effet, d'un système judiciaire et pénitentiaire archaïque, reflétant lui-même la persistance d'un racisme viscéral dans l'« *old South* » (vieux Sud). Plusieurs affaires récemment jugées ou en cours d'instruction en Caroline du Nord confirment l'emploi de méthodes douteuses — menaces et pressions, subornation de témoins — afin d'obtenir la condamnation de Noirs militant dans les organisations politiques.

Quant aux conditions pénitentiaires, en plus de l'entassement dû à l'insuffisance des locaux, elles gardent l'empreinte du passé esclavagiste. Ainsi, Joanne Little s'est plainte de n'avoir pu échapper aux regards indiscrets de ses geôliers, en mesure de la surveiller en permanence grâce au circuit fermé de télévision. On lui retira, dit-elle, les draps qu'elle avait placés sur les barreaux de sa cellule. Pourquoi, d'autre part, ne fut-elle pas transférée à la prison de femmes de Raleigh ? Enfin, les groupements de défense des Noirs et les militantes féministes se retrouvent pour dénoncer les abus des gardiens tout-puissants, cherchant à obtenir les bonnes grâces de leurs prisonnières, soit par des avantages et des faveurs, soit par la menace ou encore par le simple exercice *de la force brutale, surtout quand* ils ont affaire à des Noires.

L'affaire Little concerne également la légitime défense des femmes contre le viol, un crime qui a pris aux Etats-Unis d'inquiétantes proportions. En 1973, on a dénombré cinquante et un mille viols, et ce chiffre a augmenté de 9 % en 1974. Et encore ne s'agit-il que des viols rapportés à la police (le nombre de cas non signalés serait, dit-on, dix fois supérieur) étant donnée la répugnance des victimes, souvent traumatisées, à aller devant les tribunaux, à s'exposer à des questions embarrassantes, à des suspicions, à une pénible publicité, sans parler de la difficulté à faire la preuve ( à New-York, où, en 1974, on a compté une moyenne de quatorze viols par jour, l'administration d'une preuve corroborante n'est plus requise). D'où la mobilisation des mouvements féministes pour *obtenir* une *jurisprudence* plus favorable aux femmes.

En octobre dernier, en Californie, l'affaire Garcia fut un échec pour les féministes. Inez Garcia *avait également invoqué la légitime défense pour avoir tué un* de ses agresseurs. Elle fut néanmoins condamnée. Il est vrai que après le viol, elle était rentrée chez elle *prendre une carabine et* avait cherché dans les rues son agresseur pour l'abattre. Vingt minutes s'étaient écoulées, un délai qui, selon le tribunal, détruisait *l'argument de légitime* défense et la rendait coupable de meurtre prémédité. Le verdict de l'affaire Little permettra peut-être mieux de déterminer jusqu'où une *femme peut* aller dans sa défense contre un agresseur sexuel, et si, comme l'avocat d'Inez Garcia et les féministes le prétendent, il existe une « loi non écrite » permettant à une femme de tuer celui qui l'a violée.

**HENRI PIERRE.**

## Brésil

### LE COMITÉ DE SOLIDARITÉ FRANCE-BRÉSIL DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LE SORT DE « DISPARUS » POLITIQUES.

Le comité de solidarité France-Brésil (19, rue Jacob, 75006 Paris) vient d'adresser à M. Armando Falcao, ministre de la justice, à Brasilia, une lettre relative à des prisonniers politiques dont les familles sont sans nouvelles depuis longtemps. Le ministre était intervenu à la télévision pour donner des « précisions » sur le sort de ces personnes. Selon lui, la plupart se trouveraient, en fait, à l'étranger, ou dans la clandestinité, après avoir changé de nom.

Le comité estime que ces « informations » n'apportent « *aucune clarté sur le sort de ces démocrates et patriotes brésiliens disparus* ». Outre les vingt-quatre personnes dont avait parlé M. Falcao, le comité demande des précisions sur le sort de MM. Manuel Severino et José Marcelino, leaders paysans du Nord-Est ; Waldir Dantas, Luciano Siqueira et son épouse Josefa Siqueira, José Fonseca et son épouse Fatima Fonseca, Artur Geraldo Bonfim de Paula, ancien leader étudiant ; Pedro Coutinho et Hamilton de França, arrêtés par la IVᵉ armée ; Raimundo Cardoso, arrêté à Recife ; Alamir Cardoso, Edgarde Aquino Duarte, ex-sergent de la marine, Fernando Carneiro Tavares, dirigeant étudiant de l'Etat de Para ; Boanerges de Souza Massa, *médecin*, Luis Carlos Moreira, président du syndicat étudiant « Lupe Contrin » ; Genesio Homem de Oliveira, ouvrier, Paulo de Tarso Celestino da Silva, avocat ; Heleni Telles Guariba, professeur d'université, Ewaldo Diniz, journaliste du *Jornal do Comercio* ; Ivan Axelrud Seixas, Isis Dias de Oliveira, Jaime Amorim Miranda, avocat et journaliste, Raul Isidoro Pereira, arrêté le 3 juin 1974 ; Laurita Ricardo Salles, arrêté à la même date ; Rubens Ribeiro Machado Junior, arrêté à la même date ; Maria Albertina Gomes Bernacchio, arrêtée à la même date ; Paulo Melo Bastos, architecte.

En outre, le comité signale au ministre les noms de plusieurs détenus dont l'état de santé est très précaire.

## Argentine

● *SIX AVOCATS* au moins ont été assassinés ou enlevés par des groupes terroristes parapoliciers tels que l'Alliance anticommuniste argentine (A.A.A.), révèle un rapport publié à Genève par la commission internationale des juristes. Trente-deux autres défenseurs au moins sont arbitrairement détenus. — *(Corresp.)*

# AFRIQUE

## Namibie doit accéder à l'indépendance en tant qu'un seul État

### re le représentant de la France au Conseil de sécurité

York. — La France a pro- ndi 2 juin, au Conseil de , la création d'un « comité act » chargé de « *négocier lalités permettant de par- ussitôt que possible à l'in- nace de la Namibie dans ect de son intégrité et de ité territoriale* ». M. Louis ringaud, représentant de ce, a déclaré que l'indépen- le la Namibie devrait être e par des élections géné- au suffrage universel et ntrôle international.

eprésentant de la France ement critiqué le gouver- de Prétoria pour sa ise à l'ultimatum des unies, demandent une se ferme, avant le 30 mai, der l'indépendance à la e. (*Le Monde* du 31 mai.)

« *La réponse sud-africaine est ambiguë*, a-t-il déclaré. *Elle l'est tout d'abord en ce qui concerne l'unité du territoire. Il n'est à aucun moment question de la population ou du peuple namibien, mais, et à plusieurs reprises, des peuples du Sud-Ouest africain.*

» *Nous ne saurions nous satisfaire d'une formule aussi lâche, qui laisse craindre la formation de plusieurs Namibie et qui ne tient pas compte des résolutions par lesquelles l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont demandé à l'Afrique du Sud de respecter l'unité du pays. La Namibie ne doit pas être découpée à partir des critères de l'apartheid, mais accéder à l'indépendance en tant qu'un seul Etat.*

La France, a indiqué M. de Guiringaud, ne votera cependant pour aucun projet de résolution recommandant l'application de sanctions contre l'Afrique du Sud.

**PHILIPPE BEN.**

## Mali

### LONEL MOUSSA TRAORE QUINZE PERSONNALITÉS POLITIQUES E L'ANCIEN RÉGIME

ako (*Reuter*). — Quinze s collaborateurs de l'ancien nt Modibo Keita ont été lundi 2 juin à Bamako. ces personnalités figurent ment MM. Haidara Maha- Alassane, ancien président ssemblée nationale ; Ya- Maiga, ancien vice-prési- de l'Assemblée ; Seydou Kouyate, ancien ministre eloppement rural ; Attaher ancien ministre du com- ; Mamadou Famady Cis- ncien secrétaire général de nationale des travailleurs ali (U.N.T.M.), et Gabou ra, membre du bureau poli- national de l'Union souda- R.D.A., parti unique de n régime.

personnalités avaient été s, de même que l'ancien nt, au lendemain du coup militaire du 19 novembre qui devait conduire à la ion, quatre jours plus tard, gouvernement provisoire par le capitaine Yoro ite.

ssociation française d'amitié solidarité avec les peuples ue (94, rue J.-P. Timbaud, 1ᵉ) se réjouit, dans un com- ué publié lundi 2 juin, de la ion des quinze détenus poli- maliens. L'AFASPA souligne ant qu'elle espère que la ion des prisonniers politiques détenus va suivre très pro- ment, « conformément aux tions du président malien ». démarche, précise le commu- « concerne également le des citoyens maliens arrêtés la publication d'un tract anti- nemental lors du référendum n 1974 ».]

## Territoire français des Afars et des Issas

### LE CHEF DES AFARS ÉTHIOPIENS SE RÉFUGIE A DJIBOUTI

Djibouti (*A.F.P.*). — Le sultan Ali Mirah, chef suprême de la tribu des Afars d'Ethiopie, s'est réfugié, lundi 2 juin, à Djibouti. Le chef musulman, sultan des Haoussas et des Assayamaras, qui est accompagné de plusieurs membres de sa famille, pourra rejoindre le pays de son choix, et, s'il décide de s'installer en France, l'asile politique lui sera accordé, indique un communiqué du haut commissariat à Djibouti, qui ajoute que le sultan a laissé ses deux fils en Ethiopie.

Le communiqué précise que le sultan était en total désaccord avec le comité militaire éthiopien au sujet de la réforme agraire. Le 8 mai dernier, il avait été convoqué par les autorités d'Addis-Abeba en même temps que les chefs coutumiers afars. Ali Mirah avait refusé de répondre à cette convocation. Il s'était alors retiré à Manda, localité située à quelques kilomètres seulement de la frontière septentrionale du Territoire français des Afars et des Issas. Lundi, il a franchi la frontière et s'est présenté au poste de Galafi, d'où il a été dirigé sur Djibouti.

● *L'Association de solidarité franco-arabe* (12, rue Augereau, 75007 Paris) a publié, le 31 mai, un communiqué dans lequel elle « *attire l'attention du chef de l'Etat, du gouvernement et du Parlement sur la situation qui se détériore à Djibouti et sur le fait que celle-ci ne manquera pas d'être évoquée à Mogadiscio, lors de l'assemblée que doit y tenir prochainement la Ligue arabe* ».

### DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

## Le président Ford et la question atlantique

La tournée européenne du président Ford, après la défaite américaine au Vietnam, est l'occasion pour les commentateurs de s'interroger, comme *FRANCE-NOUVELLE*, hebdomadaire central du P.C.F. : « *Où va le monde ?* » Pour Jean Kanapa, « *une grande question se pose aujourd'hui : est-ce que les Etats-Unis vont tirer la vraie leçon des événements qui viennent de se dérouler, la vraie leçon de leur défaite ? Tout semble indiquer dès maintenant que les dirigeants américains s'emploient plutôt à essayer de s'adapter à leur recul, de s'adapter à leur propre affaiblissement, mais de s'y adapter d'une façon qui ne répond en rien aux intérêts des peuples des pays où l'impérialisme règne encore. Tout semble indiquer, par exemple, qu'au lieu de s'orienter vers une consolidation de la détente, vers un dépérissement, un dépassement, voire la dissolution des blocs militaires, ils s'orientent au contraire vers une consolidation de l'alliance atlantique. (...) C'est de mauvaise augure pour le processus de détente en Europe, et cela appelle la plus grande vigilance de notre part* ».

Pour Jean-François Revel, dans *L'EXPRESS*, « *l'alliance atlantique est souvent perçue du dedans non plus comme un moyen de défense contre une menace extérieure à l'Europe, mais comme un moyen pour les Etats-Unis de dominer l'Europe* ». Il ajoute : « *Si l'on oublie le danger qui justifie l'alliance atlantique — celui de voir se transformer en « démocraties populaires » les pays européens qui ne le sont pas encore, — il ne subsiste, en effet, comme trait saillant que la domination américaine. Elle est dès lors ressentie comme intolérable. Mais c'est comme si un exposé sur la circulation automobile et les accidents de la route portait exclusivement sur la gêne occasionnée par le port de la ceinture de sécurité.* »

Olivier Chevrillon, dans *LE POINT*, s'inquiète également de la menace soviétique. Le but de l'U.R.S.S., souligne-t-il, « *n'est pas de faire la guerre, mais d'imposer une « pax sovietica » quand l'Europe sera mûre* ». Selon le président-directeur général du *Point*, « *l'Europe s'enfonce mollement dans l'inconscience. Et peut-être dans le neutralisme. Or le neutralisme, comme une boule de neige, accélère et grossit tout seul. Aujourd'hui, nous supplions les Américains de maintenir des forces importantes de ce côté-ci de l'Atlantique. Mais il est parfaitement concevable que des pays européens imitent demain l'exemple thaïlandais. Ils trouveront les G.I. finalement, trop voyants. Et c'est eux-mêmes, alors, qui demanderont à Washington de les retirer, pour ne pas offusquer le grand voisin. L'U.R.S.S., bien entendu, n'en sera que plus à l'aise pour élever le ton. La victoire, disait Foch, est un plan incliné. La capitulation aussi.* »

### Caricature

L'éditorialiste de *RIVAROL* met aussi l'accent sur « *la formidable concentration de moyens que représente le pacte de Varsovie* ». Aussi s'indigne-t-il de l'attitude de M. Giscard d'Estaing qui, d'une part, comme il l'a expliqué à l'issue de son déjeuner de presse du 21 mai, comprend les craintes soviétiques à l'égard d'une défense européenne, d'autre part observe que les partenaires de la France sont favorables à un système intégré avec les Etats-Unis. Pour *Rivarol*, « *l'argument qui consiste à prétendre que rien n'était — et n'est possible dans le domaine de la défense en raison de l'« atlantisme » de certains de nos partenaires, montre à l'évidence que la position de la France à l'égard de l'OTAN et de l'alliance atlantique est demeurée immuable. Comme du temps de De Gaulle, les dangers d'une intégration présentée de façon caricaturale sont seuls pris en considération.*

» *Le camarade Marchais et ses coadjuteurs peuvent bien raconter ce qu'ils veulent pour les besoins de leur propagande, la ligne générale demeure ce qu'elle n'a jamais cessé d'être depuis le retour aux affaires du liquidateur en chef : maintenir farouchement ses distances avec les impérialistes yankees, resserrer les liens politiques, économiques et « culturels » avec les grands frères de l'Est.* »

Jean Daniel désapprouve, en revanche, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, l'effort de MM. Ford et Kissinger pour « *retrouver ou refaire le noyau dur de l'atlantisme, c'est-à-dire d'abord l'Europe et le Japon, et lui redonner cette vertu de catalyseur que le « monde libre » détenait il y a quelques années encore* ». Il estime : « *Au lieu de l'interroger, par exemple, sur l'injustice, à terme explosive, d'un ordre monétaire international qui privilégie scandaleusement le dollar ; au lieu de repenser d'une manière radicale la politique de répartition et d'échange des matières premières ; au lieu, enfin, de s'adapter avec imagination à l'irruption nouvelle sur la scène internationale des anciens damnés de la terre, les chefs de la diplomatie et de l'Etat américains ne se préoccupent guère que de maintenir leur suprématie sur leurs adversaires et leur hégémonie sur leurs alliés.*

Jean Bothorel constate, pour sa part, dans *LA VIE CATHOLIQUE* qu'aux Etats-Unis le « *vieux démon isolationniste s'est réveillé* », mais il pense que cette tendance n'entraînera pas plus qu'« *un léger repli du parapluie américain* ». Il poursuit : « *L'Europe ne doit-elle pas saisir cette occasion pour renforcer son unité ? Au bout de la nuit que traversent les Etats-Unis on retrouve l'Europe. Cette Europe était aussi au rendez-vous de l'Amérique, voilà deux siècles. Et au moment où le peuple américain célèbre les premières fêtes de son deux centième anniversaire, l'actualité quotidienne le ramène, singulièrement, à réfléchir sur les liens qui l'unissent au Vieux Continent.* »

Le président américain pourra au moins reprendre à son compte, à l'issue de son voyage en Europe, ce dessin de *CHARLIE-HEBDO*, parmi les « *aventures auxquelles vous avez échappé* » : « *Semaine sans défaite pour les U.S.A. — Ford : ma cote remonte.* »

# EUROPE

# La Grande-Bretagne devant le référendum sur l'Europe

## II. — L'INFLATION N'EST PAS UNE FATALITÉ

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

**Notre envoyée spéciale Nicole Bernheim a montré, avec l'Ecosse, où les nationalistes jouent un rôle déterminant dans la campagne pour le « non », un exemple des problèmes que le référendum sur l'Europe soulève en Grande-Bretagne (« le Monde » du 3 juin).**

**Paul Fabra explique maintenant le contexte économique de cette consultation sans précédent.**

Londres. — Secrétaire général du Congrès des trade-unions, M. Len Murray est un homme d'une cinquantaine d'années, modeste et accueillant. On le prendrait pour un professeur de faculté. Il me reçoit dans un bureau lambrissé, confortable et élégant. Il devrait avoir réponse à maintes questions que l'on peut se poser sur l'avenir du Royaume, et notamment sur les reproches communément adressés aux trade-unions. Les syndicats n'ont-ils pas leur part de responsabilité dans le retard industriel du pays quand ils bloquent les progrès de la productivité en obligeant les employeurs à occuper trois hommes pour accomplir une tâche que deux exécuteraient aussi bien ?

### Un syndicaliste très raisonnable

Leurs pratiques restrictives n'aggravent-elles pas encore le mal qui serait à l'origine du déclin national : le peu d'entrain supposé au travail des sujets de sa Gracieuse Majesté ? Comment les dirigeants syndicaux pourraient-ils ignorer qu'en réclamant — et en obtenant — des augmentations de salaires qui dépassent souvent 30 %, ils contribuent à alimenter une inflation sans égale dans le monde industrialisé et dont la conséquence est l'appauvrissement progressif du Royaume-Uni à travers une dépréciation continuelle de sa monnaie (36 % vis-à-vis du deutschemark en trois ans !) ?

M. Murray, qu'on range à la gauche (pas à l'extrême gauche) du mouvement ouvrier — il n'aurait eu guère de chances d'être élu s'il n'avait pas cette réputation — ne se lance pas dans la polémique.

« *Chaque pays*, remarque-t-il, *a les syndicats qu'il mérite. Nous sommes le miroir d'une société. Il doit bien y avoir quelque chose de vrai dans les critiques qu'on nous fait.* »

Le secrétaire général des trade-unions ne fait aucune difficulté pour reconnaître que l'objectif attendu est de détourner de la consommation des ressources réelles pour les affecter à l'investissement. C'était le thème du Livre blanc publié au début de cette année et qui préparait le budget un peu vite qualifié d'« austère » de M. Healey.

« *Ce que vous dites ne revient-il pas à considérer comme souhaitable une augmentation des profits des entreprises publiques... ou privées ?*

*— Cela aussi, nous l'acceptons, à condition, bien sûr, que les profits soient réemployés à des fins productives et non distribués sous forme de dividendes. Du reste, nous avons approuvé les mesures que le chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, a prises, dans son budget d'automne, en faveur des industriels, y compris le relâchement du contrôle des prix.* »

Cependant, définir les grands objectifs à atteindre en termes macro-économiques est une chose, les faire passer dans la réalité de tous les jours, de telle façon que chacun en accepte les conséquences sur son propre niveau de vie, en est une autre. C'est là que réside toute la difficulté, remarque le très raisonnable secrétaire général. Le « contrat social » (1) fournit-il la méthode pour la surmonter ? On a tort, selon M. Len Murray, de parler d'échec à son propos. L'éclairage est toujours mis sur les fortes augmentations de salaires obtenues par les travailleurs de telle ou telle entreprise, mais on ne cite pas les nombreux cas où la modération l'a emporté, comme dans l'imprimerie, par exemple. Et le contrat social a contribué, à sa manière, à la paix sociale, eh oui ! la paix sociale, poursuit, sur le même ton convaincu, M. Murray qui rappelle qu'en 1974 le nombre d'heures de travail perdues pour fait de grève a été égal au tiers de la moyenne annuelle constatée depuis 1968. Aussi le secrétaire général est-il, comme chacun sait en Angleterre, opposé à la mise en œuvre d'une politique des revenus imposée par la loi (Statutory Income Policy). Le Royaume-Uni en a connu à plusieurs reprises depuis la fin de la guerre, et la dernière fois quand M. Edward Heath, alors chef du gouvernement conservateur, s'est brusquement converti, en 1972, à tout ce qu'il avait condamné, au nom d'un libéralisme pur et dur, dans son manifeste électoral.

### Un contraste caractéristique

C'est de « l'autre côté », parmi les représentants du patronat, qu'une politique des revenus plus autoritaire trouve ses partisans, sans qu'ils voient, dans cette attitude, une contradiction pourtant flagrante avec les principes de l'économie de marché qu'ils essayent de mobiliser contre toute la « Bennery » — expression tirée du nom du ministre de l'industrie, Wedgwood Benn — dont la Grande-Bretagne est menacée.

Autant le bureau de M. Len Murray respirait le bien-être bourgeois, autant celui où me reçoit le conseiller économique de la Confederation of British Industry (le C.N.P.F. d'outre-Manche) paraît vieillot et étriqué. Le contraste est sans doute fortuit mais il fait penser à un des traits caractéristiques de la société britannique actuelle. La gauche, et encore plus la gauche de la gauche, est volontiers représentée par des hommes riches comme M. Benn alors que le conservatisme, tout en restant — ô combien ! — lié à l'*establishment*, a aussi un aspect populaire qui surprend moins depuis l'accession au pouvoir de M. Heath et la nomination à la tête du parti de Mrs Thatcher face aux aristocrates et aux fils de famille, nombreux dans les postes dirigeants du Labour et au cabinet. Dans l'enceinte du C.B.I., en tout cas, la cause est entendue : « *l'inflation des salaires* » est la principale cause des difficultés actuelles. Pour la combattre, il faut s'en prendre directement à elle. La « persuasion » paraissant insuffisante, on se laisse tenter par des formes plus contraignantes. On verra après le référendum.

La même obsession règne à Whitehall. Le chancelier de l'Echiquier ne manque pas une occasion pour répéter qu'il s'est politiquement engagé à réduire l'inflation, la plus voyante des manifestations de la « maladie » britannique (British desease). La livre, au train où vont les choses, ne risque-t-elle pas cette année de perdre plus du quart de son pouvoir d'achat intérieur après en avoir perdu le cinquième l'année dernière, ou peu s'en faut ? « *Depuis plusieurs mois*, a dit M. Healey dans le discours de présentation du budget prononcé en avril dernier, *le taux d'inflation a été principalement déterminé par l'augmentation des salaires.* »

Pour diminuer la pression, on compte d'abord et surtout sur la peur du chômage qui, assure-t-on, a commencé à faire sentir ses effets dans le secteur privé. Mais dans le secteur public rien de tel ne semble jouer, même si, après de difficiles négociations avec les syndicats, Sir Monty Finniston, président des Aciéries nationalisées, a réussi à faire admettre une partie du programme de réduction des effectifs à propos duquel M. Wedgwood Benn l'avait publiquement interpellé dans une controverse célèbre.

« *Par quel genre de discipline remplacer dans les entreprises qui appartiennent à l'Etat les contraintes qui résultent dans les affaires privées de la nécessité de dégager un profit et du risque de faillite ?* » Telle est, disent les travaillistes modérés du gouvernement, la principale question qu'il convient de résoudre. Ils admettent qu'ils n'ont aucune solution toute prête. Leurs adversaires ont beau jeu de leur faire remarquer que dans ces conditions c'est inconscience de leur part que de proposer une extension aussi considérable des nationalisations, englobant la construction navale, l'industrie aéronautique, les sociétés nouvellement en perdition, comme Ferranti ou British Leyland, etc.

### Une prise de conscience bien lente

Le budget de M. Healey permet, au moins sur le papier, de répondre à cette critique, puisqu'il prévoit la disparition de toutes *subventions* d'ici à 1977. Mais cet engagement emportera-t-il la conviction, même s'il a déjà reçu un début d'exécution ? L'inflation qu'il s'agit de combattre par ce biais est tellement rapide qu'elle réduit à néant les efforts parfois courageux entrepris pour la combattre. C'est ainsi que les tarifs de cinq grandes branches d'activités relevant de l'Etat — le charbon, l'électricité, le gaz, les postes et le chemin de fer — ont été depuis l'automne en moyenne relevés de 40 % et que pourtant elles ont annoncé pour l'exercice en cours un déficit combiné de 700 millions de livres contre 500 millions l'année dernière à pareille époque.

En dépit de l'élévation vertigineuse du coût de la vie, l'homme de la rue n'a pas encore pris conscience de la gravité de la situation. « *C'est en lisant les titres alarmistes des journaux et en écoutant les émissions de la T.V.A. qu'il apprend que son pays traverse une crise sans pr[...] dent* », dit-on un peu partou[...]

Les salaires ont jusqu'à m[...] tenant monté plus vite que [...] prix et, même en tenant com[...] des réductions d'horaires et [...] suppressions d'emplois, il ne s[...] ble pas que le niveau de vie [...] ouvriers ait baissé. Beau[...] d'entre eux vivent même [...] doute mieux qu'il y a deux [...] mais il n'en est pas ainsi [...] ceux qui appartiennent aux c[...] ses moyennes. Si les pers[...] tives d'activité sont particuli[...] ment sombres, l'économie bri[...] nique paraît dans son ensem[...] avoir jusqu'à maintenant pl[...] moins souffert que ses con[...] rentes, bien que sur ce p[...] les statistiques disponibles n[...] prêtent pas à des comparai[...] incontestables.

C'est ainsi que, dans un de[...] récents bulletins mensuels, [...] Banque d'Angleterre a repr[...] au gouvernement de se va[...] de ce que le chômage en Gra[...] Bretagne ne touchait que 3,1[...] de la population active (on é[...] alors en avril) contre plus de [...] aux Etats-Unis et plus de 5 % [...] Allemagne. Selon les experts [...] l'institut d'émission, la situa[...] était beaucoup moins favor[...] pour le Royaume-Uni si [...] tenait compte des différe[...] dans les méthodes de rece[...] ment. En appliquant le mode [...] calcul britannique, la propor[...] tomberait à 5,5 % pour les Et[...] Unis et à 1,8 % pour l'Alle[...] gne. Il y aurait en Fra[...] 3,3 % de chômeurs et en It[...] 2,8 %. Même si la réalité [...] difficile à appréhender, une ch[...] est certaine : la Grande-Breta[...] a continué malgré l'accélérat[...] de l'inflation qui s'est prod[...] dès juillet 1973 à mener une p[...] tique économique et financ[...] inspirée du souci de « souf[...] le moins possible ». Pour ce fa[...] elle a emprunté en 1974 l'équi[...] lent de 5 % du produit nation[...]

Dans le climat de démorali[...] tion qu'a fini par créer ce[...] attitude générale d'abandon, [...] plus important est peut-être [...] se convaincre que l'hyper-inf[...] tion qui menace de détruire [...] structures de la société britan[...] que ne résulte pas d'on ne [...] quelle fatalité. La course des p[...] et des salaires n'est pas due à [...] perte progressive du fameux « [...] visme » qu'on considérait naguè[...] comme une seconde nature [...] peuple britannique. Elle était [...] crite par avance dans une sér[...] d'erreurs commises par les dir[...] geants de Londres. La politiqu[...] menée par le gouvernemen[...] conservateur de M. Heath a[...] cours de ces deux dernières an[...] nées d'existence a été particuliè[...] ment désastreuse à cet égard.

(1) On appelle contrat social l'accord passé entre le cabinet travailliste et les trade-unions à la veille des élections d'octobre 1974. Selon ce « contrat », les augmentations de salaires, sauf cas exceptionnel, devaient se borner à compenser les effets de la hausse du coût de la vie.

Prochain article :

**UN LOURD HÉRITAGE ET BEAUCOUP DE PROJET[S]**

# EUROPE

## :urope sans emphase

? de la première page.)

:ette hypothèse, ce serait ite la fin de la détente en · sans parler de nouvelles nsions françaises. La hypothèse est également ire, car, si l'Allemagne accepte d'être petite et at aliénée dans son pou- décision face aux Etats- lle s'opposerait sans nul ce que son armée conti- ouer le rôle de la « vitre sseur » servant à une sorte ominium franco-britanni- supposer que la Grande- e en accepte l'idée).

si on ne veut pas que, en 1950-1954, la proposi- une communauté euro- de défense, lancée avant e une communauté politi- tue les chances de cette politique, il vaut mieux . mettre le problème entre èses, d'autant plus que ences militaires ne sont oritaires pour le moment. lition de vraiment met- re parenthèses et de ne -estimer les obstacles sup- aires que l'on crée hors ice en parlant aux Fran- la défense dans les termes s les plus « a-européens » plus mythiques. Une qui ne pense qu'à sa pro- fense : où est l'Europe? ance qui affirme pouvoir ndre seule : où est le réa-

; trouve que les autres ens, surtout les dirigeants ıds, sont convaincus au- ui que la force atomique se n'est ni dérisoire, ni à la collectivité dans la où elle introduit un solide t d'incertitude supplémen- our un éventuel agresseur, s'il a recours à la pression ne plutôt qu'à la menace re directe. Alors pourquoi r ce gain en parlant ; si les partenaires n'exis- pas?

t-être parce qu'on ne se pas assez compte en France, té de l'opposition comme du de la majorité, de la taille bstacle que constitue l'at- cocardière française.

emment, ni M. Giscard ng ni M. Mitterrand n'uti- les mêmes termes qu'un a qui pratique volontiers le le clairon et qui, dans un intitulé « La langue de e, c'est le français », vient ner entre autres qu'il s'agit lutte « pour la langue des rs contre celle des mar- » et que le français doit er « parce que la littéra- rançaise fournit (à l'Eu- -es idées et sa philosophie bientôt cinq siècles. La allemande est beaucoup une, beaucoup plus frag- re »...

M. Mitterrand considère nité européenne doit large- consister en un ralliement rtenaires aux idées fran- (l'isolement actuel des tes français n'existerait uand ils seront au pouvoir qu'ils exerceront un « effet inement »), tandis que le nt de la République n'a core fait grand-chose pour ncre nos partenaires que caricature parue dans un l allemand n'est pas fon- n y voit un magnifique coq n guise de cocorico, lance . moi, moi » (en français e texte), le sous-titre di- « L'Europe doit parler par ule voix... »

er contre cet obstacle-là, ce l'ailleurs pas seulement re-noncer à une attitude de supériorité, c'est travailler plus en profondeur pour que la vision que les Français ont de leurs partenaires soit plus complète. Cela suppose, depuis les manuels d'histoire et de géographie de l'enseignement primaire jusqu'aux programmes de la télévision, un changement d'attitude, une ouverture, une renonciation à l'autocontemplation plus difficile à obtenir que la suppression ou l'instauration d'une célébration.

La difficulté est la même dans les autres pays, mais, précisément, l'une des meilleures façons de prouver, dans une conjoncture défavorable, la volonté européenne de la France, ce serait de montrer un comportement véritablement exemplaire en matière d'ouverture, de communication, d'interpénétration. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'on est loin du compte, qu'il s'agisse de l'assassinat financier des émissions radio vers l'étranger, des programmes de télévision tournés vers le passé ou des blocages de tous nos ordres d'enseignement face au monde extérieur.

Mais pourquoi faudrait-il une action d'infrastructure si le scepticisme est justifié au niveau de la politique de l'économie? La réponse est simple : parce que le scepticisme n'est que partiellement fondé. Parce que l'interdépendance des économies et des conjonctures et la communauté de situation pèserait déjà dans la balance du côté de l'Europe à faire, même s'il n'y avait pas de volonté politique, même s'il n'y avait pas des perspectives plus exaltantes que celle de se protéger ensemble contre les malheurs communs.

Or cette volonté paraît bel et bien exister chez ceux qui mènent le jeu politique français, et la perspective positive existe elle aussi à partir d'une événement qui ne bouleverse sans doute pas l'économie mondiale, mais qui marque une date-clé dans la définition de la vocation européenne, à savoir la convention de Lomé du 28 février dernier.

Alors que les Etats-Unis ont tendance à définir leurs rapports avec les pays neufs en termes d'antagonisme, on voit très bien quelle pourrait être la fonction de l'Europe dans le remodelage de l'ensemble des relations internationales dans le dernier quart de ce siècle. Il se trouve que deux entraves qui l'empêchaient de chercher vraiment à exercer cette fonction sont en voie de disparition : du côté français, on semble enfin avoir découvert ou redécouvert que la France n'avait la possibilité ni de l'exercer seule ni de se servir des autres Européens pour étayer son action propre; du côté allemand, on a enfin découvert que la République fédérale ne pouvait plus se permettre de fuir toute responsabilité mondiale en laissant faire les Etats-Unis.

L'Europe à base franco-allemande? Seulement si c'est pour ne pas se limiter à affronter ensemble les difficultés de la conjoncture économique. Seulement si c'est pour entraîner les partenaires à regarder vers le champ global de la politique mondiale. Malgré le scepticisme justifié, cela n'est pas impossible. A condition de renoncer à l'emphase comme à l'étroitesse : entre l'exaltation verbale et le manque d'ambition, il y a de la place pour la ténacité animée par la conviction chaleureuse plutôt que par le cynisme désabusé.

ALFRED GROSSER.




**Portugal**

*OUVRANT LA SESSION DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE*

## Le général Costa Gomes invite les députés à placer les intérêts de l'État avant ceux de leur parti

De notre correspondant

Lisbonne. — Alors que les habitants de la capitale portugaise participent volontiers à de grandes manifestations de soutien au Mouvement des forces armées ou aux différents partis, il n'y avait guère plus d'une centaine de curieux, le lundi 2 juin, à attendre, devant le palais Sao Bento, l'arrivée des deux cent cinquante députés venus participer à la séance inaugurale de l'Assemblée constituante, présidée par le chef de l'Etat, le général Costa Gomes.

Celui-ci a fait, dans son discours inaugural, une sorte de philosophie politique. Il a demandé au législateur de rédiger une Constitution dont les principes seraient « *suffisamment solides pour garantir la stabilité gouvernementale dans cette période de transition, et suffisamment larges pour ne pas entraver la révolution entreprise par le peuple et par ses forces armées* ».

L'initiative accordée aux députés est très limitée. A l'exception de l'unique représentant de l'extrême gauche, appartenant à l'Union démocratique populaire, tous les autres députés sont, en effet, tenus par l'accord conclu entre leur parti respectif et le M.F.A. quelques jours avant les élections. Cet accord fixait déjà le rôle des différents organes de pouvoir : président de la République, Conseil de la révolution, assemblée du M.F.A., assemblée législative, gouvernement, tribunaux. Il est déjà acquis que, sous l'emprise de la future Constitution, le président de la République sera élu au suffrage indirect par un collège constitué par les membres de l'assemblée du M.F.A. et ceux de la future assemblée législative. La réalité du pouvoir appartiendra, comme aujourd'hui, au Conseil de la révolution. Il définira les grandes lignes de la politique intérieure et extérieure du Portugal, il devra approuver les textes émanant de l'Assemblée ou du gouvernement, concernant l'organisation de la défense nationale, la réglementation des activités politiques, l'exercice des libertés et des droits fondamentaux, les dispositions relatives à la politique économique, sociale et financière.

Le Conseil de la révolution pourra, en outre, proposer des modifications à la Constitution et délibérer sur la dissolution de l'assemblée législative en cas d'« *impasse politique* ». Il sera juge de l'incapacité physique, temporaire ou permanente du président de la République et désignera, le cas échéant, la personne qui par intérim assurera ces fonctions. Il doit encore donner son avis au président de la République sur le choix du premier ministre et des trois *ministres qui doivent avoir « la confiance du M.F.A.* » : ceux de la défense, de l'intérieur et de la planification économique. Le reste du gouvernement sera composé en fonction de l'importance des partis politiques à l'assemblée législative. Deux motions de censure de cette assemblée pourront entraîner un remaniement ministériel. Les projets de loi soumis à l'approbation du Conseil de la révolution seront obligatoirement promulgués s'ils ont été votés en deuxième lecture par les deux tiers des députés.

### Élections législatives en 1976

Selon des déclarations récentes du général Vasco Gonçalves, l'assemblée législative sera élue au début de 1976, après l'approbation de la Constitution. Son mandat sera de trois à cinq ans — limite fixée par le M.F.A. à la « *situation transitoire* » qui dure depuis le renversement du régime de M. Caetano. De nouvelles élections désigneront alors une nouvelle assemblée pour procéder aux révisions constitutionnelles considérées comme nécessaires.

Le pacte entre le M.F.A. et les partis a été, selon le général Costa Gomes, une « *base de départ* » importante. Il aurait, a-t-il indiqué, rassuré beaucoup d'électeurs qui, « *en d'autres circonstances, n'auraient pas manqué de juger prématurées les élections du 25 avril* ». Ce pacte écarte également les risques d'aboutir à un texte constitutionnel « *en recul de quelques décennies par rapport à l'élan socialisant de notre société* ».

La première séance ordinaire de travail devait se tenir ce mardi 3 juin. Le problème de l'attribution des places aux députés est réglé : le représentant de l'U.D.P. siège tout à fait à gauche de la tribune présidentielle. Puis viennent les cent seize députés du parti socialiste qui occupent une large partie de l'aile gauche et du centre. Derrière les députés du P.S. figurent, à gauche, les trente députés communistes et les cinq députés du Mouvement démocratique portugais. Utilisant les places encore disponibles au centre de la salle et s'allongeant sur la plus grande partie de l'aile droite, les quatre-vingt-un députés du parti populaire démocratique ne laissent libres que les dix-sept places situées juste à la droite de la tribune : les députés du centre démocratique et social en occuperont seize ; la dernière sera utilisée par le représentant (conservateur indépendant) de Macao.

Le député socialiste M. Henrique de Barros, qui, à titre provisoire, a présidé la séance inaugurale devrait être confirmé comme président de l'Assemblée. D'autre part, le chef du groupe parlementaire du P.S., M. José Magalhaes Godinho, a dû être remplacé pour des raisons de santé. Son successeur, M. Lopes Cardoso, a été élu député dans une circonscription rurale du sud du pays. Le nouveau chef du groupe parlementaire socialiste a mené, en exil, une action constante contre l'ancien régime.

Les couloirs de Sao Bento vont donc connaître l'animation des grands débats politiques. Les élus resteront très attachés aux partis qui les ont présentés au suffrage, bien que le général Costa Gomes les ait invités à « placer les intérêts supérieurs de l'Etat au-dessus des intérêts partisans » au sein de l'Assemblée. En outre, les postes laissés vacants ne seront pas pourvus, la loi ne prévoyant pas d'élections partielles. Afin de « moraliser » les travaux, tout député absent à cinq séances consécutives sera exclu de l'Assemblée. La même mesure d'exclusion est appliquée au bout de la quinzième absence non justifiée.

Le délai accordé aux représentants des six partis pour préparer la Constitution est de trois mois, renouvelable une fois. Faute d'un accord après six mois de discussions, de nouvelles élections devraient désigner une autre Assemblée constituante.

JOSE REBELO.

● *Le comité Martins Soares*, porte-parole en France du Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P., maoïste), a appelé à une manifestation, le 3 juin à Paris, afin de réclamer, à la veille de la visite officielle du général Costa Gomes, la libération des militants du M.R.P.P. emprisonnés au Portugal.

### LE PRÉSIDENT PORTUGAIS VISITERA LA FRANCE DU 4 AU 7 JUIN

**Attendu à Paris mercredi 4 juin à 15 h. 15, le général Francisco Da Costa Gomes est le premier président de la République portugaise reçu en visite officielle en France depuis que le président Machado était venu, en 1917, inspecter les troupes portugaises combattant sur le front français.**

**Mercredi soir, le président portugais sera l'hôte à dîner du président Giscard d'Estaing.**

**Jeudi 5 juin au matin, il aura un entretien à l'Elysée, déposera une couronne sur la tombe du soldat inconnu, assistera à une réception à l'Hôtel de ville, avant d'offrir un déjeuner en l'honneur du président de la République. Il quittera Paris dans l'après-midi en hélicoptère pour la Touraine, où il visitera des châteaux de la Loire jusqu'à samedi.**

**Samedi matin, le général Da Costa Gomes visitera le centre culturel portugais et sera l'hôte à déjeuner de l'Association de la presse diplomatique française. Il recevra la colonie portugaise à l'ambassade du Portugal avant de repartir pour Lisbonne, à 20 heures.**

### Pour freiner l'aggravation du déficit commercial

### INSTITUTION DE SURTAXES DE 20 % ET 30 % A L'IMPORTATION

**Lisbonne (A.F.P.). — Le gouvernement portugais vient d'instituer des surtaxes de 20 % et 30 % à l'importation d'un certain nombre de produits, surtaxes qui sont immédiatement applicables et resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre. Le Portugal, qui avait été le seul pays de l'O.C.D.E., lors du récent *conseil ministériel*, à ne pas renouveler l'engagement de 1974 de s'abstenir de mesures commerciales restrictives (« le Monde » du 31 mai), a informé de sa décision les instances du GATT, l'organisation du château de la Muette, et de la C.E.E.**

**La surtaxe de 30 % concerne exclusivement des biens considérés comme superflus ou qui pourraient être facilement remplacés par des produits de fabrication nationale. Celle de 20 % touche essentiellement des produits destinés à l'industrie, ainsi que des biens de consommation non fabriqués au Portugal ou considérés comme « moyennement superflus », tels que les appareils électro-ménagers.**

**Ces mesures sont destinées à ralentir l'aggravation du déficit de la balance des paiements portugais, qui a atteint en 1974 environ 650 millions de dollars, et s'est encore accentué autour des premiers mois de 1975.**

● L'EX-GENERAL SPINOLA, qui vit en exil au Brésil, vient d'obtenir un passeport brésilien, a annoncé son état-major. L'ex-général avait été privé de sa citoyenneté portugaise après le coup d'Etat avorté du 11 mars à Lisbonne. On prête l'in*tention à l'ex-président de se* rendre en Europe, sans doute en France, pour mener plus facilement qu'au Brésil une activité politique. C'était la deuxième requête faite par l'ex-général pour un passeport brésilien. La première avait été repoussée par le ministère des affaires étrangères. — (*Reuter.*)



# ASIE

## Laos

# Le royaume pourrait s'engager progressivement sur la voie du socialisme

*M. Habib, secrétaire d'Etat adjoint américain, a rencontré, mardi matin 3 juin à Vientiane, le vice-premier ministre laotien, M. Phoumi Vongvichit, qui est aussi l'un des chefs de la gauche. Il avait eu lundi un entretien avec le premier ministre, le prince Souvanna Phouma. Cette visite intervient alors que, à la suite de manifestations dans la capitale et dans les provinces, la mission de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a été expulsée. A ce sujet, l'officieux Lao Presse écrit :* « Le gouvernement et le peuple laotiens sont conscients que les aides étrangères, pourvu qu'elles soient inconditionnelles, leur seront indispensables pour panser les blessures d'une guerre imposée par les impérialistes et jusqu'au moment où le pays pourra se suffire à lui-même. La coopération avec les pays étrangers devra tenir compte de l'égalité, du respect de l'indépendance et de la souveraineté ainsi que de l'intérêt réciproque des deux parties. »

*M. Habib reprend, mardi soir, avec les responsables thaïlandais des entretiens commencés dimanche à Bangkok. Les traités américano-thaïlandais doivent en effet être révisés. Le dégagement militaire américain se poursuit : dix-sept B-52 et trente et un F-111 basés à Utapao et à Korat vont être retirés du royaume avant le 15 juin.*

*Samedi, à Kuala-Lumpur, le secrétaire d'Etat adjoint avait déclaré que les Etats-Unis poursuivraient la construction d'installations militaires navales et aériennes sur l'île britannique de Diego-Garcia. Selon lui, les Soviétiques ont des bases dans l'océan Indien,*

De notre envoyé spécial

Vientiane. — Un mois après la manifestation du 1er mai, au cours de laquelle trois mille personnes réclamaient le départ de cinq ministres, la situation est redevenue calme à Vientiane. Les cinq ministres se sont enfuis. Les Américains sont partis en grand nombre, et ne sont plus que cent cinquante-trois aujourd'hui. Dans l'armée, des généraux ; dans l'administration, des directeurs et des directeurs généraux — jugés corrompus — ont dû quitter leur poste et attendent d'être rééduqués. Déjà, les officiers supérieurs « récupérables » — parmi lesquels un des fils du prince Souvanna Phouma — sont enfermés depuis trois jours au camp militaire de Chinaimo, dans la banlieue de Vientiane, pour y subir une formation politique accélérée.

L'épuration continue, désorganisant une administration de plus en plus bureaucratique (le moindre déplacement nécessite l'obtention d'un laissez-passer).

« *Nous allons attendre maintenant de voir les réactions politiques de chacun, dans le gouvernement remanié comme dans l'administration* », explique le porte-parole du Mouvement des vingt et une organisations, fer de lance de l'évolution actuelle. Fils d'un petit paysan de la région de Savannakhet, ce porte-parole, M. Senekham, qualifie cette révolution de « *petite-bourgeoise* ». « *Libérer petit à petit pour ne pas créer de désordre national* », « *détruire la maladie* [de la corruption] *pour guérir l'homme* », tels sont les slogans actuels du Mouvement.

Le Front patriotique — le Pathet-Lao, — s'il a surpris plus d'un observateur en refusant de prendre seul un pouvoir laissé pratiquement vacant par la fuite des personnalités de droite, a renforcé sa position et rassuré une population qui ne pourra plus douter de la sincérité des responsables de gauche lorsque ceux-ci affirment vouloir avant tout appliquer l'accord et le protocole de Vientiane.

Le programme en dix-huit points, dans lequel apparaissent une volonté d'indépendance politique et économique, le respect des traditions (religieuse et monarchique) et un espoir démocratique, demeure le document essentiel de la politique au Laos. C'est pour que ce programme soit réellement appliqué qu'ont été déclenchées les premières manifestations. C'est parce qu'ils s'opposaient à sa mise en œuvre que certains hommes ont été écartés de l'administration ou du pouvoir.

Depuis le 5 avril 1974 au gouvernement, le Pathet-Lao ne pouvait pas laisser se perpétrer une gestion dont tout le monde savait qu'elle était corrompue. Désormais mieux associé au pouvoir, il va devoir prendre des mesures spectaculaires — particulièrement dans le domaine économique — s'il ne veut pas perdre le crédit important dont il jouit dans la population. Le contrôle des stocks a déjà permis de découvrir chez certains commerçants des sacs de 100 kilos de riz que le gouvernement va acheter 21 000 kips et revendre 18 500 kips, moitié moins que le prix actuel sur le marché libre.

En province, ce sont les lycéens qui vendent, très bon marché, le riz et les produits pharmaceutiques trouvés dans les stocks des commerçants. La commission économique et financière pour la ville de Vientiane, qui a suggéré au gouvernement cette vente de riz, pourrait proposer des mesures analogues concernant la viande et, surtout, le poisson (qui entre, avec le riz gluant, dans la composition du repas quotidien).

Enfin, les mesures financières, qui tendent à empêcher les banques de donner plus de 10 000 kips par jour à leurs clients et interdisent le change au « noir », ont fait baisser le cours du dollar. Les prix de certains produits, comme le lait et le sucre, ont aussi baissé.

Le Front patriotique a mis à peine plus d'un an à résoudre deux des problèmes qui le préoccupaient le plus : la corruption et le mode d'administration de l'aide américaine. Après cette courte période de transition, le royaume devrait s'engager plus sûrement sur la voie du socialisme. La transformation actuellement à l'étude du Conseil politique national de coalition en Assemblée législative, après apport de trente nouveaux membres (dix choisis par le roi, dix par le premier ministre et dix par le prince Souphanouvong), pourrait être déterminante. Le gouvernement ne serait plus alors que l'organe exécutif d'un conseil de soixante-douze membres qui, tout en préparant les élections générales, définirait les grandes options politiques et économiques du pays. Comment alors ne pas reconnaître avec le vice-président du conseil, M. Phoumi Vongvichit, que « *la voie du Laos est celle de la paix, de la neutralité et de l'amitié avec tous les pays* » ?

BRUNO DETHOMAS.

## Cambodge

### UN MOUVEMENT ANTICOMMUNISTE AFFIRME AVOIR TRENTE-CINQ MILLE PARTISANS.

Les dirigeants d'un mouvement cambodgien anticommuniste ont affirmé lundi 2 juin, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, qu'ils disposent d'environ trente-cinq mille hommes dans diverses provinces du Cambodge pour lutter contre les Khmers rouges.

Ces dirigeants, MM. Ouk Vansath, secrétaire général du Front républicain d'action nationale khmer (FRANK), et Keochaudarasi Souvatthana, président du Mouvement du peuple, qui constituerait la branche militaire du FRANK, ont déclaré que l'ancien premier ministre du régime Lon Nol, M. Son Ngoc Than, serait leur « *chef conseiller suprême* », mais ils ignorent où il se trouve actuellement. Le FRANK existait déjà, selon eux, avant 1970 ; étant républicain, le Mouvement s'opposait au régime monarchiste du prince Sihanouk. Il s'est ensuite rallié au régime du maréchal Lon Nol, et mène actuellement la lutte « *pour chasser les communistes* ».

Le FRANK compte sur l'appui d'un mouvement français d'extrême droite de la tendance de l'ex-Ordre nouveau et de diverses autres forces de droite en Belgique, au Chili, à Taïwan, au Japon, etc.

## Japon

# Mort d'Eisaku Sato, ancien premier ministre

## *L'artisan le plus actif de l'alliance avec les États-Unis*

**Tokyo (A.F.P.). — Eisaku Sato, ancien premier ministre du Japon, est mort le lundi 2 juin. Frappé le 19 mai d'une congestion cérébrale alors qu'il assistait à un dîner, il avait été transporté quelques jours plus tard dans un hôpital de Tokyo, où il n'avait pas repris connaissance.**

Eisaku Sato, premier ministre du Japon de 1964 à 1972 — un record de durée dans ce pays, — prix Nobel de la paix en 1974, aura été le principal personnage de l'après-guerre nippon, l'homme d'Etat qui présida à ce qu'on a appelé le miracle économique japonais, et le plus actif artisan de l'alliance avec les Etats-Unis.

Il naquit en 1901 d'une famille d'anciens samouraïs, dans une province du Japon du Sud qui a donné au pays de nombreux dirigeants depuis la révolution de Meiji. M. Kishi, qui fut premier ministre avant lui, était, sous un autre nom, son frère aîné. Un autre de ses frères a été amiral.

Lui-même fit carrière dans l'administration, comme haut fonctionnaire du ministère des transports, pour ne faire surface dans la politique qu'au lendemain de la guerre, en 1947. Elu député en 1949, il bénéficia d'emblée du patronage du grand Shigeru Yoshida, « père » du Japon démocratique d'après la défaite : il allait devenir son héritier politique en tant que chef du parti libéral-démocrate (conservateur).

Nommé premier ministre en 1964, sa première entreprise, menée à bien malgré une vive opposition à Tokyo et à Séoul, fut la conclusion du traité par lequel le Japon se réconciliait avec la Corée du Sud.

Mais le grand dessein de son règne allait être d'arracher aux Etats-Unis la restitution du dernier morceau de terre japonaise encore occupé par eux, l'archipel d'Okinawa. Tâche difficile, étant donnée l'importance stratégique exceptionnelle de cette position au cœur du Pacifique. A force d'obstination et de souplesse à la fois, Sato finit par avoir raison des résistances américaines, notamment de celles du Pentagone. En novembre 1969 il obtenait de M. Nixon, à Washington, la promesse qu'Okinawa serait rendue en 1972.

En contrepartie, Sato promit au président Nixon de renouveler le traité de sécurité, fondement de l'alliance nippo-américaine, qui arrivait à expiration en juin 1970. Plus encore, le Japon s'engageait à une participation au moins indirecte, par le prêt de ses bases, à la défense de la Corée du Sud et de Taïwan. L'accord suscita des protestations de la gauche, qui allèrent jusqu'à des scènes d'émeute. Mais M. Sato, faisant appel à l'opinion, organisa des élections générales, d'où son parti sortit vainqueur avec une majorité sans précédent. Le pays lui donnait raison et reconnaissait en lui un libérateur du territoire.

### Un « boom » économique sans précédent

Ce succès électoral était en même temps la récompense d'une réussite économique qui s'était traduite depuis 1966 par quatre années d'un « boom » sans précédent. Le Japon accédait au rang de troisième puissance mondiale sur le plan économique.

L'année 1970 fut pour Eisaku Sato l'apogée de sa carrière, avec l'Exposition universelle d'Osaka, illustration concrète du « boom ». C'est en profitant de ce climat favorable que M. Sato fit passer — en dépit, encore une fois, des protestations de la gauche — un plan de réarmement qui, tout en se voulant purement défensif et non atomique, redonnait pour la première fois au Japon d'après-guerre de véritables forces armées.

Il eût sans doute été sage pour le premier ministre de se retirer vers la fin de 1970, comme le lui conseillaient ses amis et ses rivaux, et de faire ainsi une sortie en beauté. Il choisit en fait de se faire réélire président de son parti, avec un nouveau bail pour le pouvoir. Le climat, malheureusement, se détériorait rapidement au début des années 70.

La crise pétrolière commençait, doublée bientôt d'une crise des relations économiques et politiques avec les Etats-Unis eux-mêmes. Contre l'allié japonais, qui devenait un rival trop envahissant, MM. Nixon et Kissinger employaient des méthodes de choc — les « *chocs Nixon* », comme dirent les Japonais, — l'obligeant à réévaluer le yen, à prendre des mesures de libéralisation commerciale pour dégonfler les surplus excessifs, lui infligeant enfin l'affront d'un soudain rapprochement sino-américain opéré sans l'avoir consulté ni prévenu.

M. Sato était trop hostile à la Chine communiste et trop lié à Taïwan pour suivre M. Nixon dans sa nouvelle politique chinoise. Quand tout commençait à bouger dans la politique asiatique, sa propre politique extérieure semblait atteinte d'une crise d'immobilisme. A l'intérieur, les Japonais découvraient les méfaits d'une croissance trop précipitée et les faiblesses de leur puissante économie, l'inflation, la pollution, l'envers du miracle. La popularité du premier ministre était au plus bas, et il donna sa démission durant l'été 1972, laissant la plac[e] non pas à son poulain, M. Fukud[a], mais au rival de ce dernier, le fou[gueux] M. Tanaka, qui, lui, allai[t] reconnaître tout de suite la Chin[e] populaire...

L'histoire retiendra sans dou[te] d'Eisaku Sato ses réussites plu[tôt] que ses échecs ou ses défauts. C[n] a pu critiquer, au moins au Japo[n], l'attribution du prix Nobel de la pai[x] qui lui a été décerné en 1974. Se[s] défenseurs ont répliqué, non san[s] peut-être quelque raison, qu'à [la] base de toute sa politique a figur[é] l'idée que le Japon ne devait pa[s] posséder la bombe atomique [et] qu'il devait, par conséquent, viv[re] sous le parapluie américain. Il s[e] peut qu'un jour, devant un Japon q[ui] en viendrait à oublier cette politique-là, l'Asie et le modne considère que l'action de Sato était sage.

ROBERT GUILLAIN.

## Birmanie

### PLUSIEURS ETHNIES AURAIENT FORMÉ UN FRONT EN VUE DE RENVERSER LE POUVOIR CENTRAL

Bangkok (*Reuter*). — Cinq mouvements de maquisards issus de minorités ethniques ont créé un Front d'union pour lutter contre le régime du président Ne Win, chef de l'Etat birman, a rapporté dimanche 1er juin la presse thaïlandaise.

Le Front a été formé mercredi 27 mai, après une réunion de deux semaines des dirigeants des mouvements au quartier général de l'armée de libération karen à la frontière birmano-thaïlandaise. Le Front vise à « *prendre le pouvoir et à renverser la dictature militaire, à parti unique de Ne Win* », précisent les journaux.

Cinq mouvements se sont réunis au sein du Front : le parti de libération Arakan, les Mons, les Shans et deux organisations représentant les Karens. Ils ont rédigé un programme qui prévoit l'établissements d'Etats nationaux membres d'une union fédérale. Les dirigeants des cinq groupes ont annoncé qu'ils allaient demander à d'autres minorités ethniques, comme les Kachins et les Chins, de se joindre au Front.

[La question *se pose* de savoir quelle est l'attitude du P.C. birman (*pro-chinois*) *face* à ce nouveau front. M. Ba Thein Tin, nouveau président du P.C., avait déclaré, dans un discours prononcé le 17 à la radio clandestine : « Nous chercherons à constituer un large front uni des forces armées des diverses nationalités luttant contre le gouvernement militaire » de M. Ne Win. Il ajoutait que la majorité et les minorités devaient bénéficier de droits égaux.]



## Corée du Nord

### LE MARÉCHAL KIM IL SUNG EST ARRIVÉ A SOF[IA]

# « Nous n'imposerons pas le communism[e] à la Corée du Sud pour réaliser la réunification

## *déclare le président nord-coréen*

**Le président de la Corée du Nord, le maréchal Kim Il Sung, est arrivé le lundi 2 juin à Sofia, venant d'Alger. Il doit séjourner quatre jours en Bulgarie, où sa visite répond à celle que le président bulgare, M. Todor Jivkov, a faite en Corée du Nord en 1973. De source informée à Belgrade, on apprend que le maréchal Kim Il Sung doit ensuite se rendre en visite officielle en Yougoslavie.**

Le président nord-coréen, qui avait regagné Alger dimanche après un séjour de quarante-huit heures en Mauritanie, a eu trois entretiens en tête à tête avec le président Boumediène. Le communiqué commun algéro-nord-coréen publié lundi contient notamment « *un appel à tous les pays (...) pour amener l'ONU à prendre lors de la prochaine session de son assemblée générale les mesures qui s'imposent pour assurer le retrait des troupes étrangères de Corée* ». L'Algérie condamne « *la politique des deux Corées pratiquée par l'impérialisme* » et dénonce « *les agissements de la clique de Séoul, qui s'obstine dans une voie aggravant la tension dans la péninsule coréenne* ». Elle considère, d'autre part, que l'admission de la République populaire démocratique de Corée dans le groupe des pays non alignés « *est de nature à contribuer au renforcement de la politique de non-alignement* » (1).

Dans une interview accordée à Nouakchott à l'Agence France Presse, le maréchal Kim Il Sung a donné quelques précisions sur la manière dont il envisage le problème de la réunification des deux Corées. Il a qualifié de « *mensonges* » les déclarations américaines et sud-coréennes au sujet d'une menace d'invasion du Sud. « *La réunification de la Corée*, a-t-il dit, *doit être réalisée en toute indépendance sans ingérence étrangère. Nous n'imposerons pas le communisme à la Corée du Sud pour réaliser la réunification. Nous voulons instituer une confédération et créer une collaboration entre le Nord et [le] Sud en laissant tels quels les [ré]gimes du Sud et du Nord.* » [Le] président nord-coréen, qui a pr[é]cisé que cette collaboration [ne] pourrait naître qu'après l'éle[c]tion libre à Séoul d'une perso[n]nalité démocratique, a ajouté qu[e] à son avis personnel, « *la questi[on] coréenne sera résolue en ce se[ns] par la voie pacifique* ».

Parlant des Etats-Unis apr[ès] leur retrait du Vietnam et d[u] Cambodge, le maréchal Kim [Il] Sung a encore déclaré : « *On [ne] peut affirmer qu'ils ont é[té] complètement vaincus sur le pl[an] militaire, mais ils subissent un[e] grave crise économique et n'on[t] plus la force de s'étendre davantage. C'est la raison pour laquell[e] ils braillent qu'ils ne céderon[t] plus pour défendre les autre[s] pays alliés.* »

(1) La Corée du Nord est liée avec l'U.R.S.S., comme avec la Chine par des traités bilatéraux d'assistance militaire mutuelle, signés l'un et l'autre au mois de juillet 1961. Elle ne fait en revanche partie d'aucun pacte collectif.

# AUSTRALIE

### CRISE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

*Une crise gouvernementale a éclaté lundi 2 juin en Australie. M. Lance Barnard, ministre de la défense, a donné sa démission de ce poste et renoncé à son mandat de député. Il veut se consacrer à la carrière diplomatique et espère être nommé ambassadeur dans une capitale scandinave. Il faudra donc le remplacer au Parlement ; or le gouvernement de M. Whitlam ne dispose que d'une majorité de quatre sièges, et il n'est pas exclu que les travaillistes — au pouvoir — subissent une défaite lors de l'élection partielle à venir.*

A cette occasion est apparue au grand jour la rivalité entre M. Whitlam et son vice-premier ministre et ministre des finances, M. Cairns, qui a abrégé un voyage en Europe et regagné précipitamment Canberra.

Toutefois, M. Whitlam ne soutient pas son vice-premier ministre, dont il est peu satisfait. Il pourrait, certes, le contraindre à la démission. Il est cependant difficile au chef du gouvernement de se défaire de son adjoint, qui n'est en fonction que depuis la fin de l'année dernière et qui, en tant que ministre des finances, n'a pas encore eu l'occasion de présenter une seule fois le budget, qui doit être soumis en août au Parlement. — (« Times ».)

## LA CONTROVERSE SUR LES LIBERTÉS

# …encontre « au sommet » de la gauche est maintenue

…épit de la nouvelle polémique qui divise …he, la rencontre « au sommet » des partis …res du programme commun aura lieu. Au …e contacts, lundi 2 juin, MM. Paul Laurent, … Estier et François Loncle sont en effet …s que cette réunion pourrait intervenir …u, en principe entre le 15 et le 25 juin. … ordre du jour précis ne sera fixé, et …archais, Mitterrand et Fabre auront ainsi …n de faire un tour d'horizon des nombreux …es qui se posent à la gauche.

…ni les sujets abordés figurera, bien sûr, la …n au Portugal sur laquelle communistes et socialistes n'ont pas la même analyse. Alors que le P.C.F., comme son homologue portugais, soupçonne les socialistes de ne pas vouloir vraiment la transformation des structures sociales du pays, le P.S. se range aux côtés de M. Mario Soares pour la défense des libertés. La C.F.D.T. vient à son tour de prendre position dans le débat en cherchant à surmonter l'antagonisme entre les deux grandes forces de gauche. La centrale de M. Edmond Maire insiste sur le fait qu'il ne peut y avoir de hiérarchie dans les urgences entre socialisme et liberté, ce qui, d'une certaine manière, renvoie dos à dos MM. Cunhal et Soares.

## …lumanité » : la leçon de l'histoire est claire

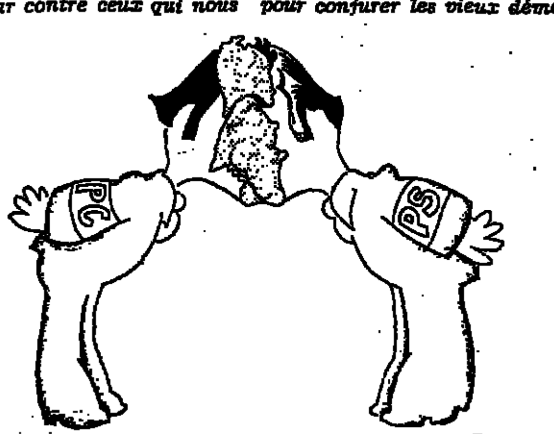
…ené Andrieu évoque de …a dans *l'Humanité* du …a controverse sur les liber… s'étonne que le P.S. soup…e P.C.F. de ne pas respecter …cratie et il ajoute :

*…us ne pouvons pas oublier …ns le passé le parti socia… avancé le même prétexte …ulement pour justifier la …ation de classe, mais aussi …rter atteinte à ces libertés … se proclamait pourtant le … Ceci étant d'ailleurs la …ence de cela.*

*… leçon de l'histoire nous … parfaitement claire. Jamais …mmunistes français n'ont …tteinte à la liberté. Tou…ous nous sommes battus …le, qu'il s'agisse de celle de …euple ou de celle des autres …. Par contre ceux qui nous accusaient déjà de menacer les libertés ont été conduits à les violer eux-mêmes. (...)*

*» L'expérience montre que les libertés ont été violées non pas par les gouvernements auxquels participaient les communistes, mais précisément par ceux qui se sont succédé* après *l'éviction des communistes. (...)*

*» Si nous rappelons le passé ce n'est pas par goût de la dispute inutile. C'est pour opposer des faits irrécusables aux accusations lancées contre nous. (...) Nous avons, en ce qui nous concerne, condamné avec toute la vigueur nécessaire le « stalinisme », même si nous n'en portions pas la responsabilité. Nous aimerions que, de leur côté, nos alliés fassent preuve de la même détermination pour conjurer les vieux démons. »*




(Dessin de PLANTU.)

## M. Claude Estier : le P.S. est unanime …ur le soutien aux socialistes portugais

… Claude Estier, membre du …riat du P.S., directeur de …ction de *l'Unité*, a répondu … 2 juin au micro de TF 1 à …rial de M. Georges Mar… publié le jour même dans …nité (*le Monde* du 3 juin). …éclaré : « *Le P.S. n'est pas …e aux pressions de l'Inter…ale socialiste. C'est une …n qui revient constamment. … parti socialiste était sen… ces pressions, il n'y aurait … eu de programme com… de gouvernement.* »

…ropos de la question posée … Marchais, selon laquelle l'attitude du P.S. « *aurait pour but de masquer des difficultés au sein de ce parti* », M. Claude Estier a répondu : « *Si nous posions une telle question au parti communiste, il nous dirait que nous nous mêlons de ses affaires internes. En l'occurrence, il se trompe sur nos difficultés internes. Le communiqué du bureau exécutif de notre parti, affirmant sa solidarité avec Mario Soares et le parti socialiste portugais, mercredi dernier, a été adopté à l'unanimité. Il n'y a pas de difficultés internes dans notre parti sur cette question.* »

## …APRÈS L'ÉLECTION CANTONALE DE LILLE

# M. Pierre Mauroy demande … conseillers municipaux indépendants de définir clairement leur position

De notre correspondant

… — L'élection cantonale …lle-Ouest (*le Monde* des …i et 3 juin) a eu un pro…ent au conseil municipal …e, dont un membre, M. Al… Matrau, s'était présenté … l'étiquette de la majorité …entielle au premier tour de ….

…di 2 juin, M. Pierre Mau…éputé du Nord, maire de … et membre du secrétariat …al du P.S., a fait état de …ide de M. Norbert Ségard, …nté U.D.R., ministre du …erce extérieur, qui ne fait …ystère de ses ambitions …ales sur la mairie de cette … « *Alors que dans la ruche, …r dire l'hôtel de ville, les …s travaillent pour assurer …vices de la vie quotidienne, … aménager et embellir leur …ut bouge, pour remplir leur …t lillois, des frelons s'agi… Je vois même un ministre, …le toute mesure, faire des …ions sur son éventuelle can…ture, presque deux ans avant …unicipales ! Ainsi les propos … changement se trouvent-ils …dits par des méthodes que …royait révolues et qui ver… par leur outrance dans le …tre* ».

…ropos des conseillers muni… … du Centre national des …endants et paysans, M. Mau… déclaré : « *Force est de …ter que nous ne sommes …ous ensemble dans l'oppo… à une politique et à un …rnement que, dans sa quasi…mité, le conseil municipal …mne. Si je devais me trom… … question vaut d'être posée. … les circonstances actuelles …lles qui se développeront …in, il ne peut s'établir de …pondance directe ou indi… entre ce qui se fait ici et … se préparerait ailleurs* ».

… porte-parole des conseillers municipaux membres du C.N.I., M. Gustave Rombaut, a répondu en prenant ses distances avec M. Ségard : « *Nous respectons le contrat lillois de 1971 pour la gestion municipale. Vous avez cité un frelon. Je ne suis pas loin de partager votre avis à son sujet. Ses déclarations intempestives sont déplacées, c'est le moins que l'on puisse dire...* »

Pour M. Rombaut, l'élection cantonale qui vient d'avoir lieu n'est qu'un « *accident de parcours* » et il n'y a pas là « *matière à divorce, même par consentement mutuel* ». Le maire de Lille a cependant répondu : « *Donnons-nous les vacances pour réfléchir, et à la rentrée nous prendrons les dispositions qui permettront de continuer notre travail municipal en pleine clarté* ».

A de nombreuses reprises, le parti communiste a dénoncé « *l'ambiguïté du contrat lillois* » et réclamé que la situation soit clarifiée.

M. Norbert Ségard a publié lundi 2 juin une réponse aux propos de M. Mauroy. A propos de l'élection cantonale de Lille-Ouest il écrit notamment :

« *En vérité cette élection est une victoire de l'honnêteté politique. La majorité présidentielle a voulu faire de cette élection ce qu'elle est en réalité : une élection cantonale. Elle l'a gagnée. L'union de la gauche a voulu faire de cette élection une élection politique : elle l'a nettement perdue. M. Mauroy a voulu utiliser cette élection pour ne pas répondre clairement aux questions que je ne cesse de lui poser : jusqu'à quand le double jeu socialiste continuera-t-il d'exister ?*

*» Pourquoi accepter le risque de ministres communistes à Paris et refuser des conseillers municipaux communistes à Lille ?* »

## LA C.F.D.T. : pas de hiérarchie entre socialisme et liberté.

La C.F.D.T., qui, pour la quatrième fois, vient d'envoyer une délégation au Portugal, a publié lundi 2 juin une déclaration qui explique :

« *La lutte de nos camarades portugais pour le socialisme dans la liberté nous concerne. La mobilisation populaire en France pour des changements fondamentaux est et sera naturellement influencée par l'évolution de la situation au Portugal. C'est pourquoi, poursuivant le débat public, la commission exécutive de la C.F.D.T. réaffirme son soutien à tous ceux qui, au Portugal, luttent d'une façon indissociable :*

*» — Pour la socialisation des moyens de production et d'échange et, en même temps, un type de développement industriel et agricole planifié démocratiquement ;*

*» — Pour la socialisation du pouvoir politique, c'est-à-dire son appropriation progressive par le peuple tout entier et les organisations qu'il se donne. Le M.F.A. a joué un rôle déterminant dans le renversement du fascisme. Il reste aujourd'hui un instrument-clé pour vaincre les difficultés. Sa mission historique sera pleinement accomplie au fur et à mesure qu'il s'effacera devant le développement du processus d'autodétermination des travailleurs et des citoyens auquel il contribue ;*

*» — Pour la socialisation des moyens d'information et de formation.* « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. » *Cette apostrophe lancée par Rosa Luxemburg à Lénine et à Trotski, que toute l'histoire confirme, souligne le bien-fondé de la volonté affirmée massivement au Portugal de lutter contre tout retour de la censure ou du conformisme d'opinion. La reparution de* Republica *dans des conditions normales l'attestera.*

*» Les travailleurs ne doivent pas s'émouvoir des contradictions qui entourent le passage du fascisme à la démocratie et au socialisme. Ce qui est mortel, ce ne sont pas les contradictions, mais le fait de les nier ou de les étouffer par la force. Au contraire, le libre jeu des opinions permet de prendre les initiatives nécessaires et d'exercer les critiques indispensables au progrès du processus complexe de la révolution socialiste. Entre socialisme et liberté, il n'y a pas de hiérarchie dans les urgences. L'un ne sera pas atteint sans l'autre.*

*» C'est pourquoi, la C.F.D.T. se félicite à la fois de la volonté d'union de toutes les forces populaires qui luttent pour le socialisme au Portugal et de l'atmosphère de liberté qui y règne dans les débats publics.* »

## Mme VEIL DÉCLARE N'AVOIR « AUCUN PLAN DE CARRIÈRE POLITIQUE »

Mme Simone Veil, ministre de la santé, qui était l'invitée de la presse parlementaire, lundi, à l'Assemblée nationale, a affirmé n'avoir « *aucun plan de carrière politique* ». « *Je vois les choses au jour le jour* », a-t-elle précisé, avant d'ajouter : « *Je n'ai pas du tout l'intention de me présenter à court terme à des élections. Peut-être parce que je suis incapable actuellement de choisir l'étiquette sous laquelle je le ferai. Dans le futur, je peux être amenée à changer d'avis, par exemple par solidarité gouvernementale.* »

● *Une scission au Front progressiste* (gaullistes d'opposition). — Les membres de la tendance « gaullisme et révolution » au sein du Front progressiste ont décidé de quitter ce mouvement dont ils représentaient, affirment-ils, un tiers des militants, a annoncé M. René Deplanche, membre du bureau politique du Front progressiste. Les dissidents estiment : « *L'échec flagrant de ce qui se voulait une composante autonome gaulliste nous convainc de l'impasse que constitue cette voie pour les gaullistes progressistes.* » « *C'est pourquoi, la plupart d'entre nous ont décidé de rejoindre le parti socialiste où ils iront renforcer le CERES dont ils partagent les idées sur la construction du socialisme autogestionnaire.* »

## LE DERNIER MOIS DE LA SESSION DE PRINTEMPS

# Le Parlement est menacé de surchauffe

Depuis l'ouverture de la session de printemps, le 2 avril, soit en l'espace de neuf semaines (la session en comporte treize au total), le Parlement a examiné soixante-neuf textes législatifs, dont cinquante-neuf projets de loi gouvernementaux et dix propositions d'origine parlementaire.

Vingt-sept textes ont été adoptés définitivement. Hormis onze traités ou conventions internationaux, que le Parlement est simplement appelé à ratifier, il s'agit de :

● *Treize projets :* loi de finances rectificative pour 1975, garantie d'un emprunt par l'Etat, réévaluation du stock d'or français, âge d'accès aux emplois publics, quatre textes sur la réorganisation administrative de la Corse, pharmacie vétérinaire, permis de chasser, procédure pénale (fiches d'hôtel), francisation des navires et suppression de la carte professionnelle d'importateurs de produits de pêche.

● *Trois propositions :* lutte contre le proxénétisme, indemnisation des rapatriés, dommages provoqués par vaccination obligatoire.

Ce bilan est des plus modestes, surtout si on le confronte aux « contrats » annoncés avant l'ouverture de la session, par M. René Tomasini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, lequel avait précisé en conseil des ministres que cinquante-quatre à cinquante-cinq projets seraient soumis au Parlement au cours de la session.

De nombreux textes sont actuellement en instance au Parlement. Certains, examinés par l'Assemblée nationale et par le Sénat, sont même dans la dernière ligne droite du circuit parlementaire : le projet de loi d'orientation en faveur des handicapés ; le statut du fermage et le remembrement des exploitations rurales ; l'égalité des sexes dans la fonction publique ; les institutions sociales et médico-sociales. Encore faut-il que le Parlement trouve le temps nécessaire pour les adopter définitivement.

Or, deux mois après l'ouverture d'une session qui en compte trois, un seul des « grands » textes attendus aussi bien par les parlementaires que par l'opinion publique, a été examiné : la réforme du divorce. Encore n'a-t-il été soumis qu'aux députés, et ne doit-il être voté que ce mardi. Cette semaine, l'Assemblée se saisira également du projet de loi relatif à l'orientation préliminaire du VIIe Plan.

Si l'on écarte les mercredis, traditionnellement réservés aux questions au gouvernement, aux questions orales et aux grands débats (les prochains seront consacrés à la politique étrangère et à l'immigration), et si l'on fait abstraction des deux semaines qui seront nécessaires pour étudier la politique foncière et la suppression de la patente, les députés ne disposent d'ici la fin de la session que de cinq jours pour examiner une vingtaine de textes en instance, auxquels il faut ajouter les deuxièmes lectures des grandes réformes évoquées plus haut (divorce, politique foncière, patente, Plan) et l'examen éventuel de nouveaux textes, tels que la réforme du système éducatif (dont l'avant-projet seulement est étudié en commission), le nouveau statut de Paris, le texte ratifiant l'indépendance de l'archipel des Comores et le projet sur les pensions alimentaires dont la discussion vient d'être annoncée par M. Lecanuet, ministre de la justice.

Ou bien le gouvernement sera dans l'impossibilité technique de tenir ce que M. Tomasini avait appelé ses « engagements maximum » ou bien les parlementaires seront invités à prolonger leurs travaux au cours d'une session extraordinaire, en juillet par exemple. Cette éventualité, à *laquelle ne semblent favorables ni* le chef de l'Etat ni le gouvernement, a d'ailleurs été évoquée le 27 mai par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale.

D'ores et déjà, la situation actuelle oblige le gouvernement à accélérer le rythme législatif. Les séances supplémentaires risquent de se multiplier, celles du soir de se prolonger exagérément. Bref, sans aller jusqu'à prétendre, comme l'a fait le 22 mai M. Alain Bonnet, député radical de gauche de la Dordogne, que « *le gouvernement semble souhaiter voir les grandes réformes examinées dans une grande bousculade* », les faits risquent fort de décevoir le chef de l'Etat, qui jugeait « essentiel », le 26 mars, que « *sur chaque projet le Parlement puisse disposer du délai d'information nécessaire à un examen approfondi des textes* ».

Après s'être estimée en « chômage technique » (*le Monde* du 7 mai), l'Assemblée pourrait bien se plaindre bientôt d'une certaine « surchauffe ». Voilà qui explique sans doute la nouvelle offensive menée par certains parlementaires qui, afin d'améliorer leurs conditions de travail, préconisent dans deux propositions de loi constitutionnelles déposées récemment, d'allonger de trente jours la durée de la seconde session qui s'ouvrirait désormais au début du mois de mars. « *L'examen objectif du déroulement des sessions depuis 1958*, souligne notamment l'exposé des motifs de la proposition sénatoriale, *conduit à considérer comme peu compatibles avec les exigences d'une saine pratique de la démocratie, les conditions dans lesquelles députés et sénateurs légifèrent* ».

PATRICK FRANCÈS.











Belgique F 27.- Italie L 500 Suisse SFr. 1.90 Hollande fl. 2.- Angleterre 37 p.

# POLITIQUE

## L'École nationale d'administration va changer de directeur

C'est le 31 juillet prochain que prendra fin le « détachement » de M. Pierre Racine dans les fonctions de directeur de l'École nationale d'administration, qu'il exerce depuis août 1969. Conseiller d'État depuis 1957, M. Racine, qui est né en 1909 à Tunis, rejoindra la Haute Juridiction du Palais-Royal, où d'importantes responsabilités lui seraient confiées.

Le choix de son remplaçant à la direction de l'École de la rue des Saints-Pères n'est pas encore arrêté. Le gouvernement hésite entre plusieurs solutions. L'une consiste à suivre la tradition en désignant un membre du Conseil d'État ; une autre consisterait à nommer un ancien élève de l'ENA membre du corps des administrateurs civils, ce qui ne manquerait pas d'avoir un certain effet psychologique en enlevant aux membres des « grands corps » une responsabilité privilégiée dans ce secteur. Le choix d'un universitaire — professeur agrégé des facultés de droit — est également envisagé dans le souci de rapprocher l'ENA de l'Université, dont elle est actuellement assez nettement isolée. Enfin, ces diverses hypothèses pourraient être réduites si le gouvernement trouvait une personnalité réunissant plusieurs de ces qualités.

Les élèves de la promotion Léon-Blum, qui viennent, au cours d'un « amphi-garnison », de se répartir les carrières offertes, ont, en définitive, opéré des choix traditionnels. Toutefois, si les élèves les mieux classés ont opté pour les « grands corps » (inspection des finances, Cour des comptes et Conseil d'État), les ministères dits sociaux (santé, travail et éducation) ont été choisis également par des élèves assez bien placés. Cette tendance, qui est récente, se conjugue avec le préjugé favorable dont bénéficie depuis quelques années le corps préfectoral. De même, comme ce fut le cas l'année dernière (*le Monde* du 8 juin 1974), une femme a choisi le ministère de l'intérieur. Aucun élève n'a, cette année, renoncé au bénéfice de la scolarité, c'est-à-dire donné sa démission.

Depuis la promotion Charles-de-Gaulle, sortie en 1972, qui avait, par protestation, bouleversé l'ordre traditionnel de classement, une normalisation s'est donc établie.

### Le choix des élèves

Les élèves de la promotion entrée à l'ENA en 1973 et ayant terminé leur scolarité en mai 1975 ont choisi leurs affectations ainsi qu'il suit (par ordre alphabétique) :

— VOIE D'ADMINISTRATION GENERALE :

*Caisse des dépôts et consignations* : Mme Marie-Françoise Jouan de Kervenoaël.

*Conseil d'État* : MM. Olivier Dutheillet de Lamothe, François Henrot, Daniel Janicot, Yves Robineau.

*Corps de l'expansion économique à l'étranger* : M. François Edant.

*Cour des comptes* : MM. Michel Clair, Emmanuel Duret, Christian Sabbe.

*Inspection générale des affaires sociales* : M. Jean-Louis Buhl.

*Inspection générale des finances* : Mlle Elisabeth Bukspan ; MM. Emmanuel Constans, Hervé Hannoun.

*Secrétariat d'État à la culture* : MM. Jacques Charpillon, Jean-Wilfrid Pré, Jacques Renard.

*Ministère des affaires étrangères* : MM. Laurent Aublin, Bernard Bajolet, Daniel Bernard, Bruno Delaye, Jean de Gliniasty, Bernard Gotlieb, Gilles d'Humières.

*Ministère de l'agriculture* : MM. Olivier Martin de Lagarde, Jean-Marie Travers.

*Ministère de la défense* : M. François Montagnier.

*Ministère de l'économie et des finances* : MM. Thierry Aulagnon, Pierre Benet ; Mlle Isabelle Bouillot ; M. Michel Colin ; Mlle Sylviane Fache ; MM. Bernard Gosselin, Jean-Claude Huguet, Claude Latour, Yves Lyon-Caen, Didier Maupas, Bernard Mazin, Mériadec Rivière, Thierry Villaron.

*Ministère de l'éducation* : MM. Jean-Marie Bonal, Maurice Doridou, Gérard Lesage, Jacques Lucas, Roland Martin, Alain Perrier.

*Ministère de l'équipement* : MM. Pierre Denizet, Jean de l'Estang du Rusquec ; Mlle Marie-Dominique Hebrard de Veyrinas, M. Antoine Mérieux.

*Ministère de l'industrie et de la recherche* : MM. Jack Cizain, Louis-Michel Morris.

*Ministère de l'intérieur* : MM. Michel Bart, Bernard Boucault, Dominique Bur, Didier Chabrol, Georges Chacornac, Charles Griffith, Louis-Dominique Laugier, Daniel Limodin, Jean-Luc Maurice, François Michaux, Jean-Louis Olivier.

*Ministère de la santé et ministère du travail* : MM. Laurent Barbaroux, Jean-Claude Baty ; Mme Françoise Bonniol ; MM. Gérard Drocou, Alain Ducros de Lafarge de Romefort, Noël Fournier, Jacques Funel, Didier Lacase ; Mlle Annie Perez; M. Gérard Sylvestre ; Mme Danielle Vilchien.

*Secrétariat d'État aux DOM-TOM* : M. Claude-Louis Richard.

*Secrétariat d'État aux transports* : MM. Jean-François Grassineau, Jean-François Terral.

*Secrétariat général du gouvernement* : MM. Jean-Pierre de Lauzun, Bruno Suzzarelli.

*Tribunaux administratifs* : MM. Yvan Baradel, Philippe Didierjean, Daniel Giltard, Jean-Claude Piedbois, Jean-Paul Taix.

*Ville de Paris* : M. Philippe Cebe.

— VOIE D'ADMINISTRATION ECONOMIQUE :

*Caisse des dépôts et consignations* : M. Abel Malergue.

*Conseil d'État* : Mme Maryse Aulagnon.

*Corps de l'expansion économique à l'étranger* : M. Bernard Ould Yahoui.

*Cour des comptes* : M. Gilles Auffret.

*Inspection générale des finances* : MM. Pascal Lamy, Alain Minc.

*Ministère des affaires étrangères* : MM. François Descoueyte, Olivier Gaussot.

*Ministère de l'agriculture* : MM. Gérard Dusart, Jacques Taranger.

*Ministère de l'économie et des finances* : MM. Alain Collot, Laurent Denis, Jean-Christian Metz, Paul-Henry Ravier, Frédéric Saint-Geours, Patrice Sauvage, Jean-François Vincensini.

*Ministère de l'éducation* : MM. Pierre Bunel, Gilles Crespy.

*Ministère de l'équipement* : M. Pierre Jullien ; Mlle Chantal Lecomte.

*Ministère de l'industrie et de la recherche* : M. Gérard Tagliana.

*Ministère de l'intérieur* : Mlle Bernadette Malgorn ; MM. Pierre Mondesert, Patrick Thull.

*Ministère de la santé et ministère du travail* : Mme Martine Aubry ; M. Jean-Marie de Bodman ; Mme Anne Jullien.

*Secrétariat d'État aux DOM-TOM* : M. Louis Mermet.

*Secrétariat d'État aux transports* : M. Jean-Yves Hamon.

● *La Fédération nationale des associations d'élèves des grandes écoles* (FNAGE), qui regroupe des étudiants « *modérés* », prend position dans le conflit de l'École polytechnique, demandant, dans un communiqué, que l'on vote en assemblée générale, pour déterminer « *s'il existe un courant majoritaire au sein des élèves* ». La FNAGE estime qu'une « *minorité agissante* » risque de « *faire pourrir la situation* » à Polytechnique. Ces propos visent sans aucun doute l'Union des grandes écoles (UGE) proche de l'UNEF (ex-Renouveau) et animée notamment par des étudiants communistes.



## Le pouvoir vu du pouvoir

*(Suite de la première page.)*

Au fond, le lecteur est invité en tiers à une conversation libre, sans protocole et sans tabous, entre le ministre et notre confrère Alain Duhamel. Ils abordent tous les sujets, depuis l'actualité la plus récente, voire brûlante, en pratiquant à l'occasion la polémique la plus vigoureuse, jusqu'à la méditation quasi philosophique, parfois un peu désabusée, sur le pouvoir. On part, rien de moins, de l'*homo sapiens*, il y a cent mille ans, on fait un détour par le néolithique, Athènes et Rome, la monarchie et la Révolution, on envisage l'autorité, la hiérarchie, la nation, le marxisme, pour déboucher sur la mondialisation et l'Europe, et finir, après avoir pesé les chances du passé et les risques de l'avenir, sur l'autre choc, celui du présent. C'est rapide, un peu désordonné, sautillant parfois, mais c'est franc, c'est carré, et il est rare qu'un homme politique en place parle aussi librement, en prenant aussi peu de précautions. On voit tourner la mécanique intellectuelle, on sent bien au passage le permanent affrontement intérieur entre le poids de la tradition — aristocratique, nationale et, il faut le dire, conservatrice — et l'effort pour accepter son temps, vivre avec lui et le modeler, pour être pragmatique, réaliste, moderne.

Au niveau de la « politique politicienne », l'auteur distribue quelques robustes coups de boutoir. M. François Mitterrand « *fait figure de perpétuel candidat à l'échec* ». S'il a perdu, c'est que beaucoup à gauche ont refusé « *l'alliance du socialisme du cœur et du socialisme des blindés* ». Le marxisme ? « *Un archaïsme* » : « *Si Marx vivait aujourd'hui dans certains pays, il se verrait interdire d'émigrer en Israël et expédié, sinon dans un camp, du moins dans un établissement pour malades mentaux.* » Le parti communiste français : « *Depuis 1958, ses résultats électoraux annoncent son déclin.* » D'ailleurs « *le communisme n'est pas l'avenir, mais le passé* ». La gauche autogestionnaire : des « *inventeurs de chimères* » dont la doctrine, qui n'est pas nouvelle, reviendrait à donner le pouvoir à la bureaucratie.

Les alliés gaullistes ne sont guère épargnés, et d'abord leur inspirateur : « *Un des travers du général de Gaulle était son mépris des hommes... Les erreurs commises sous sa présidence ont été dues bien souvent à la faible capacité ou à [...] médiocrité de son entourage. A[...] en mai 1968...* » Cependant, Pompi[dou] qui « *avait apporté son soutien p[er]sonnel à Giscard, publiquement, [...] avril 1973* » est mieux traité [...] M. Jacques Chirac l'est bien, qu[i a] su montrer « *son jugement p[oli]tique* ». M. Jacques Chaban-Delm[as] n'est pas épargné et l'U.D.R. mo[ins] encore, victime « *d'un mirage [...] refusant d'admettre que, avec la [dis]parition politique et physique [du] général, le gaullisme avait vécu* [...]

Parmi les déclarations d'intent[ion] on relève l'idée de faire élire [les] maires au suffrage universel dire[ct] le souhait que soit « *donné [aux] institutions un tour plus netten[ent] présidentiel* », et, à titre de leç[on] de l'expérience, le vœu que [soit] désormais limité le nombre de c[an]didats à l'élection présidentie[lle,] interdits les sondages dans les d[...] jours qui précèdent le scrutin. [...] s'étonne d'apprendre que la c[am]pagne de M. Giscard d'Estaing a[...] coûté deux fois moins d'argent [que] celle de M. Mitterrand. On s'ém[eut] parfois de telle formule, échap[pée] sans doute du fil de la conversat[ion,] comme celles qui décrivent [par] exemple « *le monde ouaté dans le[quel] vivent les adolescents d'aujourd'h[ui]* ». Ou encore certaines affirmat[ions] tranchantes sur la révolution [qui] « *signifie presque toujours un r[...] par rapport à ses objectifs* », ab[outit] régulièrement « *à une inversion [...] verse de ses objectifs* » ; et de [...] 1789, 1848, la Commune, Lénine...

Pourquoi faut-il que ces nostal[gies] et ces à peu près jettent une om[bre] sur d'autres développements [plus] audacieux, plus « progressistes » [...] moins les choses étant aujour[d'hui] ce qu'elles sont. Une question enc[ore.] Est-ce par pudeur que le ministr[e de] l'intérieur a cru devoir « interpré[ter »] Albert Camus ? Faisant référenc[e à] *l'Homme révolté*, M. Poniato[wski] adhère sans réserve à un jugem[ent] de Camus qu'il cite ainsi : « *[...] révolutionnaire finit en oppres[seur] ou en hérétique. Dans l'univers [pure]ment historique qu'elles ont ch[oisi,] révolte et révolution débouchent [dans] le même dilemme : ou la dévi[ation] ou la dictature.* » Or Camus [avait] écrit (3) : « *ou la police ou la fo[lie]* ». Ce n'est pas vraiment contradict[oire,] mais c'est plus précis. Et [plus] inquiétant.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

★ CONDUIRE LE CHANGEM[ENT,] ESSAI SUR LE POUVOIR, de M[ichel] Poniatowski. Collection « En t[oute] liberté », dirig[ée par] Alain Duha[mel.] Fayard, 252 pages, 29 F.

(3) N.R.F., édition de 1951, p. 306.

## « Le Monde » dans la campagne présidentielle

*A propos de l'attitude de la presse pendant la campagne présidentielle de 1974, M. Poniatowski indique (page 40) que* « le Monde » « *a été loyal envers lui-même en consacrant chaque jour trois pages à Giscard et six à Mitterrand* ».

*Rappelons-lui que, à la veille du second tour (dans son numéro daté du 18 mai 1974),* le Monde *établissait ainsi son propre bilan de la campagne :*

— Les *surfaces consacrées par le journal aux prises de position des candidats ou à celles qui ont été présentées en leur faveur (à l'exclusion de tout compte rendu de débat ou de tout article établissant des parallèles entre plusieurs candidats) ont été, pour les trois candidats du premier tour, de 114 colonnes pour M. Mitterrand, 108 pour M. Chaban-Delmas et 72 pour M. Giscard d'Estaing (soit 180 pour la majorité); et, pour le second tour, de 112 colonnes à M. Mitterrand et 105 à M. Giscard d'Estaing.*

*L'évaluation est faite évidemment en nombre de colonnes, ce qui représente la surface rédactionnelle réelle, et non en nombre de pages, celles-ci comportant un nombre variable de placards publicitaires.*

— Les articles de première page *en faveur de M. Mitterrand ont été, pour le second tour, au nombre de 7 ; en faveur de M. Giscard d'Estaing, au nombre de 8.*

— Des « Tribunes du 19 mai » *publiées entre les deux tours, 14 étaient favorables à M. Mitterrand et 15 à M. Giscard d'Estaing.*

*On comprend que M. Poniatowski ait jugé que* le Monde *n'en disait jamais assez en faveur de son champion et toujours trop en faveur de son adversaire. Mais il a tort de prendre ses impressions pour des statistiques.*

## M. FRANÇOIS MITTERRAND PRENDRA LA PAROL[E] LE 8 JUIN A TOULOUSE

*(De notre correspondant)*

Toulouse. — M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., prendra la parole dimanche 8 juin à Toulouse à l'occasion de la Fête de la rose organisée par sa formation au Parc des expositions. Une kermesse occitane et un spectacle auquel participeront Noëlle Cordier et Alain Barrière est également prévue. Quatrième fédération socialiste de France par l'importance de[s] effectifs, la fédération de H[aute-] Garonne compte mille cinq [...] membres dont 62 % ont m[oins] de quarante ans. Ses dirig[eants] ont en outre précisé que 4[...] des adhérents ne sont mem[bres] du P.S. que depuis quelques [an]nées ; 54 % sont des sal[ariés] et 17 % des ouvriers. La [fédé]ration enregistre deux adhé[sions] par jour.

# A RÉVOLTE DES PROSTITUÉES LYONNAISES

## cupation de l'église Saint-Nizier continue

De notre correspondant régional

.. — Soixante prostituées
on continuaient, ce mardi
, d'occuper l'église Saint-
où elles se sont installées.
matin, ainsi que nous
annoncé dans nos der-
éditions du 3 juin. Elles
tent contre le comporte-
le la police et le fait qu'on
resse de nombreux procès-
x pour « *attitude de nature*
*voquer la débauche* » en
de l'article R 34 du code
Ce mouvement est l'abou-
ent de diverses manifesta-
qui s'étaient déjà succédé,
appui notamment des mem-
yonnais de l'association le
). Parmi les animatrices du
ment figure Ulla, l'une des
uées qui avaient participé
ission télévisée des « Dos-
de l'écran », le 29 avril
r.

occupantes de l'église
Nizier, qui ont déclaré
s voulaient obtenir « *en
année de la femme* » une
ue avec Mme Françoise
d, secrétaire d'Etat à la
ion féminine, se plaignent
iellement des *conséquences*
rticle R 34 du code pénal
nctionne l'« attitude de na-
provoquer la débauche ».
ce seul fait, il leur
ite devant les tribunaux
police de Lyon ou de
rbanne une amende de
F à laquelle s'ajoutent
de frais. Mais surtout, s'il y
idive de cette infraction
la même année et dans le
t du même tribunal, elles
nt alors être frappées de
jours de prison et de
F d'amende. Elles assurent
'ores et déjà une trentaine
e elles ont été condamnées
e peine et surtout que trois
achent actuellement pour
per à l'exécution de cette
ion.

« collectif des femmes prosti-
de Lyon », installé dans
e, a adressé en même temps
lettre au président de la
blique et une autre au
nal Renard, archevêque de

Mgr Renard elles écrivent :

*« Des gens seront peut-être choqués, et peut-être le serez-vous aussi, mais des chrétiens peuvent-ils penser qu'il y a des femmes « sales », et qu'une église ne saurait servir de refuge à des prostituées ? »* Et elles citent à l'appui saint Luc et la parabole de Marie-Madeleine.

Au chef de l'Etat, *« président de tous les Français, donc aussi président des prostituées »*, elles demandent *« de faire surseoir aux poursuites dont [nous sommes] les victimes. Autrement, la police devra nous massacrer dans l'église. Aucune d'entre nous n'ira en prison, monsieur le président ».*

### Une déclaration du cardinal Renard

Dès lundi soir, le cardinal Alexandre Renard, archevêque de Lyon, a déclaré qu'il était *« conscient des situations douloureuses et regrettables dans lesquelles se trouvent ces personnes, et en accord avec le mouvement du Nid pour vouloir l'abolition effective de la prostitution par une action positive sur toutes les causes : politiques, économiques, sociales, affectives. Une église est un lieu de prière, pas une tribune publique. Mais nous devons tous nous poser une question : pourquoi ces femmes, dont la plupart sont des mamans, en sont-elles arrivées là ? »*

Le Père Béal, curé de la paroisse, accepte cette « occupation » et n'entreprendra rien pour la faire cesser. Quant au préfet délégué à la police, M. Noirot-Cosson, il avait déclaré lundi qu'à son avis *« le mouvement n'ira pas loin ». « On en voit bien,* ajoutait-il, *les tenants et les aboutissants, étant données les organisations qui le soutiennent. Mais je n'ai pas l'intention de prendre position, pas plus que de modifier l'attitude de la police envers ces personnes. Quant à ce qui est de les accepter dans une église, c'est l'affaire de la paroisse concernée. La police n'a pas l'intention de faire procéder à une évacuation. »* — J.-M. Th.

(1) Créé en 1943-1944, le Nid, 80, boulevard du Général-Leclerc, à Clichy (Hauts-de-Seine), est le plus connu des mouvements de réinsertion des personnes prostituées. Dirigé par son fondateur, l'abbé A.-M. Talvas, il possède dans la région parisienne cinq foyers d'accueil et de réadaptation, qui hébergent chaque année quelque trois cents personnes. En province, ses militants, regroupés en sections, animent des permanences sociales. En trente ans, le Nid assure avoir arraché près de trois mille femmes à la prostitution. Ce mouvement publie un journal trimestriel, « Femmes et Mondes ».

### Mme FRANÇOISE GIROUD : cette affaire n'est pas de ma compétence.

Invitée par les prostituées de Lyon à appuyer leurs doléances, Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, a fait savoir, lundi, qu'elle n'envisageait pas d'intervenir dans cette affaire : *« Ce n'est pas de ma compétence,* a-t-elle déclaré, *mais de celle du ministre de l'intérieur. »*

## « Les filles de joie arrivent avant vous au royaume de Dieu »

*Des prostituées dans une église ?* Le fait peut sembler insolite. Pourtant, il ne l'est guère.

A Rome, au quatorzième siècle, un dominicain et un franciscain étaient chargés, alternativement, de prononcer en l'église San-Carlo-du-Corso des sermons à *l'intention des péripatéticiennes.* Le rappelant lors du dernier synode, le cardinal Périclès Felici, italien, estimait *« urgent de reprendre cette pastorale exemplaire sous une forme ou sous une autre »* (*le Monde* du 10 octobre 1974).

*Il existe,* d'ailleurs, des liens *étroits* entre la prostitution et la religion. La Bible évoque la *prostitution* sacrée *qui* était florissante dans les sanctuaires de Canaan (Deutéronome 23, 18). Dans nombre de religions païennes, la prostitution était organisée par les prêtres sous forme de culte et à leur bénéfice. *En Inde, fleurissait le culte du* Lingham, symbole phallique de la procréation, entouré d'emblèmes érotiques de toutes sortes qui attiraient les hommes dans des maisons spéciales tenues par des prêtres. En dépit de la loi mosaïque qui l'interdisait, le temple de Salomon était un *marché de prostitution, parce que* la prohibition *ne s'appliquait* en *principe* qu'aux Hébreux : les femmes étrangères pouvaient donc faire l'objet d'un commerce.

Loin d'ignorer les prostituées, l'Evangile en parle à plusieurs reprises. Au cours du banquet que lui a offert le pharisien Simon, Jésus accepte, sans un geste de recul, qu'une courtisane inonde ses pieds de ses larmes, les couvre de parfum et les essuie de ses cheveux. Se tournant vers son hôte, le Christ lui dit : *« C'est pourquoi je te le dis, ses péchés, ses nombreux péchés lui sont pardonnés puisqu'elle a manifesté beaucoup d'amour »* (Luc, 7, 47).

Ailleurs, le Christ affirme aux grands prêtres et aux anciens : *« Les publicains et les filles de joie vous précèdent au royaume des cieux. »*

### Le long des chemins

Jésus, qui avait une prédilection pour les pauvres, aimait tout naturellement les courtisanes, qui ne sont pas forcément démunies d'argent mais sont esclaves de la concupiscence masculine et victimes de la société. *Il n'est guère* que les pays socialistes pour avoir fait — du moins théoriquement — disparaître la prostitution.

Dans la Bible toujours, la « véritable » prostituée c'est le peuple d'Israël, qui abandonne son époux divin pour s'abandonner aux idoles.

*« Je t'avais plantée comme un cep de choix,* dit Yahwé, *comment t'es-tu changée en plant dégénéré ? (...) Est-il un seul lieu où tu ne sois livrée ? Tu étais là, pour la clientèle, le long des chemins et tu conservais un front de prostituée qui refuse de rougir »* (Jérémie 2, 20-35 et 3, 2-5).

Dans l'Apocalypse enfin se trouvent des pages enflammées sur la grande prostituée que les exégètes appliquent volontiers à l'Eglise : *« La grande courtisane est assise sur les grandes eaux avec laquelle ont forniqué les rois de la terre et qui a enivré les habitants du vin de ses impudicités. »* (Apoc. 17, 2.)

Les prostituées de Lyon ont ample matière à méditation...

HENRI FESQUET.

# JUSTICE

## Un procès pour proxénétisme hôtelier au tribunal de Paris

## « Une surface d'honorabilité »

*Tout l'intérêt du procès, ouvert lundi 2 juin devant la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, présidée par M. Jacques Hennion, réside dans le fait que, pour une rare fois, les meilleures conditions de la lutte contre le proxénétisme hôtelier paraissaient réunies : les inspecteurs de la brigade mondaine d'abord, ceux de l'Office central de répression contre le trafic des êtres humains ensuite, ont, après une enquête commencée au mois de décembre 1972, réussi à identifier les vrais propriétaires d'au moins deux hôtels de « passe » et d'un bar de racolage — établissements aujourd'hui fermés, — situés dans le deuxième arrondissement, 194-196, rue Saint-Denis, et 33, rue de Palestro, à Paris. Puis, le juge d'instruction chargé de l'affaire, M. Hubert Pinsseau, a été jusqu'au bout de l'information, après vingt mois d'investigations* (le Monde *du 22 novembre 1974).*

*Les principaux accusés, Louis Boirayon, dit « Loulou », quarante-cinq ans, et Joseph Barriol, dit « Jo », cinquante-sept ans, ne font — ou s'en gardent bien — état d'aucune relation « haut placée ». Le premier, cheveux lustrés en arrière, costume de la meilleure coupe, langage châtié, casier judiciaire chargé (faux et usage de faux, escroqueries, vols, etc.), avoue tout et décharge même volontiers ses prête-noms. Le second, visage rond et rougeaud de maquignon, imperméable fripé, pratiquement jamais condamné — si ce n'est à des peines d'amende, — nie l'évidence en s'enfermant dans un système de défense, de rigueur au temps des rois américains du non-lieu : ce pourrait être assurément la marque du caïd.*

*A la barre des prévenus, tous libres, défilent associés et gérants de pacotille : de l'ancien champion d'Europe de boxe Théo Médina, tombé plus bas que le tapis, à de vieilles femmes, semi-clochardes, qui n'auraient, selon le mot du président du tribunal, pu apporter à l'achat de ces hôtels de passe que* « la retraite des vieux », *en passant par des rédacteurs d'actes véreux et un pitoyable travesti. On se prend à douter un moment, et une fois encore, de l'efficacité policière et judiciaire quand comparaît Mme Tatania Gueid, ancienne — mais récente — maîtresse de Louis Boirayon, propriétaire du cabaret Chez Tania, rue de Ponthieu, dans le huitième arrondissement.*

*M. Jacques Hennion, qui assure ensuite que Mme Gueid a* « une surface d'honorabilité », *interroge brièvement cette tenancière, née à Vladivostok en 1922. Sanglots mêlés à un charmant accent russe, cette dernière jure, sur la tête de son fils, que jamais elle n'aurait été mêlée à cette affaire, si elle n'était, à près de cinquante ans, tombée* « éperdûement amoureuse » *— pour quelques mois — de « Loulou ». Le président du tribunal veut bien la croire, mais le prénom de Tania revient avec insistance dans toutes les déclarations des quelque vingt-cinq prévenus.*

*« Loulou » et « Jojo » sont aujourd'hui, on l'a dit, en liberté : tous deux ont été libérés sous caution. Le premier a dû verser 100 000 F. Le second, qui assure qu'il n'a que 1 000 F de revenu par mois pour vivre, et une chasse en Sologne, louée 40 000 F par an, et qui lui coûte de l'argent — il omet un yacht en Méditerranée et quelques autres babioles, — a versé 150 000 F,* « grâce à quelques économies et à quelques amis ».

*A plusieurs reprises, au cours de cette première journée d'audience, le président du tribunal a souligné* « la ténacité et l'opiniâtreté » *des policiers et du magistrat instructeur : c'est plus qu'un éloge, c'est déjà un jugement.*

MICHEL CASTAING.

POUR CORRUPTION

## Le P.-D.G. de l'Habitat coopératif est condamné à dix-huit mois de prison

De notre correspondant régional

Lyon. — La cinquième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Lyon a rendu, lundi 2 juin 1975, son jugement dans une affaire de corruption de fonctionnaire où se trouvait impliqué M. Jacques Nahmens, président-directeur général de la Société habitat coopératif Marseille-Provence. Chapitre d'un dossier beaucoup plus vaste d'escroquerie et d'abus de biens sociaux dont l'instruction est actuellement en cours à Marseille, l'affaire de corruption en avait été détachée en raison des soupçons qui pesaient aussi sur un officier de police judiciaire, le commissaire Mielot.

En poste à Marseille, ce policier ne pouvait faire l'objet de poursuites dans le ressort du tribunal où il exerçait alors ses fonctions, et la cour de cassation avait désigné le tribunal de grande instance de Lyon pour instruire et juger la seule affaire de corruption.

Finalement, M. Mielot ayant bénéficié d'un non-lieu, seuls avaient comparu, le 14 avril 1975, devant le tribunal de Lyon, M. Nahmens, son adjoint, M. Marcel Cerisuelo et M. Philippe Vaello, fonctionnaire du ministère des finances détaché à la délégation du trésor auprès du Crédit foncier.

Selon l'accusation, M. Vaello, qui avait reçu de M. Nahmens cinq chèques d'un montant total de 40 000 F, avait permis au président-directeur général de l'Habitat coopératif d'obtenir un certain nombre de prêts nécessaires au financement d'opérations immobilières, et cela en dépit du refus de réescompte opposé par la Banque de France qui, connaissant la situation précaire de M. Nahmens, l'avait fait figurer sur ce qu'il est convenu d'appeler les *« écritures rouges »*.

Dans le jugement rendu qui condamne M. Jacques Nahmens à dix-huit mois de prison, dont six avec sursis et 80 000 F d'amende, M. Vaello à dix-huit mois de prison dont huit avec sursis et 40 000 F d'amende et M. Cerisuelo à treize mois de prison dont sept avec sursis, le tribunal de Lyon indique notamment qu'*« il est constant que les rémunérations perçues par Vaello ont pris place dans un ensemble de relations de services existant entre lui, Nahmens et Cerisuelo, de sorte que les avantages qui récompensaient les actions passées ont eu en même temps pour but de faciliter les services à venir »*.

Le jugement fonde aussi sa conviction sur la teneur de la lettre adressée par M. Cerisuelo au député des Bouches-du-Rhône, M. Arnaud, le 18 octobre 1968, dans laquelle il (M. Cerisuelo) indiquait que M. Vaello avait eu l'occasion *« de nous rendre un certain nombre de services »*, lettre qui, pour le tribunal, corrobore l'existence de cet ensemble de relations de services.

La mention de cette lettre au député dans les attendus du jugement confirme ainsi l'existence de relations entre les dirigeants de l'Habitat coopératif et certains parlementaires de la majorité. A l'audience, le 14 avril, Mᵉ Jurami, avocat de M. Nahmens, n'avait d'ailleurs pas hésité à dire, au cours de sa plaidoirie : *« Vous ne voyez ici qu'un petit bout de la queue du renard, alors que la bête est ailleurs. Nahmens ne paiera pas tout seul ou j'y perdrai ma robe. Je sais,* avait ajouté l'avocat, *beaucoup de choses sur cette affaire et je n'hésiterai pas à aller jusqu'au bout et à faire citer des témoins qui seront bien obligés de comparaître. »* Cependant, en dépit de l'invitation du représentant du ministère public qui avait aussitôt fait savoir qu'il était tout disposé à entendre prononcer des noms, Mᵉ Jurami n'avait rien ajouté, comme s'il estimait ne pas avoir à brûler prématurément ses cartouches. — J.-M. Th.

A LA COUR DE CASSATION

## La commission d'indemnisation alloue des dommages-intérêts à deux requérants d'origine nord-africai

Réunie sous la présidence de M. Lancien, conseiller à la Cour de cassation, la commission d'indemnisation des personnes ayant fait l'objet d'une détention préventive avant de bénéficier d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement, a considéré comme fondées deux des six requêtes qui lui étaient soumises.

En premier lieu, sur le rapport du conseiller Vienne et les conclusions de M. Aymond, avocat général, la somme de 2 000 francs a été accordée à M. Saad Bouchama, manœuvre, demeurant à Mollière-sur-Cèze (Gard), qui réclamait 5 000 francs.

Condamné par défaut, le 9 juin 1970, à un an de prison par le tribunal correctionnel de Nice, qui avait lancé contre lui un mandat d'arrêt, M. Bouchama avait été arrêté le 18 janvier 1971 et incarcéré à Privas, en attendant d'être transféré à Nice, le 21 janvier 1971. Il aurait dû, conformément à l'article 465 du code de procédure pénale, comparaître devant le tribunal correctionnel dans les huit jours qui ont suivi son arrestation — c'est-à-dire le 26 janvier 1971 — afin qu'il soit statué sur la validité du mandat d'arrêt le concernant. Cette formalité n'ayant pas été remplie, il a été détenu indûment du 26 janvier au 5 février, date à laquelle il a été mis en liberté avant d'être relaxé par le tribunal correctionnel de Nice, le 13 janvier 1972, dans une affaire de coups et blessures dont une personne avait été victime lors d'un concert public à Menton, le 15 août 1969.

Le second requérant qui a obtenu satisfaction est M. Messaoud Mahdid, ancien harki, domicilié à La Haye. Sur rapport du conseiller Barbier et conclusions de M. Aymond, avocat général, une somme de 5 000 francs lui a été allouée pour avoir été incarcéré à tort, du 25 septembre 1971 jusqu'au 17 novembre 1971, avant d'être acquitté, le 1ᵉʳ février 1972, par un jugement du tribunal permanent des forces armées de Metz, devant lequel il était poursuivi pour désertion.

M. Messaoud Mahdid était parti aux Pays-Bas le 9 juin 1970, alors qu'il avait été appelé au se actif après avoir opté pou nationalité française. A appris qu'il était considéré co déserteur, il était revenu v tairement en France, le 23 tembre 1971, et fut écroué à le 25 septembre 1971. Pour servi comme harki pendan ans (ainsi qu'en attestèrent sieurs officiers), il n'avait effectuer de service mili C'est donc une erreur de l'a nistration militaire que la mission d'indemnisation a ré

### Pour avoir présenté des passeports falsifié

### M. WILLIAM HOLDER ET Mlle CATHERINE KER SONT CONDAMNÉS A DES PEINES DE PRIS

M. William Holder, vin ans, et Mlle Catherine K vingt-quatre ans, qui a détourné vers Alger, le 6 1972, un Boeing parti de Francisco, ont comparu 2 juin, dans le box de la tre chambre correctionnelle de pour avoir présenté des pass falsifiés lorsqu'ils furent hendés au mois de janvie nier dans la capitale frança *Monde* des 13 et 22 mai).

Mᵉˢ Jean-Jacques de Fél Hervé Dupont-Monod, défen ont sollicité l'indulgence du nal en expliquant que M. H souffrant de graves trouble veux après avoir combat Vietnam, était venu d'Alge son amie en France, en f 1974, afin d'y consulter un chiatre, et que le couple, en tion irrégulière, avait été con d'avoir recours à de faux p M. Holder a été condamné mois et quinze jours d'emp nement et 1 000 F d'an Mlle Kerkow à trois mois jour d'emprisonnement et d'amende.

Tous deux doivent donc vrer la liberté — leur ten détention a dépassé cel leur peine, — car s'ils sont suivis en France pour le d nement de l'avion (après le de la justice française d'a à la demande d'extradition mulée par les États-Unis), pas été écroués dans cett par M. Guy Floch, le instructeur chargé de ce qui les a seulement placés contrôle judiciaire.

L'AFFAIRE DES FAUSSES FACTURES EN APPEL

## M. Santini est plus bavard que M. Chazalon

**Lyon. — Le débat d'appel de l'affaire dite des fausses factures s'achemine vers sa fin devant la quatrième chambre de la cour de Lyon, où il est entamé depuis le 28 avril dernier. Il reste essentiellement à examiner, à partir du 3 juin 1975, le cas des sociétés Novafer, Européenne de ferraille et Compagnie française de ferraille, dont les dirigeants parisiens, MM. André Tapiau et Jean Dufayet, ont été relaxés par le jugement de première instance. Le ministère public avait fait appel à minima.**

De notre correspondant régional

Juste avant eux, lundi 2 juin, M. André Chazalon comparaissait en sa qualité de gérant de la Société des anciens établissements Adrien Targe, qui ont leur siège à Grand-Croix, dans la Loire. La facture reprochée à M. Chazalon, d'un montant de 217 035,70 francs à en-tête de la maison Dagand, est évidemment peu de chose en regard du total des factures dont auront à répondre les sociétés Novafer et Compagnie française de ferraille. Elle est même très minime encore, comparée aux quatre-vingt-dix-sept factures représentant une somme de 1 350 000 francs, dont répond pour sa part M. Georges Santini qui, précisément, passait l'épreuve de l'appel le même jour que M. Chazalon. Seulement, M. Chazalon est député non inscrit de la Loire, l'affaire ne l'ayant point empêché d'être réélu en 1973.

Lors du débat de première instance, cette qualité avait été non pas pudiquement mais objectivement ignorée, aucun de ceux qui participaient aux débats précédents, juge, substitut ou avocats n'y ayant fait la moindre allusion. Il n'en a pas été de même devant la cour où l'avocat général, Mᵉ Jean Aldebert, dans son réquisitoire, n'a pas hésité, lui, à mentionner cette qualité pour, du même coup, considérer comme plus grande encore la faute de l'industriel. Sévèrement, M. Aldebert devait parler des *« fonctions publiques qu'exerce M. Chazalon, fonctions prestigieuses, lourdes de servitudes et qui exigent d'abord la rigueur sur le plan de la conduite des affaires personnelles »*.

Comme l'avocat général tient M. Chazalon pour coupable, n'était-il pas en droit de dire à son sujet : *« Député, il est au courant des besoins de la communauté nationale et de l'insuffisance des moyens nécessaires à la totalité de ces besoins. Député, il vote le budget. Il doit savoir dans quelle mesure la fraude fiscale, précisément, est un obstacle à la satisfaction complète de ces besoins nationaux. Il est mieux que quiconque à même de mesurer les immenses conséquences d'une telle fraude. »*

En conclusion, M. Aldebert a donc demandé la confirmation de la peine prononcée par le tribunal, c'est-à-dire treize mois de prison avec sursis et 50 000 F d'amende. M. Chazalon, lui, a continué de soutenir son innocence : la marchandise correspondant aux 217 035 F de la facture lui a été bel et bien livrée et livrée par la maison Dagand. Il l'a payée. N'a-t-il pas d'ailleurs en sa faveur des contrôles fiscaux qui, en dépit de leur rigueur, n'ont permis de retenir contre lui le moindre reproche ? Ses avocats devaient reprendre le détail de ce dossier technique dans sa complexité, car, en cela, rien n'a été changé.

### *« Les impérialistes de la ferraille »*

Aussi bien, a-t-on pris davantage d'intérêt à écouter M. Georges Santini, négociant en ferraille à Vourles, dans le Rhône. Car M. Santini, lui, a vendu la mèche, du moins pour ce qui le concerne. S'il était en possession de quinze factures Recuperama, de soixante-six factures Dagand et de seize factures Maugé, c'est parce qu'il ne pouvait faire autrement.

*« A partir du moment où mon négoce a pris de l'ampleur,* a dit M. Santini, *je me suis heurté au système »* ; il a ensuite expliqué ce qu'était le système : *« Quand on a besoin de beaucoup de métaux on s'adresse inévitablement à des gens qui ne veulent pas apparaître sous leur nom. C'est le fournisseur, dès lors, qui nous téléphone, nous propose sa marchandise et, en même temps, nous donne le nom du facturier qui devra établir la facture et dont seul le nom apparaîtra comme auteur de la transaction. Car ce n'est pas moi qui choisissais les facturiers mais bien ceux qui me fournissaient »* M. Santini a ajouté : *« Ceux qui vendent en imposant le recours à un facturier sont en vérité toujours les mêmes. »* Pour sa part, sur cinq cents à six cents fournisseurs, M. Santini en avait entre quarante à cinquante qui lui imposaient ainsi leur « système ».

Pouvait-on du moins connaître les noms de ces *« impérialistes de la ferraille »* ? C'était trop demander.

*« Je n'ai aucun écrit qui me permette de confirmer les déclarations que je viens de vous faire, monsieur le président. Si je devais vous donner des noms je risquerais d'être poursuivi par ceux que je mentionnerais, pour diffamation. »* Comme on insistait encore, malgré tout, M. Santini ne livra toujours pas de noms mais il invoqua d'autres raisons à son silence. *« Vous avez vu,* dit-il, *tous ceux qui sont venus à ce procès. Il y a là-dedans de sales têtes, des dangereux. Vous voyez ce que je veux dire. Je risquerais des représailles. »*

On ne pouvait pas être plus clair, mais on n'a pas pu, non plus, aller plus loin.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.



# FAITS DIVERS

LA PRISE D'OTAGES A LA PRISON DE MELUN

## « Une affaire personnelle »

*« C'est une affaire personnelle entre détenus..., mais absolument pas une mutinerie »*, dira, visiblement soulagé, M. Jacques Solier, préfet de Seine-et-Marne, à propos de l'incident qui s'est produit lundi 2 juin (nos dernières éditions), à la maison centrale de Melun. Avant d'ajouter : *« Une affaire raciste. »*

Lundi, à 8 h. 30, deux détenus de droit commun, Giuseppe Catania, condamné pour escroqueries et attaques à main armée, libérable au mois de juillet 1976, et François Paizio, qui, lui le sera au mois de novembre suivant, pour un délit non précisé, pénètrent dans le quartier des « politiques ». Ils sont chargés, comme chaque matin, d'y apporter leur petit déjeuner aux prisonniers de ce secteur isolé du reste de la centrale. Parmi ces huit « politiques », répartis en deux étages, se trouve Jean Barbier. Ancien membre de la Gestapo de Lyon, Jean Barbier avait été condamné à mort, le 28 avril 1966, pour sa participation à de nombreuses tortures et à des meurtres de résistants durant l'occupation de Grenoble, puis gracié par le général de Gaulle.

Sous la menace de couteaux de cuisine et après une courte bagarre, Catania et Paizio s'emparent de quatre otages. Ils n'en garderont que deux, Jean Barbier et Francis Roussilhe, qui seront, l'un et l'autre, légèrement blessés. Puis des négociations s'engagent. Les *« conditions »*, exprimées pour l'essentiel par Giuseppe Catania, sont très vite précisées : *« Que Jean Barbier confesse devant la presse ses crimes, qu'il soit extradé en Israël pour y être jugé comme Eichmann par un tribunal d'exception. »* Selon les policiers, les deux hommes auraient demandé également et obtenu un magnétophone pour enregistrer la *« confession »* de Barbier, confession sollicitée le couteau sur la gorge. Enfin, ils réclament la présence d'un rabbin pour les négociations.

A 14 heures, après l'intervention du président de la communauté israélite, M. Allouche, et du rabbin de Melun, M. Dayan, les deux otages sont libérés sans que la brigade anti-commando, requise, n'ait eu à intervenir.

*« Giuseppe Catania, détenu de confession israélite, entendait,* rapportera un policier, *montrer à la France avec quelle douceur on traite un criminel et un bourreau de la Gestapo, bénéficiant en prison d'un régime de faveur. Il l'a fait avec l'aide de Paizio qui, lui, n'a pas oublié ses parents morts en déportation. »* Témoignages indirects qu'il faut accueillir avec prudence, tout comme ces autres *« faits »* rapportés sur les *« exigences des politiques en matière de repas »* ; sur les insultes aussi, qui auraient été proférées à l'encontre de Catania par Barbier : *« La cuisine est mauvaise, remporte-la, sale juif. »*

Catania avait demandé, dit-on, à ne plus *« servir »* Jean Barbier et à être transféré dans une autre prison : les autorités n'avaient pas accédé à sa demande, ce qu'elles ont été tenues de faire lundi soir pour éviter de nouveaux incidents. Les deux hommes sont maintenant à la centrale de Tours. — P. G.

● *Une charge de plastic* a explosé lundi 2 juin, vers 21 heures, dans les locaux portuaires de la chambre de commerce à Golfe-Juan (Alpes-Maritimes), provoquant d'importants dégâts dans le bâtiment préfabriqué. Aucune organisation n'a revendiqué pour l'instant cet attentat. — *(Corresp.)*

● *Après le discours de Mᵐᵉ Hélène Dorlhac,* secrétaire d'E la condition pénitentiaire, noncé lors des obsèques d'u veillant de la maison d'ar Brive (*le Monde* du 13 ma indique au secrétariat d'Éta Mme Dorlhac a déclaré : *« veillerons (...) à ce que ce soit poursuivi avec la plus rigueur »*, et non pas *puni »*.

● *Prix Bride abattue : nouvelles inculpations.* — parieurs corses, commerça Bastia, ont été inculpé M. Jean Michaud, premie d'instruction à Paris, d'esc rie et d'infraction à la légi sur les courses de cheva s'agit de M. Jacques F placé sous mandat de dé de M. Georges Fili, lai liberté.






# SPORTS

## ATHLÉTISME

### ...s le nouveau record du monde du lancer du marteau

## ...es réserves caduques

...lançant le marteau à ...mètres lors d'une rencontre ...ée en Bulgarie, à Sofia, l'Al... de l'Ouest Karl-Heinz Riehm ... caduques les réserves qu'on ... faire après l'extraordinaire ...le jets qu'il avait réussis à ...ien (R.F.A.) moins de deux ...es auparavant (*le Monde* du ...). Cette nouvelle performance ...iveau très supérieure à l'an... ...cord du monde du Soviétique ...nov (75,66 mètres) n'est, en ... inférieure que de 16 centi... au record établi par Riehm ... mètres) le 19 mai. Au reste ...eur français Philippe Hermant, ...ticipa à la réunion de Rehlin... ...pporte de sérieuses garanties ... à la validité de ce record.

...n ce témoignage, quatre mar... ... furent alors lancés. Tous ... été préparés, pesés et ...s officiellement par les orga... ...rs de la compétition et ... athlète n'utilisa un engin lui ...enant personnellement. Mieux, ...venaient des mêmes usines et ...enaient aux mêmes séries de ...tion que ceux mis à la dispo... des concurrents des Jeux ...ques de Munich (1972) et des ...ionnats d'Europe de Rome ... Enfin, d'un diamètre de ... mètres, les câbles répondaient ...ormes fixées par l'alinéa 2 de ...e 207 des règlements de la ...ation internationale d'athlétisme ...ur (F.I.A.A.).

...ppe Hermant fait d'autre part ...ver que les Allemands ne sont ...ens à plaisanter avec les règle... ... A Rehlingen, rapporte-t-il, ... les jets de Riehm furent ...és avec deux hectomètres dif...s, précaution que n'impose ... pas la F.I.A.A. En outre, après ...e essai, le marteau que venait ...ncer le nouveau recordman fut ...soirement retiré de la compé... ... pour subir différentes vérifi...ns : poids, taille, contrôle du ...e de gravité, diamètre du câble, rigidité de la poignée. Ces opérations et leur notation durant une quinzaine de minutes, Riehm avait le temps d'effectuer un autre essai, ce qui fait qu'il utilisa au moins deux engins.

Les conditions atmosphériques parfaites, la « rapidité » du cercle à l'intérieur duquel évoluaient les lanceurs, le nombre idéal des concurrents (sept), tous de grande valeur, et la volonté des organisateurs de mettre le concours en évidence, conclut Philippe Hermant, ont influé de façon très positive sur le déroulement de l'épreuve.

Quant au fait que Riehm ait effectué six jets supérieurs à l'ancien record de Spiridonov, il faudrait lui donner une explication psychologique. Quelques jours avant de concourir à Rehlingen, Riehm avait, en effet, réussi à lancer à 72 mètres un marteau de 8 kilos, lors d'une séance d'entraînement. Or les spécialistes estiment qu'on obtient généralement un gain de 6 mètres en reprenant ensuite un marteau réglementaire de 7,257 kilos. Lorsque son premier jet fut mesuré à 76,70 mètres, Riehm eut donc la conviction qu'il pouvait mieux faire. D'où son application qui devait être récompensée de belle manière.

RAYMOND POINTU.

## D'UN SPORT A L'AUTRE...

BOXE. — *Aux championnats d'Europe de boxe amateurs disputés à Katowice, le poids coq français Aldo Cosentino a été battu par le Soviétique Victor Rybakov par K.O. à la première reprise.*

GYMNASTIQUE. — *L'Allemand de l'Est Wolfgang Thuene, vice-champion du monde à la barre fixe et officier dans l'armée de la R.D.A., a décidé de rester en République fédérale allemande. Cette décision serait motivée par de profonds dissentiments avec la Fédération de gymnastique de la R.D.A. et son entraîneur Peter Weber.*

RUGBY. — *Pour le second match de sa tournée en Afrique du Sud, l'équipe de France a triomphé des Léopards — l'équipe des Bantous — par 34 à 9.*

TENNIS. — *Le Mexicain Raoul Ramirez a gagné les trente-deuxièmes championnats internationaux d'Italie en battant en finale l'Espagnol Manuel Orantès, 6-7, 7-5, 7-5.*



# INSTITUT

## A l'Académie des sciences morales et politiques

### ÉLECTION DE M. JEAN LALOY

L'Académie des sciences morales et politiques a élu lundi, par vingt-deux voix contre dix à M. Maurice Le Lannou et six à M. Pierre Monbeig, M. Jean Laloy au siège précédemment occupé par M. Paul Bastid à la section d'histoire et géographie.

[Né à Meudon le 1er avril 1912, M. Jean Laloy, ministre plénipotentiaire depuis 1954, a fait toute sa carrière au ministère des affaires étrangères, où il est depuis l'an dernier directeur général des affaires culturelles, scientifiques et techniques.

Attaché de consulat à Tallinn (1937), puis à Moscou (1940), membre de la délégation à la conférence d'armistice de Wiesbaden (1941), consul suppléant à Genève (1943), il passe à la délégation des mouvements de résistance et à la délégation du G.P.R.F. en Suisse. A la Libération, il a occupé divers postes à l'administration centrale du quai d'Orsay, puis aux cabinets de MM. Edgar Faure et Pinay. En 1958, après un bref séjour à Moscou comme ministre conseiller, il devient directeur des affaires d'Europe (1956). Il est ensuite successivement directeur adjoint des affaires politiques (1961), conseiller diplomatique du gouvernement (1966), directeur des archives diplomatiques et de la documentation (1968). Il est professeur depuis 1950 à l'Institut d'études politiques de Paris, et l'a été de 1952 à 1972 à l'ENA. Il est l'auteur de *Entre guerre et paix*, *le Socialisme de Lénine*, *l'Union soviétique et le monde depuis 1917* (en préparation), et a traduit *Récits d'un pèlerin russe*, *Ecrits sur la Russie*, de Soloviev, et *les Scythes et autres poèmes* d'A. Blok.]

L'Académie a entendu ensuite la lecture par M. Pierre Georges Casteix de sa notice sur la vie et les travaux de Jean Pommier, son prédécesseur.

● *Mme Benoîte Groult* a été élue membre du jury Femina au cours de la séance qu'a tenue celui-ci le 26 mai. Lors de la même réunion, le prix Femina-Vacaresco a été décerné à Jean Grosjean, pour son livre *le Messie* (Gallimard).

# PRESSE

## Pour protester contre l'arrivée de M. Gorini

## *Grève de la rédaction de « France soir »*

**« France-soir » n'a pas paru, ce mardi matin 3 juin, après l'ordre de grève lancé lundi après-midi par l'intersyndicale des journalistes et le conseil d'administration de la société des journalistes de ce quotidien. Ce mardi matin, on déclarait à la rédaction, où le personnel était présent, qu'aucune édition n'était en préparation.**

Le mouvement, qui a débuté lundi à 15 heures, pour protester contre l'arrivée de M. Gorini, est prévu en principe pour durer quarante-huit heures.

Dans une lettre adressée lundi aux collaborateurs de *France-Soir*, M. Jean Gorini, directeur de la rédaction de ce quotidien, déclare que « *sa première préoccupation* » sera de convaincre tous les collaborateurs que « *la réussite de notre entreprise passe par une compréhension mutuelle et une volonté commune qui ne peuvent naître que d'une concertation voulue et acceptée de part et d'autre* ».

Rappelant qu'il a pris vendredi dernier un premier contact avec des représentants des journalistes et des responsables de la rédaction, M. Gorini ajoute :

« *Certains ont exprimé la crainte que, choisi par l'éditeur, je ne me préoccupe pas d'obtenir l'adhésion des journalistes.*

» *Je souhaite dissiper cette équivoque.*

» *Si j'avais eu le sentiment que la totalité des journalistes me refusait toute collaboration, j'en aurais, évidemment, tiré les conclusions qui s'imposent.*

» *Ce n'est pas le cas et j'ai pu constater que nombre d'entre eux ont commencé, dès vendredi avec moi, un travail commun.* »

● *Au « Courrier du Val-de-Marne »*, hebdomadaire appartenant au groupe FEP, la grève déclenchée le 27 mai contre le licenciement d'un délégué syndical S.N.J. et pour la négociation d'un cahier de revendications se poursuit. La négociation qui s'est engagée deux jours plus tard a duré toute la journée, « *sans que la direction prenne le moindre engagement précis* », fait savoir l'intersyndicale du *Courrier du Val-de-Marne*, dans un communiqué.

## Les imprimeurs belges décident de renoncer à éditer « le Parisien libéré » à partir du 5 juin

A partir de jeudi il n'y aura plus une seule imprimerie en Belgique pour sortir l'édition du *Parisien libéré.*

Dans toutes les imprimeries concernées, le syndicat du livre socialiste, en collaboration avec la Confédération des syndicats chrétiens, a imposé au patronat une série d'accords limitant l'impression du journal au numéro portant la date du 5 juin.

Pour leur part, les unions régionales C.G.T. et C.F.D.T. de la région parisienne, toutes professions confondues, ont décidé d'organiser une manifestation de solidarité avec les travailleurs en grève du *Parisien libéré*, le mercredi 4 juin, à 17 heures, de l'Opéra à Strasbourg-Saint-Denis.

A cet effet, le Comité intersyndical C.G.T. du Livre parisien appelle tous les travailleurs du labeur et des entreprises de reliure à une journée régionale d'action le 4 juin, et à cesser le travail pour participer à la manifestation.

Cet appel fait suite à une réunion paritaire, au cours de laquelle la délégation patronale a proposé une avance de 0,37 % (soit 4 % au 1er juin 1975) sur les salaires de base en fonction de la seule évolution des indices officiels, que la délégation fédérale a refusé d'entériner.

A la suite de cette journée, les délégués des imprimeries de labeur sont convoqués le 6 juin à la Maison du Livre en vue de « *prendre toutes décisions et arrêter les formes d'action qu'exige la situation* ».

Toujours au sujet de l'affaire du *Parisien libéré*, des représentants de la C.G.T., de la C.F.D.T., du P.C.F., du P.S., de l'Union nationale des syndicats de journalistes (U.N.S.J.), réunis à l'initiative du Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. et de la Fédération des travailleurs du Livre C.G.T. se sont rencontrés lundi 2 juin en fin d'après-midi.

Selon un communiqué, après avoir « *entendu une information sur le conflit du* Parisien libéré *et la nature de l'offensive menée par Amaury et le pouvoir, les organisations présentes sont convenues de se retrouver le 3 juin à 15 heures* ».

A cette réunion participaient également plusieurs représentants du Livre C.G.T., des postiers C.G.T. et C.F.D.T., du syndicat C.G.T. des diffuseurs de presse.

Réaffirmant pour sa part sa « *solidarité active* » avec les travailleurs du *Parisien libéré*, la C.F.D.T. — dans un communiqué distinct — critique Force ouvrière pour s'être fait « *l'auxiliaire du patron* », et déclare que « *le problème du monopole C.G.T. dans le secteur est un vrai problème* », mais qui concerne le mouvement ouvrier et non le patronat.

Après avoir fait état de mesures de répression dont auraient été victimes des employés et des journalistes C.F.D.T., ainsi que des membres du Syndicat autonome des journalistes (S.N.J.), le communiqué affirme : « *La direction du* Parisien libéré *prétend combattre le « monopole » du syndicat C.G.T. du Livre. En réalité, elle combat l'existence de toute organisation syndicale authentique dans son entreprise, et n'hésite pas pour cela devant l'illégalité* ».

Pour ces raisons, la C.F.D.T. estime que l'enjeu de la lutte des travailleurs au *Parisien libéré* « *dépasse cette entreprise* », car, dit-elle, si Amaury l'emportait, « *cela ouvrirait une brèche dans laquelle de nombreux patrons tenteraient de s'enfoncer* ».

● *A Toulouse, un comité de soutien des amis lecteurs du « Parisien libéré »* s'est créé afin de « *regrouper ceux qui refusent et entendent lutter contre les menées inqualifiables du syndicat communiste de la Fédération du livre C.G.T.* ». L'annonce de cette création a été faite à la presse par un communiqué anonyme qui précise cependant que le siège du comité est situé 3, boulevard de Strasbourg. De même à Nancy, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet la défense de la liberté d'expression, d'impression, de parution et de distribution du *Parisien libéré* vient de se constituer. Elle demande aux personnes qui souhaitent participer aux activités de cette association d'écrire au Comité de soutien des lecteurs et amis du *Parisen libéré*, 20, rue Jennesson, à Nancy. Un comité semblable a été constitué à Dijon (Côte-d'Or).

● *La Tunisie compte un nouveau journal de langue française, « le Temps »*, dirigé par M. Habib Cheikh Rouhou, directeur-fondateur du quotidien indépendant de langue arabe *As-Sabah.* De format tabloïd, ce journal, qui a publié son premier numéro le 1er juin, entend réserver une large place à l'actualité internationale. Tunis comptait déjà deux quotidiens en langue française, *l'Action* et *la Presse.* — *(Reuter.)*

● *« Voix d'Afrique »*, nouvelle publication internationale d'information en langue française, « réalisée en Afrique par des Africains », vient de faire paraître son premier numéro. Editée à Dakar par la Société ouest-africaine d'édition, tirée à trente mille exemplaires, *Voix d'Afrique* deviendrait hebdomadaire en septembre prochain.

● *En Sardaigne*, la presse n'a pas paru dimanche 1er juin en signe de solidarité avec un journaliste, inculpé pour avoir refusé de révéler ses sources à un tribunal.

Vendredi 30 mai, en effet, un journaliste italien d'agence, M. Gianni Massa, cité comme témoin dans un procès se déroulant à Cagliari, en Sardaigne, a été arrêté lors de l'audience au tribunal. Dans un article il avait fait des révélations sur des groupes politiques clandestins, mais il a refusé de dévoiler à la magistrature le nom de ses informateurs, conformément aux règles de l'ordre des journalistes, mais contrairement au code pénal italien. — *(A.F.P.)*

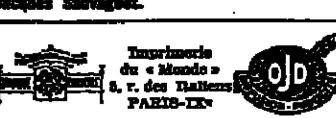
## FORCE OUVRIÈRE ATTAQUE EN DIFFAMATION LE SYNDICAT DU LIVRE C.G.T.

Force ouvrière a décidé de *déposer une plainte en diffamation* contre la C.G.T., après avoir pris connaissance d'une affiche de la Fédération du Livre C.G.T. prenant à partie M. Bergeron, secrétaire général.

« *Le bureau de F.O.*, déclare la centrale dans un communiqué, *s'il admet les inévitables controverses nécessaires en démocratie, estime qu'il est des limites qu'il ne faut pas dépasser.* »

[Il s'agit d'affiches format demi-colombier, publiées par la fédération du Livre C.G.T. au sujet du conflit du « Parisien libéré », portant en grosses lettres « Bergeron traître à la classe ouvrière. »]

Edité par la S.A.R.L. *le Monde.*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.






# CARNET

### Naissances

— M. Marc Challand et Mme, née Michèle Bouchacourt, ont la joie d'annoncer la naissance de
Carole,
le 22 avril 1975.
38, rue Rosenwald,
75015 Paris.

— M. Christian Gion et Mme, née Françoise-Elsa Berlowitz, Frédéric et Valérie, ont la joie d'annoncer la naissance de
Samuel,
le 28 mai 1975.
31, rue de la Ferme,
92200 Neuilly.

### Mariages

— Chantal Gantherin
et Jean-Gabriel Blanc
ont la joie de faire part de leur mariage, qui sera célébré le samedi 7 juin 1975 à Donzy-le-National.
71128 Donzy-le-National.
56, rue Fondary,
75015 Paris.

*Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du* Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

### Décès

— Mme Jacques Guez, ses enfants et petits-enfants,
Le docteur Léon Moatti et Mme, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri Bismuth et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
Zeineb et Jeannette, ses fidèles soignantes,
ont la grande douleur de faire part du décès de
M. Sion ATTAL,
leur père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père,
survenu en son domicile, 101, avenue de la Liberté à Tunis, le vendredi 30 mai.

— Mme Albert Bismuth,
Le Dr Victor Bismuth et Mme,
Leurs enfants Annick et Pierre,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès du
docteur Albert BISMUTH,
survenu le lundi 26 mai.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille regrette de ne pouvoir recevoir.
1, place d'Orion,
92360 Meudon-la-Forêt.
12, rue P.-J.-Redouté,
92360 Meudon-la-Forêt.

— Laurence et Pierre SOUDET ont la grande tristesse de faire savoir que
Danièle,
leur fille, les a quittés pour toujours, à l'âge de dix-huit ans, le 24 mai 1975.
Ses cendres reposent à Amposta (Espagne).

— Nous apprenons la mort du peintre et graveur
Jacques DERREY.
Il était âgé de soixante-huit ans.
[Né à Toulouse en 1907, Jacques Derrey avait été formé à l'Ecole des beaux-arts d'où il est sorti premier grand prix de Rome en 1936. Peintre aimant volontiers la fresque (il avait réalisé une commande de l'Etat en 1941), Jacques Derry s'est surtout consacré à la gravure. Les bibliophiles lui doivent de nombreuses illustrations. Il avait été directeur, chargé de cours, aux Beaux-Arts de Valenciennes et a enseigné le dessin à l'Ecole polytechnique depuis 1956.]

— Mme Marie-Louise Deure, son épouse,
M. Michel Deure, son fils,
font part du décès de
M. Antonin DEURE.
23, rue des Charmettes,
Moulins (Allier).

— Mme Jeanne Edwards,
Mme Camille Bastide,
Mme Georges Paturneau,
Ses filles,
Michel et Catherine Sauret, Dominique et Sylvie,
Jean-Claude et Fabienne Bastide, Julie et Vincent,
Jean-Luc et Françoise d'Amman, Frédéric et Stéphane Rossi,
Louis et Catherine Ponnelle, Sandrine, Aude et Pierre,
Claude et Christine Léger,
Claude et Marion Jouas,
Bernard et Edith Leroy,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Pierre DOMMERGUE,
née Nellie Artis,
pieusement décédée le 29 mai 1975 en son domicile à Paris (17e), 66, rue Jouffroy, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité à Vic-sur-Cère (Cantal), le 2 juin 1975.

— M. Jacques Fresne,
Mme Dominique Fresne,
Et leur famille
ont le profond chagrin de faire part du décès, survenu le 29 mai à Paris, de
Mme Jacques FRESNE,
née Marie-Louise Siraud.
Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu, dans l'intimité, le 2 juin, à Saint-Point (Saône-et-Loire).
117, boulevard Murat,
75016 Paris.

— Mme veuve Maurice Guichard,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,
font part du décès, à l'âge de trente-six ans, de
Françoise GUICHARD,
survenu le 17 mai 1975 à Grenoble.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 21 mai à Brive (Corrèze).
Une messe era célébrée le jeudi 12 juin à 18 h. 30, en la chapelle des Dominicains, 20, rue des Tanneries, Paris-13e.
127, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. André GUILLARD,
ingénieur des arts et manufactures,
ingénieur principal honoraire
à la S.N.C.F.
ingénieur à l'O.D.E.G.M.E.,
survenu le 31 mai dans sa soixante-sixième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 4 juin à 11 heures, en l'église Saint-François-d'Assises de Vanves (92, rue Sadi-Carnot), sa paroisse.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Port-en-Bessin (Calvados).
23, avenue Pasteur,
92170 Vanves.

— Mme Jérôme de Liège,
M. et Mme Philippe Stubler et leurs enfants,
Le docteur et Mme Georges Hadjadj et leur fils,
Mme Guillaume de Liège,
Mme Emile Trioux,
M. et Mme Pierre de Liège et leurs enfants,
M. et Mme Léon de Liège et leurs enfants,
M. et Mme Paul Dupont et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Trioux et leurs enfants,
Les familles Trioux, Herdegen et Mingaz,
Et tous ses amis,
ont la grande douleur d'annoncer le décès de
M. Jérôme DE LIEGE,
survenu le 2 juin 1975.
Les obsèques auront lieu le 5 juin 1975 à 11 h. 15, en l'église Saint-André de Chelles (77).

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jérôme DE LIEGE,
président honoraire
des établissements
H.D. Pochin et Cie,
président
de la Compagnie franco-anglaise de minéraux,
président
du groupement de recherches kaolinières,
président
de la Société des kaolins de Nozay,
président du Centre d'application de médecine du travail,
Les obsèques auront lieu le 5 juin 1975 à 11 h. 15, en l'église Saint-André de Chelles (77).

— Mme Hilda Loireleux, son épouse,
Ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 27 mai, de
M. Raphaël LOIRELEUX.
La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le vendredi 30 mai au Pecq dans la plus tricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, avenue d'Aligre,
78230 Le Pecq.

— Le docteur et Mme Michel Périer,
M. et Mme Francis Périer,
Ses enfants,
Dominique, Isabelle et Eric Périer,
Olivier et Franck Périer,
Ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris, de
Mme Pierre PÉRIER,
née Marcelle Berge.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 4 juin à 8 h. 30, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas (252, rue Saint-Jacques, Paris-5e).
19 bis, rue des Saints-Pères,
75006 Paris.
La Feyrie, 19-Saint-Viance.

— Les obsèques religieuses de
Michel SIMON
auront lieu le mercredi 4 juin à 10 heures à Paris, en l'église de la Madeleine.
L'inhumation aura lieu le lendemain en Suisse, au cimetière du Grand-Lancy, près de Genève.
La famille souhaite que les personnes qui ont l'intention d'envoyer des fleurs fassent parvenir leur offrande à « Terre des hommes », 21, boulevard de Grenelle, Paris-15e, C.C.P. n° 34 041-50, La Source.

— On nous prie d'annoncer la mort de
Mme René TÊTE,
pieusement décédée à son domicile à Paris, le 26 mai.
De la part de
M. René Tête, son mari,
M. et Mme Gaston Salem, ses frère et belle-sœur, et leur fils,
M. et Mme Michel Teitgen, ses neveu et nièce, et leurs enfants.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église de Saint-Jean-de-Luz.
Cet avis tient lieu de faire-part.
59, boulevard Lannes,
75116 Paris.

— Le prieur et les frères du couvent Saint-Jacques,
— Mme Irène Tunmer,
Les familles Tunmer, Osunols, Franch et Bonal,
font part de la mort du
Frère Ceslas Siegfrid TUNMER,
dominicain,
décédé à l'âge de soixante-quinze ans, le 31 mai 1975.
La messe de funérailles sera célébrée le jeudi 5 juin à 10 h. 30, en l'église du couvent des Dominicains, 20, rue des Tanneries, Paris-13e.
L'inhumation sera faite au cimetière du Montparnasse.

### Anniversaires

— A l'occasion du 141e anniversaire de la mort de La Fayette, une prise d'armes aura lieu, le 3 juin à 10 h. 30, en présence de Son Excellence l'ambassadeur des Etats-Unis, devant la statue du général, square du Carrousel.

## A L'HOTEL DROUOT

**Mercredi**

*VENTES*

S. 1. — Tableaux anciens, meubles et sièges anciens. Art nouveau, tapis. Mes Godeau, Solanet, Audap.
S. 2. — Objets d'Extrême-Orient, meubles style. M. Portier, Me Lemée.
S. 4. — Succession D. Livres, argenterie. MM. Coulet, Faure, Me Engelmann.
S. 10. — Haute curiosité : Antiquités, Moyen Age et Renaissance. M. Ratton, Mes Ader, Picard, Tajan.
S. 12. — Meubles. Me Thuilier.

### Remercieme[nts]

— Dans l'impossibilité de répo[ndre] personnellement à toutes les mar[ques] de sympathie reçues lors du d[écès] de leur fille
Isabelle,
M. Alain ROCHE, I.H.P. et M[me] prient de trouver ici leurs remer[cie]ments émus.

### Communications dive[rses]

— « Les cahiers de l'Est » o[rga]nisent, jeudi 5 juin, de 18 heur[es à] 21 heures, 44, rue de Re[nnes], Paris-6e, une réunion sur le th[ème] « Liberté d'expression et déten[te] » avec la participation de mem[bres] du comité d'honneur de la re[vue], notamment MM. Pierre Daix, J[ean-]marie Domenach, François Fejt[ö], Eugène Ionesco.

— « Le chiffre à travers les [âges] et les civilisations » sera le th[ème] d'une conférence, avec anim[ation] audiovisuelle, donnée le jeudi 5 [juin] à 20 h. 30, par M. Georges Ifrah[,] musée Guimet, 6, place d'I[éna], Paris-16e (tél. 720-57-50). Partic[ipa]tion aux frais : 10 F. La même co[nfé]rence sera donnée les 13, 2[0,] 23 juin, et les 2, 7 et 10 juillet.

### Soutenances de th[èse]

— Vendredi 6 juin à 8 he[ures,] université de la Sorbonne-Nou[velle,] salle L.-Liard, M. Michel Plaisa[nce :] thèse sur travaux : « L'œuvre d[...] ton Francesco Grazzini à la lu[mière] de la vie culturelle florentine [pen]dant les quinze premières année[s du] règne du duc Côme de Médicis.

— Vendredi 6 juin à 14 he[ures,] université de Paris I-Panthé[on-]Sorbonne, M. Jean Renard : « [Les] evolutions contemporaines de l[a vie] rurale dans la région nantaise.

— Samedi 7 juin à 14 he[ures,] université de Paris-Sorbonne, [salle] L.-Liard, Mme Arlette Jouan[na :] « L'idée de race en France [au] XVIe siècle et au début du [XVIIe] (1498-1614) ».

### Visites et conféren[ces]

**MERCREDI 4 JUIN**

VISITES GUIDEES ET PRO[ME]NADES. — Caisse nationale [des] monuments historiques, 15 h., de[vant] la gare de Chartres, Mme Bache[:] « Un maître verrier à Chartres [». —] 15 heures, 62, rue Saint-Ant[oine,] Mme Carcy : « Hôtel de Sull[y :] exposition « Influence de Pallad[io] ». — 15 h., 26, avenue du Présid[ent-]Roosevelt, Mme Chapuis : « [Bois-Préau ou La Mal]maison : Une folie Directoire rénov[ée] ». — 15 h., façade, portail gau[che,] Mme Garnier-Ahlberg : « Notre-D[ame] de Paris ». — 15 h., métro [...] Mme Lamarchand : « Le palai[s de] justice ». — 15 h., façade é[glise,] Mme Saint-Girons : « Au Mar[ais :] Saint-Gervais ». — 15 h. 30, [aile] gauche du château, Mme Hul[ot :] « Le château de Maisons-Laffit[te] ».

Réunion des musées nation[aux,] 10 h. 30 et 15 h., musée du Lou[vre,] « Visite des chefs-d'œuvre des col[lec]tions » (français et anglais). — 15 h., musée du Louvre, po[rte] Trémoille : « Moyen Age » (Mme [Bé]got). — 15 h., 9, rue Malher : « [Les] synagogues du vieux quartier [juif et] lite de la rue des Rosiers. Le couv[ent] des Blancs-Manteaux » (A tra[vers] Paris). — 15 h., 77, rue de Varenne[ :] « Itinéraire littéraire de Rilke [et] Gide dans le faubourg Saint-G[er]main » (Mme Hager). — 15 h., pav[il]lon Mollien, square du Carrouse[l :] « Les appartements royaux du L[ou]vre » (M. de La Roche). — 14 h. [...] 42, avenue des Gobelins : « [La] manufacture des Gobelins » (P[...] et son histoire). — 14 h. 45, 42, [ave]nue des Gobelins : « L'art pat[...] des Gobelins » (Vive la ville). [—] 15 h., 16, rue de la Faisanderi[e :] « Le Musée de la contrefaço[n] » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 19 h., Ac[...]rius, 54, rue Sainte-Croix-de-[la-]Bretonnerie, M. Masson : « Rôl[e de] l'alimentation dans la genèse [du] cancer ». — 20 h., 58, rue de L[on]dres : « Scientologie. Philoso[phie] religieuse appliquée. Méthode [de] libération spirituelle et cours d'[effi]cacité personnelle » (Eglise de sc[ien]tology de France (entrée libre). [—] 20 h. 45, 252, rue Saint-Jacq[ues,] MM. P. Valladier, C. Ramn[oux,] J. Granier : « Nietzsche et le c[hris]tianisme » (Entretiens du Haut-[Pas]). — 20 h. 45, 26, rue Bergère, M. [Phi]lippe de Suarez : « Jésus, lum[ière] d'Orient et d'Occident » (L'Ho[mme] et la Connaissance).

# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1 167

1 2 3 4 5 6 7 8 9

HORIZONTALEMENT

Il suffit d'un rien pour qu'il le contenance. — II. Élément e histoire à trois person- s ; Coule en Provence. — Où plus d'un sait choisir la qu'il convient ; Englobe tout qu'on ne cite pas ; Points osés. — IV. Imitèrent un ite (épelé) ; Deux consonnes. 7. De plus ; Ses actes prêtent re. — VI. Quand elle part, ce t jamais sans espoir de retour. VII. Pour qu'il soit propre, il ; vraiment qu'il soit neuf ; :éresse l'historiographe. — I. Prénom d'un sympathique rouin. — IX. Fougueux, par nitien ; Points cardinaux. — X. Fragiles extrémités. — XI. Donnent un certain maintien.

VERTICALEMENT

1. Dans les vignes du Seigneur ; Compte qui s'arrête par extinction. — 2. Coule en Allemagne ; Taquinent le bétail. — 3. Symbole chimique ; Donnent du travail supplémentaire à la troupe. — 4. Ne saurait donc piquer la main qui l'approche ; Ne fait pas œuvre constructive. — 5. Sigle ; Peu enclines à changer de voie. — 6. Adverbe ; Ne lambine pas. — 7. Abréviation ; Emettre certains sons ; Auteur de ragots. — 8. Tachent un tissu de valeur ; D'un - auxiliaire. — 9. Se manifestent au moindre souffle.

Solution du problème n° 1 166

HORIZONTALEMENT

I. Poudrier. — II. Armoire. — III. Rieur ; Ton. — IV. An ; Cenis. — V. Ah ! ; Io. — VI. Détente. — VII. Liesse ; Am. — VIII. Eel ; Apl. — IX. Ecrasés. — X. Aine. — XI. Couperets.

VERTIVALEMENT

1. Paraboles. — 2. Orin ; Ie ; Do. — 3. Ume ; Adèle. — 4. Douches ; Cap. — 5. Rire ; Tsar. — 6. Ir ; Nîée ; Aar. — 7. Aétion ; Asie. — 8. Os ; Tapent. — 9. Un ; Démises.

GUY BROUTY.

## Philatélie

### Du 6 au 16 juin

### L'EXPOSITION « ARPHILA 75 »

L'exposition philathélique « Arphila 75 », qui se tiendra à Parins, au Grand Palais, du 6 au 16 juin, sera inaugurée le vendredi 6 juin, à 12 h. 30, par le premier ministre et par M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'État aux P.T.T.

Regroupant plus de sept cents exposants représentant cent soixante - quatorze pays, « Arphila » présentera à ses visiteurs quatre salles consacrées à l'art du timbre-poste. Deux salons seront réservés à la présentation du timbre dans la vie des hommes et à la reproduction de tableaux sur les timbres-poste.

Chaque jour, à 11 heures, le jeu « Quitte ou double » sera retransmis par Radio - Monte - Carlo depuis le podium installé dans l'enceinte de l'exposition et un mini-show « Arphila » se déroulera tous les jours, à 17 heures.

Enfin, l'exposition se terminera par un colloque international qui aura pour tâche de redéfinir la conception de l'art dans les timbres-poste.

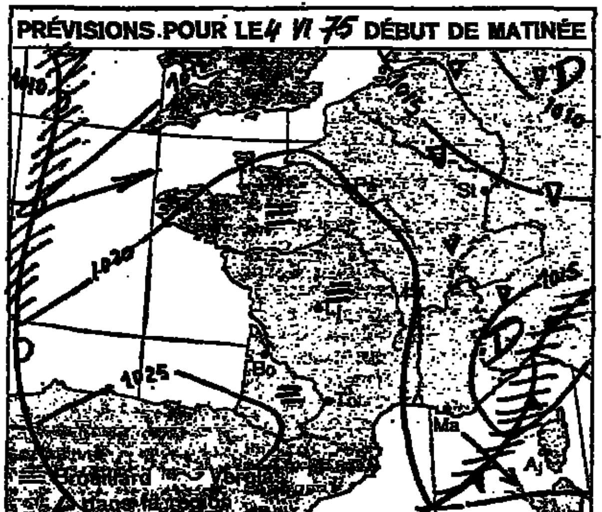
★ Arphila, du 6 au 16 juin, au Grand Palais, aux galeries nationales et au Palais de glace des Champs-Elysées. De 10 heures à 20 heures, tous les jours, excepté le jour de l'inauguration, où l'ouverture n'aura lieu qu'à 13 h. 30, et le mardi 10 et le vendredi 13 juin, où la fermeture sera à 22 heures.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3-6-75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 4 VI 75 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses ↯ orages ➞ Sens de la marche des fronts

Front chaud ▲▲ Front froid ▲▲▲ Front occlus

ution probable du temps en ance entre le mardi 3 juin à heure et le mercredi 4 juin à heures:

courant froid de nord-ouest va ressivement s'atténuer sur la ice par suite d'une hausse du np de pression, et il en résultera élévation des températures nes. Le temps instable s'attéa également, mais la bordure dionale des perturbations atlanes abordera l'ouest de l'Europe pportera de nouvelles pluies sur rême nord-ouest du pays.

ercredi matin, le temps sera re frais pour la saison, avec des pératures minimales assez basses à l'intérieur. On notera encore temps variable avec quelques ses des Ardennes et de l'Alsace nord des Alpes, ainsi que sur la e, tandis que sur le reste du l'on observera des éclaircies. aussi des brouillards ou des ges bas dans les vallées. Dans la nee, le temps à averses du l-est et de l'est s'atténuera et, dans l'ensemble, le temps assez ensoleillé favorisera l'élévation des températures par rapport à celles des jours précédents. Cependant, le ciel se couvrira l'après-midi et le soir par l'ouest sur la Bretagne et la Normandie, où quelques faibles pluies se produiront.

Les vents faibliront progressivement, sauf sur le pourtour méditerranéen où ils resteront assez forts de nord-ouest ; ils tourneront au secteur sud-ouest sur le proche Océan et la Manche occidentale.

Mardi 3 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1 010,5 millibars, soit 757,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 2 juin ; le second, le minimum de la nuit du 2 au 3) : Biarritz, 16 et 11 degrés ; Bordeaux, 18 et 10 ; Brest, 13 et 6 ; Caen, 13 et 7 ; Cherbourg, 12 et 9 ; Clermont-Ferrand, 14 et 8 ; Dijon, 16 et 7 ; Grenoble, 15 et 5 ; Lille, 13 et 4 ; Lyon, 15 et 8 ; Marseille, 20 et 12 ; Nancy, 15 et 6 ; Nantes, 15 et 4 ; Nice, 20 et 11 ; Paris - Le Bourget, 15 et 6 ; Pau, 17 et 8 ; Perpignan, 21 et 12 ; Rennes, 16 et 5 ; Strasbourg, 16 et 8 ; Tours, 14 et 4 ; Toulouse, 18 et 7 ; Ajaccio, 19 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 13 et 2 degrés ; Athènes, 29 et 21 ; Bonn, 16 et 6 ; Bruxelles, 13 et 4 ; Le Caire, 36 et 25 ; Iles Canaries, 22 et 16 ; Copenhague, 11 et 8 ; Genève, 15 et 8 ; Lisbonne, 19 et 11 ; Londres, 15 et 6 ; Madrid, 19 et 4 ; Moscou, 12 et 6 ; New-York, 24 et 21 ; Palma-de-Majorque, 20 et 8 ; Rome, 22 et 12 ; Stockholm, 13 et 3.

## Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* des 2 et 3 juin :

DES ARRETES

● Relatif à la publicité du permis de construire.

● Relatif au contrôle des établissements et centres de placement hébergeant des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs.

## Transports

● LA CARTE ORANGE EN VENTE LE 20 JUIN. — « *La carte orange est un véritable passeport pour les transports en commun destiné à améliorer les conditions de déplacements en région parisienne* », a déclaré, le 2 juin, M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'État aux transports. La carte orange, qui permettra un nombre illimité de voyages quel que soit le mode de transport choisi, entrera en vigueur le 1er juillet, mais elle sera vendue à partir du 20 juin aux guichets de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F. (40 F, 60 F, 80 F, 100 F selon le nombre de zones que l'usager souhaite atteindre. Le double en première classe).





# ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### A PROPOS DE...

#### LA RÉFORME DE LA PROFESSION D'ARCHITECTE

## Les Français et leurs maisons

A de rares moments, l'architecture devient un sujet de conversation et le public connaît quelques noms d'architectes. A l'occasion de l'aménagement des Halles, par exemple. Le reste du temps, on les oublie. A côté de ce « hit-parade », il y a pourtant près de neuf mille architectes en France, dont quelques milliers construisent réellement... Et treize mille cinq cents étudiants, trois fois plus qu'avant 1968. Un projet de loi est en préparation depuis plusieurs années pour rendre obligatoire l'intervention de l'architecte. Mais il a peu de chances d'être examiné au Parlement avant la fin de juin.

*Selon un sondage de l'IFOP réalisé à la demande de l'Union nationale des syndicats français d'architectes (UNSFA), 78 % des Français estiment que la qualité architecturale des constructions est un objectif d'intérêt public, et 74 % sont favorables au projet de loi prévoyant le recours obligatoire à un architecte. Les Français font confiance aux architectes : 61 % des personnes interrogées pensent qu'ils doivent faire évoluer les goûts du public. Près de 90 % estiment enfin qu'il est utile de faire appel à un architecte pour construire un immeuble, des bureaux, une école, une usine, mais 60 % seulement pour construire une maison individuelle.*

*La réalité est plus inquiétante. La moitié au moins des constructions sont édifiées sans architecte. La profession considère même que son intervention se limite à 27,5 % du domaine bâti, chiffre obtenu en comparant le volume d'activité des cabinets et le total de la branche bâtiment dans la comptabilité nationale.*

*La question est de savoir si le recours à un professionnel est une garantie de qualité architecturale. Les pouvoirs publics en tout cas le pensent. Un projet de loi déclarant l'architecture d'intérêt public a été déposé sur le bureau de l'assemblée. Voté en première lecture par le Sénat en juin 1973, il avait été retiré à la demande de la profession* pour « ses imprécisions et ses contradictions ». *Des amendements ont été préparés au secrétariat d'État à la culture. En fait, le texte a peu de chances d'être examiné avant la fin de juin, encore moins adopté : plusieurs réunions interministérielles sont prévues pour sa mise au point définitive. Et il n'est pas exclu que le président de la République souhaite intégrer cette réforme de la profession dans un ensemble plus vaste qui réorganiserait aussi l'enseignement de l'architecture. Depuis 1968, à part quelques unités pédagogiques qui ont su se structurer et parviennent à travailler utilement, l'enseignement va à vau-l'eau.*

*Que dit le projet de loi ? En déclarant l'architecture d'intérêt public, il ordonne le recours obligatoire à un architecte pour la conception de toutes les constructions. Les constructeurs de revenus modestes peuvent, pour les petits édifices (une surface maximale serait fixée par décret), avoir recours aux conseils de l'aide architecturale. Créés sur l'initiative de l'État ou des collectivités locales et financés par eux, ces organismes auraient aussi pour tâche de sensibiliser le public aux questions d'architecture.*

*La loi du 31 décembre 1940, qui régit actuellement la profession d'architecte protège le titre, mais pas la fonction. Le projet de loi, au contraire, élargit l'accès au titre : les maîtres d'œuvre en bâtiment qui paient patente depuis un certain temps pourraient devenir des « agréés en architecture ».*

*Enfin, l'exercice de la profession serait assoupli : sortant du « carcan » de la profession purement libérale, l'architecte pourrait être salarié, fonctionnaire, s'associer à d'autres professionnels ou sociétés. Satisfaite de cette libéralisation, la profession, représentée par le Conseil de l'ordre et l'Union nationale des syndicats français d'architectes, souhaite toutefois que les architectes salariés de sociétés de construction ne signent pas les projets de leur employeur, leur statut risquant de brimer, selon la profession, la liberté de création. Le secrétariat d'État à la culture semble aussi de cet avis. Au ministère de l'équipement, on estime, au contraire, que cette exclusion est une pure hypocrisie : on trouve toujours un architecte « libéral » pour signer un projet...*

*La loi de 1940 n'est plus adaptée à la situation. Elle réglemente strictement la profession selon un modèle dépassé, celui du début du siècle : l'architecte bourgeois qui construit pour la bourgeoisie. Aujourd'hui,* « il s'agit, *constatent les responsables de l'ordre des architectes,* de construire pour tout le monde. Notre souci n'est pas, *disent-ils,* de défendre une corporation, mais l'architecture elle-même ». *Il faut que* « la bonne architecture soit réclamée par le public, sinon on pourra toujours tricher. Nous souhaitons retrouver le dialogue avec le client. »

*De son côté, l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et l'architecture, qu'anime M. Raymond Nicolas, veut* « mettre l'architecture au service du bien public ». *Hostile au projet de loi tel qu'il est rédigé, l'ADUA estime que 15 % des architectes sont chômeurs. La moitié de ceux qui travaillent sont salariés, les autres vivotent ou sont endettés. Quelques centaines seulement se partagent, selon l'ADUA, les commandes en liaison avec les grands bureaux d'études techniques.*

*Les professionnels souhaitent que le public réclame une bonne architecture. Le public, de son côté, ne s'intéresse à l'architecture que pour pester contre le béton, ou lorsque arrivent les démolisseurs.*

*Sans attendre le vote hypothétique de ce projet de loi qui traîne depuis des années, l'administration met en place des cellules d'aide architecturale : cinquante directions départementales de l'équipement seront pourvues cette année, assurent les responsables. Dans certains départements (Rhône, Alpes-Maritimes, Corse, Lot, etc.) des actions d'informations et de sensibilisation sont déjà bien engagées.*

*Peut-être l'intérêt public de la qualité architecturale sera-t-il pris en compte sur le terrain avant d'être inscrit dans une loi ?*

MICHÈLE CHAMPENOIS.

## Faits et projets

### Environnement

● LES AEROPORTS ET LE BRUIT. — Au cours d'un colloque sur les « problèmes posés par l'insertion des aéroports dans l'environnement », les 28 et 29 mai, M. Jacques Block, directeur général adjoint à l'Aéroport de Paris, a parlé du rôle « *indirect de l'aéroport qui est trop souvent l'objet des plaintes des riverains gênés par le bruit du trafic* ». En attendant l'atténuation du bruit à la source par la mise au point définitive des « moteurs silencieux » étudiés plus particulièrement aux États-Unis, les moyens directs utilisés actuellement demeurent « *la restriction des trafics nocturnes, la création de l'angle de descente des avions, la création de trajectoires sévèrement contrôlées par des stations de mesure ou l'insonorisation des logements environnant les aéroports.* »

● LA PATE A PAPIER PROPRE. — Inaugurant une station d'épuration des eaux à Saillat (Haute - Vienne), M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, a indiqué que les contrats passés avec les producteurs de pâte à papier ont permis de réduire la quantité de déchet par tonne produite à 120 kilos pour 1974 contre 306 kilos en 1971. — (*Corresp.*)

### Région parisienne

● L'AMENAGEMENT DES HALLES. — Réuni le lundi 2 juin, le conseil d'administration de la société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMAH) a été informé par son président, M. Christian de la Malène, du choix de M. Emile Aillaud, architecte, pour préparer le plan d'aménagement de la surface de l'ancien carreau des Halles.

M. Jean Gajer, conseiller communiste de Paris, a déclaré à la sortie de la réunion : « L'aménagement des Halles est l'affaire personnelle de deux hommes : MM. Giscard d'Estaing et de la Malène. Les élus de Paris sont écartés et, si la majorité l'accepte, nous *entendons, en ce qui nous con*cerne, contrôler l'opération ». M. Gajer a précisé qu'il avait à nouveau proposé de dissoudre la SEMAH et de la remplacer par un établissement public communal.

● TRENTE - SIX PEAGES à Saint-Maurice (Val-de-Marne). — La direction de l'équipement du Val-de-Marne annonce l'installation de trente-six péages sur l'autoroute de l'Est (A 4), entre l'île de l'Hospice et une cité de huit cents logements de la commune de Saint-Maurice. Une déclaration commune des fédérations du parti communiste de la petite couronne précise que ces péages « *doivent être installés au lieu et place de deux cents platanes pour la conservation desquels 5 millions de francs ont été dépensés par le ministère de l'équipement* ».

● UN AUTRE TRACÉ POUR L'A 86. — M. Jacques Chirac a déclaré à l'hebdomadaire *Toutes les nouvelles de Versailles* au sujet du passage de la rocade A 86 dans les forêts de l'Ouest parisien : « *Le tracé initial est manifestement inadapté. Nous trouverons un autre tracé.* »

### DÉFENDRE LA CAPITALE

Une série de colloques sont organisés dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous le titre d' « États généraux de la défense de Paris » : mercredi 4 juin, à 17 heures, « Paris témoin de son passé et de son temps », sous la présidence de M. Jacques Rigaud ; jeudi 5 juin, à 17 heures, « Vivre à Paris », débat animé par M. Philippe Saint-Marc ; vendredi 6 juin, à 9 h. 30, « L'enfant et la cité », sous la présidence du recteur Robert Mallet.

Une exposition des travaux des écoliers de cours moyens et d'élèves de C.E.S. sur l'environnement est présentée du 2 au 14 juin sur le péristyle du grand amphithéâtre, de 10 heures à 19 heures, tous les jours, 47, rue des Écoles, Paris-5e.

## ASSEMBLÉES RÉGIONALES

## La Normandie reste « divisée »

De notre correspondant

Le Havre. — Depuis qu'existent les deux régions, leur découpage (Basse - Normandie avec trois départements, Haute-Normandie avec deux) est contesté. La quasi-totalité des représentants de l'Eure refusent la Haute-Normandie et ne siègent pas au conseil régional, établi à Rouen.

Une commission composée des présidents des deux conseils régionaux, des cinq présidents des conseils généraux de Haute et Basse-Normandie, des maires de Caen et de Rouen, réunie le 2 juin à Honfleur a, une nouvelle fois, examiné la question de la réunification de la Normandie, vainement, semble-t-il. La motion publiée à l'issue des débats a en effet été adoptée par cinq voix sur huit et trois abstentions : celle des représentants d'Évreux, de Lisieux et de Caen. Voici l'essentiel du texte de cette motion :

« *La commission constate que les difficultés rencontrées pour la fusion des deux régions sont aujourd'hui sensiblement les mêmes que celles déjà exposées lors de la réunion au ministère des réformes administratives du 5 février 1974. Mais, dans la volonté d'aller de l'avant, tient à ce que, sans plus tarder, des liens solides soient établis entre les deux régions, qui permettront à terme la fusion désirée.* »

La commission demande : « *1) Que les dispositions soient prises rapidement permettant la création d'une conférence interrégionale dans le cadre du décret du 22 décembre 1974 ; 2) que l'établissement public de la Basse-Seine permette immédiatement entre les deux régions le développement du travail en commun indispensable ; 3) que les dossiers concernant les communications routières, et notamment ceux des franchissements de la Basse - Seine, fassent, dans un avenir proche l'objet d'une décision favorable.* »

M. Jean Lecanuet, garde des sceaux et maire de Rouen a, à l'issue de cette réunion, fait le commentaire suivant : « *Deux thèses sont en présence. Je comprends M. Girault, maire de Caen, qui défend les intérêts de sa ville. Mais je continue de plaider pour Rouen puisque presque toutes les administrations siègent déjà dans ma ville.* »

JEAN-CLAUDE SOYER.

# Les régions

## LES BUDGETS POUR 1975

# Priorité aux communications

*DANS le* Journal officiel *du 29 mai, M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, en réponse à une question écrite de M. Jean Cluzel, sénateur (C.D.P.) de l'Allier, donne la répartition, par grands secteurs, des budgets primitifs des établissements régionaux.*

*Ce premier document de synthèse montre que les dépenses d'investissement des régions doubleront d'une année à l'autre, passant de 578 à 1 177 millions. Cette très forte augmentation témoigne aussi du bon départ de cette institution nouvelle et de la volonté des responsables régionaux de lui faire jouer pleinement son rôle au service du développement économique et social, indique M. Poniatowski.*

*Les communications, qui se taillent la part du lion, concernent essentiellement les avances pour le renforcement, l'amélioration et l'extension du réseau routier d'intérêt régional.*

*M. Poniatowski explique :* « Pour les deux premiers exercices budgétaires, les établissements publics régionaux ont décidé de consacrer 70 % environ de leurs dépenses d'investissement à des subventions au profit des collectivités locales et de leurs établissements ; d'autre part, le taux des subventions ainsi accordées aux collectivités locales et à leurs établissements par les régions est en moyenne de 30 % du coût de l'équipement.

» Il en résulte que les investissements des collectivités locales, suscités par les subventions régionales, peuvent être évalués à 2 500 millions de francs en 1975. Ces investissements représentent ainsi un peu moins du dixième du total des investissements des communes et des uépartements et de leurs établissements, estimés à 28,5 milliards de francs. Cette fraction est loin d'être négligeable si l'on considère, comme il convient de le faire, son caractère d'accroissement de la masse des investissements. »

| Secteurs | 1974 | | 1975 (1) | |
|---|---|---|---|---|
| | En millions de francs | En pourcentage | En millions de francs | En pourcentage |
| Education et formation.. | 25,6 | 4,8 | 80,6 | 7,2 |
| Santé ........................ | 46,2 | 7,9 | 104,1 | 9,5 |
| Aménagement de l'espace. | 115,9 | 20 | 150,0 | 13,6 |
| Développement urbain .. | 26,1 | 4,5 | 76,7 | 6,9 |
| Communications ......... | 200,0 | 34 | 484,2 | 43,8 |
| Autres secteurs et divers.. | 164,2 | 28,3 | 288,7 | 19 |
| Total............... | 578,0 | 100 | 1 107,6 | 100 |

(1) Les chiffres de 1975 ne comprennent pas ceux de Provence-Côte d'Azur ; la répartition des dépenses d'investissements de cette région selon les secteurs d'intervention n'était pas, en effet, décidée par le conseil régional au moment de l'élaboration du tableau.

## D'une province à l'autre

### *Languedoc-Roussillon*

### BÉZIERS PLUS PRÈS DE PARIS

BEZIERS est désormais à 1 h. 20 de Paris-Le Bourget par voie aérienne avec des avions Corvette. Une liaison rapide et régulière entre cette ville et la capitale est apparue comme la condition première de l'expansion économique de la région biterroise, ont déclaré récemment au Bourget les responsables de la chambre de commerce. Le développement du tourisme et la recherche d'industries nouvelles sont actuellement les objectifs prioritaires pour cette partie du littoral languedocien.

Avec dix-neuf mille deux cent quinze emplois, le secteur industriel ne représente que 25 % de la population active au lieu de 38,8 % pour la France entière. L'installation de nouvelles industries, plus particulièrement alimentaires liées à la production agricole, pourrait diminuer l'importance du secteur « bâtiments et travaux publics », qui emploie environ 50 % de la population active du secteur secondaire.

Le développement des moyens de communication et l'industrialisation devraient aussi permettre de redresser la situation démographique. Au cours des dernières années, en effet, alors que la population française augmentait au rythme annuel de 1,1 %, ici sa croissance ne dépassait pas 0,7 %.

Enfin, le nombre de demandes d'emplois par rapport à la population active atteignait, à la fin de 1974 6,9 % (4,37 % pour la moyenne française).

### *Nord*

### LE « VAL » DANS LES PAS DU TRAMWAY

CURIEUX paradoxe ou tout simplement signe des temps ? Le tracé de la première ligne du métro lillois épousera très exactement celui de la dernière ligne de tramway supprimée en 1966 ! Le VAL, ce métro automatique léger et de petite dimension, fruit d'une technique d'avant-garde, succédera tout simplement au bon vieux tram « B » qui ferraillait encore il y a moins de dix ans dans les quartiers populaires, entre Hellemmes et Lille.

Le projet initial était autre. La première section devait relier Villeneuve-d'Ascq à Lille en passant par Mons-en-Barœul. Dans cette ville, à la faveur d'une enquête publique, une forte opposition s'est manifestée contre le passage du VAL sur viaduc. Mais enterrer la ligne sur ce parcours aurait eu pour conséquence de gonfler la facture de 130 000 000 de francs. Une autre solution a donc été recherchée. Et c'est ainsi que l'on a redécouvert les vertus de la R.N. 41 et le chemin du tram « B» où le VAL pourra circuler en tranchée couverte. Il en coûtera seulement 53 000 000 de plus. Le Conseil de la communauté a accepté ce changement à l'unanimité moins une voix, celle du maire de Mons-en-Barœul.

Le métro lillois n'a pas encore obtenu officiellement la participation financière de l'Etat. Le système « petit gabarit » retenu est pourtant parmi les plus abordables. En effet, le kilomètre de métro VAL coûtera 60 000 000 à Lille, contre 97 000 000 pour le métro à Marseille et 103 000 000 pour le métro lyonnais. Le calendrier des travaux devrait être fixé au mois de juillet au plus tard. On espère à Lille que, d'ici là, M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, aura donné une réponse favorable.

G. S.

### *Provence - Côte d'azur*

### UNE ROUTE A SAINT-PAUL-DE-VENCE

*APRES les protestations qui s'étaient élevées contre la traversée d'un quartier de Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes) et la destruction d'un petit bois pour le passage de la route Cagnes-Vence* (le Monde *daté du 14 mai), le maire, M. Marius Issert, précise que* « la décision de créer la pénétrante Cagnes-Vence a été prise il y a plus de dix-sept ans par le conseil général du département après avis de la commission départementale des sites. »

*Ensuite, le maire indique qu'à sa demande et à celle du conseil municipal* « le ministère de l'équipement a assuré que des crédits importants seraient attribués et réservés... pour le remplacement en nombre égal des arbres abattus pour la création de la prochaine voie ».





## LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

# Une autre emprise de l'État

par PIERRE GAUDEZ (*)

UNE fois de plus, la réforme des collectivités locales est à l'ordre du jour. Débat traditionnel ; arguments traditionnels. Les maires ont parlé, avec seulement un peu plus de conviction et d'intensité que d'habitude, de la faillite prochaine des collectivités locales... et ont appelé l'Etat à leur secours ; le gouvernement s'est engagé à clarifier ses rapports avec la commune, à lui assurer des ressources susceptibles d'évoluer, à stopper toute politique contraignante de regroupement, et à reprendre à sa charge des dépenses injustement transférées.

Pourtant, malgré les apparences, la question de la décentralisation est nouvelle. Derrière un discours inchangé, des transformations réelles sont en train d'affecter les rapports entre l'Etat, ses administrations, et les élus locaux. Mais les préoccupations d'autonomie locale et de démocratie comptent peu pour expliquer ces transformations et leur nature ; ce qui est en jeu c'est l'évolution du rôle de l'Etat et de son contrôle économique, politique et financier. L'Etat cherche à garder le contrôle le plus étroit possible de l'évolution économique et financière, mais en concentrant son action sur des moyens privilégiés et sur des intérêts qui permettent ce contrôle. Il « s'allège » donc de multiples tâches qu'il avait en charge jusqu'à maintenant et il utilise des moyens ou des circuits de contrôle souples, légers, efficaces, à côté ou à la place du système politico-administratif traditionnel, rigide, bureaucratique et centralisé.

La Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), au cours de ses dix ans d'existence, a été l'illustration parfaite et constante de ce nouveau mode d'action publique ; elle fait aujourd'hui largement école. Les exemples d' « administrations de commandos » abondent : ce sont les villes nouvelles qui créent au niveau local une véritable extraterritorialité ; ce sont les contrats de Plan ; c'est la politique des villes moyennes, mise en œuvre par un groupe central spécifique ; c'est aussi les programmes finalisés au Plan... Les relations entre Etat et collectivités locales sont nécessairement transformées par le développement de ces systèmes d'action exceptionnels. Par nature, ils ne peuvent s'adresser qu'à des interlocuteurs eux-mêmes exceptionnels ; ils se désintéressent notamment des trente-sept mille « petits maires » et, court-circuitant à tous les niveaux « le système politico-administratif » lourd et bureaucratique, ils établissent des relations directes avec les maires urbains.

Ceux-ci sont devenus des partenaires privilégiés de cet Etat plus souple et plus contraignant à la fois. Le développement considérable des tâches d'équipement, passant d'une manière ou d'une autre par la mairie, et l'ampleur des masses financières mises en jeu leur ont donné une place très en vue. Ils sont un point de passage obligé vers tout un réseau d'institutions et d'organisations, dans lequel on trouve aussi bien des services publics d'Etat, des établissements publics, des entreprises, des organismes mixtes ou para-publics, que les services municipaux proprement dits.

En ce sens, le pouvoir des maires urbains reste de nature notabilière ; il vient de leur capacité à contrôler tout un réseau de décideurs, à avoir accès, eux seuls, au réseau de l'information et du financement. Pour cela, il reste toujours utile d'être député, mais il l'est encore plus d'être président de la Société d'économie mixte (SEM) d'équipement, de la SEM de construction, de l'Office public d'H.L.M., de la caisse des écoles, du bureau d'aide sociale... et d'être membre du conseil général, lieu privilégié d'accès au préfet.

### Contrôler les grandes masses

Concentration et allégement du contrôle de l'Etat, développement de nouveaux modes d'action dans l'administration, rôle accru des maires urbains, ces trois tendances permettent d'esquisser le scénario probable des relations entre l'Etat et les collectivités locales, et de comprendre et d'apprécier les projets de réforme en cours dans ce domaine.

A l'égard des collectivités territoriales, la volonté de l'Etat de s'alléger de multiples tâches, tout en renforçant son contrôle financier, transformera celui-ci : il pourrait être moins tatillon et porter sur l'ensemble des dépenses publiques, c'est-à-dire sur les masses respectives consacrées à la consommation, à l'investissement, à l'épargne. Un tel contrôle financier global est tout à fait compatible avec une certaine décentralisation, c'est-à-dire avec la fin du système très administratif actuel: subventions sectorielles et prêts liés aux subventions, normes financières détaillées, monopole des fonctionnaires et grands corps sur de multiples tâches... On peut interpréter dans ce sens les réformes en cours ou annoncées de la fiscalité locale.

La région devrait devenir un niveau essentiel pour la planification économique, mais c'est une région qui laissera subsister un fort contrôle central. En d'autres termes, les réformes qui seraient susceptibles de transformer le pouvoir régional sont peu probables : pas d'élection au suffrage universel direct, pas d'interdiction des cumuls qui faciliterait l'apparition d'un nouveau corps politique, pas de capacité réelle d'études et de gestion pour les élus. La région, éventuellement assortie d'une caisse régionale de l'équipement collectif, resterait un vaste champ d'action pour l'administration. Sous l'autorité du préfet, c'est elle qui contrôlera la réalisation des équipements d'intérêt national et régional, et la répartition des crédits publics pour les autre équipements. En face, le pouvoir non administratif restera aux mains des élus à dominante rurale.

Les villes devraient devenir le lieu privilégié des politiques d'exception ou de franchises. D'une part, les enveloppes financières qu'elles pourront mettre en jeu, les grands équipements structurants et les politiques globales présentant un enjeu important pour l'Etat (par exemple politique à l'égard des travailleurs immigrés), feront l'objet de négociations directes avec Paris, et prendront éventuellement une forme contractuelle. D'autre part, leur action devrait s'opérer de plus en plus par des « autorités » dans lesquelles seront représentés, à côté ou sous la présidence du maire de la commune centre, les représentants d'autres intérêts concernés : les administrations centrales, les grands organismes de niveau national — publics, privés, ou mixtes, — de réalisation ou de gestion de services publics. Ces agences locales pourront être de type juridique varié : établissement public, SEM, régie, syndicat mixte ; elles seront spécialisées dans un secteur (la construction, les transports, l'eau, les actions sociales, les interventions culturelles), elles disposeront de ressources réelles, autonomes, et déterminées au plus haut niveau. L'Etat pourra ainsi contrôler le « global » et mettre en œuvre ses propres choix sélectifs, tout en laissant la concertation locale jouer à plein.

Dans un tel contexte, on peut prévoir, et le mouvement est déjà amorcé, une redistribution très grande du rôle des services extérieurs de l'Etat. Le corps préfectoral, les trésoriers payeurs généraux (T.P.G.), les ingénieurs des ponts, sont contraints à de nouvelles stratégies.

Quant à l'organisation municipale, incontestablement, des transformations doivent y être apportées pour qu'elle puisse prendre en charge la gestion des politiques urbaines telles qu'elles vont se présenter. De toute façon, un personnel nouveau va se mettre en place autour des maires des grandes villes.

C'est une question d'actualité que les maires urbains ne peuvent pas éluder. L'organisation municipale est fréquemment présentée comme lourde, bureaucratique, archaïque. Elle serait la cause du mauvais fonctionnement des communes et c'est vrai que nous sommes en présence de bureaucraties locales qui reproduisent et souvent multiplient les défauts des bureaucraties d'Etat.

On a bien affaire à des organisations : dans les villes, le personnel municipal représente de 0,9 à 2,5 % de la population totale. Les municipalités sont souvent le plus gros employeur. Les organigrammes sont très pyramidaux. Le niveau des diplômes est peu élevé parmi les agents supérieurs ; ceux-ci sont d'ailleurs âgés. Il n'y a pas de mobilité géographique : la carrière classique commence comme commis et s'achève dans un emploi supérieur, trente ans après, dans la même commune. La formation est essentiellement tournée vers la préparation à des concours internes. Les délais réponse de l'organisation sont lon[g] Les méthodes et les outils gestion sont peu développés. L'org nisation est peu adaptée à acce ter le changement (par exemple, l' troduction de l'informatique n'a aucune conséquence sur le mo de fonctionnement de la plup des services).

La tendance mérite-t-elle d'ê renversée ? Si de nouvelles org nisations se mettent en place da les villes, si de nouvelles comp tences leur sont dévolues, pourqu ne seraient-elles pas exercées p des ingénieurs des ponts, des E des élèves des grandes écoles C'est ce qui risque de se pas si le personnel communal n'est p rapidement revalorisé ; mais c' une solution préjudiciable.

D'abord il y a des métiers spé fiquement communaux, et si emplois supérieurs qui leur corr pondent sont occupés par des r ponsables provenant d'autres filiè professionnelles, on limite les pos bilités de promotion et le niveau qualification de ces métiers.

D'ailleurs la fonction commun a été et est encore un lieu t important de promotion sociale. une époque où, sous couvert productivité et de rationalisation, division des tâches est générali et rigidifiée, il peut paraître imp tant pour la société de sauvegar des lieux où la promotion et mobilité sociales soient possibles encouragées. C'est le cas de fonction communale, à condit que le niveau d'aspiration de ce qui y entrent soit lui-même re lorisé et que les responsabili importantes et intéressantes soient pas systématiquement confi à des cadres provenant d'aut filières. Sinon la fonction n'est p intéressante que pour les avantag seconds qu'elle offre : stabili conditions de travail, sécurité.

Les tâches remplies par les age supérieurs des collectivités loca développent des aptitudes di rentes de celles des agents l'Etat, mais tout aussi utiles. Et gestion de politiques urbaines su pose à la fois les unes et les autres la responsabilité devant des élus o devant la population à côté d'une responsabilité devant une hiérarchie verticale ; le sens de l'action, et pas seulement de la conformité réglementaire et du contrôle ; la polyvalence, opposée à la technicité spécialisée ; le contact, le concret, la pratique du terrain à côté de com pétences purement rationnelles normatives. Les unes et les autre sont aussi indispensables à ce « généralistes » des problème urbains dont les maires ont besoi[n].

### Revoir la formation

Si on souhaite réellement opérer cette revalorisation de la fonction communale, diverses réformes sont possibles, avec divers degrés d'urgence et à effet plus ou moins rapproché.

Il conviendrait d'abord de régler la situation des auxiliaires dont le nombre ne cesse d'augmenter, soit en les titularisant, soit en compensant sur le plan financier le risque inhérent à leur situation précaire. Il conviendrait aussi de mettre en place un programme de rattrapage de l'écart de salaires entre secteur public communal et secteur public d'Etat.

D'autres réformes supposent une modification du statut, de sa structure ou des principes qui ont présidé à sa naissance. Il s'agirait, notamment, d'abandonner le lien systématique entre fonction publique d'Etat et fonction publique locale, en reconnaissant que tous les emplois n'ont pas d'équivalence dans les deux statuts, c'est-à-dire qu'il y a des emplois spécifiquement communaux ; de créer rapidement une possibilité d'entrer dans la fonction communale au niveau de la licence ; d'étab une séparation entre grade et e ploi ; de créer un statut spéc pour les agents supérieurs, com l'Etat l'a fait pour ses propres age supérieurs : plus de mobilité, ouv ture de carrières dans des empl para-municipaux (sociétés d'éco mie mixte, offices H.L.M., régies création d'un cadre d'employés r nicipaux de haut niveau à la dis sition des maires et à la disposit de ces agents en cas de chan ment d'équipe politique locale.

Enfin la formation du person malgré les progrès qu'on peut compter du fait de la mise en pl depuis dix-huit mois du centre de mation du personnel municipal, encore trop orientée vers une adap tion aux tâches que le statut, l'or nisation actuelle, l'habitude et la telle ont façonnées. Il est indisp sable qu'elle forme rapidement généralistes des problèmes urba capables de concevoir et de g des politiques dans tous le aspects : sociaux, financiers et te niques.

(*) Directeur de la Fondat des villes.

L'ÉVÉNEMENT

# LES PARCS NATIONAUX

VANOISE, Port-Cros, Pyrénées, Cévennes, Ecrins, telles sont les cinq perles naturelles dont s'est paré l'Hexagone. Ce sont cinq parcs nationaux qui ont été délimités une décennie. Ils font rêver les écologistes, photographes animaliers et les amoureux de nature à l'état brut. Du maquis méditerranéen Port-Cros aux prairies arctiques de la Va-se, leur diversité est à l'image de la France. s trésors naturels qu'ils recèlent ont été accu-lés là au rythme majestueux des ères géolo-ques. Ils font partie de notre patrimoine et sont emplaçables. Parce que ces biens étaient gra-ts on les a trop longtemps négligés, parce qu'ils raissaient inépuisables on les a même gaspillés. Depuis 1913 la France protégeait ses monu-nts et ses sites : une politique pointilliste. Il fallu un demi-siècle pour comprendre que l'aile la loi devait couvrir aussi de vastes espaces : ux que leur isolement avait préservés des mor-res du monde industriel. C'était la création parc de la Vanoise, en 1963. Soyons modestes : les Américains protégeaient le fameux Yellowstone depuis quatre-vingt-dix ans déjà. Pour la première fois, et sur 50 000 hectares d'espace national, on interdisait chez nous de construire, de *chasser, de cueillir*, de camper. Mais à peine la Vanoise née la voici menacée. Des promoteurs veulent sur le parc étendre les griffes de leurs tire-fesses. Ce fut une longue bataille au cours de laquelle les défenseurs de la nature coalisés imposèrent aux pouvoirs publics qui capitulaient déjà le respect d'une loi dont l'encre était à peine sèche. On croyait que l'environnement était une passade, on s'aperçut que c'était une passion. Habilement, le gouvernement en tira la leçon et créa un ministère « ad hoc ».

Juridiquement un parc national est un établissement public placé sous la tutelle du ministère de la qualité de la vie. Il exerce sa compétence sur un territoire précisément délimité. Sa politique est définie par un conseil d'administration assisté d'un comité scientifique. Elle est exécutée par un directeur entouré d'une petite équipe de gardes-moniteurs dont l'appellation indique clairement la double mission : éducation et surveillance.

Le parc national a en effet pour premier objectif de protéger le milieu naturel. D'où les multiples interdictions qui empêchent l'homme d'exercer son agressivité native à l'égard des paysages, de la faune et de la flore. La protection est fort variable : pêche, chasse, cueillette, culture, pâturage, construction, camping sont loin d'être interdits dans tous les parcs. Ces mesures spéciales couvrent une zone centrale, souvent dépeuplée et située en altitude. C'est une portion de nature érigée en une sorte de conservatoire des espèces. Quand on parle des parcs, c'est de ces sanctuaires de la vie sauvage où l'administration a tous les pouvoirs qu'il s'agit. Mais la loi constitutive de 1960 prévoit qu'alentour s'étend une « zone périphérique » où le tourisme doit être encouragé et la vie rurale assistée de crédits particuliers. Dans ces cantons point d'autorité unique, point de politique vraiment déterminée. Si les parcs-musées existent, leurs zones périphériques — idée originale et spécifiquement *française* — ont bien de la peine à acquérir de la consistance.

Leur rôle d'accueil, d'espace de transition entre l'univers bétonné et le face-à-face avec la nature est pourtant capital. Car les parcs attirent les touristes : cent cinquante mille en Vanoise l'été dernier, soixante mille sur l'île de Port-Cros. Cette affluence plaide en faveur de la *création de nouveaux parcs : le Mercantour*, attendu depuis vingt ans, qu'il faudra arracher à la convoitise des aménageurs, le Haut-Ariège. Mais elle suscite aussi espoir et crainte. Un espoir : que les visiteurs apprennent à respecter partout la nature et l'environnement. Une crainte : que leur nombre même ne mette en péril l'œuvre de préservation à peine entamée.

MARC AMBROISE-RENDU.

# IN GRAND JARDIN POUR LES FRANÇAIS

## NOISE : au pays des chamois.

*Date de naissance :* 6 juillet 1963.

*Signe particulier :* pour la pre-ère fois en France, et non sans mbat, la haute montagne mise rs de portée des aménageurs.

*Superficie :* 52 800 hectares.

*Département :* Savoie.

*Géographie :* dans le massif de Vanoise, plus de cent pics passent 3 000 mètres, et 10 % la surface du parc sont cou-rts de glace.

*Altitude :* entre 1 250 et 3 852 ètres.

ES PLANTES : richesse excep-nelle (2 000 espèces dont 15 e trouvent que dans le parc) ; le arctique (plus petit arbre monde), valériane celtique, yère des neiges et forêts de s, mélèzes, épicéas.

ES BETES : se multiplient ; bouquetins, 3 000 chamois, rmottes innombrables, lièvres, mines, aigles royaux, lagopè-, bartavelles, tétras-lyres, etc.

ACTIVITES : randonnées li-s sur les sentiers balisés GR 5 GR 55 ; promenades sur cinq tiers-balcons balisés avec panoramiques ; excursions ées, commentées, gratuites, couverte de la nature ».

ntre le 1er juin et le 31 août, rties sont prévues en Mau-ne et 84 en Tarentaise). Safa-hotos de une à deux semai-et stages d'initiation à la o animalière ; courses en e montagne.

ACCUEIL : 11 refuges en Ta-aise, 10 en Maurienne, d'une cité totale de 650 places. Re-s, campings, hôtels et 130 ruraux en zone périphérique.

ADRESSE : Parc national de anoise, 15, rue du Dr-Jullian, ) - Chambéry. Téléph. (79) .-70.

## VENNES : western en Lozère.

*Date de naissance :* 2 sep-nbre 1970.

*Signe particulier :* le parc compte core cinq cents habitants, qui t droit de pêche, de chasse, de eillette, de culture et d'élevage.

*Superficie :* 84 200 hectares.

*Départements :* pour partie, Gard, dèche et surtout Lozère.

*Géologie :* la zone protégée étend sur les granits du mont zère, du Bougès, de l'Aigoual du Lingas, sur les schistes s Cévennes et les calcaires du usse Méjean.

*Altitude :* entre 450 et 1 700 mè-s. En moyenne, 800 mètres.

ES PLANTES : espèces en de disparition, le troll, le martagon, l'adonis printa-. Pelouses, tourbières, sapi-e médiévale, hêtraies royales. forêt couvre 34 000 hectares : es et conifères.

ES BETES : peu nombreuses. d corbeau, aigle royal, grands-, sangliers et mouflons.

ACTIVITES : randonnées à al sur 250 kilomètres de s. Deux centres équestres im-ants au Serre de la Cam uring-Club de France) et à ceauneuf-de-Randon (Louis rdon) ; balades à pied sur kilomètres de sentiers de de randonnée (balisés) qui nent le parc ; excursions sur t et un sentiers auto-pédestres és ; promenades à thèmes, uites, de la journée, avec des es-moniteurs ou des anima-s : géologie, ornithologie, oire locale, etc. ; veillées dans gîtes ruraux du parc avec des culteurs ; concerts et expo-ns.

ACCUEIL : trois cents gîtes ux dans les limites du parc, erges de la jeunesse, petits ls, villages de vacances et pings dans la zone périphé-e.

RENSEIGNEMENTS : Parc na-al des Cévennes, B.P. 4, 48400 ac. Tél. (66) 39-91-11, 175, à ac.

## PYRÉNÉES : les derniers ours.

*Date de naissance :* 23 mars 1967.

*Signe particulier :* laborieusement arrachée aux exploitants de la montagne, une étroite langue de pics borde la frontière sur 100 kilomètres.

*Superficie :* 45 700 hectares.

*Départements :* en partie Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées.

*Géographie :* la zone protégée est formée de sommets élevés, entre lesquels s'insinuent de courtes vallées perpendiculaires. Torrents, lacs et cascades abondent.

*Altitude :* entre 1 100 et 3 300 mètres. Point culminant : le Vignemale.

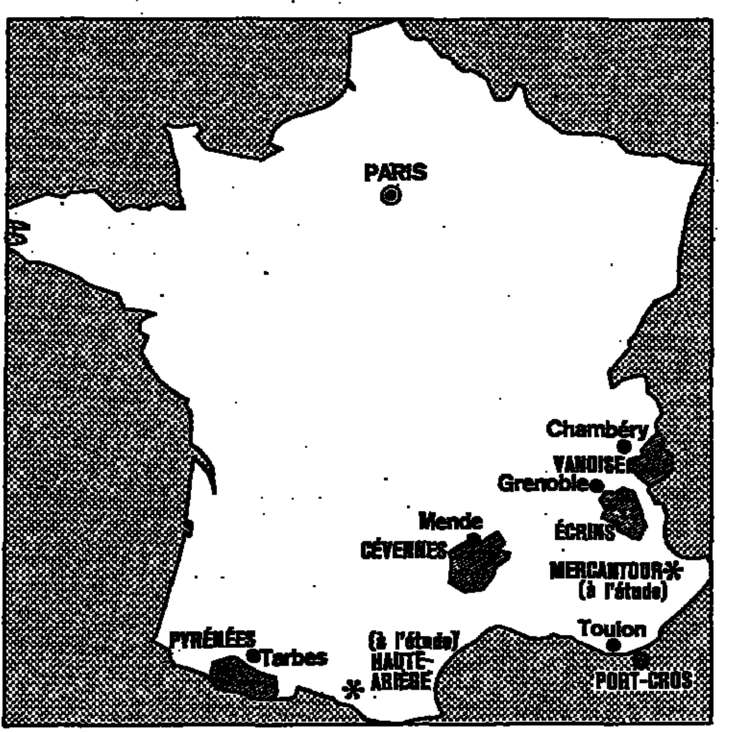
LES PLANTES : très variées elles vont du chêne à l'edelweiss en passant par les hêtres, les sapins et les pelouses garnies de gentianes et de lis.

LES BETES : quelques ours bruns (le plus grand fauve d'Europe haï par les bergers), loups (venus d'Espagne), trois mille isards, vautours fauves, vautours d'Egypte, gypaètes barbus, aigles royaux, milans, coqs de bruyère, etc., etc.

ACTIVITES : pêche sportive dans l'un des cent vingt lacs du parc, randonnée libre sur le GR 10 Atlantique-Méditerranée promenades sur 200 kilomètres de sentiers balisés et à faible pente, excursions scientifiques gratuites et guidées (quinze sur flore, faune, géologie entre le 1er juin et le 7 septembre), sorties guidées et gratuites « découverte du milieu » (66 entre le 1er juin et le 6 septembre), ascensions en haute montagne.

ACCUEIL : camping autorisé dans le parc, quinze refuges appartenant au parc, au Club alpin français et à des particuliers. Camping, caravaning et hôtels en zone périphérique.

ADRESSE : Parc national des Pyrénées ; 43, rue Larrey, 65000 Tarbes. Tél. (62) 93-30-60.




Les cinq parcs nationaux français sont tous situés dans le tiers sud-est de l'Hexagone. Les zones ainsi protégées (moins de 300 000 hectares) représentent 0,6 % du territoire national ; moins que la surface totale couverte par les autoroutes, les nationales et les routes départementales...

### A LIVRES OUVERTS

*Parcs naturels et réserves de France*, par Gilles Roche. Ed. Solar (1972).

*Guide des parcs nationaux et régionaux de France*, par Pierre Minvielle. Ed. Denoël (1973).

## PORT-CROS : un parc sous-marin.

*Date de naissance :* 14 décembre 1963.

*Signe particulier :* le seul parc au monde dont la zone protégée s'étende sur terre et sur mer. Encore habité par trente personnes.

*Superficie :* une île et deux îlots, au total 694 hectares.

*Département :* Var.

*Géographie :* un lambeau du massif des Maures, entièrement couvert d'arbres, bordé d'escarpements et de petites baies, mouillé entre Porquerolles et l'île du Levant.

*Altitude :* entre — 80 et — 196 mètres.

LES PLANTES : sur terre le maquis de bruyères arborescentes et d'arbousiers évolue vers la forêt naturelle de chênes verts. Sous la mer, prairies de posidonies formant récif-barrière, algues, gorgones, éponges.

LES BÊTES : quelques lapins, nombreux rats herbivores, cent espèces d'oiseaux migrateurs, goélands argentés, papillons, scorpions inoffensifs et six cents espèces de coléoptères.

ACTIVITÉS : libre promenade sur les sentiers balisés, baignade sur les plages (encombrées), observation sous-marine (ramassage et *chasse* interdits sur 600 mètres autour de l'île).

ACCUEIL : camping et bivouac interdits, quelques studios chez l'habitant, hôtel de trente chambres (coûteux).

ADRESSE : Parc national de Port-Cros, 50, avenue Gambetta, 83400 Hyères. Tél. (94) 65-32-98.

## ÉCRINS : de roc et de glace.

*Date de naissance :* 27 mars 1973.

*Signe particulier :* le dernier-né et le plus vaste des parcs, mais aussi le paradis des grimpeurs.

*Superficie :* 91 800 hectares.

*Départements :* pour partie, Isère et Hautes-Alpes.

*Géographie :* la zone protégée englobe les massifs du Champsaur et de l'Oisans, qui comptent les cimes les plus élevées, les glaciers et les parois les plus *difficiles de France.*

*Altitude :* entre 800 et 4 103 mètres (la Barre des Ecrins).

LES PLANTES : nombreuses espèces montagnardes dont certaines en voie de disparition : reine des Alpes, lys orangé, génépi, forêts de mélèzes, sapins *et pins.*

LES BETES : nombreux chamois, marmottes, lièvres, aigles royaux, coqs de bruyère.

ACTIVITES : randonnées libres sur le sentier de grande randonnée GR 54 (balisé) faisant le tour de l'Oisans ; excursions sur les sentiers aménagés par le parc ; sorties collectives guidées « découverte de la nature et de la montagne » avec les guides de l'Oisans (140 sorties entre le 20 juin et le 10 septembre) ; stage « connaissance du parc » (10 jours) ; courses en haute montagne avec les guides d'Oisans : itinéraires de roc et de *glace de toutes difficultés.*

ACCUEIL : environ vingt-cinq refuges dans le parc ; campings, hôtels, auberges de jeunesse, villages de vacances dans la zone périphérique.

ADRESSE : Parc national des Ecrins, 7, rue du Colonel-Roux, 05000 Gap. Tél. (92) 51-11-45.

# CORRESPONDANCE

## LES FEMMES AU PARTI RADICAL

*M. Gabriel Péronnet, secrétaire général du parti radical-socialiste, nous écrit, à propos de la page « Evénement » sur les Françaises dans la vie économique et politique.* (Le Monde *du 23 avril) :*

J'ai été particulièrement attentif au document intitulé « *des syndicats au gouvernement* » dans lequel l'auteur dressait un bilan de la représentation des femmes tant dans la vie politique française que dans les organisations syndicales, professionnelles ou sociales.

A toutes fins utiles, je tiens à porter à la connaissance de vos lecteurs les précisions suivantes concernant le parti radical :

En effet, le bureau national du parti radical, composé de quinze membres, comprend cinq femmes, soit une représentation d'un tiers : Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine ; Mme Anne-Marie Fritsch, député de la Moselle, parlementaire chargée de mission auprès du secrétaire d'Etat aux transports ; Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines, maire de Meulan ; Mme Eliane Perasso, avocate, conseiller municipal de Marseille ; Mme Nicole Chouraqui, économiste, présidente de la commission des droits de l'homme du parti radical.

Par ailleurs, je vous indique qu'une récente enquête effectuée lors du congrès national de Bagnolet tenu en janvier dernier a établi que notre parti *compte 23 %* de femmes parmi ses adhérents.

# XXXI[E] SALON DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'ESPACI

## L'ESPACE DE LA COMPÉTITION A LA COOPÉRATION

*LA conquête spatiale connaît aujourd'hui un peu le sort de ces vedettes que le public a toujours plaisir à retrouver sur scène, au soir de leur prestigieuse carrière. Elle a cessé de passionner les foules, elle les intéresse encore, de temps en temps.*

*Ce déclin n'est pas seulement dû au fait que le point culminant de la conquête de l'espace — le débarquement du premier homme sur la Lune en juillet 1969 — était le match final entre les deux adversaires en lice depuis dix ans, les Etats-Unis et l'Union soviétique, et qu'il désignait sans contestation possible le vainqueur. La coupe de la victoire revenait aux Etats-Unis, le grand spectacle était terminé.*

*Mais il est dû aussi au fait que l'espace n'a pas porté tous ses fruits. A l'exploration de l'inconnu, aux premières photographies des planètes du système solaire devait succéder une utilisation du proche environnement de la Terre qui serait bénéfique à tous. La prévision météorologique serait améliorée, les ressources celées par la Terre enfin découvertes, les avions allaient communiquer avec les tours de contrôle tout au long de leurs vols transocéaniques, etc. Ces satellites existent bel et bien, mais le citoyen n'en voit guère son sort amélioré pour autant, sauf dans le domaine des télécommunications.*

*Faute d'être devenu aussi rapidement utilitaire, l'espace continue d'être un domaine d'observation privilégié pour les chercheurs scientifiques, et un terrain où les nations développées affirment leur puissance technique, industrielle et politique. Mais comme sa découverte continue aussi d'être coûteuse, la compétition disparaît peu à peu, et la coopération internationale se renforce.*

Premier exemple de cette coopération naissante : le vol commun américano-soviétique du mois de juillet prochain. Qu'importe si la jonction, pendant deux jours, d'une cabine Apollo et d'une cabine Soyouz ne présente guère d'intérêt scientifique. La poignée de mains, les quelques phrases, où mots américains et mots russes se mélangeront et qui seront échangées à deux cents kilomètres d'altitude par trois astronautes et deux cosmonautes, retiendront toute l'attention.

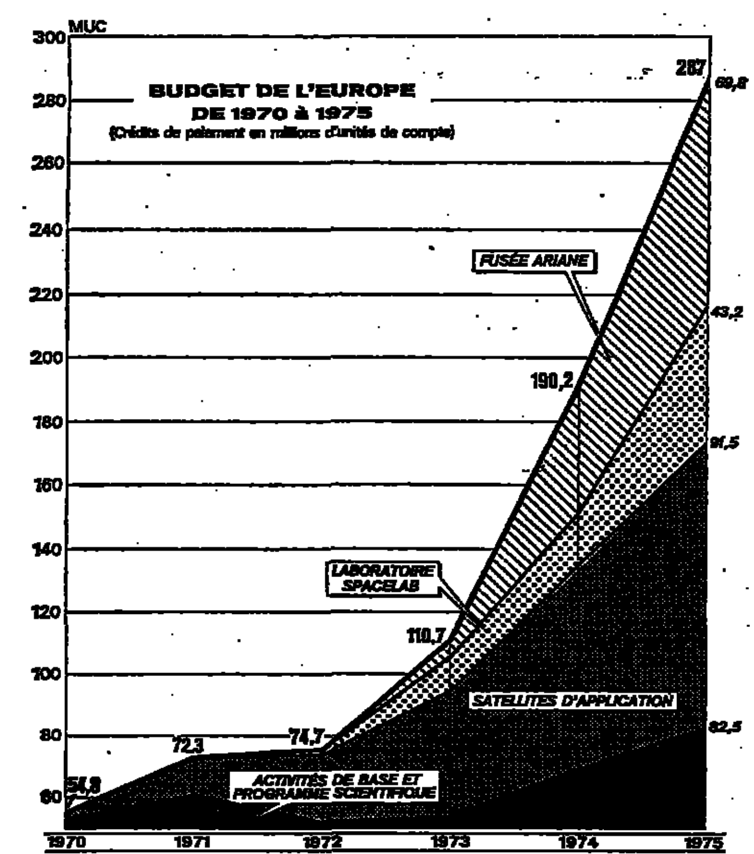
Mais y aura-t-il une suite à ce vol commun ? A Cap-Kennedy, au mois de décembre dernier, le directeur de la base ne démentait pas que des pourparlers étaient en cours au sujet d'une éventuelle mission commune à laquelle prendrait part la navette spatiale que les Etats-Unis mettent au point. La poursuite de la coopération avec les Soviétiques n'est pas non plus indispensable à la NASA. Car, dès 1977, l'agence américaine entend bien reprendre le devant de la scène avec le premier vol de la navette spatiale. La première expérience sera limitée, puisque seul le deuxième étage de la navette, une sorte d'avion aux ailes courtes et recourbées, y prendra part. Mais, pour ce faire, il sera porté par un Boeing-747 qui décollera et atterrira avec son lourd chargement.

L'année suivante, le second étage remontera sur le dos du « 747 », mais cette fois, il y aura des hommes à bord ; l'étage sera largué d'une altitude de 9 000 mètres et il atterrira seul, avec l'aide de deux moteurs montés à l'arrière, sur la piste de la base militaire d'Edwards. A partir de 1980, si le programme a lieu comme prévu, les premiers vols opérationnels pourront commencer, avec une flottille de cinq navettes prêtes à repartir dans l'espace deux semaines après en être revenues.

### Entre les Etats-Unis et l'Europe

Il est très difficile de prédire, dans ce contexte, ce qu'il adviendra de l'amorce de coopération entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. En revanche, la coopération née entre les Etats-Unis et l'Europe pourra peut-être continuer si les deux partenaires sont satisfaits de leur première tentative. Dès 1980, en effet, la navette américaine doit emporter, dans sa soute, un laboratoire habité, non largué, construit par les dix pays européens membres de la nouvelle Agence spatiale européenne (ESA). Plusieurs laboratoires doivent en principe être construits par l'Europe, qui les a conçus de façon modulaire : à un compartiment pressurisé habitable peut venir se juxtaposer un compartiment exposé au vide où seront placés des instruments d'observation (télescope, détecteurs de particules, etc.), ou encore une simple plate-forme aussi porteuse d'appareils de mesure. Une coopération entre les Etats-Unis et l'ESA existe aussi dans le domaine des satellites scientifiques.

Mais c'est peut-être en Europe que l'idée de coopération est poussée le plus loin, quoique de façon discrète. Peu à peu, des pays comme la République fédérale d'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, abandonnent la construction de petits satellites nationaux et préfèrent construire des satellites plus importants en collaborant avec un autre partenaire, américain ou européen. Ils ont surtout choisi de mettre l'essentiel de leurs moyens à la disposition de l'agence ESA qui dirige désormais aussi bien des programmes de moyens de lancement — le laboratoire Spacelab et la fusée Ariane, — que des programmes de satellites scientifiques et d'applications.




Ce large programme européen, qui a été décidé en deux temps, d'abord en 1971, puis en 1973, a provoqué, comme le montre le schéma, une croissance très rapide des budgets. Ils ont été plus que quadruplés entre 1970 et 1975. Cette croissance est à comparer à la stagnation (en dollars courants) des budgets américains pendant la même période, et même à leur déclin certain si l'on tient compte de l'inflation.

Certes, l'échelle financière n'est pas la même. L'unité de compte européenne, équivalente au dollar américain jusque vers 1972, vaut aujourd'hui 6,21 F. Mais la NASA compte en milliards de dollars, et l'Europe en millions d'unités de compte. Même avec la stagnation du budget de la NASA, celui de l'ESA reste encore neuf fois inférieur. Il promet cependant de croître fortement en 1976, tandis que la NASA n'en espère pas tant.

Cette croissance du budget européen serait peut-être à comparer à celle des crédits soviétiques, si on les connaissait. Car les nombreux vols de Soyouz paraissent indiquer que l'effort de Moscou s'amplifie. Le budget européen est aussi mieux équilibré que celui de la NASA, car il se partage en trois parts à peu près équivalentes dévolues à la science, aux applications (météorologie, communications, etc.), et aux moyens de lancement. Pour préserver le budget de la navette, la NASA est obligée aujourd'hui de sacrifier l'exploration scientifique qu'elle souhaitait faire et certains programmes d'applications.

Quant aux autres nations qui tentent, elles aussi, d'explorer l'espace depuis quelques années, le Japon, la Chine et l'Inde, elles ont, hormis l'Inde, construit leurs premières fusées plutôt que de faire lancer leurs satellites par les Etats-Unis ou l'Union soviétique. C'est peut-être pour n'avoir pas encore compris l'intérêt de la coopération qu'elles semblent marcher sur les traces des Etats-Unis, de l'Union soviétique et de l'Europe avec une si grande lenteur et tant d'insuccès.

DOMINIQUE VERGUÈSE.

### Autorisations de programmes de la NASA
(en milliards de dollars)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 demandes |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| TOTAL ........ | 3,86 | 3,3 | 3,39 | 3,38 | 3,039 | 3,231 | 3,539 |
| dont : | | | | | | | |
| Vols habités .. | 2,03 | 1,42 | 1,28 | 1,22 | 1,057 | 1,124 | 1,791 |
| — programme Apollo .... | 1,68 | 0,914 | 0,601 | 0,129 | — | — | — |
| — navette spatiale .. | 0,1 | 0,12 | 0,22 | 0,2 | 0,475 | 0,890 | 1,327 |
| Programmes d'applications | 0,128 | 0,166 | 0,157 | 0,194 | 0,161 | 0,174 | 0,230 |
| Programmes de technologie et aéronautique .... | 0,27 | 0,264 | 0,212 | 0,232 | 0,237 | 0,237 | 0,320 |
| Sciences spatiales .... | 0,39 | 0,4 | 0,55 | 0,67 | 0,694 | 0,542 | 0,742 |

### PEU DE MATÉRIELS INÉDITS

L'Union soviétique montre, pour la première fois, l'atelier orbital Saliout qu'on peut visiter, face à une cabine Soyouz. La maquette grandeur nature est fidèle, quoique assez parcimonieusement équipée à l'intérieur. Les satellites Cosmos et les sondes interplanétaires ont déjà été vus au Bourget.

Le pavillon de l'Agence spatiale européenne exhibe la première maquette grandeur nature — 15 mètres de long et 4 mètres de diamètre — du laboratoire orbital Spacelab qui, si tout se passe bien, emportera les premiers astronautes européens vers 1980-1981. A côté d'un compartiment pressurisé, où les hommes accompliront leurs expériences et leurs observations, une plate-forme portera d'autres instruments qui seront automatiquement pointés vers les étoiles, le Soleil ou la Terre.

Dans le pavillon français, peu d'inédit. Mais à l'extérieur deux antennes de 8 et de 5 mètres permettront de recevoir des programmes de télévision retransmis par le satellite de télécommunications franco-ouest-allemand Symphonie. Celui-ci relaiera, notamment, des programmes spéciaux de la télévision soviétique montrant le pavillon du cosmos à Moscou et le centre de contrôle au sol Apollo-Soyouz.

Les Etats-Unis exposent des maquettes de la navette spatiale qui emportera le Spacelab européen notamment, du grand télescope spatial qu'elle déploiera dans l'espace un jour, et surtout une maquette de la nouvelle sonde Viking qui, en août prochain, prendra son envol pour aller atterrir, deux ans plus tard, sur la planète Mars et tenter d'y détecter les formes de vie qui pourraient y exister.

AVEC L'EXPANSION DU FRET AÉRIEN

## La revanche des soutes

**Ce n'est pas tout de transporter des passagers. Les compagnies aériennes ne peuvent plus ignorer le reste, c'est-à-dire l'acheminement des marchandises. Ces récentes années, les avions ont pris du poids. Un Boeing-747 mixte peut emporter dans ses soutes jusqu'à 30 tonnes de fret ; un Boeing-747 cargo, près de 110 tonnes. Autres dimensions, autres mentalités.**

**« Priorité aux passagers : on chargera vos colis s'il reste de la place », répondait-on, jadis, à quelques clients qui croyaient alors à l'avion. Les compagnies aériennes ont vite compris tout le profit qu'elles pourraient tirer du fret, moins sensible que d'autres activités aux effets de la crise économique (1). En 1974, 38 millions de francs de bénéfices pour Air France. « Le trafic continue de doubler tous les cinq ans », affirme M. J. Rispal, directeur du fret de la compagnie nationale.**

Ces industriels, autrefois, comparaient simplement les tarifs des différents modes de transport. Dans ces conditions-là, l'avion était toujours perdant.

Mais le mode de transport le moins onéreux ne garantit pas forcément la distribution la plus économique. *« Il faut prendre en compte d'autres éléments que les tarifs dans le calcul du coût d'expédition »*, explique M. François Alleret, directeur de l'exploitation de l'Aéroport de Paris. Les frais d'emballage, le montant des assurances, la durée d'immobilisation du capital, les dépenses d'entreposage : autant de chapitres sur lesquels, grâce à sa vitesse, l'avion se montre souvent plus « *performant* » que le bateau, le train et le camion.

A preuve, le pont aérien que la compagnie française UTA vient de lancer entre Lyon-Satolas et Kano (Nigeria) pour approvisionner en pièces détachées l'usine d'assemblage de Peugeot. En cinq ans, 85 000 tonnes de fret seront ainsi acheminées.

Les aéroports s'organisent pour capter ce courant de trafic. Il s'agit de concevoir de vraies zones de fret qui aient leur vie propre. Celle de l'aéroport « Charles-de-Gaulle » à Roissy-en-France — la plus vaste d'Europe — s'étend sur 300 hectares. Outre les strictes installations nécessaires à l'accueil des avions cargos, elle offre tous les terrains utiles à la mise en condition des marchandises. Groupeurs et transitaires jouent, en effet, un rôle essentiel dans la préparation du fret avant son départ, et dans son « éclatement » à l'arrivée.

Pour accélérer ces opérations, les « *douanes* » mettront en service, au début de l'an prochain, un système de traitement automatisé, dit « système d'ordinateur pour le fret international aérien (SOFIA) ». *« Si j'ai préféré installer mes services à Roissy plutôt que sur une autre plate-forme européenne, la raison en est d'abord l'attitude des douanes françaises »*, note le président de la société américaine Emery Air Freight.

L'Aéroport de Paris cherche à mettre tous les atouts de son côté. Décidé, en avril 1968, par les pouvoirs publics, sous la pression des riverains, le couvre-feu — de 23 h. 30 à 6 heures — pénalisait lourdement Orly au profit des grandes plates-formes voisines — Francfort notamment — soumises à une réglementation moins sévère.

L'aéroport « Charles-de-Gaulle » fonctionne sans discontinuer. Désormais, à Roissy, plus du tiers du trafic de fret se fait nuitamment. Concurrencer Francfort, Paris peut y réussir. Mais lui ravir la seconde place en Europe derrière Londres — pour le traitement du fret, c'est une au[tre] affaire.

Air France occupe provisoi[re]ment à Roissy plus de la moitié [de] l'aérogare : 20 000 m2 sous doua[ne]. Elle mettra en chantier, cet [...] une aérogare privée de 25 000 [...] qui devrait entrer en service [à] l'automne 1977. Ce bâtim[ent] conçu pour le traitement [des] grosses unités — avec manut[en]tion automatique des palettes — coûtera environ 80 millions [de] francs.

La compagnie nationale réa[lise] les deux tiers de son activité fret sur l'aéroport « Charles-[de-]Gaulle » ; elle maintiendra [à] Orly le tiers restant. L'aérog[are] automatisée qu'elle a inaugu[rée] sur cette plate-forme, au début [de] 1972, subit les contre-coups [de] cette nouvelle répartition du t[ra]fic. Ce n'est pas avant la fin [de] 1977 qu'elle franchira ce « p[as]sage à vide ».

*« Environ 85 % du fret remo[nte] vers Paris, essentiellement [par] camions,* indique M. Rispal. *N[otre] objectif est de traiter, vers [les] années 1978-1979, 30 % du t[on]nage directement au départ [des] aéroports régionaux* ». La réce[nte] ouverture de Lyon-Satolas est [un] pas dans cette direction. [Air] France y exploite déjà trois s[er]vices tout cargo par semain[e] : deux vers l'Amérique du Nord, [un] vers l'Algérie.

La compagnie nationale s['ef]force, en outre, de ramasser [du] fret hors des frontières. [Des] poids lourds font régulièrement [la] collecte dans les métropoles eu[ro]péennes. Près du tiers du to[n]nage de marchandises qu'A[ir] France traite à Paris a pour ori[]gine les pays voisins.

### Le temps des bricoleurs

Les compagnies aériennes s[e] font, aujourd'hui, concurrenc[e] sur le terrain du fret. Pour s'in[]troduire sur le marché, ell[es] emploient les mêmes méthod[es] qu'hier : la manipulation d[es] barèmes. L'association du tra[ns]port aérien international (IAT[A]) a bien du mal à imposer un se[m]blant de discipline : *« Le désor[dre] tarifaire est presque aussi ap[pa]rent pour les marchandises [que] pour les passagers »*, admett[ent] les experts. Points chauds : l'[At]lantique nord et l'Asie.

On assiste, en Asie, à l'ap[pa]rition de « *francs-tireurs* » [qui] essayent d'entamer les positi[ons] des compagnies régulières. Si [un] client consent à louer un av[ion] complet et accepte un d[élai] d'acheminement de quelq[ues] jours, il trouve des « bricoleur[s] » prêts à lui accorder une ristou[rne] de 30 % sur les tarifs IATA. [Ces] pseudo-charters ont comme p[orts] d'attache : Amsterdam, Lux[em]bourg, Londres, Hongkong [et] Singapour. Il faut croire que [les] affaires sont florissantes, p[uis]qu'un transitaire de Hongk[ong] a récemment annoncé son in[ten]tion d'acquérir deux Boeing [...] tout cargo.

Il existe encore des mar[chés] « protégés » sur lesquels, g[râce] au niveau élevé des tarifs, [les] compagnies aériennes réali[sent] de substantiels bénéfices. A [dis]tance égale, un vol cargo Pa[ris-]Jeddah coûte deux fois plus [cher] qu'un vol cargo Paris-Mont[réal]. Même avec un retour à vide [un] aller simple Europe-Proc[he-]Orient est rentable.

Devant la montée du tr[afic,] l'avenir appartient aux av[ions] tout cargo. Air France pre[ndra] livraison, en 1976, de deux ap[pa]reils de ce genre ; un septi[ème] Boeing-707 et un deux[ième] Boeing-747. A bord de cette f[lotte] spécialisée, la compagnie n[atio]nale a acheminé, l'an der[nier,] 53,8 % de son fret. Les av[ions] mixtes qui desservent cent [qua]rante-sept escales préparent [les] marchés de demain, ceux qui [jus]tifieront peut-être ces « m[ons]tres » d'une capacité de 3[...] 500 tonnes.

JACQUES DE BARRI[...]

(1) En quinze ans, le volum[e du] fret aérien traité sur les aéro[ports] parisiens a plus que sextup[lé :] 57 135 tonnes en 1960, 356 00[0 en] 1974. L'Aéroport de Paris a [enre]gistré, l'an dernier, par rappo[rt à] 1973, une stagnation complète [du] trafic de passagers et un acc[rois]sement de 10 % du trafic [de] marchandises.

# ARMÉE

LES « BAINS D'UNIFORME » DE M. BOURGES

## Dans le calme et la discipline mais avec vigilance...

De notre envoyé spécial

Baden Oos (République fédérale d'Allemagne). — *Après s'être levé, mis au garde-à-vous et avoir décliné son identité à voix haute, l'adjudant-chef Serge Glaudas a demandé au ministre re la défense l'autorisation de lui lire les deux feuillets dactylographiés qu'il tenait dans ses mains. M. Yvon Bourges n'a pas refusé. Cela s'est passé dans les locaux mêmes de l'état-major des forces françaises en République fédérale d'Allemagne, à Baden Oos, où le ministre de la défense était, lundi 2 juin, en inspection pour entendre une quinzaine d'officiers et sous-officiers réunis en une table ronde à propos de l'examen des projets de statuts des cadres d'active. Pour sa première prise de contact avec des représentants des troupes françaises d'outre-Rhin — depuis deux ans environ, aucun ministre de la défense n'avait rendu une telle visite — M. Bourges avait délibérément choisi la voie de la difficulté, celle de la liberté d'expression.*

« Conscient de l'importance de la réforme envisagée, *explique l'adjudant-chef qui s'est exprimé devant le chef d'état-major de l'armée de terre et le commandant en chef des forces françaises en Allemagne,* je crains toutefois que l'état actuel d'avancement des travaux ne soit pas de nature à apaiser totalement le malaise des sous-officiers. (...) Nous attendons dans le calme et la discipline, mais aussi avec vigilance, les résultats de l'étude juridique en cours. Cependant, nous, sous-officiers, savons que la solde des militaires détient la cuiller de bois des traitements de fonctionnaires. (...) Il ne faut plus tout fonder sur le mythe du désintéressement ni spéculer sur ce qui est de tradition. (...) Il est indispensable que les projets proposés soient modifiés pour ne pas donner raison à ceux qui pensent que la seule manière d'obtenir satisfaction est de barrer les routes, de bloquer les ports ou d'incendier les édifices publics. »

*Le ministre de la défense n'a pas interrompu cette lecture publique. Mais un sourire figé a crispé ses lèvres. La réponse vient, un peu sèche, sans agacement excessif, avec une pointe d'ironie, pour demander au sous-officier s'il peut emporter ce rapport avec lui à Paris. La table ronde continue, moitié psychodrame, moitié* « bain d'uniformes » *dans lequel, une fois pas semaine, lors de ses visites d'unités, M. Bourges se plonge pour prendre le pouls de la collectivité militaire. Les autres intervenants, surtout les sous-officiers, répéteront, avec des nuances dictées par la prudence, les craintes ou les interrogations de l'adjudant-chef.*

« Dans le courant de juillet, *promet le ministre de la défense,* les premiers décrets relatifs aux nouveaux statuts des cadres de métier commenceront à être publiés, car j'imagine alors que nous aurons franchi toutes les écluses. » *Ces écluses, ce sont les discussions, successivement avec la fonction publique, le ministère des finances, le Conseil d'Etat et le conseil des ministres.* « Nous ne sommes pas perdus dans les sables », *dit encore M. Bourges, qui explique les principes de cette réforme. Revaloriser les traitements des sous-officiers et réaménager la carrière jusqu'au grade d'adjudant-chef, sans oublier la création d'un nouveau grade, celui d'adjudant-chef major,* « parce que les armées ont besoin de sous-officiers, en tant que tels, d'expérience, de maîtrise et d'encadrement », *commente le ministre de la défense. Et puis, améliorer la condition des officiers subalternes et prévoir des mesures d'aide à la reconversion civile pour les officiers qui ne sont pas assurés d'un avancement rapide au choix et qui voudront quitter l'uniforme. Cette dernière disposition nourrit les craintes de ceux qui croient que le gouvernement — sans oser le dire — prépare un « dégagement » des cadres.*

« Vous aurez la satisfaction de retrouver, dans une large mesure, vos propres propositions », *conclut le général d'armée Jean Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, en s'adressant à ceux des membres de la « table ronde » qui, comme l'adjudant-chef Glaudas, ont participé, en mars, à la consultation d'un millier de cadres, par le haut commandement, sur les projets de statuts. Mais le général Lagarde s'empresse d'ajouter :* « La bataille pour le budget militaire de 1976 est très dure, elle n'est pas terminée, elle me cause des soucis, car ce sera une année difficile. » *Et, révélant l'intention de M. Bourges de contracter un emprunt pour moderniser les casernements, le chef d'état-major laisse tomber :* « Si ce projet échouait, je serai d'un pessimisme très noir. »

JACQUES ISNARD.

### A Lyon

## UN INSOUMIS EST DÉMOBILISÉ
## Il faisait la grève de la faim depuis cinquante-six jours

**L'un des deux insoumis qui continuaient à Lyon la grève de la faim, M. Michel Albin, est sorti de l'hôpital militaire vendredi 30 mai après avoir obtenu un certificat de démobilisation. Il était resté sans s'alimenter pendant cinquante-six jours.**

**M. Jacques Bessias, l'autre insoumis, avait cessé sa grève de la faim sur la foi d'une promesse de libération imminente. Déçu dans son attente, il a décidé de reprendre son jeûne volontaire.**

**MM. Denis Berton et Jean-François Pras, qui faisaient eux aussi la grève de la faim, ont déjà bénéficié d'une mesure d'exemption (« le Monde » du 29 mai).**

● *L'ingénieur général de deuxième classe Jamet* est mis, par décret paru au *Journal officiel*, à la disposition du ministre des affaires étrangères pour occuper le poste de chef de la section « armement » de la délégation permanente de la France du conseil de l'Atlantique nord.





# ÉDUCATION

UN RAPPORT DE L'O. C. D. E.

## Il faut adapter le travail aux individu[s] plutôt que la formation à l'emploi

**Six experts internationaux ont rédigé, à la demande de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.), un rapport sur le thème : « Education et vie active dans la société moderne », qui contient notamment vingt-six propositions assez révolutionnaires (1). Ce travail fait partie de la politique affirmée depuis plusieurs années par cet organisme, consistant à lier de plus en plus les problèmes économiques et sociaux, d'une part, et les probl[èmes] d'éducation d'autre part.**

**Les propositions du groupe d'expert[s ont] été présentées au cours d'une confér[ence] de presse à Paris, lundi 2 juin, [par] MM. Jacques Delors et John Hargreav[es].**

On a longtemps pensé que, pour régler le problème de l'insertion des jeunes dans la vie active, il fallait, d'une part, adapter les formations et « professionnaliser » l'enseignement ; d'autre part, augmenter les débouchés professionnels par une « *politique active de l'emploi* ». Or, cette stratégie a en partie échoué : un nombre important des jeunes, dans les pays développés, continuent à ne trouver aucun travail, à refuser des tâches qu'ils jugent inintéressantes ou à se voir promis toute leur vie à des emplois subalternes. Il faut donc étudier le problème sous un autre angle et s'attaquer d'abord au travail lui-même.

Tel est, en substance, le raisonnement suivi par les six experts réunis par l'O.C.D.E. Plutôt que d'adapter mécaniquement la formation des individus aux exigences du marché du travail, elles-mêmes dictées par les besoins de l'économie, mieux vaudrait chercher à adapter le travail aux aspirations des individus. Cela signifierait, par exemple, une meilleure rémunération des métiers pénibles ou dangereux, une plus grande liberté dans l'organisation des horaires et des journées de travail, une plus grande participation dans les décisions, une plus grande souplesse dans l'organisation et le déroulement du travail, de plus grandes possibilités de formation et de reconversion.

Pour permettre de démocratiser véritablement la société, cette politique devrait toucher, en priorité, les défavorisés : les jeunes, les femmes, les minorités ethniques et raciales, les handicapés physiques et mentaux, les travailleurs immigrés. Elle pourrait s'appuyer sur un certain nombre de mesures concrètes : assistance pour l'obtention d'un emploi, aide financière et sociale, possibilités particulières de formation, facilités d'emplois du temps...

### Un choix permanent

Une telle stratégie devrait conduire à associer la politique éducative et la politique de l'emploi, de façon à créer une dialectique permanente entre le travail et la formation. « *On ne peut plus attaquer le problème de la formation des jeunes en termes classiques,* a indiqué M. Delors. *Les idées admises jusqu'à présent, que ce soit la prolongation de la scolarité à temps plein, ou la professionnalisation de l'enseignement, ont abouti à un échec. Il faut une adaptation réciproque de l'éducation et du travail pour permettre aux jeunes d'acquérir une expérience professionnelle tout en retardant l'heure du choix définitif et en leur donnant les moyens d'une autoformation et d'une auto-orientation.* »

Le groupe d'experts avance, pour cela, une série de recommandations consistant à renforcer la formation de base jusqu'à seize ans, à développer le droit au congé-formation des jeunes travailleurs, à multiplier les postes de travail à temps partiel ou temporaire, à faciliter l'accès à l'enseignement supérieur en prenant en compte l'expérience professionnelle, à développer des programmes d'activités professionnelles ayant une valeur pédagogique... L'objectif est d'aboutir à un va-et-vient naturel entre le travail et la formation, par un système d'alternance systématisé auquel l'O.C.D.E. a donné le nom barbare d'éducation « *récurrente* ».

Matériellement, ce droit permanent des individus à l'éducation et cette possibilité qui leur serait donnée de choisir à tout moment entre le travail et la formation seraient concrétisés par un système de « *droits de tirage* », « *grâce auquel tous les jeunes disposeraient à seize ans, par exemple, d'un « capital » d'éducation qu'ils pourraient utiliser à leur gré, selon le déroulement de leur carrière professionnelle* ».

Pour être mise en place, une telle politique supposerait une étroite concertation entre l'Etat, les entreprises et les organisations syndicales. Les pouvoirs publics, pour leur part, devraient donner l'exemple en facilitant l'accès à la fonction publique des jeunes ayant une expérience professionnelle, en réduisant, pour le recrutement, l'importance des diplômes et des titres, et en luttant contre les pratiques malthusiennes et corporatives de certaines professions.

Une telle orientation va évidemment à l'encontre de bien des traditions et de bien des int[érêts]. Mais les responsables de l'O.C[.D.E.] estiment que, d'ores et déjà, [une] évolution favorable se de[ssine] dans les projets de réform[e du] second cycle de l'enseigne[ment] secondaire — en chantier ici — et dans la formation pe[rma]nente, maintenant mise en [œuvre] dans de nombreux pays.

FRÉDÉRIC GAUSSE[N]

(1) Ces six experts so[nt] MM. Clark Kerr (Etats-Unis), [...] président de la commission Ca[rnegie] de l'enseignement supérieur ; Ja[cques] Delors (France), ancien con[seiller] de M. Chaban-Delmas ; Ricard[o] Hochleitner (Espagne), ancien secrétaire d'Etat à l'éducation [et à la] science ; John Hargreaves (Roy[aume-]Uni), directeur des relations [exté]rieures d'I.B.M. ; Torsten [...] (Suède), professeur, un des a[uteurs] de la réforme de l'enseign[ement] obligatoire et secondaire ; Mm[e Syl]via Ostry (Canada), statistic[ienne,] directrice au Conseil écono[mique] du Canada.

★ Le rapport peut être o[btenu] au service des publications [de] l'O. C. D. E., 2, rue André-P[ascal,] 75775 Paris, Cedex 16. Prix : 8 F.

LES RÉACTIONS AU PROJET HABY

Reçus par M. Giscard d'Estaing

## Les dirigeants de l'UNAPEL réaffirment leur « sympathie » pour la réforme

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, lundi 2 juin, les dirigeants de l'Union nationale des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL) : le président, M. Yves O'Mahony, M. Dominique Vallery-Masson, premier vice-président, et le général Gilles Baudouin, secrétaire général de cette organisation. C'est la première fois que les représentants de parents d'élèves de l'enseignement confessionnel étaient reçus à l'Elysée. Cette visite fait suite, il est vrai, à celle — il y a quelques semaines — des présidents des autres associations de parents d'élèves, M. Jean Cornec et M. Antoine Lagarde.

Le projet de réforme de l'enseignement de M. Haby et les difficultés financières des établissements catholiques ont été au centre de la conversation. Les responsables de l'UNAPEL ont rappelé leur « *sympathie* » pour le projet en demandant certains aménagements pour permettre son entière application à l'enseignement privé. Ils désirent voir disparaître « *les discriminations au niveau des examens* » et que l'on n'impose pas d'épreuves spéciales aux élèves qui vont d'un établissement catholique à un établissement public. Ils souhaitent que leurs enseignants fassent partie également des jurys d'examens.

Ces revendications ont déjà été exprimées par l'UNAPEL devant le conseil supérieur de l'éducation nationale. M. René Haby avait alors affirmé pouvoir prendre des mesures allant dans ce sens. M. Valéry Giscard d'Estaing a quant à lui, selon les responsables de l'UNAPEL, réaffirmé sa confiance en son ministre pour que celui-ci trouve des solutions. Il a, d'autre part, exprimé son « *étonnement sur les rumeurs de nationalisation* » qui ont inquiété, pendant plusieurs mois, enseignants et parents d'élèves de l'enseignement catholique.

En ce qui concerne la situation financière des établissements confessionnels, M. O'Mahony a rappelé l'important retard enregistré dans la réévaluation du « *forfait d'externat* » (la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement des établissements sous contrat d'association) — 66,2 % en décembre 1974, — qui conduit certains établissement à un déficit financier important.

### D'autres prises de position

● **LA FEDERATION LAGA[RDE :] muet ou vague sur des p[oints] fondamentaux.**

La Fédération des pare[nts] d'élèves de l'enseignement pu[blic] que préside M. Antoine Lag[arde] « *considère que le texte* [de] l'avant-projet de loi), *s'il* [com]*porte certains éléments po*[sitifs,] *reste muet ou vague sur des p*[oints] *fondamentaux : la gratuit*[é de] *l'enseignement obligatoire ;* [la] *réduction des effectifs par cla*[sse ;] *l'organisation de la vie scol*[aire] *conçue en priorité pour les* [élè]*ves (rythmes scolaires) ; le re*[cru]*tement, la formation initiale* [et] *permanente, tant pédagogique* [que] *technique, des enseignants ; l'a*[f]*firmation de la participa*[tion] *organisée des élus des parents* [et] *des élèves dans toutes les insta*[n]*ces scolaires ; l'autonomie des ét*[a]*blissements sur les plans pédag*[o]*gique, administratif et financ*[ier] *sous la responsabilité du con*[seil] *d'administration dont le* [rôle] *doit être maintenu et les at*[tri]*butions renforcées ; le déve*[lop]*pement progressif de la resp*[on]*sabilité et de l'initiative per*[son]*nelle des élèves dans le cadr*[e de] *l'école* ». La Fédération dem[ande] que ces points soient inscrits [dans] la loi et que le Parlement con[trôle] annuellement son état d'a[van]cement.

● **LES PROFESSEURS [DE] SCIENCES ECONOMIQ[UES] ET SOCIALES : main[tenir] l'originalité de cette discip[line].**

L'Association des professeu[rs de] sciences économiques et soc[iales] de l'enseignement second[aire] « *réaffirme son hostilité* [à la] *réforme Haby* ». Elle rap[pelle] « *la spécificité de cet ense*[igne]*ment, qui se situe dans l'op*[tique] *d'une formation générale mo*[derne,] *distincte d'une formation ét*[roite]*ment professionnelle et* [d'une] *culture trop éloignée de la ré*[alité.] *Cette originalité réside dan*[s son] *contenu et dans ses métho*[des] ». Elle demande que cette fo[rma]tion bénéficie d'un horaire he[bdo]madaire suffisant (deux h[eures] dans le tronc commun de sec[onde,] première, trois heures d'o[ption] pour l'ensemble du second c[ycle]) et que les professeurs soient [for]més « *dans une optique* [pluri]*disciplinaire* ».

★ Centre international d'[études] pédagogiques, 1, rue Léon-Jour[nault,] 92310 Sèvres.

● *La reconstruction du C[.H.U.] Saint-Antoine.* — Après [une] entrevue avec les représen[tants] des étudiants et des perso[nnels] du C.H.U. Saint-Antoine, do[nt un] étage a été récemment détru[it par] un incendie (*le Monde* du 30 [mai],) le secrétariat d'Etat aux u[niver]sités affirme dans un comm[uni]qué que le C.H.U. serait main[tenu] dans son unité et dans son [inté]gralité ; que le bâtiment si[nistré] serait reconstruit dans le re[spect] total des normes actuelle[s de] sécurité, que les études co[ncer]nant la réalisation du deu[xième] bâtiment universitaire pré[s de] l'hôpital Rothschild seraien[t ac]célérées.

AVEC LE NOUVEAU STATUT

## Le recrutement des professeurs des collèges techniques est modifié

Annoncé depuis la fin de 1974 (*le Monde* du 31 décembre) un nouveau statut des professeurs et chefs de travaux des collèges d'enseignement technique (CET) vient d'être publié au *Journal officiel* du 29 mai. Ce texte confirme certaines mesures prévues lors de la préparation de la loi de juillet 1971 sur l'enseignement technique : unification des corps de professeurs de CET (enseignement général, technique, théorique et professionnel), élévation du niveau de recrutement (dorénavant après deux ans d'enseignement supérieur) et allongement de la durée de formation (deux années au lieu d'une).

D'autre part, il institue, à côté du recrutement normal (concours « *externe* », destiné aux candidats venant de l'Université ou de l'industrie) et du recrutement par promotion interne, pour un dixième des postes, chaque année, comme dans l'ensemble de la fonction publique, un « *concours interne* » spécifique. Celui-ci est destiné à résorber les maîtres auxiliaires de plus en plus nombreux dans les CET, notamment pour l'enseignement professionnel (*le Monde* daté 18-19 mai). Les maîtres auxiliaires ayant actuellement trois ans d'exercice pourraient s'y présenter. Quarante pour cent de l'ensemble des professeurs et 80 % des chefs de travaux recrutés chaque année pourront l'être par ce concours. Un certain nombre de postes non pourvus par le concours externe (jusqu'à 10 %) peuvent aussi être « reversés » sur ce concours.

Pour les deux types de concours, les postes non pourvus dans une spécialité pourront être reportés sur une autre. Des « *listes supplémentaires* » pourront donc être établies pour chaque spécialité. Mais le nombre de postes ainsi « *reversés* » ne peut dépasser le sixième de l'effectif.

Enfin ce décret applique aux professeurs de CET le régime de discipline et de notation (notamment l'introduction d'une notation « *administrative* ») des autres enseignants du primaire et du secondaire. Ces dispositions ont été vivement critiquées par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de professeurs qui estimaient qu'elles « *aggravaient* » le régime disciplinaire et « *renforçaient l'autoritarisme* » dans les collèges.

# RELIGION

## LES ÉDITIONS IDOC-FRANCE PRENNENT UN NOUVEAU DÉPART

IDOC-France, créé en 1968 sur des bases œcuméniques indépendantes des structures ecclésiastiques, prend un nouveau départ. « Structure d'édition » axée sur des recherches politiques et des problèmes touchant à la foi et à la vie des Eglises d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, IDOC-France, bien qu'en liaison avec IDOC-International, dont le siège est à Rome, est autonome. Les animateurs sont MM. Guy Goureaux, Robert Ageneau, Denys Prien et Mme Odile Chartier.

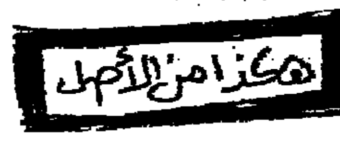
Son siège est à la librairie L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, à Paris (6e) (nom d'un vent du désert africain). Principales réalisations en 1975 : Charles Foubert : *Portugal 1974-1975 : les années de l'espoir*, 125 pages ; Robert Ageneau et Denis Pryen : *Après la mission, christianisme et espoirs de libération*, 300 pages (mai 1975) ; Collectif : *la Traite silencieuse : les émigrés des départements d'outre-mer (DOM)*, 125 pages (mai 1975) ; Laënnec Hurbon et Dany Gisler : *Créole, Vaudou et Sectes religieuses aux Antilles*, 135 pages (octobre 1975) ; Sylvain Urfer : *Eglise et Socialisme en Tanzanie*, 125 pages (septembre 1975) ; Collectif : *le Journal d'Echange et Dialogue*, 300 pages (septembre 1975).











Le Monde DE LA MÉDECINE

## Angiographie cérébrale et mesure du débit sanguin

**L'exploration du cerveau est actuellement l'un des domaines les plus fascinants de la médecine qui porte sur la physiologie cérébrale mais aussi sur le diagnostic et l'étude des lésions traumatiques. tumorales, vasculaires dont l'encéphale peut être porteur. L'étude de la circulation cérébrale, tant sous son aspect hémodynamique — mesure du débit dans différentes régions du cerveau — que morphologique — cartographie du réseau vasculaire cérébral et des territoires d'irrigation, — s'est beaucoup développée ces dernières années grâce au concours de l'informatique et des ingénieurs bio-médicaux, qui ont mis l'ordinateur et la technique au service de la médecine.**

***C'est pourquoi chacun déplore*** **que, malgré les progrès enregistrés** ***dans*** **ce domaine de l'exploration du cerveau aussi bien que dans celui de la neurochirurgie, on continue encore, en France, à considérer les accidents cérébraux avec un certain fatalisme puisqu'il n'existe pas de centre d'« urgence cérébrale », comme par exemple aux Etats-Unis, où l'attaque cérébrale est examinée et traitée** ***tout*** **comme l'est l'attaque cardiaque, avec les meilleures techniques de réanimation.**

MARIE-JOSÉ DURIEUX.

# 'EMBOLIE AU SERVICE DU MALADE

N congrès sur l'angiographie cérébrale vient de se réunir à Marseille à l'initiative du sseur Salamon (Institut nal de la santé et de la erche médicale, INSERM), en a présenté un résumé à resse au siège de l'INSERM ris.

puis quelques années, plus équipes mondiales envoient : des artères intra-cérébrales emboles (1) dirigés, dans un thérapeutique. Pour sa part, nédecin soviétique, le docteur inenko (Moscou), est seul au de capable depuis plus de dix d'oblitérer les artères cérébs avec des ballonnets gones en plastique qu'il dirige à lroit voulu par des sondes oduites par l'artère carotide me *jusque dans* le cerveau, contrôle radioscopique.

procédé thérapeutique speclaire peut, par exemple, interpre une communication anore entre la carotide et les sinus *erneux comme cela peut surve-* à la suite d'un traumatisme et est très difficilement accese à la neurochirurgie. Les onnets peuvent aussi traiter *anévrismes* artériels intrabraux, qui sont des malforma- vasculaires fréquentes. i, les petits angiomes peuaussi bénéficier de cette thétique, qui présente l'avantage ur de ne nécessiter aucune vention neurochirurgicale.

En France, cette technique d'embolisation des artères est pratiquée depuis deux ou trois ans, *selon des modalités différentes*, grâce à des emboles faits de billes de silastène ou d'un matériau spongieux qui sont lâchés dans la circulation extra-cérébrale pour le traitement des tumeurs angiomateuses du visage et du cou, pour celui des méningiomes et même pour des migraines violentes par embolisation de l'artère méningée. L'un des problèmes majeurs étant celui du guidage de l'embole jusqu'à la zone à traiter, les équipes américaines *tentent* de le faire à distance à l'aide d'électro-aimants.

Ces différentes techniques d'embolisation ont fourni des résultats tout à fait remarquables et l'es*poir que, dans quelques années*, de nombreuses malformations vasculaires cérébrales pourront être traitées de cette façon. Dans le futur, on peut espérer injecter dans le ballonnet des médicaments *qui seront conduits* à l'intérieur même du cerveau, au contact direct de la lésion, et peut-être même étendre cette technique à d'autres affections, notamment aux tumeurs cérébrales pour ralentir leur développement.

A côté de cette application thérapeutique particulièrement remarquable, l'angiographie cérébrale, méthode de radiographie qui consiste en une opacification des vaisseaux intra-cérébraux, et qui a été inventée un peu avant 1930 par Egas Moniz, apporte à l'exploration *cérébrale une contri*bution de premier plan. Elle renseigne aussi bien sur l'anatomie des territoires cérébraux *que* sur la physiologie de la circulation cérébrale, en fournissant des informations sur la vitesse circulatoire dans les différentes régions du cerveau.

### Radio-isotopes caméra et ordinateur

Par une autre technique utilisant la même voie d'introduction, c'est-à-dire la carotide interne, on peut injecter des radio-traceurs et apprécier l'évolution de la radio-activité dans les territoires cérébraux correspondant, par des détecteurs à scintillation, ou même par caméra. L'information est ensuite traitée par un ordinateur. Il est ainsi possible de déceler des modifications norma*les ou pathologiques* de la circulation dans les différentes régions du cerveau.

L'angiographie cérébrale fournit enfin des renseignements irremplaçables aux neurochirurgiens chargés d'exciser une tumeur ou une zone responsable de crises d'épilepsie, comme le fait le professeur Talleyrac à l'hôpital Sainte-Anne, par chirurgie en conditions stéréotaxiques.

Enfin la technique du « scanning cérébral » ou tacographie *(le Monde* du 5 février) est venue depuis peu compléter ces exa*mens en permettant* de *visualiser* les structures du cerveau selon des plans horizontaux. Le service de neurophysiologie clinique de Marseille (professeur Gastaut) est malheureusement le seul service français à pouvoir utiliser un tel appareil, fabriqué par la marque anglaise E.M.I. et depuis un mois seulement.

Les premiers résultats *ont* été présentés lors du congrès-croisière de formation post-universi*taire qui vient de se dérouler* sous l'égide de la Faculté de Marseille.

Cette technique, tout à fait étonnante, fournit une image obtenue par calcul sur ordinateur de la pénétration des rayons X dans le cerveau et ne nécessite l'injection d'aucun produit de contraste. Elle ne saurait toutefois remplacer l'angiographie cérébrale, qui comporte ses avantages propres ; mais elle constitue, au contraire, un procédé original et complémentaire d'exploration du cerveau, comme l'ont montré les cent trente premiers résultats obtenus chez les épileptiques et présentés par le docteur Gastaut devant un auditoire de trois cents « médecins-navigateurs ».

(1) L'embole est un corps étranger qui détermine le phénomène de l'embolie.

*L'HOSPITALISATION DE L'ENFANT*

# Lever l'angoisse par une information réciproque

COMPTE tenu des progrès réalisés en médecine infantile, notamment par la disparition des maladies infectieuses souvent mortelles qu'étaient la poliomyélite ou la diphtérie, l'hospitalisation des enfants tend à devenir moins fréquente. Au cours d'une «table ronde» récemment organisée à Paris par le Comité national de l'enfance, le professeur Henri Lestradet, médecin de l'hôpital Hérold, en a donné un exemple frappant : il y a une vingtaine d'années, un enfant diabétique était souvent hospitalisé près d'un mois par an ; aujourd'hui, pour quinze mille enfants diabétiques suivis dans son service, le nombre annuel de jours d'hospitalisation ne dépasse guère cinq cents.

L'hospitalisation de longue durée reste cependant nécessaire dans un certain nombre de cas :

— Si la maladie nécessite une observation stricte de l'enfant, demande des moyens matériels importants ou un traitement complexe (corticoïdes, régime diététique très strict, par exemple) ;

— S'il apparaît utile d'observer longuement l'enfant en dehors de son milieu familial ;

— Si les parents sont incapables de prendre en charge l'application de certains traitements (enfants diabétiques).

Dans la mesure où il n'a pas été possible ou souhaitable de faire admettre l'enfant dans un établissement sanitaire autre qu'un hôpital, il convient alors de tout faire pour que, pour l'enfant comme pour ses *parents, ce séjour soit le moins* traumatisant possible. L'enfant, tout d'abord, ne doit pas être plongé sans transition dans un univers qu'il ne connaît pas. Les hôpitaux ou les services spécialisés ont fait, comme l'a souligné le professeur Clément Launay, médecin honoraire de l'hôpital Hérold, d'immenses progrès, notamment parce que *« l'accueil y tend de plus en plus à se rapprocher des enfants ; images sur les murs, jouets sur les tables... »*.

Mais, beaucoup plus que des moyens matériels, c'est de compétence, de dévouement et de souplesse qu'il s'agit. Souplesse d'horaires, bien sûr, pour les visites ; programmation des consultations et des examens médicaux pour éviter l'attente qui impatiente l'enfant et angoisse les parents ; compétence et dévouement de toutes les catégories de personnel : selon le mot du professeur Pellerin, *« il n'est pas déshonorant pour un étudiant de ramasser un jouet tombé à terre »*. Quant au professeur Mallet, chef du service de pédiatrie aux Enfants malades, il estime qu'*« un pédiatre devrait connaître avant tout le monde le dernier Tintin ou le dernier Astérix »*.

Si, pour le docteur Diriart, président du Comité national de l'enfance *« il faudrait augmenter le nombre des infirmières et leur accorder des salaires plus adaptés à leur tâche »*, tous les participants ont constaté que l'essentiel était de remédier au manque de contact qui subsiste entre le corps hospitalier et les parents. Ce n'est que par une information réciproque que l'on parviendra à rendre l'hospitalisation de l'enfant acceptable pour tous, et notamment, à lever l'angoisse frappant — légitimement — les parents, qui, au demeurant, n'étaient pas représentés à cette « table ronde ».

En définitive, si les caractéristiques de l'hospitalisation des enfants ont beaucoup évolué, elles doivent encore changer, a rappelé le professeur Denys Pellerin, chef du service de chirurgie infantile à l'hôpital des Enfants malades. Actuellement, a-t-il affirmé, *« les enfants restent rarement plus de six ou sept jours hospitalisés. La réduction de la durée d'hospitalisation pour eux doit passer par une modification des méthodes et des attitudes »*.

X. W.

★ Comité national de l'enfance, 51, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. 359-44-41.

# Une nouvelle méthode à Lariboisière

*ES mesures de débit sanguin cérébral dans les différentes régions du cerveau constituent actuellement l'une des techniques les plus en nte de la neurologie. Elles consistent à injecter ssiquement dans une artère carotide du xénon-133 t la radioactivité intracérébrale est enregistrée par · série de détecteurs à scintillations — il peut y avoir jusqu'à deux cent cinquante-six. Les courbes egistrées sont traitées par un ordinateur qui fournit, r chaque région du cerveau, le débit sanguin yen, le débit dans la substance blanche et celui la substance grise qui est quatre fois plus élevé.*

### Sans traumatisme

*En France, quatre ou cinq centres spécialisés lement peuvent faire ces mesures, mises au point uis une douzaine d'années, et qui apportent des seignements irremplaçables sur la physiologie du veau et les lésions dont il peut être porteur.*

*Cependant, l'injection intracarotidienne a l'inconient d'être traumatisante et de ce fait reste limitée ertaines indications bien précises, et ne peut être étée. C'est pourquoi la mise au point d'une mesure débit sanguin cérébral par une méthode atraumati- . dans laquelle l'injection du produit radio-actif fait simplement par une veine du bras, a suscité, temps derniers, le plus vif intérêt.*

*our le moment, seules un très petit nombre d'équi- dans le monde sont capables de la pratiquer c des résultats satisfaisants, et, parmi celles-ci, équipe française dirigée par le professeur Mamo et J. Seylaz, maître de recherches au '.R.S., travaillant en étroite collaboration avec le rice de neurochirurgie du professeur R. Houdart pital Lariboisière). Cette équipe comporte douze sonnes à plein temps, dont six chercheurs, parmi quels des physiciens, des biologistes, des physio- stes de l'INSERM, du C.N.R.S. et du service 'ectronique du C.E.A. (Commissariat à l'énergie nique) de Saclay.*

*On attend de cette technique un moyen de diagnos- de maniement aisé, qui renseigne sur l'état cir- toire de certaines régions du cerveau chez des malades atteints de ramollissement cérébral, d'anévrismes, de traumatismes crâniens. La thérapeutique pourrait en être guidée alors qu'actuellement elle consiste surtout en la perfusion, à l'aveuglette, de médicaments à visées vaso-dilatatrices, dont l'efficacité, et parfois même l'inocuité, sont sujettes à être mises en doute. Il deviendrait en outre possible, en répétant les mesures, de suivre l'évolution des lésions cérébrales vers l'extension ou la régression, et d'en tirer les conséquences thérapeutiques. Enfin, cela devrait conduire à une meilleure connaissance de la physio-pathologie de l'insuffisance circulatoire cérébrale — qui frappe, rappelons-le, au moins un demi-million de Français par an — et qui représente encore une des affections les plus mal connues de la médecine.*

### Dans la pratique courante

*Les publications scientifiques spécialisées en dosimétrie isotopique attestent le caractère non radiotoxique du xénon-133 aux doses utilisées par la méthode intraveineuse. Il est démontré que ces doses sont bien inférieures aux doses toxiques, et que, de toute façon, la dose de produit radioactif arrivant dans le cerveau est identique, qu'il s'agisse d'une injection intracarotidienne ou d'une injection intraveineuse. Le xénon présente, en outre, une demi-vie biologique très courte, de l'ordre d'une à deux minutes, et une énergie nettement plus faible que la technétium-99, autre produit radioactif couramment utilisé en scintigraphie cérébrale pour le diagnostic de certaines tumeurs.*

*Finalement, si les moyens nécessaires étaient fournis, et notamment les ordinateurs suffisamment puissants que les spécialistes de Lariboisière doivent pour le moment aller consulter au service d'électronique de Saclay, cette méthode de mesure du débit sanguin cérébral devrait entrer dans la pratique courante dans les années à venir, comme elle commence à l'être dans certains centres américains, permettant de diagnostiquer avec précision les accidents vasculaires cérébraux, de guider une thérapeutique et d'en suivre l'évolution.*

CORRESPONDANCE

# Il n'y a pas que la chimiothérapie en psychiatrie

*A la suite de la publication, dans* le Monde de la médecine *du 7 mai dernier, de l'article du docteur Louis Bertagna consacré à la psychopharmacologie, nous avons reçu du professeur agrégé Roger Misès, chef de service de psychiatrie de l'enfant à la faculté du Kremlin-Bicêtre, la lettre suivante :*

Le chroniqueur médical du *Monde* rappelle une fois encore la nécessité de *« recherches sérieuses en neurobiologie et en psychopharmacologie ».* Fait suite un article du docteur Bertagna en faveur de la chimiothérapie, article nuancé, dont la présentation devrait rassurer les psychiatres qui, tout en prescrivant des médicaments, restent sensibles à la complexité des facteurs en jeu dans la cure des troubles mentaux.

En réalité, par les exemples donnés, par les analogies établies avec les affections organiques, M. Bertagna en vient à effacer ce qui caractérise le traitement des maladies mentales en le posant dans les mêmes termes que celui des affections purement médicales. On le suit lorsqu'il souligne l'importance des facteurs d'ordre neurobiologique dans la psychose maniaco-dépressive, on s'étonne quand il en assimile le traitement à long cours avec celui du diabète.

Le docteur Bertagna a pourtant noté que, en regard de la *« disposition »,* il fallait faire place à un contexte psychologique dont la psychanalyse révèle la complexité, mais, de cela, il ne semble pas tenir compte, au point de s'étonner quand ces facteurs psychologiques font obstacle à la cure médicamenteuse. A propos d'un cas clinique, il trouve *« ahurissant »* qu'un malade soit obligé de prendre du lithium en cachette parce que, s'il le faisait ouvertement, son épouse *« ne le considérerait plus comme un homme ».* Or, un peu plus loin, l'auteur écrit que le traitement par le lithium constitue *« une véritable prothèse chimique ».*

Ce n'est donc pas seulement chez l'épouse du malade, mais chez le psychiatre lui-même, que le trouble mental évoque une atteinte à l'intégrité, une amputation que la prothèse recouvre, certes, mais dénonce en même temps. De tels faits n'enlèvent rien à l'utilité d'une cure par le lithium, mais ils exigent tout de même qu'on prenne en compte l'ensemble de la situation. Si le psychiatre s'étonne des attitudes irrationnelles et se borne à les dénoncer, qui pourra les comprendre ? Est-il concevable, en outre, d'engager un traitement médicamenteux sans cerner les éléments significatifs susceptibles d'en influencer le déroulement ? Enfin, les résultats obtenus sont-ils satisfaisants quand subsiste une situation conflictuelle qui, sous une autre forme, risque d'engendrer de nouvelles perturbations ? A moins encore que ce malade ne cède aux injonctions de sa femme.

Sans doute le docteur Bertagna ne minimise-t-il pas ces divers éléments et, s'il les a laissés dans l'ombre, c'est peut-être pour mieux souligner quelques aspects de la pratique sur un mode facilement accessible.

Malheureusement, aujourd'hui, des raccourcis de cet ordre sont exploités pour orienter la recherche psychiatrique dans la seule direction indiquée par le chroniqueur du *Monde* — la neurobiologie, la psychopharmacologie — et pour éliminer les autres voies d'étude de la maladie mentale, jugées peu sérieuses, — par exemple les aspects psychologiques ou le rôle du milieu.

Cela est grave, car les progrès de la psychiatrie exigent que l'équilibre soit maintenu entre les divers versants de cette discipline, et notamment qu'on leur accorde la même dignité, sinon, comme l'exprime C. Koupernik avec lucidité à propos des U.S.A., le mode d'utilisation des recherches pharmacologiques conduira à l'oubli de la personnalité du malade et fera vite regretter nos imperfections actuelles.

● *Le prix Gallien pour la recherche pharmaceutique,* récompensant chaque année un médicament récemment introduit sur le marché, particulièrement remarquable pour son caractère d'innovation et son efficacité, a été décerné cette année, conjointement aux laboratoires Roche et Merck, Sharp, Dohme, pour deux médicaments associant lévodopa et inhibiteurs de la décarboxylase dans le traitement de la maladie de Parkinson.

## Les tortures de l'environnement

*Pour sa part, M. Chaussende, de Paris, nous écrit :*

Je veux bien admettre la *« défense et illustration »* de la chimiothérapie par le docteur Bertagna. Sa fougue d'ailleurs ne peut que convaincre.

Mais je voudrais savoir si — étant donné qu'il *« interdira »* vraisemblablement à un de ses malades : de ne pas prendre ses pilules, de boire deux litres de *« rouge »* par jour, de fumer trois paquets de gauloises par jour, — s'il lui interdira : de dormir la fenêtre fermée alors que le bruit de la circulation atteint un nombre respectable de décibels ; de voyager, joyeusement compressé, deux heures par jour dans le métro aux heures de pointe ; de supporter la « sonorisation » d'une H.L.M. ; de rester oisif s'il est chômeur ; de se préoccuper d'un enfant cause de grands soucis engendrés par la vie moderne.

Je sais qu'il me répondra qu'il n'y peut rien, mais son rôle est-il d'adapter de force le patient à toutes les tortures de l'environnement, même si elles sont génératrices de dépression, ou d'agir sur les véritables causes en donnant des « consultations » à toutes les formes de pouvoirs qui, bien que capables d'apporter des remèdes à nos maux, pensent, par exemple, que la ville doit s'adapter à l'automobile ?

Il est vrai que nombre de médecins et de laboratoires perdraient une clientèle appréciable.

## LA FUMÉE DES AUTRES

*De M. Francis Zannini, de Paris :*

...Je voudrais témoigner contre un usage qui se généralise — fumer dans les lieux publics — et qui coûte trop à tous les malades chroniques ou anciens malades. Il y a certes les risques de tumeur ou d'accident cardiaque, dont le public est généralement informé ; mais tous ceux qui souffrent ou ont souffert de troubles respiratoires, d'accidents allergiques divers, ont aussi à supporter une agression bien trop fréquente. Que faire ? Dans mon enfance, quand la tuberculose était un fléau, on pouvait lire sur les murs : « Cracher à terre, c'est offenser la vie d'autrui. » Comparaison outrée ? Peut-être. Mais le paradoxe est entier d'une époque qui se veut orientée vers le social et reste marquée d'une telle réticence à toute discipline communautaire. A l'interdiction de fumer dans les lieux publics où l'air est confiné, que préconise l'Académie de médecine, devraient s'ajouter certains aménagements des usages existants — par exemple, la suppression dans les trains de grandes lignes des compartiments pour non-fumeurs, car l'air y est finalement aussi vicié que dans les autres, et la création d'une voiture complète pour non-fumeurs. Et d'une façon générale, pour ceux qui ne fument pas, il est hautement souhaitable que la lutte contre cet usage immodéré devienne une prophylaxie effective. »

# LIVRES

## POUR TOUS

■ **LA MENOPAUSE EFFACEE, par le docteur Anne Denard-Toulet, Robert Laffont Editeur, Collection « Réponses », 437 pages, 49 F.**

Le docteur Denard-Toulet s'est spécialisé dans l'étude et le traitement du vieillissement. Sa très longue expérience l'a conduite à s'intéresser l'une des premières à la symptomatologie qui assombrit trop souvent la période ménopausique et aux possibilités de thérapeutique hormonale qui s'ouvrent aujourd'hui.

Avocat passionné de ces thérapeutiques qui permettent, lorsqu'elles sont judicieusement appliquées et surveillées, de remédier à la plupart des misères ménopausiques, le docteur Denard-Toulet décrit avec un luxe remarquable de précisions et de détails un syndrome lié au progrès de l'espérance de vie et que ne devraient plus subir en silence les femmes d'aujourd'hui. Le livre intéressera autant le médecin que celles auxquelles il est destiné.

Le plaidoyer thérapeutique y est aussi convaincant que l'exposé de ses indications ; peut-être les réserves tenant à un recul insuffisant de cette ouverture nouvelle ne sont-elles pas suffisamment exprimées. Peut-être aussi l'ouvrage aurait-il gagné, dans la mesure où il s'adresse, avec un bonheur pédagogique évident, à un public élargi, à être plus concis et surtout moins coûteux.

Une œuvre utile, en toute hypothèse et qui concerne dix millions de Françaises âgées de plus de quarante-cinq ans.

Les recherches et les efforts de « qualité de vie » entrepris au bénéfice des couches vieillissantes de la population sont encore trop rares. Leur importance devient, pour des raisons démographiques, sans cesse plus grande et la « ménopause effacée » s'inscrit à ce titre dans une perspective d'avenir promise aux plus grands développements. Un autre ouvrage du même auteur, destiné cette fois aux spécialistes, devrait paraître prochainement, et l'on peut souhaiter qu'un débat fructueux s'engage alors sur ces thèmes. — Dr E.L.

■ **LE CERVEAU ET LA FAIM, par Elie Shneour, Stock, Collection « Le monde ouvert », 283 pages, 35 F.**

La croissance rapide du cerveau humain (le poids du cerveau d'un enfant de quatre ans représente déjà 90 % de son poids définitif) le rend particulièrement vulnérable à la sous-alimentation dont il peut souffrir pendant la grossesse et les premières années de la vie. Une malnutrition chronique risque alors d'affecter gravement le développement du « quotient intellectuel » de l'individu. C'est donc dans les premiers mois de la vie qu'il est indispensable de fournir au cerveau les éléments qui lui sont nécessaires.

Mais « l'intelligence » n'est-ell qu'une affaire de nourriture ? E tout n'est-il qu'affaire « d'intelli gence » ? Ces questions ne sem blent pas être du ressort d'Eli Shneour.

■ **LES MEDECINS ET NOUS par Huguette Maure, Calmann Lévy, 278 pages, 28 francs.**

Le médecin doit tout guérir e rapidement. Telle est l'exigenc fondamentale du patient qu n'admet pas qu'un praticien ai peu de temps, qu'un diagnosti n'aille pas de soi, que de long traitements soient parfois néces saires. Huguette Maure fait à l fois le procès du corps médical e celui du malade. Avec un humou parfois grinçant, elle cite autan d'anecdotes qui sont des preuves l'appui ; témoin l'histoire de cett jeune fille souffrant de la jou gauche et qui, sur les conseils d son médecin, après avoir consult dermatologue, oto-rhino, cardiolo gue, ophtalmo, etc., appren accidentellement, en allan consulter son dentiste, que tou le mal vient d'une dent de sa gesse !

Entre le dédain injuste d malade pour le généraliste et l'in compréhension du spécialiste pou le patient se trame tout un cod des rapports difficiles entre guérisseur et le souffrant. L verve d'Huguette Maure nous fa passer des deux côtés de la bar rière avec un égal bonheur.

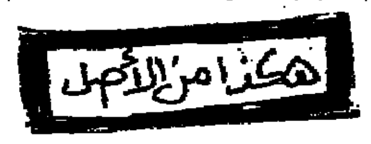
■ **DIALOGUE AVEC LA MEDE CINE (série « Dialogues d France-Culture »). Préface d professeur Robert Debré. Presse universitaires de Grenoble, 228 pa ges, 35 F.**

La révolution biologique, le rapports entre le cerveau et l pensée, l'avenir de la médecin le secret professionnel, la mé moire, l'évolution et la génétiqu sont quelques-uns des grand thèmes faisant l'objet de ce livr qui transcrit une série de « dia logues » de France-Culture. Cer tains offrent un grand intérê (les débats entre Jean Bernard e François Dagognet, François Lher mitte et Rémy Chauvin, ou Jea Hamburger et Jacques Monod, pa exemple).

D'autres ne peuvent manque de surprendre par leur laxisme ou leurs inexactitudes, tel le débat entre Pierre Debray-Ritzen et Georges Ungar sur les prétendues démonstrations d'une transmission chimique de la mémoire dont il a été prouvé amplement qu'elles étaient fausses.







# Trois points de vue sur les thèses d'Ivan Illich

*Le livre d'Ivan Illich* Némésis médicale, l'expropriation de la santé (le Monde *du 13 mai), soulève le problème considérable de l'écrasement de la personne humaine par la technologie, de la déshumanisation des médecins, plus occupés de science que de soins, et de la démission du public, qui s'en remet complètement aux machines hospitalières et aux organismes sociaux non seulement pour le maintien de sa santé, mais pour l'équilibre et la qualité de sa vie quotidienne.*

*Cet ouvrage, bien sûr, ne pouvait être que controversé. Certains y voient une thèse, celle du naturisme archaïque, du fatalisme évangélique et de l'anti-progrès, dont il ne faut pas sous-estimer les dangers. D'autres, au contraire, se félicitent de ce qu'Ivan Illich ait dénoncé les excès du « pouvoir médical ».*

(*) Le Seuil éditeur, 217 pages, 25 francs.

# LE CAUCHEMAR PAN-SANITAIRE

par ROLAND JACCARD

OUS vivons dans une société dominée par ce qu'Ivan Illich nomme justement le « rêve eutique » ou le « rêve panire ». Prisonniers de l'idéoloédicale, qui nous est inculquée e berceau, nous comprenons ceptons mal que quelques icostes farouches et solitaires, e Ivan Illich ou Thomas asz, portent atteinte à l'institu*médicale et dénoncent, sans* gement, la colonisation de la ar la médecine.

tes, nous sommes prêts à ttre qu'à l'âge théologique substitué l'état thérapeutique, c'est pour nous en réjouir, et nous *félicitons de vivre dans* bulle thérapeutique aseptisée, lsée, stimulée, régulée et cone en permanence. La santé est nouveau dieu et les médesont ses prêtres ; pour qu'ils protègent en permanence, nous descendons à tous les *sacrifices.* s, à vrai dire, ce ne sont même des sacrifices : l'essentiel, t-ce pas encore et toujours la é ?

*urtant, quand* Ivan Illich affirme *l'idéologie* médicale a dépos*l'homme d'un des* derniers ments de sa souveraineté — apport à sa vie, à son corps, mort — au profit des mêmes institutions et méga-machines nées de la concentration du l et de la généralisation des *rts marchands,* règlent le reste vie, peut-être vaut-il la peine esser l'oreille... Car, enfin, le me est bien là : les profesels de la santé produisent de pendance, beaucoup de dépen—, trop de dépendance.

## …amoter le politique et le moral

*ujourd'hui,* écrit Ivan Illich, *me, dès sa naissance, com- par être un patient qui, eut vivre correctement, devra rir à une infinité de prestamédicales. De même que la mmation obligatoire de l'insn est devenue un facteur de mination professionnelle, la mmation de soins médicaux evenue un palliatif à l'insaludu travail, à la saleté des à la fébrilité des transports. uoi se préoccuper de rendre meurtrier l'environnement puiss médecins sont équipés industment pour sauver les vies ines ! En d'autres termes, la juo de la santé permet d'escale politique et le moral de é ; elle amène, en outre, une sion sans cesse croissante de l'homme à l'égard de ses semblables ; seul importe pour lui son droit à « être traité ».*

*A cet égard, l'avenir n'est guère* encourageant. En Chine, les « médecins aux pieds nus » — et il s'agissait là d'un remarquable exemple de déprofessionnalisation radicale des soins — tendent à disparaître et, lorsqu'on apprend que le premier grand contrat entre la Chine et l'industrie pharmaceutique occidentale, en 1974, portait sur les tranquillisants, on ne peut manquer d'être inquiet quant à l'extension planétaire du pouvoir médical.

Ce pouvoir médical fait l'objet dans le livre d'Ivan Illich d'un réquisitoire impitoyable : menaçant la santé de l'individu, aliénant son autonomie, il tend, enfin, et cela aussi bien dans les pays socialistes que capitalistes, à accentuer la morbidité globale de la société. Si ce réquisitoire est fondé, et, personnellement, nous ne doutons pas qu'il le soit, alors, que faire ? Selon Illich, il convient de ne pas faire plus, mais moins, c'est-à-dire de « démédicaliser » la vie — ce qui implique un double travail, politique et épistémologique à la fois.

## L'étendard de la révolte

Il est évident, à ce propos, que les hommes cesseraient de tolérer une société surindustrialisée et pathogène si le diagnostic médical n'identifiait leur incapacité à s'en accommoder à un ébranlement de leur santé. Comme l'écrit Illich, « *plus les gens pensent avoir besoin d'être soignés, et moins ils se révoltent contre la croissance industrielle* ». Cela dit, dans un avenir immédiat, la surmédicalisation des prestations sanitaires va encore accentuer la mainmise de la profession médicale sur les bien-portants ; aussi, plutôt que de proposer de faire moins, comme nous y invite Illich, ne serait-il pas préférable, au contraire, d'accentuer encore le mouvement, de l'emballer, pour aboutir enfin au point de rupture, là où ce cauchemar pan-sanitaire révélera sa vraie nature ?

Félicitons cependant Ivan Illich d'avoir levé l'étendard de *la révolte* contre l'idole la plus révérée, la plus sacrée de nos médiocraties anonymes : la politique de la santé et le pouvoir médical à son service. On le lira, sans doute, avec une curiosité mêlée d'angoisse — sans *oublier néanmoins* de prendre les petites *pilules* vertes, jaunes et bleues qui paralysent l'esprit, assoupissent l'âme et donnent l'illusion de la santé.

# LES ENFANTS GATÉS

**Hier encore, la médecine se « vendait » *bien sur le marché* du sensationnalisme. Aujourd'hui, c'est l'antimédecine, et l'antiscience, et l'antipharmacie, et l'antiprotection sociale.**

**Ivan Illich développe dans son livre le thème de la « médecine qui rend malade ». Il y expose certaines vérités salutaires sur la dangereuse médicalisation du mal-être social, sur la nécessaire « cogestion », sur la boulimie médicamenteuse et sur la participation personnelle que chacun devrait apporter à l'œuvre de santé. En revanche, son argumentation n'est pas toujours convaincante et repose trop souvent sur des contrevérités, des interprétations incertaines et des erreurs statistiques et scientifiques.**

**La contestation n'est fructueuse que lorsqu'elle incite à penser dans et pour l'avenir, et non à rougir de l'obscurantisme. Mais bien au-delà de la médecine, c'est la notion même de compétence et de connaissance qui se voit contestée par certains, au nom des bien-nantis, de ceux qui peuvent s'offrir l'enivrante spéculation de l'anarchie naturiste, et qui s'attaquent tour à tour, et non sans raisons parfois, à toutes les institutions.**

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

NOUS sommes tous malades, à un moment ou à un autre de la vie, et tous nous prenons, à cette occasion, ou à une autre, quelque médicament, qui semble nous soulager. Nous pensions même, mais à tort, semble-t-il, attribuer à la visite médicale, au séjour hospitalier, ou à la thérapeutique prescrite à cette occasion, quelque rôle dans notre guérison.

Nos parents et nos aïeux ne se *faisaient traiter — empiriquement* souvent — que lorsque le mal devenait insupportable. On nous apprend *à présent,* et à vrai dire le bon sens populaire semblait le confirmer, qu'il est préférable de dépister et de traiter le plus tôt possible les affections évolutives, telles que le diabète, l'hypertension ou le cancer, avant qu'elles n'aient lésé irrémédiablement les organes vitaux.

Nous avions cru comprendre que les enfants atteints de méningite tuberculeuse, de broncho-pneumonie, de rhumatisme articulaire aigu, de *malaria ou* de fièvre typhoïde, devaient leur guérison actuelle aux antibiotiques, ou à la chimiothérapie. Montaigne, tenaillé par sa « pierre » souffrit, dans sa tour, mille morts humiliantes. Aujourd'hui, nous calmons la douleur, atroce en effet, avec des médicaments et nous demandons au chirurgien d'enlever ce qu'on nomme à présent calcul du rein. Sous anesthésie générale, bien sûr.

Le maire de Bordeaux avait eu six filles dont cinq moururent avant l'âge de sept semaines... La mère du grand Arnaud, elle, avait eu dix-neuf enfants avant de (ou d'en) mourir à trente-six ans... Depuis qu'un Américain a découvert la pilule, nous décidons nous-mêmes du nombre de nos enfants. Et comme il en meurt en bas âge moins de 2 %, nous ne sommes pas obligés d'en mettre dix-neuf au monde pour en garder trois. Ni de mourir en couches d'hémorragie ou d'infection, comme la mère de Marguerite Yourcenar. Nous pensions que les transfusions, les contraceptifs, les vaccinations, les césariennes et bien d'autres moyens devaient y être pour quelque chose.

La syphilis et la blennorragie ne cessent d'augmenter. Comme il n'existe pas encore de vaccin, on les traite efficacement à la pénicilline. Au temps de Nietzsche ou de Maupassant, *ces moyens* thérapeutiques étaient inconnus. Le premier s'est suicidé et le second est devenu fou ; il l'explique dans *le Horla* et on a peine à y croire tant c'est pénible. Nerval aussi s'est suicidé. Il n'en pouvait plus du « soleil noir » et de sa psychose maniaco-dépressive. La même qui a obligé Charles Quint à se cloîtrer comme une bête pendant vingt ans.

## L'hygiène, terrain de la polio

Aujourd'hui, de tels malades absorbent un peu de sel de lithium, tous les jours, comme l'insuline pour les diabétiques, et beaucoup rient et vivent comme les autres.

En Suède, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis, on ne sait plus ce que c'est que la poliomyélite. Plus *les habitants de ces pays étaient* riches, propres et instruits, plus ce mal provoquait des ravages parmi eux. Et ce n'est pas grâce aux médicaments que la poliomyélite a disparu. On ne sait pas encore la traiter. Mais des savants, dans leurs laboratoires, ont trouvé un vaccin. Ils en ont trouvé un aussi pour les bébés des couples qui n'ont pas le même groupe sanguin (rhésus). Ceux qui *ne le savent pas* ont des bébés anormaux, ou mort-nés, ou alors ils ne doivent pas se marier.

Dans les hôpitaux psychiatriques, il y a des salles entières avec de grands idiots. Ils y croupissent jusqu'à ce qu'ils meurent. Heureusement, on n'en trouve plus de très jeunes, de ces oligophrènes phénylpyruviques comme on les appelle. On a trouvé le moyen de détecter leur anomalie à la naissance : une enzyme qui leur manque. Grâce au traitement, ils ne deviennent plus jamais idiots... Sauf, bien sûr, si on ne les traite pas.

C'est aussi le cas pour la rubéole. En Amérique, on enregistrait une épidémie très grave tous les dix ans, sans conséquence pour les mamans. Mais, en 1965, on a compté trente-cinq mille bébés anormaux et trois cent mille avortements... Grâce au vaccin, depuis trois ans, tout cela est du passé.

Cinq mille personnes vivent en France grâce au rein artificiel. Sans compter ceux à qui on a greffé le rein d'un autre. Ils sont jeunes et beaucoup ont des enfants encore petits. Bientôt, on n'aura plus besoin de greffe ou de machine pour leur sauver la vie : on aura compris leur maladie et on la soignera, comme on soigne le diabète, et tout le reste, à condition de s'y prendre à temps.

### CONQUÊTE SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ

*Le premier chiffre est relatif au début du siècle, le second porte sur les années postérieures à 1960 : pneumonie 31,1 % et 7 % ; broncho-pneumonie 32,4 % et 5,3 % ; mal de Pott 30 % et 1 % ; méningite tuberculeuse 100 % et 7 % ; méningite cérébro-spinale 45 à 95 % et 1 % ; septicémies 69,4 % et 12,7 % ; fièvre typhoïde 20,4 % et 0,6 % ; infarctus (moyenne) 25 à 40 % et 10 à 11 % ; delirium tremens 40 % et 1 %.*

**Taux de guérison**

*Destruction rénale 70 % ; psychose maniaco-dépressive 50 % ; idiotie phénylpyruvique 100 % ; incompatibilité rhésus grave 100 % ; maladie de Hodgkin 70 % ; maladie bleue 80 %. Pour toutes ces maladies, le taux de guérison était de 0 % au début du siècle.*

*Ces guérisons correspondent toutes à la découverte de médicaments ou de techniques opératoires, physiques ou chimiques.*

## Le bêtatron en rase campagne

Le matériel de lutte contre le cancer coûte une fortune. Il n'est installé que dans les grands centres. On ne trouve pas de bêtatron en rase campagne. Mais le cancer des ganglions, le Hodgkin comme on dit, hier on en mourait sûrement, et, depuis trois ans, il est possible de le guérir complètement. Et même *en rase campagne, puisque c'est grâce à des médicaments.*

*Bien sûr, la santé nous coûte cher.* Onze pour cent cette année de tout ce qu'on dépense dans les ménages ; 2 % rien que pour les médicaments. Et la *moitié de ceux-ci sont* achetés sans prescription. Une bonne aspirine, quand on a un lumbago, a des effets supérieurs à ceux de la saignée de Molière ou de la fiente de *pigeon*...

Certains se rendent malades en abusant des médicaments. Ils sont moins nombreux que ceux qui sont malades avant ou qui guérissent avec. Le gaspillage n'est pas le fait de tout le monde. Les manœuvres et les ouvriers agricoles, par exemple, « consomment » trois fois moins de soins que les instituteurs, les *curés ou les cadres supérieurs.* Il faut dire que les manœuvres font de l'exercice (la sédentarité est dangereuse) et que les ouvriers agricoles ne souffrent pas de la pollution. Pourtant ils vivent sept ans moins vieux que les autres (soixante-trois ans, contre soixante-dix ans).

## Les manœuvres aux pieds nus

Leurs bébés meurent trois fois plus. Avant un an et après un an, *deux fois plus.* Et pourtant, les bébés ne sont pas alcooliques. A l'Institut de la statistique, on dit que « *la mortalité infantile de la catégorie manœuvre a un retard de vingt-deux ans sur celles des professions libérales et cadres supérieurs* ». Et pourtant, on a progressé en France : le taux de mortalité infantile a baissé de 5 % chaque année depuis 1960.

Evidemment, les hôpitaux, les lunettes, les dentistes, les médicaments, les médecins (qui étudient dix ans gratuitement), coûtent cher. *C'est l'ensemble de la communauté* qui paie.

Le tiers de ces dépenses est consacré au tout-venant. Les deux tiers restants sont dépensés pour des accidents ou des maladies graves. Trois cent mille blessés de *la route chaque année et un million* deux cent mille accidentés du travail... Il y en avait autant du temps de *Germinal*, mais on les laissait souffrir et mourir. Les voisins ou même les rebouteux essayaient bien de soulager les blessés avec des plantes. Pour atténuer la douleur, il n'y avait guère que l'alcool. En Angleterre, on distribuait généreusement de l'opium importé de Chine. Beaucoup mouraient ainsi de faim sans protester.

Aujourd'hui, la Sécurité sociale s'applique à tout le monde. Personne ne pourra, comme jadis, mourir, ou souffrir ou rester infirme à vie, faute de pouvoir supporter le prix d'un bon hôpital, de bons médecins, ou des vrais médicaments, plutôt que d'être condamné aux jus de plantes ou aux tisanes.

Bien sûr, la solidarité est nécessaire. La moitié de la population a moins de vingt ans ou plus de soixante-cinq ans — et ce sont ceux-là mêmes qui ne pourraient pas payer qui coûtent le plus cher. Les vieillards surtout. Autrefois une femme était vieille à quarante ans. Maintenant, elles peuvent encore faire des folies, attirer les photographes, comme Brigitte Bardot, ou devenir ministre.

*Les vieux,* on les opère et on les soigne, et il y a des médecins qui ne s'occupent que d'eux. Heureusement, car les deux tiers de ceux qui meurent ont plus de soixante-dix ans...

Or il paraît que tout cela, c'est dangereux. On dit maintenant au Cidoc et au Cerèbe, à Polytechnique et à Cuernavaca, que c'est la médecine qui rend malade ; oui, les médecins et les médicaments. Et même la Sécurité sociale. C'est une évidence : s'ils n'étaient pas là, on serait mort avant d'être malade. L'hôpital aussi donnerait des maladies graves : on a une chance sur trente d'en mourir ! On peut au demeurant se demander pourquoi il faut aller à *l'hôpital puisqu'il paraîtrait* que 90 % des maladies guérissent sans aucun traitement. Pourtant, la tuberculose, ou la fièvre typhoïde, ne guérissaient pas avant les médicaments. Et on mourrait d'une appendicite...

Si *on n'a plus le droit de guérir,* tout s'explique. Il faut savoir, dit-on, mourir de la maladie qu'on a. Mieux vaut mourir que d'être « *asservis à une antinature tyrannique* », ou d'être « *dépossédés de nous-mêmes* » par une médecine qui « *s'attaque à notre rapport au corps, à la vie, à la mort* ». Mais est-il de pire dépossession que la déchéance, l'avilissement de la douleur, ou la soumission à la fatalité ?

La médecine, dit en substance Illich, n'est acceptable que si tout le monde en fait. Il suffit de trois semaines de formation pour pouvoir diagnostiquer et traiter neuf maladies sur dix. S'ils ne l'ont pas mis en pratique depuis deux mille ans, c'est qu'ils n'y ont pas pensé. Ils auraient dû, car, au contraire de la santé, la maladie crée de la richesse. Etre en *bonne santé, c'est « porter un coup dur au capitalisme »*. Lequel vous l'interdit d'ailleurs : 80 % des cancers sont dus au mode de vie des sociétés industrielles.

## Au nom de la régression

Qu'il y en ait, à âge égal, le même nombre au cœur de l'Afrique, de l'Himalaya ou de New-York importe peu puisque toutes ces vérités sont révélées et donc non discutables. Le *seul fait de les mettre en doute* relève de « *l'idéologie bourgeoise des dix-huitième et dix-neuvième siècles* ». A cette époque, régnait déjà en maître absolu la thèse du biologiste bougeois Virschow selon laquelle toutes les maladies étaient dues à l'environnement, par une sorte de vengeance de la nature ou du ciel, contre ceux qui l'avaient méritée... Au premier rang desquels siégeaient, naturellement, les plus pauvres.

Au fond, tout cela, qui se dit à Cuernavaca et ailleurs, n'est que pure réaction de bourgeoisie gâtée, retour au Diafoirus de Molière, et à la suprématie absolue du discours et de l'ignorance sur les faits et la connaissance authentiques.

*Nostalgie de l'irréel et du fatalisme évangélique ?* Tentative ultime de destruction de la plus belle conquête de la civilisation occidentale, celle obtenue par la science et par elle seule, sur l'inégalité devant la souffrance et la mort ? Application à un modèle humain d'une technique d'analyse inadaptée, tantôt mystique et tantôt économique ?

Ou signe de mort, comme le pensent certains, d'une société qui se complaît dans la déclaration des *droits de l'irrationnel, dans les* appels délibérés, si aberrants soient-ils, à la régression et au déclin ?

Une complaisance d'enfants gâtés.

# Restaurer l'irremplaçable

par CHRISTIAN DEDET (*)

IL était temps de soupçonner l'institution médicale. Mais ne pourrait-on se demander si les tonitruantes campagnes de certains organes de presse sont de nature à faire avancer le débat ? Réduire la crise à quelques formules de dénigrement, s'abandonner à l'utopisme ou à des arrière-pensées souvent contradictoires : est-ce rendre service à ceux qui œuvrent au contact des réalités pour une pratique quotidienne mieux adaptée et plus humaine ? Un réaccommodement me paraît nécessaire si, en médecine plus qu'ailleurs, nous voulons raison garder.

Ici encore, tout me semble avoir commencé par une mésaventure du langage, renouvelant la vieille *dispute sur le soma et* la psyché. De plus en plus, tout se passe comme si le parler approximatif du malade et le langage scientifique du moment devaient nous renvoyer à une réalité que les mots s'efforcent de décrire mais à laquelle ils restent étrangers.

Un tel éclatement a *été accéléré,* c'est évident, par le degré de « scientifisation » toujours grandissant de la médecine et par son installation sous la dépendance croissante de technologies de plus en plus élaborées. Les récentes *conceptions de la pathologie moléculaire* en sont le meilleur exemple. Qu'une part non négligeable de la morbidité soit le fait d'erreurs biochimiques ne fait aucun doute.

Quoi qu'il en soit, et même si les tenants d'une « clinique » moléculaire ont « scientifiquement » raison, nous assistons à une exclusion progressive de l'« offre » du patient, pris dans un environnement socioculturel qui n'explique certes pas la péritonite et l'entier phénomène des boutons d'acné, mais qui décuple les expressions fonctionnelles. Nous mesurons chaque jour davantage l'hiatus entre une recherche fondamentale admirable en elle-même, de plus en plus influente à l'hôpital, et un exercice quotidien qui ne bénéficie de nulle protection et ne trouve plus le ton sur lequel il devrait établir son système de références. D'où l'apparition et le développement d'autres conceptions, comme la médecine psychosomatique, d'où les tentatives de ceux *qui, influencés* par la *psychanalyse* ou à partir de Balint, s'efforcent de redonner un contenu à la relation médecin-malade, quitte parfois à faire succéder au danger de « scientifisation » un danger de « psychologisation » excessif.

Où en sommes-nous pratiquement ? Il s'est produit un transfert de l'antique notion de magie à la superstition de la drogue-miracle. Transfert soutenu par les tendances économiques à la croissance illimitée et d'où semble procéder la maladie des remèdes et l'invasion pharmaceutique enfin dénoncées. Promptes à reprendre à leur compte l'optimisme scientifique, les médias sous prétexte d'informer, encouragent ce qu'il faut bien appeler un spectacle de la médecine créateur de mythes et remarquablement apte à se développer à l'intérieur du plus brillant et du plus désolant des discours-clos. Comment pourrions-nous, dès lors, retrouver le contact avec les douleurs de chaque jour, avec les besoins réels *de la collectivité ? Comment restaurer* dans son rôle irremplaçable un « généraliste » en voie de disparition ? Comment établir enfin, sans renoncer pour autant au nécessaire progrès, les bases d'une médecine du possible ? Ce sont là les questions qu'il serait, en effet, urgent de poser.

Mais peut-être ne nous pardonne-t-on déjà plus les ratés de la machine à euphoriser ? Nous entrons dans un âge où vont foisonner les jeteurs d'anathèmes, les faux prophètes. Faudrait-il, pour autant, en cassant à tout prix la médecine, précipiter une dépossession du monde dont nos contemporains ne sont déjà que trop affligés ?

(*) Ecrivain et médecin.

***Il y a cinquante ans mourait Camille Flammarion***

# LA PEUR DU MAL ET LE DEVOIR DU SAVANT

par

JEAN-CLAUDE PECKER (*)

« *Je suis*, dit Camille Flammarion dans ses Mémoires, *né le samedi 26 février 1842, à 1 heure du matin, dans le bourg de Montigny-le-Roi, chef-lieu de canton du département de la Haute-Marne, qui comptait alors mille deux cent soixante-sept habitants.* » Son père était cultivateur... « *Je suis donc fils de campagnards, véritable enfant de la nature.* » A cet aîné de quatre enfants, qui montra tôt des dons brillants, ses parents voulurent donner une éducation solide... Le latin, la maîtrise de la cathédrale de Langres... *Mais la famille est pauvre*, et même se ruine ; bientôt, comme son père, embauché à la photographie Tournachon, Nadar et Cie, il doit chercher à Paris, très jeune (quatorze ans), un emploi d'apprenti chez un ciseleur-graveur.

Mais ses rêves d'enfant le poursuivaient : à cinq ans, il fut fasciné par une éclipse annulaire de Soleil ; à Langres, des remparts, il dessinait la comète de 1853 ; il s'intéressait à la nature merveilleuse qui l'entourait : montagnes et papillons, brouillards, et cosmographie... L'enfant, devenu jeune homme, se lance dans une activité débordante de journaliste et d'écrivain scientifique. *Et il* entre à l'Observatoire de Paris, à seize ans, comme aide-astronome. En 1861, c'est la rupture avec Le Verrier, son directeur, qui n'aimait guère que l'ont sortît des sentiers battus. Ils devient calculateur au Bureau des longitudes et il établit, notamment, les cartes du mouvement de la Lune publiées dans *la Connaissance des temps*.

Cette retraite accidentelle, alors qu'il était âgé de moins de vingt ans, lui donne du temps libre, et Flammarion écrit, écrit... *La Pluralité des mondes habités*, les articles de *la Revue française*, de *Cosmos*, du *Magasin pittoresque* ; second ouvrage (1864) : *les Mondes imaginaires et les Mondes réels* ; puis c'est *l'Annuaire astronomique Flammarion*, enfin *les Merveilles célestes* (1865).

## A la source des vocations

Flammarion est devenu un homme public. C'est la période des conférences, très suivies, le premier observatoire, rue Gay-Lussac, les voyages aériens en ballon (comme Nadar, et au temps de *Cinq semaines en ballon*). En 1879, le grand homme, connu déjà mondialement, écrit *l'Astronomie populaire*. Cet ouvrage, encore actuel, a contribué d'une façon exemplaire à la formation de légions d'astronomes, et nombreux sont ceux qui, aujourd'hui encore, y puisent les sources de leurs vocations. Plus de treize mille exemplaires, des traductions en presque toutes les langues... L'homme avait fixé définitivement sa m i s s i o n : entre les mystères du ciel et l'homme avide de connaître, du siècle déclinant, le maître, avec son ardeur, sa vigueur, devenait un peu le mage, le prophète de l'astronomie copernicienne et du rationalisme naturel ; dans un style éblouissant, facile, limpide, il mettait à la portée de tous les progrès, très rapides déjà, de la connaissance du ciel. Il est inutile d'entrer dans les détails : des dizaines d'ouvrages se succèdent, romanesques ou purement didactiques.

## Une bienveillance universelle

1876 : c'est la réparation officielle : Le Verrier, redevenu après quelques vicissitudes directeur de l'Observatoire de Paris, y nomme à nouveau Flammarion, qui y observe les étoiles doubles — un travail de toute première importance.

1882 : fondation de l'observatoire de Juvisy. Cet observatoire est aujourd'hui en cours de rénovation. Au cours de la même année, fondation de la revue *l'Astronomie* (aujourd'hui encore mensuel de haute qualité).

1887 : fondation de la Société astronomique de France, dont *l'Astronomie* devient le bulletin.

1889 : la Société astronomique de France, présidée par Flammarion, crée l'Observatoire populaire de la rue Serpente (aujourd'hui abandonné, ou plutôt récupéré par la faculté de médecine de Paris-V).

Homme de cœur, c'est un ardent pacifiste, un internationaliste fervent qui ouvre son observatoire, sa société aux astronomes amateurs du monde entier, aux jeunes notamment.

Il était juste que le monde lui rendît une petite part de cette universelle bienveillance, de cet enthousiasme qu'il savait étendre à tous. Que de rois et de princes viennent le voir, humblement, à Juvisy ; que de distinctions et d'honneurs lui sont accordés, dans tous les pays ; que d'émules, de « sociétés Flammarion », d' « observatoires Flammarion », ici ou là !... Au début du siècle, c'est l'apothéose. Lors d'un voyage en Espagne, au cours duquel il devait observer l'éclipse totale de 1900, son train devait s'arrêter dans de petites gares : un public délirant l'acclamait; il franchissait les quelques mètres du train à la salle (où l'attendaient officiels et vin d'honneur) sur un tapis de roses, véritable sultan de la science moderne...

Et jusqu'à sa mort, pendant le premier quart de ce siècle, il resta l'image vivante de cet effort, que pouvait encore faire la science, de rester populaire...

Un tel talent, certes, était exceptionnel. Mais il venait à son heure ; la science de l'univers restait exprimable en termes simples et aisément sensibles. L'époque de Renan, de Berthelot, de Sully Prudhomme, était celle d'une immense confiance de l'homme dans les bienfaits de la science. C'était l'époque des voyages extraordinaires de Jules Verne, celle des explorations lointaines et difficiles, de la colonisation civilisatrice, celle de la diffusion de l'électricité à la campagne, et celle des vaccinations pasteuriennes... Depuis, la situation a bien changé. Le savant d'aujourd'hui inquiète bien souvent ; c'est le docteur Folamour, un fou cynique, Prométhée sans conscience. D'autres souvenirs ont remplacé l'histoire édifiante de Joseph Meister ou celle de l'étoile salvatrice du marin ou du berger : l'atome fait mal, l'industrie pollue, la connaissance elle-même, toute s i m p l e, ne serait-elle pas à redouter ? Le mythe de la clef, de la porte secrète, celui de la boîte de Pandore, sont des images-forces ; la science est un danger et le scientifique un être à part dont il faudrait plutôt se méfier.

## Un langage accessible

Pourtant, plus que jamais, la leçon de Flammarion devrait être retenue. La science « bonne », la science « mauvaise » ? Absurde question. De tous temps, on a fabriqué des engins de mort et en même temps amélioré le niveau de vie de l'homme. C'est plus grave maintenant, peut-être, mais d'un strict point de vue quantitatif, seulement ; le problème reste le même. Flammarion croyait à l'essentielle bonté de la science, à son pouvoir bénéfique. Nous sommes sans doute plus froids et plus conscients de tous les potentiels opposés, contradictoires, qu'elle porte en germe.

A cette peur du mal que les applications de la science peuvent imposer à l'homme, s'ajoute aujourd'hui le fait, indéniable et grave, que *la science, jour après jour*, est de moins en moins accessible au « grand public ». Flammarion fut l'un des premiers journalistes ou écrivains scientifiques. Nous sommes aujourd'hui plus nombreux. Mais il est bien vrai que notre tâche est plus ardue. Faire comprendre, en langage accessible, une physique, une astronomie, voire une biologie, qui exigent de plus en plus de connaissances préliminaires et mathématiques, est souvent tâche impossible. Le fossé se creuse alors ; le scientifique conserve, pour ses pairs, son langage ésotérique, et le popularisateur mêle, bien souvent, vérité et représentation déformée.

Alors le message ne se transmet plus. Le savant redevient le sorcier médiéval. La grande lunette est bonne à « faire peur aux gens » et toutes les assimilations entre « vraie » et « fausse » science deviennent faciles, apportant leur cohorte d'illusions et d'illusionnistes, rejetant l'homme de bien, avide de connaître, non pas vers la connaissance mais vers la conjonction des absurdes, qu'il s'agisse des astrologues, prêtres de l'inflexibilité de l'univers, jusqu'aux p s e u d o-théoriciens des hommes venus d'ailleurs, apportant dans leurs bagages les peurs ancestrales et l'orviétan trompeur...

## Le devoir du savant

Face à cette situation, qui est un danger pour l'homme (voir par exemple la faiblesse des argumentations scientifiques avancées de part et d'autre dans le débat nucléaire, — *face au grand public en tout cas*), le scientifique a un devoir ; et l'éthique de Flammarion reste valable, pleinement : le savant n'est, ne peut pas être un homme hors du temps, hors de la société. Il ne peut s'interdire — interdire à sa curiosité — tel ou tel type de recherche : car il ne peut savoir *a priori* si les « retombées » de ses recherches seront « bonnes » ou « mauvaises ». Ce qui est essentiel pour lui, c'est de savoir que ces retombées peuvent être « bonnes » ou « mauvaises », et de le dire clairement (et je mettrai, bien sûr, des guillemets : les retombées sont souvent lointaines ; et certaines découvertes, aux effets bénéfiques à certaines époques ou pour certains, peuvent être catastrophiques en d'autres temps et pour d'autres gens).

Le *devoir du savant*, c'est donc avant tout une *information aussi complète, aussi claire, aussi accessible que possible*. Au début du siècle, la science marchait vers les petits villages, sur les tapis de roses de Flammarion. Un grand exemple comme le sien devrait nous encourager à l'imiter, malgré les difficultés... La science doit redevenir l'affaire de tous ; la curiosité doit s'éveiller partout, dans le hameau comme à la grande ville. A nous d'y œuvrer ; aux pouvoirs publics de nous en donner les moyens : toutes les villes du monde (sauf Paris !) ont leur observatoire populaire...

★ Président de la Société astronomique de France, professeur au Collège de France.

UNE NOUVELLE REVUE « IMPASCIENCE

# Des chercheurs s'interrogent et s'analysent

Dans une communauté scientifique en rapide évolution, des chercheurs en nombre croissant s'interrogent. Pendant une vingtaine d'années, la science a bénéficié d'une admiration presque sans faille de la part du public, des largesses financières du pouvoir politique ; le nombre de laboratoires et de chercheurs augmentait régulièrement, l'expansion aidait à une certaine sérénité. Mais voici venu, depuis quelques années, le temps des critiques et de la stagnation des crédits. L'opinion publique reproche à la science ses méfaits, la technologie envahissante à laquelle elle donne naissance, le pouvoir politique lui accorde des crédits plus chichement et, surtout, lui demande de rendre compte de leur usage et tente d'orienter de plus en plus ses travaux.

Devant cette double offensive, les chercheurs ont commencé par se draper dans leur dignité. Rapidement, cette remise en cause du rôle de la science dans la société les a inquiétés. Aujourd'hui, ils se livrent à leur propre analyse : à quoi sert la science ? Qui sert-elle ? Quelle science faire ?

Une dizaine de professeurs français de physique et de biologie viennent de se regrouper pour publier une nouvelle revue, portant le titre d'*Impascience*, qui cherche à analyser et à comprendre le rôle du travail des chercheurs dans la société contemporaine. « *Nous voudrions... tenter d'interroger la science et la technique autrement qu'en juxtaposant simplement le social et l'individuel, le rationnel et l'affectif, voire la politique et la psychanalyse ; toute la difficulté, que nous souhaitons affronter, consiste à articuler ces différentes dimensions.* »

A des articles décrivant le travail, les difficultés, l'ennui de tel chercheur dans tel laboratoire, viennent s'en juxtaposer d'autres, plus généraux, portant par exemple sur les liens existant entre la science et la politique (dans le premier numéro), ou sur la place de la femme dans la communauté scientifique (dans le second numéro).

Tantôt ironiques, tantôt très sérieux, les articles ne sont pas signés, mais il n'est pas très difficile pour les chercheurs plongés dans la communauté scientifique d'y reconnaître certains de leurs collègues dont la conscience politique est éveillée depuis l[...] temps. La revue reflète ainsi [...]tains mouvements de réflexio[...] gauche, ou de tendance stru[...]raliste et lacaniste.

Avec les deux premiers num[...] parus, la revue se cherche en[...] sa formule n'est pas gelée, et [...] dépendra sans doute pour [...] part des articles qui lui se[...] proposés de l'extérieur. Ses [...]moteurs s'orientent plutôt [...] des numéros présentant des [...]siers ; par exemple, celui des [...] thématiques modernes, la sci[...] dans les pays en voie de dév[...]pement, la recherche et l'ar[...] l'organisation scientifique du [...]vail, la science et la publicité.

Bien des dangers guettent [...] revue de cette nature, qui s[...]pire de certaines tend[...] anglo-saxonnes, par exempl[...] la revue britannique *Science [...] the people*. Il ne faudrait [...] qu'elle se laisse envahir par [...] d'articles d'inspiration pure[...] syndicale. Il serait souhai[...] que l'analyse débouche ulté[...]rement sur des proposition[...] réformes ou d'actions. Il s[...] bon d'éviter qu'elle ne soit [...] reflet trop étroit de la com[...]nauté scientifique et qu'elle [...] soit lue que par des cherch[...] et des techniciens. Mais il ne [...] aucun doute qu'elle vient com[...] une lacune dans la presse s[...]tifique française.

DOMINIQUE VERGUE[...]

★ IMPASCIENCE, 1, ru[...] Fossés-Saint-Jacques, 75005 [...] Quatre numéros par an. Pri[...] l'abonnement : 30 F.






# 6 erreurs à éviter concernant les Caisses d'Epargne:

**1 Les Caisses d'Epargne, c'est le livret A, rien de plus.**
**Faux!**

Les Caisses d'Epargne mettent également à votre disposition :
un livret B sur lequel les dépôts sont illimités
des prêts-logement à des taux avantageux
des SICAV
des Bons d'Epargne
des Conseillers en Epargne
et bien d'autres services que vous avez tout intérêt à connaître.

**2 L'intérêt versé pour le livret A est insuffisant.**
**Faux!**

Pour un capital toujours disponible et toujours en sécurité, un intérêt de 7,50% totalement *exonéré d'impôt constitue* une rentabilité élevée. Qui fait mieux?

**3 Un livret plafonné à 25 000 F, c'est peu de chose.**
**Faux!**

Les intérêts peuvent s'y accumuler sans limite.
Dans une famille, chacun peut *avoir son livret, enfants compris*, ce qui porte, par exemple, les possibilités à 100 000 F pour une famille de 4 personnes.

**4 La Caisse d'Epargne, c'est pour les enfants.**
**Faux!**

Les Caisses d'Epargne ont 23 millions de clients (près d'un Français sur 2), répartis également *dans toutes les catégories sociales*, tous les âges, toutes les régions de France, urbaines ou rurales.

**5 La Caisse d'Epargne, c'est vieillot.**
**Faux!**

En quelques années, les Caisses d'Epargne ont élargi considérablement la gamme de leurs services et le traitement de toutes leurs opérations s'effectue *grâce à un réseau national* et informatique de 15 centres techniques régionaux.

**6 Les Caisses d'Epargne pourraient faire faillite.**
**Faux!**

Tous les fonds collectés sont versés à la Caisse des Dépôts : ils bénéficient ainsi de la garantie de l'Etat.
Les Caisses d'Epargne *ont été créées dans un but d'intérêt* général et d'utilité publique et ne poursuivent aucun but lucratif.



# 9 avantages des Caisses d'Epargne que vous ignorez peut-être:

**1 Les Livrets d'Epargne vous rendent bien des services gratuits.**

Vous pouvez faire virer sur votre livret vos salaires, pensions et retraites. Vous pouvez faire prélever automatiquement vos factures (gaz, électricité, téléphone, etc.). Vous pouvez retirer sans formalité 1500 F tous les 8 jours dans chacun des 21 000 points d'accueil en France.

**2 Deux manières de financer votre logement.**

• Une formule libre : le Livret Epargne-Logement.
Vous versez ce que vous voulez, quand vous voulez.

Les intérêts peuvent atteindre 6,50% exonérés d'impôt, en vous donnant droit à un prêt à taux réduit (4,75%* jusqu'à 100 000 F sur 15 ans).

• Une formule contractuelle : le Plan d'Epargne-Logement.
Vous fixez les modalités de votre épargne, qui produira un intérêt de 9% exonéré d'impôt.
Au bout de 4 ans, la Caisse d'Epargne vous prêtera jusqu'à 100 000 F sur 15 ans au taux réduit de 6%*.

* Pour les livrets et plans postérieurs au 1.1.75.

Important : Le Livret et le Plan d'Epargne-Logement vous permettent de bénéficier du "Prêt Complémentaire des Caisses d'Epargne" au taux de 10,50% l'an. Une exclusivité.

**3 Les Caisses d'Epargne consentent aussi des prêts individuels.**

Si vous avez besoin d'un prêt pour l'acquisition, l'aménagement d'une résidence principale ou l'établissement de vos enfants, renseignez-vous à votre Caisse d'Epargne.

**4 Les Bons d'Epargne à 2, 3 ou 5 ans.**

-- Pratiques, négociables et, si vous le souhaitez, anonymes, les Bons d'Epargne existent en coupures de 100 à 10 000 F.

* Régime spécial en Moselle, Haut-Rhin et Bas-Rhin.

**5 Les deux manières d'aborder la Bourse.**

Deux SICAV : soit en actions avec le Livret-Portefeuille, soit en obligations avec la SNFO (Sté Nouvelle France Obligation).

**6 Plans d'Epargne : rentabilité élevée.**

Le Plan d'Epargne vous permet d'accumuler capitaux et revenus en exonération totale d'impôt.
*Les dividendes, les avoirs fiscaux et les crédits d'impôts sont automatiquement placés en parts* de SICAV, ce qui *contribue à grossir votre capital.*

**7 Avec 21 000 points d'accueil, la Caisse d'Epargne est à deux pas de chez vous.**

Partout en France, la Caisse d'Epargne est à votre portée. Pour verser de l'argent ou pour en retirer, pour vous accueillir et vous conseiller.

**8 Le Conseiller en Epargne est toujours là pour vous aider.**

Il étudie avec vous et dans votre seul intérêt les problèmes de budget familial, d'épargne et de crédit qui vous préoccupent.

**9 A quoi sert l'argent déposé aux Caisses d'Epagne.**

A la collectivité, donc à vous-même. Les fonds des Caisses d'Epargne servent à construire des écoles, des hôpitaux, des piscines et des stades, des logements sociaux, des routes, etc.

**Caisses d'Epargne**
**sachez vous en servir.**

# RADIO-TÉLÉVISION

## VU

## *Les bons espions*

*A la veille du débat des « Dossiers de l'écran »; où l'on reviendra une troisième fois sur l'affaire Rosenberg, Antenne 2 a présenté le premier épisode du* Secret des dieux, *un feuilleton dont les héros sont de « bons » espions, puisque leur action se situe pendant la guerre et qu'ils étaient du « bon » côté... Le scénario est de Gilles Perrault — expert du genre, — dont on aurait aimé voir* l'Orchestre rouge *porté à l'écran, plutôt que l'inepte adaptation de la Bavaria. Une garantie de qualité. Sinon d'exactitude historique.*

*L'action se développe sur trois plans : l'état-major britannique prépare le débarquement (Jacques Alric est un étonnant responsable du « bureau Z »); la résistance française se débrouille avec les moyens du bord (Jacques Balutin est peintre en bâtiment et espion selon le système D); certains Allemands luttent contre l'excès de confiance qui s'empare de leurs responsables au lendemain de l'échec du débarquement anglo-canadien dans le port de Dieppe.*

*Esthétiquement et idéologiquement, la série est datée. Les images, les cadrages de Guy-André Lefranc évoquent les films tournés sur le sujet dans les années 50 : le « plan moyen » est un compromis entre l'histoire et la psychologie. Anglais, Allemands et Français apparaissent comme des combattants lucides, maîtres de leurs destins; ce ne sont plus les « bons » et les « méchants » stéréotypés de l'immédiat après-guerre, mais les camps sont tranchés : on sait qui est qui. La fillette n'arrive pas à chanter* Maréchal, nous voilà, *et l'officier en vert de gris n'a rien de fascinant; François Dalou n'est pas le Dirk Bogarde de* Portier de nuit *(il rappelle d'ailleurs au téléspectateur* l'Affaire Rosenberg, *puisqu'il y incarne — de façon douteuse — un journaliste de la télévision américaine.)*

*Rien de surprenant, donc. Mais l'avantage du « déjà vu » est de se laisser voir.* — M. E.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MARDI 3 JUIN

— *M. Michel Rocard* est l'invité d'Europe 1 à partir de 18 heures.

— *Le Mouvement eucharistique des jeunes* exprime son opinion à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

— *« Peuple, classes, masses »* est le thème d'un dialogue entre Maurice Clavel et Alain Geismar, sur France-Culture, à 20 heures.

— *Le Maccarthysme* sera le sujet des « Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, à 22 h. 20, à propos de l'affaire Rosenberg.

### MERCREDI 4 JUIN

— *M. Michel Poniatowski*, ministre de l'intérieur, répond aux questions d'Etienne Mougeotte sur Europe 1 à 19 h 20.

— *Les médecins sans frontières* exposent leur point de vue à la « Tribune libre » de FR 3 à 19 h. 40.

— *Le référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans le Marché commun* fait l'objet d'un dossier sur TF 1 à 22 h. 10 et d'un débat du « Point sur l'A 2 » avec MM. Jacques Sallebert, Maurice Edelman, député travailliste, Hugh Dykes, député conservateur, Peter Oppenheimer, professeur à Oxford et William Pickles, professeur à la London School of Economy sur Antenne 2 à 21 h. 20.

## LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

### MARDI 3 JUIN

**● CHAINE I : TF 1**

20 h. 35 Les animaux du monde, de F. de La Grange.
21 h. Jeu : Le blanc et le noir.
21 h. 50 Emission littéraire : Pleine page, de A. Bourin et P. Sipriot.
*« Pour l'indépendance de l'esprit » (cahier « Romain Rolland »), « Les Moyens du bord » de M. Mohrt, « Ce que je crois » de M. Clavel, « Mémoires sans mémoire », de J.-H. Lartigue.*
22 h. 45 IT 1 dernière.

**● CHAINE II (couleur) : A 2**




20 h. 35 Les dossiers de l'écran : « Le maccarthysme » (à propos de l'affaire Rosenberg, dont Alain Decaux évoque les grandes lignes sur des extraits du télé-film de Stellio Lorenzi).
22 h. 20 (vers) Débat, animé par A. Jérôme.
*Avec MM. Michael Meeropol (fils aîné des Rosenberg), Morton Sobell (co-accusé des Rosenberg), Otto Preminger (metteur en scène), Alain Decaux et MM Henri Linschitz (professeur de physique-chimie) et Marshall Perling (avocat)*
23 h. 15 Journal de l'A 2 (dernière).

**● CHAINE III (couleur) : FR 3**

19 h. 40 Tribune libre : Mouvement eucharistique des jeunes.
20 h. Connaissance : La vie sauvage, d'Y. Tors.
20 h. 30 Westerns, films policiers, aventures : « Un homme fait la loi », de B Kennedy (1969), avec R. Mitchum, G Kennedy, D Carradine, T. Louise.
*Dans le Texas de 1900, où le progrès s'installe avec les automobiles, un shérif ivrogne mis à la retraite s'unit à un vieux bandit pour « faire la loi » comme au bon temps d'autrefois*
22 h. Journal.

**FRANCE-CULTURE**

20 h., Dialogues. Emission de R. Pillaudin, enregistrée en public : Peuple, classes, masses, avec Maurice Clavel et Alain Geismar ; 21 h. 15, Musiques de notre temps, de G. Léon : Maurice Ohana ; 22 h. 30, Entretien avec Ph. Soupault ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), En direct du Théâtre des Champs-Elysées, Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H von Karajan : « Symphonie n° 3 en fa majeur » et « Symphonie n° 1 en ut mineur » (Brahms) ; 22 h. 40, Concours international de guitare ; 23 h., Portraits de la musique moderne : « Messe à trois voix de femmes » (Caplet) ; « Diane de Poitiers » (J. Ibert) ; « Concerts pour saxophone et trompette » (Rivier) ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

### MERCREDI 4 JUIN

**● CHAINE I : TF 1**

19 h. 45 Feuilleton : Christine.
20 h. 30 Dramatique : le Bel Indifférent, de J. Cocteau, mise en scène J. Marais, réal. J. Duhen, avec J. Gauthier et V. Lanoux.
*Le monologue douloureux d'une femme à son amant qu'elle sent s'éloigner d'elle — et qui reste silencieux*
*Ecrit par Cocteau pour Edith Piaf qui en fut la créatrice en 1940 aux « Bouffes-Parisiens »*
22 h. 10 Dossier IT 1 : Royaume Uni. « Une île à la dérive ? », de J.-C. Héberlé.
*A l'occasion du référendum britannique sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la C.E.E.*

**● CHAINE II (couleur) : A 2**

19 h. 44 Feuilleton : « Une Suédoise à Paris ».
20 h. 35 Série : « Le justicier » (« les Amants tragiques »).
21 h. 25 Magazine : « Le point sur l'A 2 ».
En direct de Londres, débat à propos du référendum sur le Marché commun.
22 h. 20 Sports sur l'A 2.

**● CHAINE III (couleur) : FR 3**

19 h. Pour les jeunes : Trois contre ...
19 h. 40 Tribune libre : Médecins sans frontières.
20 h. Emissions régionales.
20 h. 30 Histoire du cinéma (cycle John Huston) : « Reflets dans un œil d'or », de J. Huston (1967), avec E. Taylor, M. Brando, J. Harris, B. Keith, R. Forster.
*Une garnison en Georgie. Les drames freudiens de deux couples désunis, autour desquels tourne un jeune soldat, en proie, lui aussi, à une trouble passion.*

**FRANCE-CULTURE**

20 h., En liaison avec TF 1, émission médicale : les traumatismes crâniens et leurs conséquences, avec les professeurs R. Houdart et F. Lhermitte ; 21 h. 30, Musique de chambre : « Trio à cordes n° 1 opus 53 en sol majeur » (Haydn), avec M.-Ch. Millière-Charrin, violon, G. Causse, alto, R. Fontanarosa, violoncelle ; « Sonate en ut majeur K. 14 pour flûte et piano » (Mozart), avec W. Schutz, flûte, H. Deutsch, piano ; « Quatuor pour violon, alto, violoncelle et hautbois » (J. Guillou), avec S. Blanc, B Pasquier, G. Schwartz, J. Vandeville ; « Missa Choralis » (Liszt), Chœurs de Radio-France, direction J.-P Kreder, avec H. Puig-Roget, orgue ; 22 h. 30, Entretien avec Ph. Soupault ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « le Vampire » (H. Marschner), avec R. Hermann, J Marsch, V. von Halem, D. Grobe, A. Auger, N. Hillebrand, M. Schmidt, orchestre symph. de la radio bavaroise, direct. F. Rieger ; 23 h. (S.), Groupe de recherches musicales de l'Institut audio-visuel ; 24 h. (S.), Musique et poésie : Jacques Garelli (Bach, Hindemith, Stockhausen, B. Menny, Ph. Capdenat, Schubert) ; 1 h. 30, Noc-

# ARTS ET SPECTACLES

## Théâtre

### Une lettre de Peter Brook à propos du Conservatoire

*A la suite de l'information parue sur les polémiques autour du Conservatoire d'art dramatique* (le Monde *du 3 juin), Peter Brook nous écrit :*

J'ai fait la connaissance de Jacques Rosner il y a un mois et j'ai été frappé par la qualité, la sincérité et la technicité de ses propos.

On ne peut qu'être d'accord avec l'esprit dans lequel il tente le renouvellement de la formation dramatique.

Une des ouvertures nécessaires est que les élèves se trouvent en contact direct avec le travail quotidien d'une troupe, surtout si ce travail touche à des aspects très différents de notre métier. Pour cette raison, je trouve logique qu'une relation s'établisse entre le Conservatoire et les Bouffes-du-Nord.

C'est pourquoi j'ai proposé d'accueillir des stagiaires au cours de nos futures saisons.

## Cinéma

### Images de la société érotique

Le cinéma français continue d'explorer, avec le plus grand sérieux, la psychologie de personnages définis par leurs appartements de grand standing, leurs résidences secondaires, leurs voitures et leurs chasses en Sologne. Mais comme il faut bien vivre avec son temps, certains films associent la représentation des activités érotiques à l'analyse des crises psychologiques. Ces films ont l'ambition de peindre les mœurs d'aujourd'hui, une société qui se libère des vieux tabous pesant sur la sexualité.

Ainsi, *Emilienne*, le nouveau film de Guy Casaril. C'est l'histoire d'une femme mariée qui a des tendances homosexuelles. Elle dirige une galerie d'art et son mari, professeur d'histoire de l'art, encourage sa liaison avec une jeune artiste peintre. Il y montre d'autant plus de compréhension que la demoiselle est aussi, sans qu'Emilienne le sache, sa maîtresse à lui.

Evidemment, ces choses-là n'arrivent jamais dans un milieu ouvrier : pour être « libéré », pour avoir c à une sexualité non traditionnell faut appartenir aux milieux « artist ou intellectuels, aux professions l rales. Mais pour 13 F en d'exclusivité, *Emilienne* offre le sp tacle de nouvelles variations su ménage à trois. Avec conflit s mental et aperçus sur l' « enfer » la prostitution à l'usage des fem qui n'aiment pas les hommes. Casaril vise sans doute le su d'*Emmanuelle*. Le roman de Cl des Olbes dont il a tiré son a été publié par les éditions Terrain Vague, où l'ouvrage d'Em nuelle Arsan parut, jadis, « sou manteau ». Et puis, ce prénom sembie à l'autre.

Mais il y a quelque chose d' lérable dans l'*Emilienne* de Casa l'attitude masculine supérieure condescendante devant l'homose lité féminine. A qui ce film s'adre t-il, en fait, sinon à une sociét voyeurs pour qui la lesbienne qu'une variété de la femme-o sollicitant le goût des plaisirs latés ?

Avec *Noces de porcelaine* R Coggio essaie de démythifier société érotique. Un couple, B et Jeanne, invite une bande d' (toujours la nouvelle bourgeoisi fêter ses noces de porcelaine l'inévitable résidence secondaire confort. Chacun des invités port lui un secret, un refoulement dîner tourne au psychodrame. l'hôte donne l'exemple de la ration sexuelle en faisant l'ar devant tout le monde avec la fe d'un ami. Le premier désarroi pa chacune, chacun se trouve révé lui-même, à elle-même. Roger Co filme de manière poétique les e lacements d'hommes et de fen qui se laissent aller, avec éblou ment, à toutes leurs tendances. la plus jeune des invitées a re ce jeu, et l'histoire se termine Coggio se veut moraliste démontre que la « partouze » pas une solution aux problè sentimentaux et sexuels mais autre forme de convention b geoise. Son film est malheure ment théâtral, naïf et maladro

Un film danois, *la Foire aux se* relève, lui, du « hard porno ». cirque ambulant offre à tous adultes le spectacle de numé sexuels reproduisant l'intimité coulisses. Les auteurs de ce f Phyllis et Eberhard Kronhausen, s des sexologues. Ils témoignent, à le manière, d'une vraie libération et à la franche fonction commerciale d la pornographie danoise. Cette sociét érotique est, au moins, san équivoque.

JACQUES SICLIER.

★ *Emilienne* : Omnia, Sai Germain-Studio, Balzac-Elysé U.G.C.-Marbeuf, Gaumont-Opé Nation, Fauvette, Cambronne, Mo parnasse-Pathé, Victor-Hugo-Pat les Images.

★ *Les Noces de porcelaine*, U.G Odéon, U.G.C.-Marbeuf, Cinémon Opéra, Bienvenüe-Montparna Clichy-Pathé.

★ *La Foire aux sexes* : Ciné-Hal Omnia, Latin, Lord-Byron, Ciné Vedettes, Casino-Saint-Martin, Ci Nord, la Bastille, la Gaîté, Ma Convention, Atlas (v.f.).

### MORT DE GEORGES TAIRR cinéaste de la montag

Le cinéaste Georges Tai est mort dimanche à Ann il était âgé de soixa quinze ans.

*Suivant la voie de son pèr de son grand-père, Georges raz a d'abord été un photogr de la montagne. Choisi par nombreux réalisateurs — il guide de haute-montagne — tourner, dans le massif du M Blanc en particulier, il d collaborer à plusieurs films Frison-Roche, dont* le G *Désert.*

*A Chamonix, Georges Ta avait fondé la caisse de sec de la Compagnie des guides. émission de télévision lui été consacrée aux Etats-Un*

## Musique

### « RITUEL » de Boulez aux Journées de Sarrebruck

*Le temps n'est plus où la création d'une œuvre nouvelle de Boulez suscitait des controverses passionnées; bientôt ses derniers ennemis céderont à la tentation d'une reconnaissance aussi tardive que bruyante et* le Marteau sans maître *remplacera* la Marseillaise. *D'autre part, il n'est guère de jeunes compositeurs qui ne se sentent une dette à son égard, soit qu'il ait, pour quelques-uns, montré l'exemple d'une rigueur inspirée, soit, pour la triste majorité, qu'en prônant des idées heureusement dépassées il ait défriché l'aimable clairière dans laquelle ils jouent paisiblement à saute-mouton...*

*Que* Rituel, *créé à Londres le 2 avril et repris à Sarrebruck le 29 mai évoque un peu trop* Et Expecto Resurrectionem Murtuorum, *de Messiaen, ils ne s'en plaindront pas ;* « Boulez s'humanise, *penseront-ils,* sa musique, qui jusqu'ici n'était valable que sur le papier, commence à ressembler à ce que nous écrivons. Voici le maître qu'il nous faut. Tous à Beaubourg ! ». *Mais les autres, pour qui chaque création de celui qu'ils ont choisi depuis longtemps comme père spirituel, prenait valeur d'exemple, et cette fraction du public qui y voyait autre chose qu'un événement mondain, pourront-ils accepter cette demi-réussite ?* « Attendez ! » *lançaient-ils lorsqu'on leur déclarait fielleusement :* « Boulez c'est fini, d'ailleurs il ne compose plus ! ».

*Ils ont encore la ressource de risquer un parallèle entre Boulez et Stravinski :* le Sacre du printemps *et* le Baiser de la fée *ne sont-ils pas sortis de la même plume ? Triste consolation, à faire dresser les cheveux sur la tête des inconditionnels de Boulez. Après tout, pourquoi se plaindre lorsqu'un compositeur réputé difficile écrit quelque chose d'aimable, qui plaira sûrement davantage au public que nombre de ses productions antérieures; un créateur doit-il toujours être exemplaire et puis, s'il faut absolument en convenir, serait-il le premier à commettre des pages mineures ? Disons qu'il ne nous y avait pas habitués mais, sans se ranger à des arguments aussi spécieux, au moins est-il permis de garder confiance, quitte à accuser de complaisance ceux qui feront très justement remarquer qu'une signature moins illustre n'aurait pas à rougir d'une œuvre comme celle-ci.*

Rituel, *dédié à la mémoire de Bruno Maderna, se présente, selon le compositeur, comme une sorte de cérémonie où alternent versets et répons. Une cérémonie du souvenir — comme en témoignent les répétitions toujours semblables quant à la forme mais dont la perspective change peu à peu, — mais aussi de la renaissance, un rituel du changement et de la survivance. L'œuvre est conçue pour huit groupes instrumentaux dans des nomenclatures différentes : un hautbois, deux clarinettes, trois flûtes, quatre violons, un quintette de bois, un double trio à cordes, une septuor de bois et un ensemble de douze cuivres ; dans chaque groupe, un percusionniste qui dispose d'un ou deux accessoires particuliers tandis que les autres se retrouvent ailleurs.*

*Bien sûr, la confrontation des groupes entre eux, la répétition des séquences homorythmiques variées, ne serait-ce qu'instrumentalement, ne manquent pas d'intérêt, d'autant plus que des séquences très polyphoniques viennent s'insérer entre les autres (chacune restant cependant séparée par un bref silence). Mais on a du mal, tout au long de ces vingt minutes, à oublier le caractère didactique du propos. Boulez, jusqu'ici insaisissable, voudrait-il à présent mettre les point sur les « i » ? A moins que ce ne soit là une nouvelle façade.*

GÉRARD CONDÉ.



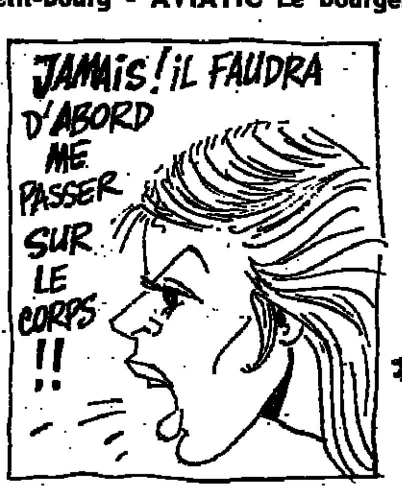










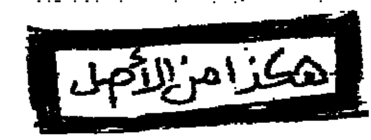










## ...inture

### ...s Six Jours ...e Marseille

...s ont poussé la compa- ...jusqu'à son terme et, ...enir leurs « six jours » en ...age à ceux du Vél' d'Hiv', ...investi pour une semaine ...de tout entier. Les Six ...de la peinture, dont le ...d'envol a été donné le ...n, ne se termineront que ...matin, après épuisement ...nier « combattant ». Pen- ...six jours et six nuits, ...peintres représentant huit ...alités, travaillant vingt- ...heures sur vingt-quatre, ...upes de deux et en public, ...orment la salle Vallier ...gigantesque « happening » ...que. Miller et Shirley ...on, Moncha et P.A. ...t, Carlos Barreira et Joa ...Messagier et Buri, Michel ...et et Daniel Sapin, Jean- ...Vila et P. Brunon, War- ...wski et Clareboudt, Digne ...ec, Puma et Pulsoni, ...nis et Trozzi, Xifra et ...bourg, tous spécialistes ...sitions dans la rue et ...rventions éphémères et ...es, participent à cette fête ...dans le but « de mettre en ...et le public directement ...es créateurs » (il n'est pas ...lit d'apporter ses pinceaux) ...mblant le fossé qui, tradi- ...ellement, les sépare.

Ouvert à tous et gratuite- ..., ces Six Jours de la pein- ...comportent également ...le soir, de 21 à 23 heures, ...résentations de théâtre de ...res (interventions, « hap- ...gs » et « art events ») de ...Saytour, de Bioules, de ...ier, de Gerz ; des films de ...tres qui, de Martial Raysse ...armelo Bene en passant par ...ari, ont pris la caméra, ...tis que, parallèlement, se ...oulent deux expositions per- ...nentes plus conventionnelles. ...e s'intitulant Peinture ...rte, présentant des œuvres ...tistes contemporains utili- ...les médias traditionnels ...le sur toile) et l'autre des ...s-peinture (technique de ...e et de surexposition ...). Le caractère ludique de ...exposition, que résume la ...de de Ben, « l'art, c'est la ...ile », lui donne un carac- ...bon enfant, qui a attiré ...blic qui n'a pas l'habitude ...réquenter les cimaises. ...nards ou franchement ...s, choqués ou passionnés, ...arseillais ont pris le che- ...de Vallier.

...EAN-LUCIEN CONTRUCCI.

## Culture

# Noroit, rue des Capucins, Arras

Le 9, rue des Capucins, à Arras, est une paisible maison bourgeoise. Une maison comme les autres, anonyme et simple, où habite la famille Petitot. Des gens de bonne volonté avaient pris l'habitude de s'y réunir pour s'y rencontrer, échanger des idées sur un sujet d'actualité, y écouter de la musique ou bien encore y voir une exposition. Ces jours-là, les meubles étaient déménagés et les salons et l'entrée transformés en salles d'expositions ouvertes au public.

Voilà bientôt quarante ans que cela dure, avec une interruption pendant la guerre. La maison était devenue le cercle Noroit (littéralement le vent d'ouest). Et durant plus d'une génération, c'est là que soufflait un vent culturel aigrelet, souvent peu conformiste, sur toute cette région des corons qui va de Douai à Lens, Béthune, Bruay et Oignies... là où les riches qui se déplacent facilement vivent sur les manifestations culturelles parisiennes et où les mineurs sont souvent tournés vers la culture de leur petit jardin qui compenserait l'aridité des mines. C'est donc peu à peu que s'est dessiné un « créneau » culturel régional d'une « classe moyenne » en butte à la pénurie culturelle.

Léonce Petitot, pianiste, ancien élève de Marguerite Long et professeur de musique, a un violon d'Ingres qui est pratiquement devenu une raison de vivre : l'action culturelle comprise comme un sacerdoce dans ce désert culturel du Nord-Ouest. Il avait pris l'habitude de faire venir au cercle Noroit, sis dans sa maison, ou bien dans l'un des cercles Noroit de la région, des hommes d'idées indépendants, un groupe musical ou théâtral d'avant-garde, ou encore des expositions de peinture et de sculpture qu'on voit rarement dans la région.

Aujourd'hui, c'est sur le trottoir d'en face, au 6 de la rue des Capucins, que son public, composé notamment de quatre cents membres abonnés, va devoir se rendre. Après avoir développé l'idée, Léonce Petitot vient de créer l'institution. C'est un centre culturel tout neuf construit dans une vieille maison en ruine qu'il a fallu détruire complètement pour n'en garder que la façade dix-huitième siècle, blanche, un peu altière et maniérée. Derrière, l'architecte Paul Bossard a construit quatre niveaux culturels ouverts, traversés par un escalier de fer qui monte comme une sculpture en spirale. Paul Bossard donne ainsi une architecture neuve avec de vieux matériaux traditionnels, sans maquillages, montrés tels quels, nature : la brique, le béton, le parpaing, qui suivent les irrégularités des murs mitoyens. L'homme de l'art a laissé les maçons *« s'exprimer à leurs idées »*, selon la formule qui a réussi à Gaudi. Un *tout petit* délire donc dans cette architecture dont le *designer* et le coloriste Georges Patrix a accompagné avec sobriété le parti-pris de « pauvreté ».

L'exposition inaugurale comporte un hommage à Arp, avec plusieurs sculptures et reliefs, et à Magnelli, dont on montre un très bel accrochage de toiles et de gouaches, de 1914 aux plus récentes. En guise d'accompagnement, vingt et un peintres et sculpteurs (dont Pignon, Manessier, Singier, Kijno, Cruz-Diez, Soto, Marta Pan, Bellegarde, Tyszblat, Féraud, Gastaud, Fachard, Guzman, Hernandez, Pillet...) forment un ensemble de très bonne tenue, que Noroit sort pour les grandes occasions. Une part des œuvres a été donnée par les artistes ou par leurs veuves, pour contribuer au financement de ce centre culturel du Nord, si loin, pour beaucoup, de la capitale. Pour le faire vivre, à l'avenir, son animateur compte sur les revenus de la petite salle de cinéma d'art et d'essai : cent vingt-cinq places et un programme stimulant pour le public.

Le cercle a besoin de ces nouvelles ressources. Etant une association privée, dont la vocation est d'être un foyer d'idées et de culture, qui se propose, selon Unamuno, d'*« inquiéter les gens »*, il ne peut recevoir d'aide de l'Etat. D'autant que nul ne peut jamais prévoir ce que Léonce Petitot — qui a alimenté Noroit de sa propre curiosité — peut sortir de son chapeau...

JACQUES MICHEL.

★ Hommage à Arp et Magnelli, cercle Noroit, 6, rue des Capucins, Arras.

■ La fédération de Paris du parti communiste français organise, ce mardi 3 juin, avec Jack Ralite (député de la Seine-Saint-Denis, membre de la commission des affaires culturelles à l'Assemblée nationale), un débat sur la situation de la musique en France, au 44, rue de Rennes, Paris (6e) (salle de réunion à 17 heures).

## Expositions

# Porcelaines du XIXe siècle à Sèvres

*Tout le monde reconnaît une théière Empire et un vase 1900. Cependant, l'exposition « Porcelaines de Sèvres au dix-neuvième siècle » qui, au musée de Sèvres, présente cinq cent cinquante pièces illustrant précisément ces styles familiers, nous arrive avec les surprises attachées à l'héritage attendu d'un proche : l'inventaire révèle que tout n'est pas connu de cette richesse notoire. L'inévitable déception même est au rendez-vous. Sous une forme inattendue : sentimentale. Car il n'est pas question d'une déception portant sur la richesse elle-même. La porcelaine n'a jamais été — et ne sera sans jamais plus aussi riche. Jamais parée de tant de peintures et d'ors ; dotée de tant de moyens techniques que ment au point la toute fraîche chimie et que sert une main-d'œuvre d'une éblouissante virtuosité. Jamais plus souple dans son évolution stylistique, car finalement, entre la raideur de la théière Empire et le vase 1900, s'engouffrent des formes et des décors d'une variété inouïe et presque anarchique. D'admirables œuvres donc. Où est la déception ?*

* * *

*Dans le fait que la porcelaine est, au dix-neuvième siècle, assez souvent un peu oubliée. Certes, elle est l'objet de soins attentifs et sa « belle qualité » n'est pas en question. Elle est simplement trop riche. Il lui arrive, trop bien vêtue, de disparaître entièrement sous le décor. Déception sentimentale avons-nous dit, et qui, bien entendu, d'une part ne porte pas sur toute la production présentée (bien que dans l'ensemble les surfaces nues soient rares), et, de l'autre, ne diminue en rien l'intérêt d'une exposition particulièrement brillante et bien faite.*

*Dans une première partie (1800-1847) où règne sur la Manufacture l'ingénieur des mines Alexandre Brongniard, les formes évoluent peu et la peinture prend de plus en plus d'importance dans le décor. D'abord conventionnelle et assez froide dans les « grands services » impériaux (« à vues diverses ») égyptiens ou antiquisants, elle devient documentaire (services des arts industriels 1823-1836 et des départements 1824-1829) avant d'accéder au grand charme des « productions de la nature » : fleurs, fruits, coquillages, sont d'un éclat et d'une précision superbes rehaussés par le « beau bleu » et les frises d'or des marlis. La porcelaine devient même support du portrait et de la copie de tableau (grandes plaques Restauration). La peinture abuse sans vergogne de la porcelaine. Certes on avait déjà vu les premières pâtes dures imiter la laque, l'écaille, le tissu, etc., mais l'imitation de l'orfèvrerie passe à l'abus quand les vases* (Etrusque à rouleaux, *et surtout l'étonnant* Vase égyptien d'après Champollion, *1832) paraissent des œuvres métallurgiques décorés d'ornements polychromes.*

*Les vases prennent, du reste, alors des dimensions exceptionnelles. La pièce — exploit technique — s'affirme au cous de tout le siècle un des succès de la maison. Il faut y ajouter les meubles en porcelaine, comme le bureau-secrétaire des Muses (1827) où l'essentiel de la monture n'est plus, en ébénisterie comme au dix-huitième siècle, mais en bronze doré. Mariage un peu sec.*

*Les ingénieurs des mines et les physiciens (comme Regnauld), dans le climat des expositions internationales, mettent pendant la période 1848-1896 au premier rang la recherche d'effets techniques nouveaux. C'est dans ce no man's land un peu confus du point de vue de la plastique que se trouvent les inédits de l'exposition. Le travail d'archive et de triage de Tamara Préaud inaugure là un difficile classement. On reprend la question des pâtes, on découvre un modelage direct et les « cristallisations », on réussit des flammes à base du fameux et si difficile rouge de cuivre, etc. Tout une série d'œuvres d'une variété un peu décourageante, mais, souvent extraordinaire comme prouesses isolées — peut-être dans l'état actuel de la connaissance, — volent le jour. Tout paraît possible à l'âge du progrès : pâte sur pâte, transparences, émaux sur paillons de Thesmar, glacières grises à effets mauves, etc. Des audaces insupportables voisinent avec des couleurs rares parfois exquises. Le plus clair est l'arrivée massive et sans ordre de formes. Les unes empruntées à l'Italie ou aux découvertes archéologiques, les autres retrouvées, dans les réserves (dix-huitième siècle). Enfin, déjà, une troisième catégorie : des formes nouvelles. Carrier-Belleuse en compose avec des nus ou des dauphins en reliefs (pâte d'application blanche). Les bonnes intentions se multiplient : plus de tableaux peints, respect de la matière stylisation dans le décor. Mais même la présence de Rodin ne change pas tout. Sans la brusque décantation des années 1897-1909 Sèves hésiterait encore entre l'art des pompiers et les formes persanes.*

*Tout ce que Carrier-Belleuse n'avait pas obtenu est réalisé par Sandier. Peut-être seulement parce que le décor est considérablement simplifié et que les surfaces nues reparaissent. On retrouve la porcelaine. Une série de formes simples, au tournant du siècle, illustrent un retour à l'unité harmonieuse du vase où la branche est légère sur le flanc. Déjà la flore de l'art nouveau : aiguilles et pommes de pin, lierres et narcisses. Le biscuit reprend ses droits avec des sculptures d'après Carpeaux et le fameux* Surtout du Jeu de l'Echarpe *inspiré par la Loïe Fuller à Léonard où les quinze figures féminines sont typiques du charme 1900.*

Dans une série finale consacrée au grès cérame, nous arrivons au vrai renouveau. L'imagination est directement reliée au matériau grâce à Guimard.

C'est une autre histoire qu'a déjà relatée ici même l'exposition de 1971.

PAULE-MARIE GRAND.

★ Musée national de la céramique, à Sèvres. Jusqu'au 3 novembre.



## CALENDRIER DES CONCERTS

| | |
|---|---|
| SALLE GAVEAU<br>Mercredi 4 juin à 18 h. 45<br>(Valmalète.) | UNE HEURE AVEC... PROKOFIEFF<br>Régis PASQUIER et G. PLUDERMACHER |
| EGLISE ST-SEVERIN<br>TOUS les MERCREDIS à 21 heures<br>Loc. : Durand et face Eglise<br>(Werner.) | SAISON PARISIENNE 1975<br>ORCHESTRE KUENTZ<br>Le 4 : sol. M.-Cl. ALAIN et Jean-Marie GAMARD<br>Le 11 : MOZART - REQUIEM |
| SALLE GAVEAU<br>jeudi 5 juin à 21 heures<br>(de Saint-Ours.) | VIVALDI<br>« LES 4 SAISONS »<br>Orch. « JUVENTIA »<br>Dir. Henri NAFILYAN<br>Sol. P. FONTANAROSA |
| ABBAYE de ROYAUMONT<br>Samedi 7 juin à 20 h. 15<br>Billets concerts et cars : Durand<br>(Werner.) | 26e SAISON MUSICALE de ROYAUMONT<br>QUATUOR VOCAL avec PIANO<br>G. HARTMAN, A. RINGART, J.-M. GOUELOU, U. REINEMANN, CH. IVALDI, H. BARDA<br>Schubert, Schumann, Brahms |
| CHARTRES<br>Salle à l'Italienne du Musée<br>Samedi 7 juin à 21 heures<br>(Kiesgen, p.e. Valmalète.) | SAMED. MUSICAUX<br>J-P. Rampal<br>R. Veyron-Lacroix<br>Vivaldi, Couperin, Bach, Telemann, Mozart<br>Le 14 : Quintette à vent de Paris et Leslie Wright |
| SALLE GAVEAU<br>THEATRE des CHAMPS-ELYSÉES<br>du 9 au 21 juin<br>(Valmalète.) | CONCOURS INTERNATIONAL<br>M. LONG<br>J. THIBAUD<br>Piano et Violon |
| THEATRE des CHAMPS-ELYSÉES<br>Mardi 17 juin à 20 h. 30<br>(Valmalète.) | RECITAL<br>ALEXIS WEISSENBERG<br>BACH<br>Variations « GOLDBERG » |
| 12 JUILLET<br>30 AOUT<br>Renseign. : MONTE-CARLO OPERA T. : 30-69-31<br>PARIS MAISON de MONACO T. : 260-32-46<br>(P.e. Dandelot.)<br>9 juin | FESTIVAL MONTE-CARLO<br>BALLETS - CONCERTS<br>Orchestre National de l'Opéra<br>A. Rubinstein - Y. et H. Menuhin - P. Paray - E. Schwarzkopf - Z. Francescatti - I. Musici - C. Arrau - L. Von Matacic - A. Ciccolini - G. Tacchino - W. Boskovsky - J. Pritchard - P. Maag<br>G. Pilou - A. Maffo |

# SPECTACLES

## théâtres

### Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Spectacle de ballets (la Bayadère ; Giselle, acte II ; la Belle au bois dormant, acte III).
Comédie-Française, 20 h. 30 : l'Ile de la raison.
Odéon, 20 h. 30 : le Barbier de Séville.
Petit-Odéon, 18 h. 30 : Albertine ; 21 h. 30 : les Longs Chapeaux.
Chaillot : voir Cité internationale. — Salle Gémier, 20 h. 30 : la Mort de Danton.
TEP, 20 h. : l'Assassin musicien (Semaine de la critique).

### Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Le Nouveau Carré, 20 h. : Cirque Gruss ; 21 h. : Dimitri. clown. — Salle Papin, 21 h. : Groupe Crèche.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Chants indiens de Stockhausen ; 20 h. 30 : Ballet-Théâtre contemporain.

### Les autres salles

A. C. T.-Alliance française, 10 h. : la Farce de Maître Pathelin ; 14 h. 30 : le Médecin malgré lui.
Antoine, 20 h. 30 : le Tube.
Atelier, 21 h. : Tutti Frutti.
Biothéâtre, 21 h. : Andromaque.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Timon d'Athènes.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : le Cercle de craie caucasien. — Théâtre de la Tempête, 20 h. 45 : Dommage qu'elle soit une putain.
Parvis de la faculté de Censier, 20 h. 30 : les Troyennes.
Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 19 h. 30 : Faust-Salpêtrière.
Conservatoire d'art dramatique, 18 h. 30 : le Bel Eté.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : Plus on est de fous, plus on rit.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : le Lit-Cage.
Daunou, 21 h. : Monsieur Masure.
Edouard-VII, 21 h. : Chat en poche.
Espace Cardin, 21 h. : Otello.
Gaîté-Montparnasse, 21 h. : le Fléau des mers.
Galerie 55, 21 h. : On purge bébé ; Bonjour, monsieur Courteline.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
La Bruyère, 21 h. : les Branquignols.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Ce soir, on fait les poubelles ; 22 h. : Sade.
Michodière, 20 h. 45 : Hommage à Pierre Fresnay (la Grande Illusion, film).
Mouffetard, 21 h. : Jeunes Barbares d'aujourd'hui.
Nouveautés, 20 h. 45 : la Libellule.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la Cage aux folles.
Le Palace, 21 h. : Athanase ; 18 h. 30 : Trois passagers clandestins.
Plaisance, 20 h. 30 : Septembre à Santiago.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Récamier, 20 h. 30 : le Balcon. — Petite salle, 22 h. 30 : Trois femmes.
Renaissance, 21 h. : Luxe.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Croque-Monsieur.
Théâtre de la Cité internationale, la Resserre, 21 h. : Van Gogh, le suicidé de la société. — La Galerie, 21 h. : la Nuit du 28 septembre. — Grand Théâtre (Chaillot), 21 h. : C'est pitié qu'elle soit une putain.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : l'Ecole des Femmes ; 22 h. 30 : le Petit Chaperon rouge.
Théâtre Oblique, grande salle, 21 h. : Rodogune.
Théâtre d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Ainsi parlait Zarathoustra.
Théâtre Paris-Nord, 20 h. 30 : Entièrement vôtre.
Théâtre Présent, Ranch, 20 h. 30 : l'Homme couché.
Théâtron, salle I, 21 h. : le Retour de Miss Univers.
Troglodyte, 22 h. : l'Inconfortable.

### Les théâtres de banlieue

Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : Chile Vencera.
Boulogne-Billancourt, Théâtre, 20 h. 45 : l'Ecole nationale de musique, dir. A. Louvier (Ravel).
Cergy-Pontoise, Théâtre de Louvrais, 21 h. : R. Devos.
Champigny, Théâtre du Val-de-Marne, 20 h. 30 : la Grand' Route.
Créteil, Maison de la culture, 21 h. : Shéhérazade.
Ivry, Studio d'Ivry, 21 h. : Phèdre.
Kremlin-Bicêtre, 21 h. : Marionnettes de Bratislava.
Saint-Denis, chapelle des Carmélites, 21 h. : Trio Delogères, ondes Martenot et percussions (Milhaud, Tioné, Charpentier).
Sainte-Geneviève-des-Bois, salle Gérard-Philipe, 21 h. : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. J. Doussard (Manuel de Falla, Liszt, Smetana, Borodine).
Villejuif, 20 h. 45 : Un enfant dans les sables.

### La danse

Voir Opéra et Théâtre de la ville.
Palais des sports, 20 h. 45 : The Alvin Ailey City Center Dance Theater.



**Mardi 3 juin**

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

### Le jazz

Théâtre Mouffetard, 22 h. : Jazz à la Mouff.

### Les concerts

Palais des congrès, 18 h. 30 : Musique et musiciens (Poulenc, Villa-Lobos, Mendelssohn).
Salle Wagram, 20 h. 30 : Groupe de recherches musicales (Mimaroglu, Savouret, Parmegiani).
Maison de la radio, 20 h. 30 : Ecole de Vienne, avec l'Orchestre philharmonique, dir. G. Amy, avec R. Szekely, soprano (Schubert, Wolf, Webern, Cerha).
Eglise des Billettes, 21 h. : Orch. de chambre de Prague, dir. A. Boulfroy, avec G. Fumet, flûte (Telemann, Couperin, Leclair, Benda, Mozart).
Salle Gaveau, 20 h. 30 : Orch. symphonique des P.T.T., dir. R. Andreani (Purcell, Beethoven, Schumann).

## cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

CHAILLOT, 15 h. : Les films des archives britanniques ; 18 h. 30 : Un ami viendra ce soir, de R. Bernard ; 20 h. 30 : Ne regrette pas ta jeunesse, de A. Kurosava ; 22 h. 30 : Une bête à mourir, de Oshima.

### Les exclusivités

L'AGRESSION (Fr.) (**) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All.), v.o. : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
ALOISE (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
ANTHOLOGIE DU PLAISIR (A.) (**), v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Jean-Renoir, 9e (874-40-75) ; Vendôme, 2e (073-97-32) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Murat, 16e (288-99-75).
BELLADONNA (Jap.), v.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LE BOUGNOULE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
CELEBRATION AT BIG SUR (A.), v.o. : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
CE CHER VICTOR (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Lumière-Gaumont, 9e (770-84-64) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Nations, 12e (343-04-67).
LE CHEVAL DE FER (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
LA CLEPSYDRE (Pol.), v.o. : Seine-Cinéma, 5e (325-92-46), de 17 h. 45 à 22 h. 15.
LE CŒUR ET L'ESPRIT (A.), v.o. : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59).
LE CRIME DE L'ORIENT-EXPRESS (A.), v.o. : Plaza, 8e (073-74-59).
DIALOGUE D'EXILES (Chil.), v.o. : le Marais, 4e (278-47-86), à 14 h. et 22 h.
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : le Marais, 4e (278-47-86).
FILMS INEDITS D'AVANT-GARDE AMERICAINE (A.), v.o. : Olympic, 14e (783-67-42).
FOUS DE VIVRE (An.), v.o. : 14-Juillet, 11e (700-51-13), à 17 h. et 20 h. 30.
FRANKENSTEIN JUNIOR (A.), v.o. : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-97) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE GRAND DELIRE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
LA GUERRE DES MOMIES (Chil.), v.o. : la Clef, 5e (337-90-90).
LA GRANDE ILLUSION (Fr.) : Michodière, 2e (742-95-77), sauf dim., à 16 h. 30, 18 h. 30 et 20 h. 30.
HISTOIRE DE WAHARI (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. 15 (sauf dim.), 14 h. 15 et 16 h.
L'IBIS ROUGE (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (531-44-58) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Arlequin, 6e (548-62-25) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
IL ETAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A.), v.o. : Normandie, 8e (359-41-18).
LE JARDIN QUI BASCULE (Fr.) : Biarritz, 8e (359-42-33) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE JARDIN DE TANTE ISABELLE (Mex.) (**), v.o. : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
KAFR KASSEM (Lib., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; Entrepôt, 14e (783-67-42) ; Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
LEPKE LE CAID (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Convention, 15e (828-41-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38).
MITHILA (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86), de 16 h. à 21 h., toutes les heures.
LES NOCES DE PORCELAINE (Fr., **) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES ORDRES (Fr.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Luxembourg, 6e (633-97-77).
PAULINA S'EN VA (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h. (sauf dim.).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Boul'Mich', 5e (033-48-29) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Rex, 2e (236-83-93).
LES PHALENES (Fr.) : Seine-Studio, 5e (325-92-46), de 18 h. 30 à 22 h.
QUE LA FETE COMMENCE ... Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ... rignan, 8e (359-92-82) ; Mo... nasse-Pathé (14e) (326-... Murat, 16e (288-99-75).
LES SENTIERS DE LA GLOI... v.o.) : Templiers, 3e (272-... Athéna, 12e (343-07-48) ; ... ligh, 18e (224-14-08).
SECTION SPECIALE (Fr.) : ... 8e (359-39-46) ; Français, 9e ... 33-88) ; Saint-Germain-Villa... (633-87-59) ; Montparnasse... 14e (326-65-13) ; Nation... (343-04-67) ; Gaumont-Su... (331-51-16) ; Clichy-Path... (522-37-41).
LE SHERIF EST EN PRISO... v.o.) : Studio Galande, 5e ... 72-71) ; Saint-Lazare-Pasqu... (387-35-43).
SOLDAT DUROC, ÇA VA ET... FETE (Fr.) : Mercury, 8e ... 75-90) ; A.B.C., 2e (236-... Gaumont-Sud, 14e (331-... Clichy-Pathé, 18e (522-37-41... derot, 12e (343-19-29) ; Mur... (288-99-75).
THE LAST AMERICAN HER... v.o.) : Boîte à films, 17e ... 51-50), à 16 h. et 20 h.
TOMMY (A., v.o.) : P... Champs-Elysées, 8e (720-... Paramount-Opéra, 9e (073-... Publicis-Saint-Germain, 6e ... 72-80) ; Paramount-Montpa... 14e (326-22-17) ; Paramoun... lot, 17e (758-24-24) ; S... J.-Cocteau, 5e (033-47-62).
LA TOUR INFERNALE (A., ... Ermitage, 8e (359-15-71). Mo... 18e (607-18-81).
LA TRAQUE (Fr.) : Ambass... (359-19-08) ; Berlitz, 2e (742-... Caravelle, 18e (387-50-70) ; ... feuille, 6e (633-79-38) ; Mo... nasse-83, 6e (544-14-27).
TRAVAIL OCCASIONNEL ... ESCLAVE (All., v.o.) : Ol... Entrepôt, 14e (783-67-42).
UN DIVORCE HEUREUX ... Gaumont-Madeleine, 8e (073-... Biarritz, 8e (359-42-33) ; ... Odéon, 6e (325-71-08) ; Bien... Montparnasse, 15e (544-25-0...
UN HOMME VOIT ROUGE ... v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e ... 87-90), (v.f.) : Rotonde, 6e ... 08-22) ; Helder, 9e (770-11-...
VERITES ET MENSONGES ... v.o.) : Quintette, 5e (033-... Templiers, 4e (272-94-56).
VIOLENCE ET PASSION (It... angl.) : Gaumont-Champs-... 8e (359-04-67) ; Hautefeuil... (633-79-38), (v.f.) : Gau... Convention, 15e (828-4... Montparnasse-Pathé, 14e ... 65-13) ; Saint-Lazare-Pasqu... (387-35-43).
VIVRE A BONNEUIL (Fr.) : 1... let, 11e (700-51-13), à 15 ... 18 h. 45 et 22 h. 15.

### Les films nouveaux

LE MALIN PLAISIR, film français de Bernard Toublanc-Michel, avec Jacques Weber, Anny Duperey : Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-04-22) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; P.L.M.-Saint-Jacques (589-42-96).
ALICE N'EST PLUS ICI, film américain de Martin Scorsese, v.o. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Le Passy, 16e (288-62-34).
LA SUBMERSION DU JAPON, film japonais de Shiro Moritani, v.f. : George-V, 8e (225-41-46) ; Marivaux, 2e (742-83-90) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Lux-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).
EMILIENNE, film français de Guy Casaril : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Images, 18e (522-47-94) ; Omnia, 2e (231-39-36) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; Les Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
ILS ONT COMBATTU POUR LA PATRIE, film soviétique de S. Bondartchouk, v.o. : Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
ALLONSANFAN, film italien de Paolo et Vittorio Taviani, v.o. : Quintette, 5e (033-35-40) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Marais, 4e (278-47-86) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LEVRES DE SANG, film français de J.-L. Philippe et Jean Rollin : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Styx, 5e (633-08-40) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
TERREUR DANS LE SHANGHAI-EXPRESS, film américain de Gene Martin, avec Christopher Lee et Peter Cushing, v.o. : France-Elysées, 8e (225-19-73) ; v.f. : Wepler, 18e (387-50-50) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Danton, 6e (326-08-18) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

### SPECTACLES POUR ENFANT

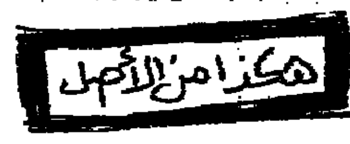
(du 4 au 10 juin)

A.C.T.-Alliance française (548-... les 3 et 6 à 10 h., le 5 à 14 ... le Médecin malgré lui ; les ... et 6, à 14 h. 30 : la Far... Maître Pathelin.
Café d'Edgar (326-13-68), m... 14 h. et 16 h. : Amandine et ... font du vélo.
Cartoucherie de Vincennes ... 97-04), mer. et sam. de 14 ... 17 h. 30 : atelier de masqu... marionnettes ; dim. à 16 ... Spectacle par l'Atelier du C... dron.
Gaîté-Montparnasse (633-16-22), ... à 15 h. : le Marquis de Cart... (marionnettes).
Jardin d'acclimatation, bois de B... logne (254-51-12) : Une hiron... en hiver.
Jardin du Luxembourg (326-46-... mer. à 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 ... sam. et dim. 15 h. et 16 h. ... Aventures de Pinocchio.
Jardin des Tuileries (076-05-19) ... sam. et dim., toutes les ... heures, à partir de 15 h. : Ma... nettes.
Nouveau Carré (277-50-97), mer... verts, le 4 à 14 h. : les M... de la nature (salle Papin) ; ... et dim. à 15 h. 30 : Cirque ... (square Chautemps).
Parc floral de Vincennes (808-1... mer. à 15 h. et 16 h. 30, d... 15 h. 30 et 17 h. : la Machi... Philibert.
Théâtre d'Edgar (326-13-68), ... 14 h. et 16 h. : Polopol, le ... et les Enfants (Ph. Pouchai...
Théâtre Paris-Nord (229-09-27) ... et sam. à 15 h. : Marionnett...
Théâtre du Petit-Monde (227-... mer. à 15 h. : le Petit Cha... rouge sauvé par les trois ... cochons.
Cirque Jean Richard, porte de ... tin (D., J.), 20 h. 45, mat. ... sam., lun. à 15 h., dim. à 14 ... et 17 h.
Cirque Bouglione, jardin des ... ries, 14 h. 45 et 20 h. 45, ... 13 h. 45, 16 h. 45 et 20 h.
Fête des enfants, square Ad... Chérioux, le 8 à 14 h. 30.









| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| RES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| es d'emploi "Placards encadrés" mum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| IANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| ITAUX OU POSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |



## emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

96.000 F +

### EF DE MARCHÉ - MÉNAGE

BOURGOGNE

r importante Société Française d'articles culinaires, leader dans sa branche

l'autorité directe du D.C., c'est un anima- de 35 ans minimum, de formation supé- (ESSEC, Sup de Co, etc.), ayant derrière ie réelle expérience de la distribution (tra- nelle et grande surface) de biens de mmation (ménage, quincaillerie, etc.).

reux avantages dont résidence agréable au siège de la Société.

avec C.V. manuscrit et photo récente sous référence CL 5060 à :

BIIV CONSEIL — DÉPARTEMENT RECRUTEMENT — 15, Av. d'Eylau - Paris 16e

---

ORGANISME PROFESSIONNEL
région NORD-FRANCE
recherche URGENT

### assistant de direction

- 35 ans minimum.
- De formation supérieure (Universitaire ou Grande Ecole indispensable). Il doit avoir des connaissances de Droit Economique et de Gestion avec ouverture sur le Marketing.
- Il aura pour fonction principale la défense des intérêts professionnels et commerciaux des Entreprises adhérentes.
- Anglais courant exigé. Allemand très apprécié.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. M/GA (discrétion absolue assurée), à :

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

---

FILIALE TRANSPORTS D'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES FRANÇAIS

POUR BORDEAUX

### DIRECTEUR D'AGENCE

Dépendra directement du Directeur Général de la Société.

Il sera chargé, au niveau technique, commercial et gestion des activités transports publics de marchandises, location de véhicules industriels et atelier de réparation de poids lourds, et animera une équipe de 20 personnes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme expérimenté dans cette branche :
— de 35 ans minimum ;
— de formation supérieure technique et/ou commerciale.

PERSPECTIVES D'AVENIR SI REUSSITE CONFIRMEE

La rémunération du titulaire du poste ne sera pas inférieure à 80.000 F par an et tiendra compte de son expérience antérieure.

Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions à AJAX Publicité, 5, cité Pigalle, 75009 Paris, sous la référence 4.041.

---

comex



*Leader Mondial dans le domaine des interventions sous marines*
*1600 personnes*
recherche
pour sa Direction des Relations Humaines

### un responsable de la formation

au sein du service Gestion des Ressources Humaines.
- il sera chargé de diagnostiquer les problèmes et de concevoir les programmes de formation pour les résoudre,
- il aura un rôle de conseil auprès des filiales du Groupe,
- il sera amené à diriger certains stages dans les domaines où il aura des connaissances particulières.

C'est un homme de plus de 30 ans, de formation supérieure (de préférence techn.), ayant au moins 5 ans d'expérience en matière de formation, parlant Anglais.
REF.1.75.27

### un responsable des compensations

- il proposera et fera appliquer les techniques modernes d'évaluation des fonctions, de rémunération, d'appréciation des performances,
- il formera et conseillera les utilisateurs,
- il sera chargé, à terme, de gérer les plans de carrière.

C'est un homme de plus de 30 ans,
- ayant déjà une expérience industrielle de ces problèmes d'au moins 5 ans,
- persévérant et persuasif,
- parlant Anglais.

REF.1.75.88

Envoyer C.V. détaillé et photo en indiquant la référence du poste, à
COMEX
Service Gestion des Ressources Humaines
13275 MARSEILLE, CEDEX 02.

Pierre Lichau s.a.

---



## emplois internationaux emplois internationaux

# Booz, Allen & Hamilton

Nous comptons parmi les plus importantes sociétés internationales de Conseils de Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous recherchons pour développer nos équipes des spécialistes de l'INDUSTRIE PETROLIERE de tout premier plan pour les filiales de notre groupe, implantées en Amérique du Sud, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, dans l'un des domaines suivants :

### INGENIEURS EN PRODUCTION (FIELD ENGINEERS)

ayant acquis une expérience pratique dans :
— la planification et l'organisation de la production
— le contrôle de la production
— la rationalisation et l'amélioration des opération de production
— les tableaux de bord et le suivi des opérations de production.

### INGENIEURS EN ENTRETIEN (FIELD MAINTENANCE)

ayant acquis une expérience pratique dans :
— la planification et l'organisation de la maintenance
— la rationalisation et l'amélioration des opérations de maintenance pour les installations de pompage, de dégazage, de stabilisation et de compression.
— le contrôle des opérations de maintenance
— la gestion de la logistique (équipements, outillages et pièces de rechange)

### INGENIEURS CONSEILS

Généralistes chevronnés devant effectuer la synthèse et la présentation des conclusions des différents spécialistes techniques.

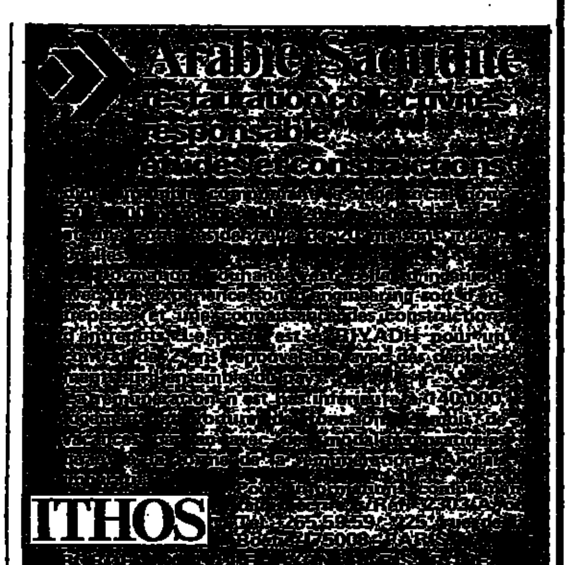
Les candidats retenus devront être Ingénieurs diplômés des grandes écoles (pour les postes de généralistes un diplôme de Business School sera un avantage). Ils devront avoir une expérience dans l'INDUSTRIE PETROLIERE d'au moins cinq ans et devront être bilingues français-anglais.

Rémunération ouverte en fonction de l'expérience acquise.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae à :

Anne-Marie CHOMTON
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
77, Rue La Boétie - 75008 PARIS

---



ITHOS

---

Très import. Société de filature en Afrique du Nord située dans grand centre culturel touristique bien équipé recherche

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Ingénieur E.N.S.A.I.T., E.S.F.T.E., E.S.I.T.M., I.T.R.

Cinq à dix ans expérience de fabrication en filature.

MISSION :
— Organisation et gestion de la fabrication d'une unité moderne de filature coton et synthétiq. de plusieurs dizaines de milliers de broches. (Plusieurs centaines d'ouvriers) ;
— Supervision de l'encadrement;
— Collaboration avec services commerciaux et clients pour mise au point produits.

Poste d'av. stable. Contrat intér.

Voiture de fonction.

Adresser C.V. détaillé à SELETEC, Conseil en Recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX, sous référence 611.

---

POUR AFRIQUE NOIRE
Importante Fiduciaire recherche

### REVISEUR COMPT.

qualifié, conditions exigées D.E.C.S. et 3 ans expér. cabinet. Ecrire avec C.V. et photo F. F. A., 65, rue de la Victoire, 75009 PARIS.

---

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour GESTION DE PROJET et ASSISTANCE TECHNIQUE

### UN INGENIEUR HAUT NIVEAU

ayant expérience en :
— Etudes électroniques ;
— Gestion des fabrications ;
— Direction d'usine ;
— Négociation de contrats.

Lieu de travail : EUROPE DE L'EST.

Ecr. avec C.V. détail. et prét. à nº 10.273, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

Groupe International intervenant dans le domaine de l'expertise comptable de l'organisation et de la gestion recherche

### COLLABORATEURS

25 ans minimum, ayant de préférence quelques années d'expérience de cabinet ou service d'organisation ou d'audit et souhaitant éventuellement s'orienter vers l'expertise comptable, pour ses équipes chargées de mission à l'étranger, notamment en Afrique du Nord et Afrique francophone. Possibilité d'intégration à terme au niveau de l'activité française. Ecrire à nº 10.245, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

---

La CHAMBRE DE COMMERCE d'une ville industrielle de MIDI - PYRENEES recherche un

### assistant de gestion

Interlocuteur des chefs d'entreprises (petites et moyennes en majorité) de la région, pour leurs besoins d'information économique, de diagnostic et d'amélioration des méthodes de gestion.

Activité variée (avec de nombreux déplacements locaux) laissant la possibilité de créer un style d'intervention personnel.

Formation type E.S.C., Sciences Eco., I.A.E. . . . avec un expérience même brève en entreprise ou cabinet conseil.

Ecrire en précisant la rémunération actuelle, sous référence 1497 M

plein emploi 10 rue du mail paris 2e

---

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FINANCIER
recherche pour missions
MOYEN-ORIENT, AMERIQUE LATINE et AFRIQUE

### INGENIEUR-FORMATEUR EN MECANIQUE

- Formation exigée : Grande Ecole;
- Expérience confirmée de la production en milieu industriel,
- Formation pédagogique appréciée.

Les missions auront pour objectif de:
- Etudier et concevoir des systèmes de formation liés à des projets d'industrialisation,
- Mettre en place les actions de formation professionnelle correspondantes, en assurant notamment la formation des formateurs chargés d'instruire les personnels ouvriers et de maîtrise.

Basé à Paris, cet ingénieur, qui dans un premier temps devra assurer lui-même la prestation des premiers contrats, devra ensuite créer autour de lui une petite équipe pour démultiplier son action.

Sa rémunération sera fonction de son niveau et de son expérience.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. M 40 à

G-CAM-Sinorg CONSEIL
7, rue Royale - 75008 PARIS

---



Si vous êtes :

### Ingénieurs

| | |
|---|---|
| • De projets | Réf. 660 |
| • Mécanicien | Réf. 661 |
| • Thermicien fluides | Réf. 662 |
| • Electricien | Réf. 663 |
| • Métallurgiste | Réf. 664 |
| • Fabrication mécanique | Réf. 665 |
| • Construction métallique | Réf. 666 |
| • Economiste | Réf. 667 |
| • Documentaliste | Réf. 668 |

**Une importante Société Nationale en Algérie,** vous propose de faire partie d'une équipe pluridisciplinaire, chargée du suivi et du contrôle de la réalisation de plusieurs Centres Techniques de formation d'une capacité de 1000 à 2000 places, dans les secteurs métallurgique, mécanique et construction métallique, pour les niveaux O.P. - A.M. - A.T.

Vous devez avoir une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans minimum.

Pour tout renseignement complémentaire, écrire en adressant c.v. détaillé à : EXPANSIAL : 6, Rue Halévy 75009 Paris; 2, Place de l'Albertine Bruxelles 1000 (Belgique)

HAVAS CONTANT

---



GROUPE CREUSOT-LOIRE

### ÉTABLISSEMENTS du CREUSOT

recherchent pour leur Centre d'Application des Techniciens de soudage :

### DES TECHNICIENS

électriciens ou électro-mécaniciens avec notions électronique

— intéressés par les problèmes de soudure ;
— en particulier, seraient chargés d'effectuer des études en soudage par faisceau d'électrons et de suivre l'application de ce procédé à l'atelier ;
— formation : B.T.S. ou D.U.T.

Envoyer curriculum vitae ou se présenter à : Bureau Recrutement, rue de l'Etang. — 71208 LE CREUSOT.



# emplois régionaux

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| [O]FFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| [Of]fres d'emploi "Placards encadrés" [mi]nimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| [DE]MANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| [CA]PITAUX OU [PR]OPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30.00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

Entreprise du secteur tertiaire
(PARIS — 1 200 personnes)
recherche

### [R]esponsable [d]u Service [d]u Personnel

Sous les ordres du Directeur chargé du personnel, il assurera la coordination entre les groupes responsables du recrutement cadres et employés, de la gestion du personnel et de la paie, et sera chargé des relations avec les organisations syndicales.

Il aura une formation juridique supérieure, et possédera une expérience similaire de plusieurs années.

Discrétion absolue assurée.
Réponse à toutes les candidatures.
*Les personnes intéressées sont priées* d'adresser leur dossier de candidature manuscrit, leurs prétentions et une photo d'identité
à REGIE PRESSE, en précisant la référence nº 810 467, 85 bis rue Réaumur 75002 Paris, qui transm.

---

We operate internationally and specialize in retail information systems.

The bulk of our earnings comes from pricemarking and coding. Our market is the retail industry.

*Labels as code and information carriers are one of the* most important elements for advanced retail information and support systems. The correct use and application of codes will determine whether a system will pay off or fail. For our Southern European region encompassing subsidiary units in France, Italy, Spain and distributors in North Africa, Greece, Portugal, and the Middle East

WE ARE LOOKING FOR THE

### code application support manager

THE RIGHT MAN WILL BE ABLE TO :

- Assist in advancing our retail information systems significantly towards future retail systems status.
- Represent the company among retailers and their associations.
- Become a respected expert in the code application area;
- Provide intelligent input concerning electronic system developments. That may affect future pricemarking and coding needs.
- Suggest product and system extension development.

He will have a solid E.D.P. background and it would be of great advantage to have intimate knowledge of the retail industry and its problems.

He will report directly to the General Manager of our Southern European operation.

The salary will be in line with the importance of the assignment.

Ideally he should be able to start 1st September 1975, but we are prepared to discuss the date with the right man.

Please send your complete application to :

DYMO **Meto Selfetic S.A.**
112, avenue du Général Leclerc,
78220 Viroflay. Tel. 926.04.60.

---

We operate internationally and specialize in retail information systems.

The bulk of our earnings comes today from pricemarking and coding.

Our market is the retail industry.

ARE YOU THE QUALIFIED

### marketing planning manager?

Able to create the marketing tools needed to expand our market leadership position in our Southern European region encompassing subsidiary units in France; Italy, Spain and distributors in North Africa, Greece, Portugal and the Middle East?

Do you know the retail trade inside-out?

Can you assist our subsidiaries with market analysis and marketing planning?

Can you think of yourself as being the creative link between European headquarters and subsidiaries?

The job we have to offer asks for a professional. It means hard work and full identification with the objectives of the company. You will report directly to the General Manager of our Southern European operation.

The salary will be in line with the importance of the assignment.

Ideally, you should be able to start 1st September 1975, but we are prepared to discuss the date with the right man.

Please send your complete application to :

DYMO **Meto Selfetic S.A.**
112, avenue du Général Leclerc,
78220 Viroflay. Tel. 926.04.60.

PA SVP

---

Importante Société "Papier d'impression et d'écriture" recherche

### agent commercial

2 ans d'expérience – placé sous l'autorité immédiate du Directeur des Ventes, il vendra nos produits à une clientèle de transformateurs de papier (140 clients : imprimerie, édition de qualité, fabrication d'enveloppes) – Formation très complète au métier du Papier assurée.
Déplacements fréquents de courte durée.
Ouverture au sein du Groupe pour candidat de valeur (débutant accepté).
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. DL/75 au :
**Cabinet BOTH**
1, rue de Châteaudun – 75009 Paris

---

IMPTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE
(plus de 5.000 personnes)
recherche pour son SIÈGE SOCIAL

### ADJOINT AU DIRECTEUR DES PERSONNELS ET DES AFFAIRES SOCIALES

Il participera à l'élaboration de la politique sociale de l'entreprise et sera chargé plus particulièrement du suivi des carrières des ingénieurs et cadres.

PROFIL :
— 35 ans minimum ;
— formation supérieure et expérience de la fonction « Personnel » indispensable.

Adr. C.V. avec photo et prét., nº 10.325, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

---

[N]ous sommes fabricants de raccords pour machines hydrauliques et freinages [p]neumatiques et comptons sur ce secteur parmi les plus importants fabri[c]ants européens.
Pour l'expansion de notre Société de distribution
Les Etablissements VOSS S. A. R. L. France, nous recherchons le

### GÉRANT

qui sera responsable pour la vente, les finances et l'administration de l'entreprise.
Ensemble avec le gérant responsable pour la technique et l'approvisionnement il sera chargé de la gestion et de l'animation de l'entreprise et [e]n particulier de la conception et fixation de la politique de l'entreprise.
[C]ette tâche exige tout particulièrement de l'expérience dans la vente ainsi [q]u'une aptitude dans l'animation du personnel.
[D]e plus sont nécessaires des connaissances sur le secteur des finances et [co]mptes d'exploitation.
[D]es connaissances de l'allemand ou de l'anglais seraient souhaitables. Le [siè]ge de la Société est situé dans la région parisienne.

[A]dresser votre C.V. détaillé (écrit à la main), avec photo, certificat de [tr]avail et prétentions, en indiquant votre date d'entrée à :
[Ar]maturenfabrik Hermann Voss D-5298 Wipperfürt, Postfach 1540.

---




*Leader européen de l'OFFSHORE PETROLIER*
*Croissance de 50% par an*

[N]OTRE SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE DE GESTION, recherche

### [J]EUNE ORGANISATEUR

DIPLOME DE FORMATION SUPERIEURE
*Expérience souhaitée de 2 ans dans un cabinet d'organisation*

[Il] apportera aux services du siège et des filiales à l'étranger [un]e assistance en matière d'organisation administrative. Il [di]sposera d'une large autonomie pour concevoir, réaliser et [pro]mouvoir les réformes.

*[Ul]térieurement, il assurera le lancement de modules informatiques [e]n gestion. Il devra prendre des responsabilités croissantes [da]ns la politique d'organisation de notre société.*

[L]e poste nécessite la volonté de réussir, le sens des contacts et [un]e très forte capacité d'adaptation.
[E]nvoyer C.V. en précisant salaire actuel + photo sous référence 13.454 à
[...]mgey conseil 12, boulevard Jean Mermoz 92200 NEUILLY-sur-SEINE

---

THOMSON-CSF
recherche

- Pour ses LABOS D'ÉTUDES :

### AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN III A

3 à 10 ans d'expérience
Poste avec déplacements fréquents en province pour essais matériels

### AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS I et II A

Titulaires BAC TECHNIQUE – Niveau B.T.S.

- Pour son SERVICE TECHNIQUE QUALITÉ :

### AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN III A

En plus, une expérience électro-mécanique serait appréciée. Etre méthodique, bonne rédaction.

- Pour son SERVICE MÉTHODES :

### PRÉPARATEURS

MONTAGE CABLAGE

Titulaires du B.T.S. électromécanique ou 5 ans d'expérience

- Pour son SERVICE LANCEMENT :

### AGENTS D'ORDONNANCEMENT

Niveau BAC D
Avantages sociaux – 13e mois, base 40 heures
Restaurant d'entreprise

ECRIRE, SE PRESENTER OU TELEPHONER :
48, rue Guynemer. — 92 - ISSY-LES-MOULINEAUX.
(Mº Corentin-Celton). — Tél. : 645-21-53 (pte 655).

---

JEUNES INGÉNIEURS ET DIPLOMÉS
DE L'UNIVERSITÉ ET DES GRANDES ÉCOLES

Le premier groupe français d'assurances, vous invite à faire carrière dans une compagnie qui réalise, en France et dans plus de 50 pays étrangers, un chiffre d'affaires annuel supérieur à 7 milliards de francs.

L'U.A.P. recrute par

### CONCOURS DES ADJOINTS AU CORPS DE L'INSPECTION GÉNÉRALE

vous offrons ainsi le moyen d'acquérir une formation polyvalente à l'assurance et à la gestion des affaires ainsi que des chances de promotion à des postes de responsabilité dans les différents domaines de son activité.

Renseignements et conditions d'admission :
U.A.P. – TOUR ASSUR. – Niveau 34 – aile Fleuve
CONCOURS DE L'INSPECTION GENERALE
CEDEX 14 – 92083 PARIS LA DEFENSE – Tél. : 774-37-22

DATE LIMITE D'INSCRIPTION : 26 SEPTEMBRE

UAP L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

---

LOCATEL
Métro Anatole France – LEVALLOIS
370/135 – DOS/VS – POWER/VS – Temps réel –
recherche pour la refonte de son système informatique de gestion

### ANALYSTES-CONCEPTEURS

capables d'assurer sous la responsabilité d'un chef de projet
— la conception
— l'analyse fonctionnelle
— l'étude détaillée
— le suivi de la réalisation
— la mise en route
des sous-systèmes dont ils auront la charge;

ce qui exige
— des qualités humaines certaines du fait des nombreux contacts avec les utilisateurs
— l'expérience de la programmation
— plusieurs années d'expérience dans la fonction.

La connaissance des bases de données et la pratique d'une méthode d'analyse seront appréciées.

### PROGRAMMEUR T P

ayant une expérience pratique de C.I.C.S. et connaissant l'Assembleur pour participer au lancement de C.I.C.S. et assurer par la suite l'évolution du système TP.

Envoyer C.V. et prétentions à
LOCATEL – 16, rue Barbès –
B.P. 316 – 92300 LEVALLOIS-PERRET

---

**Burton** of London

70 points de vente de mesure personnalisée et de prêt à porter homme et femme recherche

### DIRECTEURS de magasins

POUR LA FRANCE

*Dans le cadre d'une direction participative par objectifs, vous aurez un rôle d'animation des ventes et de gestionnaire. Si vous êtes dynamique et ouvert aux méthodes de gestion moderne, adressez votre CV détaillé et photo à :*

F. RESQUIER Burton of London
14/18 Boulevard Poissonnière 75009 Paris

---

Société d'Edition Paris recherche pour son Service Rédaction

### rédacteur (trice)

haulement qualifié (e) pour assister le Directeur littéraire dans les domaines suivants : choix de livres, révision de traductions littéraires, rédaction de textes d'accompagnement, coordination des différentes étapes de la réalisation d'un livre.

**Qualification :**
- Niveau maîtrise exigée
- Connaissance parfaite de l'anglais écrit et parlé
- Expérience confirmée dans l'édition ou le journalisme
- Sens de la précision et de la méthode
- Sens du travail en équipe

### sécrétaire d'édition

responsable de la mise en page de la vérification des textes, des rapports avec le service artistique et l'imprimerie

**Qualification :**
- Niveau Universitaire
- Très bonne connaissance de l'anglais
- Expérience dans l'Edition ou le Journalisme
- Sens du travail en équipe.

Adresser c. v. photo et prétentions à :
Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris
sous Réf. 36645 qui transmettra

HAVAS CONTACT

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

## Ingénieur Consultant


time sharing

**CEGOS TYMSHARE**

Filiale commune de Cégos, du Crédit Lyonnais et de Tymshare, leader dans son domaine, forte expansion européenne,

vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.
Vous participerez au développement des applications du time-sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'Informatique et du Management : simulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France ou à l'étranger.
Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole ou Faculté de Gestion (niveau MIAGE ou Expertise), débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience de langages de programmation.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire ;
- La formation au time-sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous réf. M 6013
CEGOS TYMSHARE (Tél. 602-24-00),
106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud, 92213 SAINT-CLOUD.

---

Nous sommes la filiale française d'une **SOCIETE INTERNATIONALE**, leader sur son marché national, fabriquant et distribuant une gamme très large :

— **d'Appareils de REGULATION** pour le chauffage et la climatisation,
— de Robinetterie de Sanitaire et de Chauffage.

Décidés à prendre sur le marché français une place correspondant à nos moyens et à la haute qualité de nos produits, nous constituons la **MEILLEURE EQUIPE DE VENTE** de la profession.

Nous recherchons pour **PARIS** et les **METROPOLES REGIONALES** des :

## INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Agés de 32 ans minimum, ils ont une expérience de la vente de matériels thermiques ou électriques et si possible de la vente ou de l'application de matériels de Régulation.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 9727 à : C.N.P.G., Conseil en Recrutement, 105, avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.
Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion absolue assurée.

---

BANQUE REGIONALE DE DEPOTS
Effectif 1000 personnes recherche

## .1 directeur d'agence
## .3 sous-directeurs d'agence

*Les candidats retenus seront des «battants»*
*— justifiant de quelques années de pratique du métier de banque,*
*— ayant l'habitude du contact avec la clientèle à tous niveaux et une bonne connaissance des différentes sortes de crédit,*
*— possédant une bonne culture générale (Etudes supérieures si possible) et technique (diplômes professionnels appréciés).*
*Les problèmes d'animation et de formation d'une équipe ne les laisseront pas indifférents.*

Adresser CV et prétentions sous référence M 275 à
Publicité ZEEGERS
149, rue Saint-Honoré — 75001 — Paris

---

FILIALE INDUSTRIELLE D'UN GROUPE DE TAILLE INTERNATIONALE
recherche

## DIRECTEUR DU PERSONNEL

1) La fonction :
- dans entreprise d'équipements mécaniques occupant 450 personnes dont 350 en usine ;
- responsabilités : recrutement, promotions, formation, relations internes et externes ;
- dépendant directement du P.-D.G.

2) Le candidat :
- formation supérieure, solides connaissances de la législation ;
- expérience indispensable de 6 à 10 ans dans des entreprises d'activités similaires ;
- attiré par l'aspect dynamique de son travail et ses relations avec la gestion de l'entreprise.

Conditions :
- implantation : banlieue parisienne N.-O. ;
- rémunération élevée et possibilités d'évolution de carrière.


G.R.E.P.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions sous n° 75.515 à :

**ROLAND BERGER & GREP Associés**
7, rue Marcel-Allégot.
92190 MEUDON.

---

BRANCHE ARMEMENT INDUSTRIEL
à la Pêche d'un Groupe important
recherche

## UN RESPONSABLE DES OPÉRATIONS

Adjoint direct du Directeur Général.
VOTRE MISSION : assurer le contrôle technique de la flotte, coordonner l'exploitation de la pêche, mettre en place les structures correspondant au développement de la flotte.

VOTRE FORMATION : INGENIEUR A. et M. ou équivalent.

VOTRE EXPERIENCE : chantier de constructions maritimes ou service technique d'armement au commerce ou à la pêche.

Vous avez 30 ans minimum, parlez anglais couramment et voyagez fréquemment à l'étranger.

Ecrire C.V. sous référence 7.666, P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui tr.

---

Société 300 personnes
Proche Banlieue Nord
recherche

## CONTROLEUR DE GESTION
CONFIRME

Expérience méthodes modernes de gestion prévisionnelle des entreprises industrielles de fabrication de série.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo réc. et prét. à :
**COGESSOR**
87, rue Taitbout, 75009 Paris.

---

Jeune Agence pleine expansion
recherche
**CHARGE DE PROMOTION EXPERIMENTE**
Formation marketing indisp., capable de concevoir, d'organiser, de budgétiser et d'assurer le suivi de campagnes promotionnelles, expérience immobilier très appréciée, libre de ste. Env. C.V., photo et prétent. à G E R A P, 30, rue F.-David, Paris-16e.

---

IMPORTANT GROUPE
. MECANIQUE DE PRECISION
*Vocation internationale*
*Forte expansion dans l'exportation des Biens industriels*

recherche pour une de ses principales unités
REGION PARISIENNE

## ingénieur aéro thermodynamicien-mécanicien
*de haute compétence*

Directement rattaché au Chef des Départements Techniques de l'unité

RESPONSABLE DE :
*— la coordination et du suivi des affaires nucléaires,*
*— l'animation et du suivi de la gestion technique, administrative et budgétaire des départements chargés de ces activités.*

LE CANDIDAT RETENU :
- *sera diplômé d'une grande école d'ingénieurs : X, Sup-Aéro, Centrale,*
- *présentera une expérience industrielle réussie d'environ 10 années dans les études thermodynamiques et la mécanique générale,*
- *aura pratiqué la gestion technique d'un produit ou d'une affaire,*
- *âge minimum : 35 ans,*
- *anglais courant indispensable.*

*En fonction de la personnalité et de la compétence du titulaire ce poste ouvre ultérieurement sur des responsabilités supérieures.*

*Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous le No 9113, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transm.*

---

## SESA
recherche

## ingénieurs informaticiens
Haut niveau
pour conduite de grands projets de gestion

Expérience :
- 8 à 10 ans d'informatique.
- Conception et mise en place de systèmes d'application sur gros matériel avec base de données et acquisition on line.

*La connaissance des administrations ou entreprises publiques sera particulièrement appréciée.*

Envoyer C.V. à **SESA**, Direction du Personnel.
20, rue Jean-Jaurès, 92800 Puteaux.

---

## Banque Populaire

LA CHAMBRE SYNDICALE
DES BANQUES POPULAIRES
Organisme Central du 5e Groupe Bancaire Français, offre un poste de Responsable de Produits à un technicien de

## ÉPARGNE et CRÉDIT

Le candidat devra obligatoirement posséder une solide expérience de l'Epargne et du Crédit acquise dans la profession bancaire et souhaiter l'utiliser dans le cadre d'un Service de Marketing au niveau de la création et du suivi de ces produits.

Le poste est disponible, l'entrée en fonction sera arrêtée d'un commun accord.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous pli « personnel » à :
M. Daniel SOREAU
Division Marketing Grand Public
131, avenue de Wagram, 75847 PARIS Cedex 17.

---

## Société internationale
recherche

## CHEF COMPTABLE

- *Dynamique.*
- *Sens de l'organisation.*
- *Très bonnes connaissances fiscalité française.*
- *Excellent technicien comptabilité générale.*
- *Niveau minimum D.E.C.S. exigé.*
- *Anglais apprécié.*

Rémunération annuelle : 80.000 à 84.000 F selon expérience.

Envoyer curriculum vitae et photo, à :
MINET PUBLICITE, n° 40.380,
40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transm.

---

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
*recherche*

## INGENIEURS SOFTWARE

Ces spécialistes travaillent en étroite collaboration avec nos Ingénieurs Commerciaux et assistent notre clientèle dans l'utilisation et le développement de software sur nos ordinateurs.

LES CANDIDATS DOIVENT :
- *posséder une connaissance approfondie d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation*
- *avoir une solide expérience dans le développement ou la maintenance de software, de préférence sur grands systèmes,*
- *avoir acquis une expertise technique suffisante pour traiter les problèmes les plus variés de l'informatique,*
- *avoir si possible une très bonne connaissance de la téléinformatique*
- *posséder une bonne pratique de la langue anglaise.*

NOUS LEUR OFFRONS DES POSTES A HAUTES RESPONSABILITES TECHNIQUES DANS UNE SOCIETE DYNAMIQUE, EN CONTINUELLE EXPANSION.

Adresser votre C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence S.E. au

Directeur du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 RUNGIS-Tél. 687.23.33




---

## DU PONT

**Nous confions à votre initiative le développement d'une technologie d'avant-garde**

Notre division Instrumentation Scientifique a mis au point l'Analyseur Clinique Automatique, destiné aux laboratoires, hôpitaux, différents organismes médicaux...
Nous souhaitons confier à un

## biochimiste
Ingénieur Technico-Commercial

la commercialisation de ce produit en France, Belgique et Espagne.

Sa mission sera d'une part de dépister les besoins et d'identifier précisément la clientèle, d'autre part de conseiller et d'assister les utilisateurs après la mise en place du matériel.

Ce poste conviendrait à un chimiste, biochimiste ou Docteur ès Sciences ayant 2 à 3 ans d'expérience des techniques de laboratoire.

Un stage d'un mois est prévu aux U.S.A. Ce poste exige une grande mobilité (environ 70 % de déplacements). Anglais exigé. Espagnol souhaité.

Adressez votre c.v. en précisant votre rémunération actuelle à : *DU PONT DE NEMOURS* (France) S.A.
Service du Personnel B.P. 86 91403 Orsay.

La journée d'échanges et de sélection aura lieu le 24 juin 1975.

HAVAS CONTACT

---

## ARCT

Premier Constructeur Mondial dans sa branche, recherche dans le cadre du développement de son Département des Etudes

## ingénieurs d'études

Ces jeunes ingénieurs se verront confier des recherches, des études ou des essais pour des éléments de machines ou d'installations.
- Ils doivent avoir une formation d'ingénieur mécanicien.
- Ils pourront évoluer vers des postes de responsabilité dans l'entreprise après 2 ou 3 années d'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec c.v. détaillé et photo à Direction du Personnel ARCT Rue Cuvier 42300 Roanne.

HAVAS CONTACT

---

ASSOCIATION de PREVENTION
Banlieue Nord
recherche pour compléter son équipe éducative :

**UN EDUCATEUR DIPLOME**
**UNE EDUCATRICE DIPL.**
— une secrétaire plein temps.

Libre de suite.

Envoyer curriculum vitae au FORUM-INFORMATION
Allée n° 9
95210 Saint-Gratien, tél. 989-22-70.

---

Editeur de livres pour la jeunesse, recherche un collaborateur chargé de la commercialisation de ses collections auprès des grossistes et des centrales d'achat.
Une expérience dans le secteur de l'édition serait appréciée.
Le poste à pourvoir est à Paris, avec quelques déplacements en province.

Envoyer C.V. et prétentions au No 810.549 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

---



## comptabilit[é]
HEC, ESSEC, SUP de C[o]

Pour faire face à l'accroissement de ses tâches, le directeur des services comptables d'une importante société pétrolière recherche un assistant.

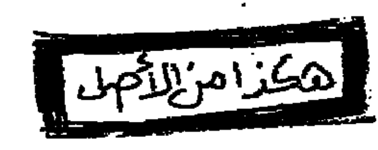
Il désire lui confier des missions ponctuelles touchant à différents domaines; réorganisation d'un service, mise sur pied ou développement d'un système comptable, liaison avec le département informatique, etc.

Il s'agit d'un poste fonctionnel.

Nous souhaitons le confier à un jeune cadre comptable, de formation commerciale grande école, possédant de préférence 2 ans de pratique de la comptabilité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 28866/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS



| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| [OFF]RES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| [Offr]es d'emploi "Placards encadrés" [mini]mum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| [DE]MANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| [CA]PITAUX OU [PRO]POSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

## offres d'emploi

### directeur commercial

98 000 F +

Résidence Ouest

[R]ousse — Une des premières entreprises françaises de SPORTSWEAR (C.A. 70 millions, effectif 700 personnes) souhaite confier la Direction Commerciale de l'un de ses départements : « produit femme » à un homme capable de [...] avec le P.D.G. la politique commerciale, de participer en liaison [avec l]e bureau de création à l'élaboration des collections, d'assurer la [réalis]ation des objectifs fixés, en animant et contrôlant une force [de ve]nte de 12 représentants.

[Ce po]ste nécessite une formation commerciale supérieure, une expé[rience] de marketing et de ventes appliquée à des articles influencés [par la] mode et l'habitude de travailler dans le cadre d'une D.P.O.

[Il com]porte des perspectives de développement importantes compte [tenu du] potentiel de l'entreprise, et ne convient qu'à des personnalités [pouvan]t se prévaloir d'une réussite professionnelle similaire.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 2261/M (à mentionner sur l'enveloppe).
La secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF SELECTION**
1, rue Danton - 75006 Paris *(membre de l'ANCERP)*

---

Filiale d'un Important Groupe International [s]olidement implantée sur le marché où elle [o]père depuis plusieurs années souhaite créer [d]ans un domaine connexe une gamme de [pr]oduits de grande consommation et les com[m]ercialiser particulièrement dans les grandes [sur]faces. Pour ce faire elle recherche un :

### MARKETING MANAGER

[Sa] mission :
[À] la suite de ses contacts au niveau des [g]randes surfaces il sera chargé de promou[v]oir les articles nouveaux qui permettront d'atteindre nos objectifs de vente.

Son profil :
Vendeur de tempérament, de préférence âgé de 28 ans mini., il devra justifier d'une formation commerciale orientée vers l'aspect Marketing ainsi que d'une bonne expérience dans la vente grandes surfaces.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à Pierre LICHAU S.A., 10 rue de Louvois 75063 Paris cédex 02 q. tr. (s/ réf. 6013)

---

[UN] GRAND GROUPE INDUSTRIEL [FR]ANÇAIS cherche pour sa DIRECTION [CO]MMERCIALE à Paris

### [L]e chef d'un secteur [d]e ventes à l'étranger

[Il] est chargé de suivre et de promouvoir les [ve]ntes dans les pays de son secteur. Il est [as]sisté par le personnel des agences existant [à l']étranger qu'il informe, motive et contrôle. [Il] s'appuie sur les services fonctionnels de [la] direction commerciale (Technique-Marke[tin]g-Programmation) pour **les études de [m]archés, la négociation, la gestion commerciale.**
[C']est un cadre de formation supérieure, com[m]erciale, HEC, ou technique : Mines, Centrale, [de] 32 ans minimum qui a l'expérience de la [ve]nte des produits industriels. Bien sûr l'an[gl]ais est indispensable et une langue supplé[m]entaire : espagnol, italien, est un atout de [pl]us.
[Écr]ire à G. BARDOU ss réf. 2837 M.

**ALEXANDRE TIC S.A.**
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

---

IMPORTANTE ORGANISATION DE TOURISME SOCIAL

### Chef de ses services Administratifs et Financiers

[P]ARIS 75 000 F / AN +

[L]e poste implique une solide formation comptable (niveau DECS) [e]t une bonne pratique des mécanismes comptables et financiers.

[T]outes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

[I]nformation Carrière **SVP.11.11**
Référence 600
37, rue du Général Foy 75008 Paris.

---

Importante Société de Services Marketing leader dans sa spécialité, recherche

**[U]ne Cadre expérimenté et agressif (H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C...)**

[Dép]endant de la Direction Générale, il sera chargé [de] l'assister dans la prospection clientèle et la [gest]ion des budgets et campagnes.

[Expé]rience de 5 ans minimum du marketing des [produit]s de consommation, chez l'Annonceur et/ou [agen]ce.

[Écrire] lettre manuscrite, C.V. avec photo et rém. à : n° 8.684, « le Monde » Publicité, [5, ru]e des Italiens - 75427 PARIS (9e), qui transm.

---

Importante Société siège Paris, nombreux établissements en Province

### responsable relations humaines cadres

Attaché à l'état major de la Direction du Personnel cet homme d'au moins 33 ans de formation supérieure ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction (recrutement - accueil - plans de formation - plans de carrière...) devra avoir une conception moderne de la gestion des cadres pour apporter des idées neuves à la structure en place. Il devra avoir une motivation certaine pour cette fonction et l'avoir prouvée par ses réalisations antérieures.
Pour inf. compl. écrire sous référence 592 A2, en cas de grève des postes déposez CV ou téléphonez 266.14.00

**egor** 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

---

SMAC

Le Leader français de l'étanchéité recherche

### Un ingénieur technico-Ccial

diplômé de l'École Supérieure du Bois, pour créer, diriger et animer une future équipe en vue de lancer un nouveau produit (TOITURE AUTOPORTEUSE) dont il aura l'entière responsabilité.

Il devra posséder de solides notions en isolation thermique et phonique et une bonne connaissance du « milieu » bâtiment.
Le candidat devra avoir le sens des relations humaines pour assurer de nombreux contacts intérieurs et extérieurs.

Il sera capable d'organiser des réunions d'information destinées à un public de prescripteurs.
Des déplacements fréquents en France et ultérieurement à l'étranger, sont à prévoir.

Les Ingénieurs intéressés par cette offre sont priés d'adresser leur C.V. à la Direction du Personnel SMAC, 23, rue Broca, 75240 Paris cédex 05.

Totale discrétion garantie.

Pierre Lichau s.a.

---

### BANQUE HERVET

A la Banque Hervet, les hommes sont responsables de la croissance : notre C.A. doublé en 3 ans, c'est avec eux. Pour poursuivre cette expansion, nous devons renforcer nos effectifs.
Nous souhaitons recruter des

### exploitants confirmés

niveau Fondés de Pouvoirs. Sous-Directeurs

pour participer à la direction de nos Groupes d'Exploitation Parisiens.

Ils ont une expérience bancaire prouvée de plusieurs années. Ils devront à la fois initier, conseiller et gérer une clientèle de particuliers et d'entreprises.

Le salaire est motivant. Il sera fonction de la formation et de l'expérience des candidats.

Adressez c.v. manuscrit et photo sous réf. E.L. à BANQUE HERVET. Direction du Personnel B.P. 154 92201 Neuilly.

---

LE DIRECTEUR DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS d'une Société réputée dans le Secteur des Cosmétiques et de la Parfumerie

recherche

### SON ADJOINT

Le poste sera offert à un(e) candidat(e) jeune (30 ans minimum), ayant une expérience de 3 à 5 ans de la gestion administrative, comptable et financière, et cumulant de solides connaissances de l'Informatique et de la gestion du Personnel. Anglais vivement souhaité.

Une expérience dans une entreprise similaire ou un cabinet d'expertise comptable serait très appréciée.

Rémunération intéressante.

Téléphone pour rendez-vous : 747-12-16.
CABINET LEROY ET BOCHER S.A.
26, bd Vital-Bouhot. — 92200 Neuilly-sur-Seine.

---

### ingénieur commercial SENIOR

SPERRY UNIVAC, 2e constructeur mondial d'ORDINATEURS, se propose de renforcer son équipe commerciale.

Pour cela, nous recherchons un

INGÉNIEUR COMMERCIAL SENIOR

de formation supérieure (X, ECP, HEC, M.B.A.), parlant anglais, et ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 années dans la vente d'équipements informatiques de grande puissance.

Il sera chargé de la gestion de grands comptes 1100 installés, et participera au développement des ventes de ces systèmes auprès des grandes entreprises.

Notre compagnie offre une rémunération élevée, de larges perspectives d'évolution et de promotion.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, (réponse et discrétion assurées) sous réf. 505/M à Paul CANDES - Service recrutement, 3, rue Bellini, La Défense 92806 Puteaux.




QUAND L'INFORMATIQUE DEVIENT DIALOGUE

---

### Burton of London

70 points de vente de mesure personnalisée et de prêt à porter homme et femme recherche pour son département

FRANCHISING un

### chef des ventes régional

BASE À PARIS

*Il sera chargé de prospecter, créer, animer et conseiller un réseau de points de vente. Si vous êtes dynamique et ouvert aux méthodes de gestion, adressez votre C.V. détaillé et photo à :*

F. RESQUIER Burton of London
14/18 Boulevard Poissonnière 75009 Paris

---

### BANQUE PRIVÉE

GROUPE SUEZ

recherche pour son Siège QUARTIER ÉTOILE

### JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX

- Dynamisme, sens commercial indispensables.
- Expérience bancaire de plusieurs années au contact de la clientèle nécessaire.
- Formation enseignement supérieur souhaitée.

Ce poste offre de larges possibilités de promotion à des candidats de valeur désireux d'améliorer leur situation.

Ecrire avec C.V. man., prétent. et photo (ret.), n° 97.869, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. Discrétion assurée.

---

### distribution

JEUNE HEC, ESSEC, SUP de CO

**55 000 F**

- Nous sommes une importante société de raffinage et de distribution de produits pétroliers.
- Nous recherchons un jeune cadre de formation HEC, ESSEC, SUP de CO intéressé par une carrière dans la commercialisation de produits pétroliers.
- Nous vous offrons 1 à 2 ans de formation au sein de notre Direction Régionale de Paris (connaissance des produits, des secteurs d'activité, canaux de distribution, types de contrats commerciaux...) puis la responsabilité "sur le terrain" de l'animation d'une équipe de vendeurs et de la gestion commerciale, administrative et financière d'un territoire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 28773/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS-10e

---

### Assistant à la direction financière

La Compagnie CARGILL recherche un jeune collaborateur de formation supérieure (D.E.C.S. ou maîtrise de gestion), débutant ou possédant une première expérience. Après une période de formation notamment à la comptabilité américaine, il participera à la consolidation mensuelle du groupe en France, apportera aux responsables des centres de profit une assistance sur le plan comptable, suivra la mise en place des procédures de gestion du groupe. Ce poste est à pourvoir au siège de la Société à Saint-Germain-en-Laye. La connaissance de l'Anglais constituera un avantage. Env. C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous la réf. 2260/M (à mentionner sur l'enveloppe).

**BERNARD KRIEF SELECTION**
1 Rue Danton, Paris 6e *(membre de l'ANCERP)*

---

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL FRANÇAIS C.A. 2 MILLIARDS DE F. RECHERCHE POUR SON ETAT MAJOR A PARIS

### CADRE DE HAUT NIVEAU finances internationales

**Poste à créer**

33 ans MINIMUM

ANGLAIS COURANT — ESPAGNOL OU ALLEMAND APPRECIE

De formation supérieure et doté d'une grande expérience financière et si possible fiscale à l'échelle internationale, il sera responsable, dans le cadre de la Direction Financière du groupe, de l'organisation et de la gestion comptable et financière des filiales étrangères et du contrôle de celles-ci, en liaison avec les services du siège. Fréquents voyages de courte durée. Rémunération ouverte.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Information Carrière **SVP.11.11**
Référence : 591
37, rue du Général Foy 75008 Paris.

---

### Le Groupe Multinational DELALANDE

Pharmacie, Chimie, Parfumerie, Vétérinaire
Electronique médicale
315 M. de C.A. consolidé en 1974
dont 30% à l'étranger
20% de croissance annuelle moyenne
recherche
à la suite de la modification de son organisation
son

### DIRECTEUR FINANCIER

qui sera responsable

- directement : des plans de financement, relations avec les banques, trésorerie internationale, changes, problèmes de Bourse,
- par ses subordonnés : de la comptabilité de la société-mère, de l'audit comptable interne du Groupe et de la consolidation, de la fiscalité courante du Groupe.

Sont indispensables : une formation supérieure et la maîtrise de l'anglais,

désirables : une autre langue, une expérience dans la banque et/ou aux finances d'un Groupe International

Adresser candidature et curriculum vitae :
DIRECTEUR de l'ENCADREMENT
DELALANDE S.A.
32 Rue Henri Régnault, 92400 COURBEVOIE

---

### vallourec

### ingénieur électronicien automaticien

Responsable d'une équipe de spécialistes chargée de la conception d'automatismes pour lignes de fabrication : choix, mise en oeuvre, mise en route de calculateur industriel et de ses annexes, vous aurez à diriger les études tant en logiciel, qu'en matériel.

Ce poste proposé par le Service technique inter-usines de notre société (groupe métallurgique comprenant 18 usines de France), vous convient si vous êtes de formation ingénieur électronicien et si vous possédez une expérience de quelques années en calculateurs industriels.

Logement de fonction assuré.

Adresser lettre man. + CV + photo + rém. sous référence 16-75 A à Madame VARENE

vallourec 7 place du Chancelier Adenauer 75116 Paris

---

GROUPE INTERNATIONAL dont l'activité principale est l'exportation de complexes industriels en Extrême-Orient, Amérique du Sud et l'importation en France de différents produits, venant des mêmes pays, recherche pour PARIS :

### UN CADRE COMMERCIAL

**export - import**

Age minimum 30 ans.

MISSION :
En liaison avec les filiales du groupe à l'étranger, sélectionner et développer en France les importations dans l'un des secteurs suivants :
- Appareils et composants électroniques
- Produits alimentaires
- Textile.

PROFIL :
Formation supérieure ou équivalent. Très bonne maîtrise de l'anglais indispensable (écrit et parlé). Expérience dans Société de commerce international ou Service Achats d'une grande surface.

Bonne rémunération. Contacts avec clients en France et à l'Etranger.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo, prétent. à No 7875 CONTESSE Publ. 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 — qui transmettra.

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 36,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |


## offres d'emploi

**HERCULES FRANCE S.A.**
**Rueil-Malmaison**

Nous voulons développer les ventes de nos spécialités destinées aux Industries des ENGRAIS et PRODUITS PHYTOSANITAIRES et rechrechons

### INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

- Vous exercez votre activité à l'échelon national sous la responsabilité directe du Chef du Département Agricole.
- Vous êtes responsable des ventes de nos engrais spéciaux et antiparasitaires chez nos clients existants.
- Vous organisez la promotion commerciale et l'assistance technique à haut niveau dans les secteurs à développer.
- Vous êtes préparé à cette fonction par une expérience confirmée de la vente, une solide formation technique — de préférence niveau Ingénieur Agronome ou équivalent —, une bonne maîtrise de l'Anglais.

Adresser lettre manuscrite. C.V. et photo sous n° 8.681, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris, qui transmettra.

---

**CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES**
recherche
pour son bureau d'études

### ingénieurs électriciens

Ils doivent avoir une formation supérieure de type grandes écoles et posséder plusieurs années d'expérience soit en B.E. soit en exploitation. Ils devront animer et coordonner les équipes chargées de la définition, de l'étude et du suivi de la réalisation des équipements électriques et d'instrumentation pour des installations industrielles (métallurgie, pétrochimie, cimenterie, papeterie...).
Anglais nécessaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions à CREUSOT-LOIRE ENTREPRISES
Service du recrutement (référence M.B.100)
5 Rue de Monttessuy 75007 Paris

---

### NEIMAN
Leader mondial de la protection automobile

recherche

### ATTACHÉS COMMERCIAUX
Excellents vendeurs

ayant une expérience confirmée des réseaux traditionnels et des grandes surfaces. Perspectives d'évolution intéressantes, au sein d'un groupe international.

### JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Le candidat, intéressé par la mécanique de précision et l'électricité, devra justifier d'une première expérience professionnelle et d'une bonne connaissance des langues étrangères.
Le poste peut évoluer pour un candidat de valeur vers la responsabilité d'un service à orientation technico-commerciale.

Les deux postes sont à pourvoir dans la banlieue Ouest de la région parisienne.

Env. C.V. sous n° 3.464, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

---

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**
**ÉLECTRO-MÉNAGER**
recherche pour Région Parisienne

### INSPECTEUR COMMERCIAL

Capable d'animer équipe de vendeurs et de traiter aux niveaux les plus élevés.

NOUS OFFRONS :
- Une rémunération importante (fixe + primes) ;
- Frais de route, indemnités journalières ;
- Position cadre.

NOUS DEMANDONS :
- Instruction : niveau Sciences Eco., I.U.T. ;
- Disponibilité totale, dynamisme et esprit d'initiative.

Ecrire sous référence 1.498 à :

OP organisation et publicité
2, RUE MARENGO - 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA

---

**CIEFOP**
recherche

### des professeurs

*pour enseigner : mathématiques, physique, électricité, à des étrangers en stage de formation professionnelle en proche banlieue. L'enseignement est obligatoirement dispensé en ANGLAIS.*

*Contrat à plein temps à durée limitée.*

*Disponibilité à partir du 16 juin 1975.*

Adr. lettre et curriculum vitae au CIEFOP 83/85, boulevard de la Gare 75013 PARIS.

---

**PS Conseil**

### SECRÉTAIRE DE DIRECTION
**45.000 F**

Banlieue Nord - Le nouveau Président Directeur Général d'une société industrielle française renommée dans sa branche d'activité et à vocation exportatrice recherche une Secrétaire pour le seconder. Celle-ci l'assistera en particulier dans le suivi du tableau de bord, l'organisation administrative, la mise en forme de nouvelles procédures et la tenue des immobilisations. Le poste est basé à La Courneuve. Il implique une solide expérience du secrétariat de direction, acquise de préférence en milieu industriel. La titulaire sera âgée de 30 ans minimum et si possible de formation supérieure. La pratique de l'anglais est souhaitable. Le salaire annuel de départ sera de l'ordre de 45.000 francs.

*Adresser C.V. sous référence A 2276 M 2*

**PS CONSEIL**
8, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16
*Discrétion assurée*

---

### STEIN SURFACE

SOCIETE D'INGENIERIE THERMIQUE, SPECIALISEE dans L'ETUDE et la REALISATION DE FOUR pour la METALLURGIE et la SIDERURGIE, recherche

### JEUNES INGÉNIEURS

Grandes Ecoles
(CENTRALE, A.M., I.D.N., E.N.S.I., I.N.S.A.)
dégagés obligations militaires

- Après formation dans un service de calculs thermiques, les candidats seront dirigés, suivant leurs compétences, vers divers services projets, pour la préparation des offres techniques et commerciales.
- Connaissances nécessaires : en THERMIQUE, MECANIQUE et ELECTRICITE.
- Anglais obligatoire. AU MOINS PARLE.

PRIME - RETRAITE - CANTINE - AVANT. SOCX

Adr. candidatures à : SERVICE DU PERSONNEL, Z.A.I. du Bois de l'Epine
Courrier d'Entreprise n° 1.107. — 91015 EVRY.

---

**COFLEXIP**
SOCIETE INDUSTRIELLE DE POINTE EN GRANDE EXPANSION – EQUIPEMENT POUR L'EXTRACTION DU PETROLE OFFSHORE

PARIS PORTE MAILLOT

### jeune juriste international

Anglais courant.

Formation économique et juridique supérieure (droit comparé), ayant impérativement quelques années d'expérience, pour prendre en main au sein du secrétariat général, l'ensemble des questions contractuelles et de propriété industrielle du groupe. Bonnes notions de gestion et financement.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Information Carrière SVP.11.11

Référence : 596
37, rue du Général Foy 75008 Paris.

---

**Pour créer un service d'entreprise générale exportation et conduire des équipes de réalisation**

**renault industries équipements et techniques** RIET

*recherche des*

### COLLABORATEURS de haut niveau

ayant assumé des responsabilités importantes de direction dans les domaines des biens d'équipement, de la conception et de la réalisation de grands ensembles immobiliers ou d'usines "clés en main".
- *De grandes qualités de négociateurs seront appréciées*

*Les candidats :*
- *devront être agés de 32 ans minimum,* • *être diplômés d'une grande école d'ingénieurs et avoir une formation complémentaire dans l'un des domaines suivants : économie, gestion ou commerce international,*
- *être disponibles pour effectuer de fréquents déplacements en France et à l'Etranger.*

Adresser CV détaillé et lettre manuscrite à :
RIET - BP 15 - 78150 LE CHESNAY

---

**GAMLEN NAINTRE**
seeks for
WEST SUBURB near Paris

### PERFECTLY BILINGUAL SECRETARY
PREFERABLY ENGLISH MOTHER TONGUE

Please right letter with pictur and C.V. sous référence 194 to Gamlen Naintre, 3, r. Huntziger, 92 CLICHY. - Tél. : 737-67-95.

Impte Sté de Vente par correspond. rech. pr son serv. édition

**SECRETAIRE DACTYLO**

documentaliste (engagement 1-7-75). La préfér. sera donnée à une candidate ayant travaillé ds une imprimerie ou dans le serv. fabrication d'une agence ou d'un éditeur. Adr. C.V., photo et prét. à O.P.P., n° 836 - 12, rue de l'Isly, Paris-8e, qui transmettra.

ETS Enseignement privé sous contrat, BAC., B.T.S., secrétar., rech. PROFESS. SCIENC. ECO. 10 heures. Tél. : 607-82-35.

---

**Groupe International de Service numéro un en France**
LOCAMION

recherche

### CADRES COMMERCIAUX

SI VOUS AVEZ :
— de bonnes qualités de négociateur ;
— 28 ans minimum ;
— le niveau du bac ou équivalent.

NOUS VOUS PROPOSONS :
— un fixe important + intéressement à la réalisation des objectifs et aux résultats de la société ;
— une indemnité de voiture + remboursement des frais de déplacements ;
— une formation continue assurée dès l'embauche au sein d'équipes dynamiques ;
— une ambiance de travail agréable.

Adr. curric. vitae manuscrit complet + photo à :

**C. CAMPBELL Réf. 940**
B.P. 57, 75824 PARIS CEDEX 17.

---

**UN ORGANISME FINANCIER**
**Dimension Internationale**

recherche pour son département Organisation et Informatique un

### ORGANISATEUR INFORMATICIEN

**de haut niveau** **80/100.000 F**

Il sera chargé de l'élaboration des plans et des budgets des services informatique, et prendra la responsabilité et le contrôle de la réalisation de certains projets importants.

Le candidat recherché, âgé d'au moins 28 ans diplômé d'une Grande Ecole, devra posséder des qualités de contact humain, d'imagination, de méthodes, et une solide expérience de la direction de grands projets d'Organisation et d'Informatique, si possible dans le cadre de la BANQUE OU DE L'ASSURANCE.

Adresser un C.V. détaillé en rappelant la référence : AR 552 et le poste (Organisateur Informaticien). Discrétion absolue strictement garantie.

EGS
CONSEIL EN RECRUTEMENT — 19 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

---

**LA COFREMCA**

Etudes et interventions économiques, sociales et politiques, offre 3 postes à de

### JEUNES DIRECTEURS D'ÉTUDES

Ils auront à développer un chiffre d'affaires. Ils seront responsables des relations avec leurs clients et de la qualité de leurs études.
Une bonne maîtrise des méthodes et techniques des Sciences Sociales sera exigée.

Il serait souhaitable d'avoir des connaissances et une expérience dans l'un des domaines suivants :
— Etudes médico-pharmaceutiques — Etudes de marchés des produits industriels - Relations sociales dans l'entreprise - Etudes politiques et sociales - Etudes d'aménagement (régions, territoires, transports) - Marketing des produits de grande consommation.

*Ecr. avec C.V., photo et prét. sous référ. B 1, au* CABINET BOTH
1, rue de Châteaudun - 75009 PARIS

---

**GROUPEMENT PROFESSIONNEL**
recherche

### JEUNE DIPLOMÉ (E)

1 ou 2 ans d'expérience - Licence ou D.E.S. droit privé : I.E.P. option « politique et social », spécialisation en droit social souhaitée.

Il sera :
— Secrétaire de rédaction d'une revue d'actualité sociale (mise à jour d'une documentation sociale, coordination des travaux des différents rédacteurs, promotion de la revue).

Il assurera en outre :
— Un service de renseignements en matière juridique et sociale auprès des entreprises du groupement.

Situation intéressante et avenir pour candidat(e) ayant le goût de la recherche, le sens de l'initiative et des qualités de rédaction.

Envoyer C.V. détaillé, avec photo et prétentions à : U.F.T. - Tour Horizon - 52, quai National. 92806 PUTEAUX.

---

**BOUYGUES**

### jeunes ingénieurs responsables de travaux

*Le groupe : (CA 74 : 2 Milliards de F.) dont le dynamisme et la compétence technique sont connus, poursuit son développement en France et à l'étranger.*

*La mission : Dans un premier temps, assister un ingénieur confirmé puis assurer, de façon autonome, la direction technique et financière de chantiers de bâtiment ou de génie civil.*

*Les candidats retenus seront diplômés d'une grande école (ENPC, ETP, CENTRALE, . . . .), et sauront faire la preuve de leur qualité d'animateur et de responsable.*

Pour un premier contact adresser C.V. détaillé et photo à Guy NEYRON Direction du Personnel - BOUYGUES - 381, Avenue du Général de Gaulle 92140 - CLAMART.

---

**LEVALLOIS - PROCHE Mo**
Nous sommes la filiale d'une impte Sté allemande distribuant des produits d'hygiène dentaire bien connus
Nous recherchons

**COMPTABLE 2e ECH.**
qualifié

Nous pensons à un Jne Homme compétent, rapide, qui aura fonction d'adjoint au Chef comptable.
La connaissance de l'allemand serait souhaitable.
Congés assurés en août.
8 X 5 X 13.5
Prise de fonction début juillet.
Ecr. uniquement à CABINET MESSIN, 72, rue de Monceau, Paris (8e), en joignant C.V. manuscrit et prétentions.

---

Recrutons pr Importante Société d'électronique médicale
**INGENIEUR ELECTRONIC.**
pr son serv. apr.-vente en instrumentation médic. nucléaire.
- Mise en serv. et assistance techniq. aupr. de la clientèle.
- Organisat. et format. du réseau agents techniques.

Déplac. fréquents CE. Anglais indispensable. Disponib. rapid. Ecr. s. réf. 2.801 à P. LICHAU, 10, rue Louvois, 75063 Paris, Cedex 02 qui transmettra.

---

### INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Vous avez une formation Electronique, le goût des contacts humains.

La promotion de produits d'avant-garde, de larges possibilités d'évolution au sein d'une équipe dynamique vous intéressent,

**TEKTRONIX**

toujours en avance dans le domaine de la MESURE, vous invite à vous joindre à sa

**division instrumentation.**

Formation technique et commerciale en France et à l'Etranger au début et tout au long de la carrière. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Chaque ingénieur a la responsabilité avec une large autonomie de gestion des affaires. Il participe à l'établissement des prévisions et à leur réalisation avec l'aide de toute l'organisation TEKTRONIX.

Cette fonction permet d'évoluer et d'accéder à des postes d'encadrement tant à Paris qu'en Province.

Salaire de début en rapport avec les références du candidat. Promotion rapide en fonction des résultats obtenus par la suite.
— Participation aux bénéfices
— Voiture de fonction.

Adresser C.V. dét. avec photo et prétentions à TEKTRONIX - Z.I. Courtaboeuf - B.P. 13 91401 ORSAY.

C&C

---

**dora**

### chef de produits
**80.000 +**

*Nous sommes la filiale d'un important Groupe Suédois.*
*Nous avons l'intention et nous avons les moyens de prendre d'ici trois ans une des premières places sur un marché à forte expansion, à savoir le marché des produits à usage sanitaire et domestique de grande consommation.*
*Nous recherchons un vrai CHEF DE PRODUITS qui sera personnellement responsable de la gestion, du développement et de la rentabilité des produits ménagers à savoir : papier essuie-tout, serviettes et nappes de table.*
*Vous avez acquis une expérience d'au moins trois ans dans des Sociétés de produits de grande consommation en rapport avec les circuits modernes de distribution. Vous avez une pratique courante de l'anglais.*

*Envoyez votre CV et photo récente à*
*Service du Personnel*
*MABELPAP FRANCE S.A.*
*21, avenue Victor Hugo 75116 PARIS*
*Pour information complémentaire veuillez téléphoner au 727-79-90.*
*A. KARLSTRÖM Directeur Général*

---

FILIALE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
ÉTUDES ET RÉALISATIONS
DE TRES IMPORTANTS ENSEMBLES
INDUSTRIELS DOMAINE NUCLÉAIRE
recherche
pour son siège banlieue Sud PARIS.

### DESSINATEURS PROJETEURS 1° échelon
### DESSINATEURS D'ETUDES 1° & 2° échelon

ayant expérience en tuyauterie industrielle et installation générale d'usines.

Écrire sous référence 1990 à
Pierre LICHAU S.A.,
10, rue de Louvois, 75063 Paris cédex 02
qui transmettra.

---

**PRÉFECTURE DES HAUTS DE SEINE**
recherche pour sa
Direction de l'Équipement

### ANALYSTE-PROGRAMMEUR

capable de prendre la responsabilité d'un projet.

Il est demandé :
- un niveau de formation supérieure,
- Ingénieur MIAGE et/ou DES économie,
- une expérience de 2 ans minimum dans un poste de responsabilités équivalent,
- des qualités humaines: diplomatie, dynamisme, bon sens.

Lieu de travail : Boulogne-Billancourt.

Adresser candidature à

**ORGAMATIC**
126, bd Auguste Blanqui, 75013 Paris, ou tél. 336.41.22.

# ANNONCES CLASSÉES



| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| RES D'EMPLOI | 34,00 | 39,70 |
| se d'emploi "Placards encadrés" mum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| IANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| ITAUX OU POSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |



## offres d'emploi — offres d'emploi

RENE-HUGUENIN
Gaston-Latouche
-Cloud, recherche
**LATRICE radios**
40 hres par semaine 2.670 F ; si 2 ans 2.850 F+prime 7,5 % ...ngés - Ecrire ou tél. ...: 602-38-58, poste 315.

ISTE REPORTER sur ...p. Cap. écr. textes, interview, réalis. ses ...otos. Culture et initiat. ...es se présenter. Ecr. G.F.P., 48, rue Berri, ...ls. Annonce N° 42 ...l transmettra.

...ourtage d'assurances recherche
CTEUR - VERIFICAT. QUES INDUSTRIELS
... moins d'expérience en assurances ou en courtage.
...travail : ETOILE. TRIAIRE, 32, rue Flachat, 75017 Paris.

...ffusion articles variés, recherche d'urgence ESTIONNAIRE rompu aux méthodes auprès centrales et ...nts, situat. d'avenir. ...v. C.V. Markinter, ...de Lyon, Paris-12e.

...d'Etudes recherche CHNICIENS EN TRONIQUE (niveau ... équival.) disponibles juillet début août. ...T 70.127 Régie-Presse, ...ue Réaumur, Paris-2e.

**...OOD YEAR**
recherche pour ...EIL-MALMAISON
**...ONTRÔLEUR INTERNE**
...ation supérieure ; ...naissance approfondie de ...mptabilité de l'organi... ...AIS courant ; ...rience audit appréciée.
...er lettre manuscrite, photo et prétentions à GOOD YEAR ...rvice du Personnel ...ue de la Châtaigneraie, RUEIL-MALMAISON.

BANQUE PRIVÉE recherche pour BANLIEUE SUD-EST
**SECRETAIRE-COMPTABLE**
...ion cadre ; ...bancaire souhaitée. ...C.V. et prétentions à ...A., 17, rue du Bac, 94480 ABLON.

**SHERATON HOTEL**
**...ONTPARNASSE**
...chambres, recherche
**ADJOINT de ... DE SÉCURITÉ**
...laire fixe X 13.
...SION : ...illance intérieure ; ...ns avec assurances ; ...illance du Personnel ; ...rts avec Administrations.
...s références exigées.
...er C.V. avec photo, ...e du Personnel, ...e du Cdt Mouchotte, ...e. Discrétion assurée.

...OUPE IMPORTANT ...e immédiatement pour ...bis, Me Anatole-France
**...PTABLES 2e ECH. CONFIRMEES**
...e minimum 25 ans ...ilité générale. Déclara... ...scales et para-fiscales.
**...ES-COMPTABLES CONFIRMEES**
...: 758-12-20 Poste 418

...RE RENE-HUGUENIN ...ue Gaston-Latouche ...aint-Cloud, recherche
**...FIRMIERE** D.E. nuit
...5 jours - Salaire début ...; si 2 ans ancienneté : ... - Poss. logt célibat. ...téléphoner pour R.-VS ...02-38-58, poste 315.

...ORTANTE SOCIETE ...ANLIEUE NORD recherche
**COMPTABLE**
...ECHELON H. ou F.
...24 ans minimum ...CAP indispensable ...ration B.P. ou D.C.E.S. souhaitée.
...nce profess. 2 ans min. ...d'anglais, pour tenir ...mment comptabilité ...ntiers à l'étranger.
...raire hebdo 42 h. 30 ...40 h. 2.300 F à 2.500 F
...avec C.V. à no 10.711 ...NTESSE PUBLICITE ...de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

...IETE ENGINEERING recherche
**...DRE ACHETEUR CONFIRME**
...apidement, ayant bonne ...en matériel chaudronné, ...compresseurs, électri... ...c. Adres. C.V. dét. et ...à no 5.140, SPERAR, ...J.-Jaurès, 92 Puteaux.

---

M.T.I. méthodes et techniques de l'informatique

M. T. I.
Formation - Recrutement
recherche

**2 INGEN. PROGRAMM.**

- Ayant 3 ans d'expérience
- Conn. le PL 1 OPTIMISEUR IBM - OS/VS
- Expérience en télétraitement Intercom, Database Total
- Anglais fortement souhaité

Lieu de travail : CLAMART
Salaire de 4.000 à 5.000 F X 12

Env. lettre man., C.V. détaillé et photo, s/réf. 123, au 47, rue Berger, Paris-1er. Tél. 236-32-19, 236-18-80, ou se présenter.

DARTY — *ELECTRO-MENAGER TELEVISION - HI-FI*
recherche
**AGENT ADMINISTRATIF**
H. ou F.
Pour travaux variés d'études rédactions, suivi de procédures administratives concernant différentes fonctions administratives ou commerciales
D.U.T. ou équivalent demandé
Ecr. : Direction du Personnel, 123-155, avenue Gallieni, 93140 BONDY

LA MAISON DE LA HI-FI
recherche
**VENDEUR - CONSEIL**
en HAUTE FIDELITE
Salaire + de 40.000 F si compétent
Vacances du mois d'août
Tél. pour rendez-vous : 755-85-72

*Multinational Group offers a unique opportunity for a :*
**YOUNG AND BRIGHT GRADUATE**
to undergo a training program of 12 months both in France and elsewhere in Europe (6 months in the U.K.) visiting the various locations and services of the Group.
Applicants should be in their early twenties with a degree of a recognized « Grande Ecole »
Nationality is indifferent but fluency in French and English is a must and knowledge of other European languages (German) would be an asset. Short experience in industry desirable, but international mentality essential.
Please write, quoting the reference KML/MAN/60 to :
**FREINS GIRLING S.A.**
2 et 4, av. Albert-Einstein,
**93155 LE BLANC-MESNIL**

**SECRETAIRE DIRECTION Export**
Trilingue allemand, anglais. Célibat. 3 ans d'expér. minim., pour Siège Société métallurgie 1re transformation (près place des Ternes, Paris). Env. ph. et C.V à no 9.847, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

BUREAU INTERNATIONAL AUTOMOBILES
cherche pour Siège
PARIS CHAMPS-ELYSEES
**JEUNE INGENIEUR**
Préférence branche : AUTOMOBILE pour seconder secrétaire technique. Très bonne connaissance de l'anglais écrit, parlé exigée. Possibilités déplacements à l'étranger après quelques mois. Ecrire avec C.V. et prétentions, à no 10.754, CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

**Air Équipement**
18, rue Basly, ASNIERES,
recherche
**1) TECHNICIENS**
— AGENT TECHNIQUE DE CONTROLE ayant expérience contrôle dimensionnel, état de surface.
— AGENT TECHNIQUE DE CONTROLE matériel électro-hydraulique.
— AGENT TECHNIQUE 2e labo ayant connaissances en mécanique et hydraulique.
**2) ADMINISTRATIF**
— AGENT APPROVISIONNEMENT pour service import-export, ayt connaissances problèmes douaniers. Angl.-all. lu et parlé nécessaires.
Ecrire ou se présenter matinée Service du personnel.

UNE IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
recherche
**SECRETAIRE DIRECTION**
ANGLAIS COURANT lu, écrit, parlé.
3 ans expér. profess. minimum. Sténo. Niveau assimilé cadre.
Lieu de travail LA DEFENSE.
Libre rapidement.
Env. C.V., photo et prétentions no 10.760, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Importante Sté recherche pour postes à pourvoir meilleur délai AFRIQUE FRANCOPHONE
**2 COMPTABLES HOMMES**
niveau B. P., cinq ans de pratique minimum.
**1 CHEF COMPTABLE**
niveau B.T.S., solide expérience.
Adr. lettre manuscrite avec C.V. détaillé, photo, date disponibil., prétentions, à CIFRATEX, 9, rue Louis-David, Paris (16e).

---

Etablissement public de l'Etat recherche
**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**
COBOL, ANS SOUS OS, IBM 370
Une année de pratique
38.000 F/an.
Ecrire à Agence Financière du Bassin Seine-Normandie, 10-12, rue du Capitaine-Ménard, 75732 PARIS CEDEX 15.

IMPORTANTE SOCIETE EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
recherche
POUR AFFAIRES EN ENTREPRISE GENERALE EXPORTATION
**CADRES ACHETEURS**
*diplômés Ecoles de commerce ou équivalent*
pour
— *Prise en charge de la partie achats d'une affaire ;*
— *Négociations ;*
— *Elaboration des commandes ;*
— *Coordination.*
Ayant connaissances :
— Financement exportation ;
— Révision de prix ;
— Procédure COFACE.
Les candidats doivent posséder PLUSIEURS ANNEES DE REFERENCES DANS LA SPECIALITE.
LIEU DE TRAVAIL : Banlieue Sud PARIS.
Adress. C.V. détaillé et prétent. à no 9.979, CONTESSE PUBL., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

Cabinet Conseil recherche
**JEUNE FEMME**
pr assurer le recrut. de personnel stable non cadre de secrétariat, comptab. et informatique. Une expér. prat. de qq années ds ce domaine est nécess. Env. lettre, C.V. et prét. à B. Durand, CNPG, 105, a. V.-Hugo, Paris-16.

*Urgent - 5e arrondissement*
**COMPTABLE**
niveau BTS - Expérience professionnelle - Responsabilités
Equipe de 4 personnes
Tél. pour rendez-vous : 325-42-61

## représent. offre

NOUS AVONS LE PRODUIT sans égal et sans précédent ns avons les INTRODUCTIONS

NOUS OFFRONS
- la formation
- un haut salaire
- des possibilités rapides de promotion.

NOUS EXIGEONS de quelques hommes et femmes la volonté de se faire une belle situation.
Stage rémunéré.
Avantages sociaux.
VOITURE INDISPENSABLE.
Ecr. avec C.V. à OPF (no 1.753) 2, rue de Sèze, Paris-9e, qui tr.

Cartonnage, rech. 1 Représent. pr Rég. Parisien. bien introduit dans la cosmétologie et les labo. Pharmaceutiques. Ecrire Girard, B.P. 21. - 07400 Le Teil.

Pr SEPT. 75 - Imprimerie continu, informatique et autocopiants, rech.
**REPRESENTANTS (TES)**
Introduits exclusifs ou M.C. Conn. fabrication exig. - Ecr. J.R.P. 39, R. DE L'ARCADE-8e, QUI TR., S/No 17.856.

Entreprise située Nord de l'Espagne fabricant Tubes cylindriques et anneaux en carton cherche
**REPRESENTANT**
pour la France.
Ecrire B.P. 582 SAINT-SEBASTIEN Réf. 5595 PV.

## représent. demande

Représentant libre aurait la possibilité de s'adjoindre représentation générale pour la Suisse. Les intéressés sont priés de faire offres à Case Postale no 196 CH 2002 Neuchâtel.

## animaux

*Chiots schipperkes à céder, issus père et mère primés inscrits au LOF. Ecr. Chevalier Robert, 40, rue Fromenteau, 91260 JUVISY-SUR-ORGE.*

## demandes d'emploi — demandes d'emploi — demandes d'emploi

**DIRECTEUR COMMERCIAL**
RECHERCHE
SOCIÉTÉ
pour poste Paris - Province
*Mon Profil*
- 44 ans, diplômé Sup. de Co.
- Expérience approfondie de la Grande Distribution.
- Connaissance parfaite de toutes les Centrales d'Achats - Alimentaires - Drogueries - MP. GM. VPC.
- Animation des Forces de Vente.
- Etude de Marché, de Concurrence, de Produit ; Structure de détermination d'une politique commerciale.
- Gestion administrative - budgets - objectifs.
- Exportation.

*Mon Souhait*
- Rencontrer une société dynamique de grande ou moyenne importance.
- Mettre à son service mes connaissances, mon dynamisme, pour développer son Chiffre d'Affaires et créer ou confirmer un climat sympathique.

Ecrire no 3.366, « LE MONDE » Publicité
5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9e).

**RESPONSABLE INFORMATIQUE**
46 ans - 24 ans en milieu industriel, dont 13 d'activité informatique.
GRANDE EXPERIENCE :
- de la conduite d'équipes études et exploitation ;
- des relations à tous niveaux :
- de la gestion de budgets importants d'applications dans des domaines variés.

RECHERCHE poste de HAUT NIVEAU
Direction, responsabilité grand projet, promotion produits informatiques
PARIS ou PROVINCE, possibilité déplac. étranger.
*Pour premier entretien, écrire à No 9.929.*
CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

**DIRECTEUR du PERSONNEL**
32 ans
6 années d'expérience dans la fonction Personnel et dans l'organisation d'un Groupe multinational de 2.000 personnes.
Ce Groupe comporte 5 Sociétés.
De formation juridique.
Bilingue : Français - Anglais.
Salaire annuel : 100.000 francs.
*Prendre contact avec Cabinet Claude VITET,*
2, rue Marengo. — 75001 PARIS - Tél : 260-71-28.

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**
FORMATION SUPERIEURE
39 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative, juridique, financière, crédit export, création filiales étranger, étudierait toutes propositions. Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.
Ecrire no 3.461, « le Monde » Publicité.
5, rue des Italiens. — 75427 PARIS.

**CADRE SUPÉRIEUR**
Administratif et Financier
Longue expérience Budget - Contrôle de gestion - Comptabilité - Droit des Sociétés, recherche situation Paris ou Province.
Ecrire no 3.433, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens. — 75427 PARIS (9e).

**CADRE DIRIGEANT 54 ans**
ayant une expérience de 25 ans de MARKETING Gestion financière et problèmes d'exportation (Engineering - Hôtellerie).
Très grande expérience des négociations aux plus hauts niveaux.
Parfaite connaissance de la GESTION et des techniques anglo-saxonnes.
Trilingue anglais-allemand.
recherche
responsabilités de DIRECTEUR GÉNÉRAL
création ou développement de sociétés soit la direction relais affaire familiale.
*Ecrire sous le numéro 3.434, « le Monde » Publicité.*
5, rue des Italiens - 75427 PARIS 9e.

---

**DIRECTION RELATIONS SOCIALES**
Voir en page « Vie économique et sociale » Annonce no PC 28.172 CONTESSE PUBLICITE.

Monsieur, 40 a., bne présentat. SECRETAIRE PARTICULIER Cadre supér., expérim., pouvant voyager et effect. tles missions, tes transac., marketing, contacts ht niveau, parl. couram. espagn., anglais, arabe, ch. poste dans société ou chez gens d'affaires. Ec. no 10.155 Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

LIBRE DE SUITE
Cadre H., compt., 42 a., BP 1er *prélimi., niveau 2e cherche poste* SECRETAIRE GENERAL Demande contact verbal direct. DETAIN, 183, rue Belliard-18e.

J.H., 23 a., lib. oblig. mil. Licencié DROIT PRIVE - I.A.E., Anglais parlé, ch. place secrét. administrat. Economique et financier. Etranger ou province. Tél. 737-72-85.

Fme, 40 a., secrétaire dir. cciale, excel. prés. et contacts extér., ch. poste stable pr second, chef entrepr. Accept. offre autres débouchés. Tél. (H.B.) 622-55-13. dem. Mme Ponscarme.

J.H., 26 a., dég. OM, lic. droit privé, serait intéressé pr tles propos. sérieuses. Lib. ste. Ecr. no T 70.144 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Ingénieur ENI + IAE, 28 ans, marié, form. polyv. à base méc. PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND + anglais. 2 ans d'expér., ch. emploi techn.-comm. à prédom. techn. et en contact av. l'Allem. Ecr. no 3471 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

*JURISTE (H), 35 a., lic. droit pr.* 10 a. exp. ds éts crédit, con. drt constr. ch. poste ds serv. jur. prom. imm. ou sect. banc. Cadre 55.000 F. Lib. imm. Ecr. Mlle Richert, 10, r. R.-Fleury-75015 qt.

Etudiante sérieuse ch. travail pour juillet. Tél. 627-90-76.

Monteur copiste offset, reporteur photo, 36 ans, sérieux, recherc. poste stable. M. Bourrachau, 42, rue des Ruffins 93100-MONTREUIL.

Fme, 27 a., mariée. B.A.S.E. cycle CAPASE, expér. 6 a., ch. poste respons. dans sect. socio-culturel, préf. cent. av. hébergement. Paris, banl nord et est. Ecr. no T 70.138 Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

PRESSE-EDITIONS
Hme, 47 a., expérience 15 a pub. Red. promot. presse. Rech. poste stable et sédentaire. Paris Ouest ou banl. Ouest. Revue spécial. prof., House-organe, VPC, Edit. librairie. Lib. suite. Ecr. à Mme MARTINELLI 23, rue Jules-Michelet 92700-COLOMBES qui transm.

JH, 25 a., dég. O.M., maîtrise de philo 2e année doct. 5 langues viv. ch. poste prof. enseig. privé. J.-L. Doyle, 4, sq. Carpeaux-18e.

CADRE ADMINISTRATIF
33 ans, licence droit 5 a. d'expér. Connaissances informatiques. Cherche poste responsabilités. Ecr. no 3458 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

H., 25 a., *diplômé I.U.T. techn.* de commercialisation. Dispo. rap. France et étranger. Nomb. stages réalisés. Denis CAILLEAUX, 15, av. Carnot, 63000 Clermont-Fd. Tél. (73) 92-30-87.

J.F. documentaliste. Allemand. Anglais. Connaissances informat. cherche emploi stable. Lib. mi-juillet. Mlle LEGROS, ch. Mme Hoarau, 5, r. Gal de Maud'huy - 75014 PARIS.

CHEF DU PERSONNEL
44 a., posséd. 14 a. expér. ind., maîtrisant parf. l'ensemble de la fonction, rech. poste simil. ou direction de personnel Paris ou banl. Ouest. Ecr. no 10.096 Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

J.F. ch. emploi bureau, dactylo début. *Préfér. 9e.* Ecr. no 6961 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

JOURNALISTE PROF. CHERCHE EMPLOI DS QUOTIDIENS OU HEBD. PARISIENS, REGIONAUX OU OUTRE-MER Ecr. Didier LECLERC, 14, rue Marcel-Sembat 76140 PETIT-QUEVILLY.

Chef d'atelier, 38 ans Horlogerie de luxe, grande exp. Cherche place stable. Ecr. no 6959 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Chef d'atelier, 38 ans Horlogerie de luxe, grande exp. Cherche place stable. Ecr. no 6959 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

Maître Es-lettres. Psychologie industrielle cherche pour nov. 75 emploi mi-temps. Ecr. no 2886 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

---

**CHEF DE PRODUITS**
recherche
Société pour Poste PARIS - PROVINCE
Mon profil :
26 ans - Diplômé I.U.T. MARKETING. Expérience de la Grande Distribution. Connaissance parfaite des études de Marchés, de Concurrence, de Produits.
Parle ANGLAIS - ALLEMAND
Mon souhait :
Participer au Marketing d'une Société dynamique de grande ou moyenne importance et mettre à son service mes connaissances.
Disponible rapidement.
Ecrire no 3.438, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — *75427 PARIS-9e.*

**GESTIONNAIRE PORTEFEUILLES-TITRES**
39 ans - Membre actif N.Y.S.S.A.
Solide expérience - Performance.
Cherche position de responsabilité et d'action.
Ecrire sous le numéro 3.428, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

11 ans expérience
**EMBALLAGE - CONDITIONNEMENT**
Responsable, depuis 1967, de la filiale commerciale française d'un important Groupe Européen.
42 ans, résidant à Paris, libre en septembre ou octobre, recherche une nouvelle situation.
**PRODUCTEUR ou UTILISATEUR**
Si cette candidature vous intéresse, écrire sous no 1.155 A PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne. 75008 PARIS, qui transmettra.

**DIRECTEUR RELATIONS HUMAINES**
36 ans, formation universitaire, Européen, couramment FRANÇAIS - ANGLAIS - ALLEMAND, ayant acquis une large EXPERIENCE sur un plan INTERNATIONAL, propose sa collaboration à une Société internationale.
Caractéristiques essentielles :
HOMME D'AFFAIRES
Ecr. no 7.193, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur. PARIS (2e) ou téléphoner au 050-23-66.

25 a., E.S.C., All. court. ch. sit. finance, études, France, R.F.A. Dupuy, D3550 Marburg, Am Richtsberg 10.

J.H., 26 a., ANALYSTE-PROGRAMMEUR, 4 a. exp. en All. PL1, ANS-COBOL, assembleur sur système IBM 360-165, 370-148 et 155, OS-MVT, OS-VS 1 et 2, Siemens 4004. Tps réel en cours. 6 langues étr. dont : Allemand. Russe parf. et bon Anglais. Rech. sit. Paris au 1-7-75. Ecr. no 3407 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

J.H., 25 a., ingénieur ENSM opt GC début., lib. O.M. Fortran, étud. tles propos. MOUTON, 6, r. A.-Camus, 42300-MABLY.

Cadre F., 15 a. exp. serv. ccal, admin., rel. publ. ch. sit. plein ou 3/4 tps. Déplac m. loint. acc. Lib. suite. 604-54-37 mat.

Ingénieur ETP, maîtrise d'informatique, doctorat de gestion, 27 a., 2 a. expér., souhaite s'intégrer dans une équipe ORGANISATION et METHODE, ou PLANNING et CONTROLE. Ecr no 52.338 P.A. SVP, 37, r. Gal-Foy - 75008 PARIS.

Cadre vte 20 a. pièces auto poids lourds, disponible pour responsab. cciale et public. Ecrire HAVAS CONTACT, 156, b. Haussmann, 75008 Paris. S/réf. 63478.

27 ans, diplômée histoire de l'art. Angl. Dactylo, 4 ans exp. promot. Vie artisanat d'art. Lib. immèd. étud. tles possib. emploi « vivant ». Ecr. Mme Bellin, 13, rue Linné, Paris-5e

PROFESSEUR D'ANGLAIS
Expér. audio-visuelle Accepterais cours dans école privée. 834-38-43.

HOMME 39 ANS
**CHEF DU PERSONNEL**
Paie recrut. relation av. person. et Syndic. Sce social cher. poste Fonction person. Paris ou Banl. Ecr. M. Lessard, 23, avenue Pierre-1er-de-Serbie, 75116 Paris.

**INFORMATICIEN**
Chef de projet expérimenté. Libre rapidement. Cherche poste similaire. Ecr. no 3.411, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

AFRIQUE
**CADRE SUP. - 42 a.**
14 ans expér. Afrique, rech. situat. OUTRE-MER ou PROV. Ecr. HAVAS Chartres, no 70.426.

**SECRETAIRE CONFIRMEE**
15 ans expérience commerciale, recherche place stable nécessit. initiatives et responsabilités. Périph. Asnières - Clichy - Saint-Libre de suite. Ecr. No 6.947 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

**CREDIT-BAIL IMMOBILIER**
Dir. SICOMI, 33 a. lic. sc. éco. rech. resp. banq. ou Ets financ. Ecr. No 3.459 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

**CHEF DE PUBLICITE**
30 ans
6 ans d'expér. grands supports et supports profession., bonnes connaiss. agences et annonceurs. Anglais et ital. cour., cherche poste à responsabilités et chez annonceur. Ecr. No 6.963 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e. ou téléph. 828-27-61.

**CADRE COMMERCIAL**
30 ans. Homme de textile animateur et gestion. des ventes. Langue : anglais, rech. poste à resp. sté France ou filiale étr. Ecrire No 7.713 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

**GRAPHISTE**
(formation publicitaire)
collaborant avec organismes d'aménagement à la conception des informations graphiques
intéressé par poste à pourvoir (intégré ou extérieur) dans : équipe de création, de relations publiq., organismes d'études, etc. Paris ou région parisienne. Ecr. No 6.962 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens 75427 Paris-9e.

**INGENIEUR ELECTRONIC.**
automatismes, asservissements, Tech. digitale, 26 ans, dég. O.M., ch. situat. de préf. prov., étrang. Ecr. No 3.454 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

## capitaux ou proposit. com.

Je cède 50 % S.A.R.L. restaurant pleine expans. C.A. 10.000/jour. Placement. Ecrire Augagneur, 16, pl. Vendôme, Paris-1er.

Si vous êtes jeune et dynamique
Si vous aimez le contact !
Une situation stable et agréable pleine d'aven. Important cabinet immobilier en S. A. recherche ASSOCIE AVEC REFERENCES
Poste à pourvoir
**DIRECTEUR GENERAL**
Ecr. pour premier contact avec C.V. DORDOGNE MANOIRS, 2, rue du Docteur-Simounet, 24100 BERGERAC. Téléph. (53) 57-14-27.

DIVISION FRANÇAISE IMPT GROUPE INTERNAT. BIENS D'EQUIPEMENTS
recherche
dans cadre Réseau National
**CONCESSIONNAIRE**
EXCLUSIF
P. dép. MARNE et ARDENNES. Investiss. à prévoir. Rapports élevés répartis sur ventes et services. Formation technique et commerciale assurée. Ecrire à no 9.919, Contesse Publicité., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

## cours et leçons

J. H. Anglais, dipl., donne cours anglais privés. Tél. : 666-55-61.

## autos-vente

Renault 6 1969, 1re main. Et. nf. Mme Bettels 210, av. Pierre-Brossolette, (92) Malakoff.

## bateaux

Vend Péniche Fer, 38 m, cale aménag. 420 m3. Appt acajou. Moteur G.M. 165 CV. 90.000 F. Ec. M. Berroyer, 87, bd Ney-18e.

---

les annonces classées du
**Monde**
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi de 8 h. 30 à 18 h. 30
au
**233.44.31**
pour tous renseignements : **233.44.21**
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

*Notre immobilier se trouve en page 34*

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| OFFRES D'EMPLOI | 24,00 | 30,70 |
| Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur | 38,00 | 44,37 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 7,00 | 8,03 |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC | 65,00 | 75,89 |

# ANNONCES CLASSEES

| | La ligne | La ligne T.C. |
|---|---|---|
| L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location | 25,00 | 29,19 |
| EXCLUSIVITÉS | 30,00 | 35,03 |
| L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi) | 23,00 | 26,85 |

# L'immobilier exclusivités

*Sous ce titre, nos lecteurs trouveront durant quarante-huit heures (deux parutions consécutives) ces propositions d'achat, de vente ou de location qui sont publiées uniquement par* Le Monde

## appartem. vente

*Paris*

**PL. DE L'ETOILE**
Ds bel imm. p. de t. 5e étage avec ascenseur. Balcon. Soleil
**4 PCES,** entr., cuis., s. de bs, w.-c. A rénover
+ CHAMBRE de SERVICE
Réfection possib. par nos soins
**PRIX : 445.000 F**
S/place mercredi, jeudi, 14-17 h :
14, RUE LAURISTON ou ALM. 35-15

XVe 20, sq. de La Motte-Picquet (continu la rue d'Ouessant) 68 M2 - 2-3 PIECES CONFORT Imm. p. de t. Libre de ste. Tél. Visite lundi-mardi, de 14 à 18 h.

16e PORTE DAUPHINE Appts de réception — 340 m2 à rén., 9 p., dépend., 3 ch. serv. Prix 1.250.000 F. — 400 m2, 4e ét., asc., 8 p., dép. 2 ch. serv. 2 park. Px 1.600.000. KIJOXSON - LAB. 13-09

16e AV. G.-MANDEL - Imm. stand., prestigieux appart. 148 m², dble récept., séj.+2 ch., dépendances. Tél. Chbre service Prix 1.250.000 F. - LAB. 13-09.

18e RUE LAMARCK - Bel imm. p. de t. 2 PIECES, tout confort. Tél. Prix 189.800 F. KIJOXSON - LAB. 13-09

**ALFRED ROLL** TERRASSE JARDIN 95 m² + 120 m² appart., gd cft, bel. récept., 2 chbres, gde cuis. équipée. 650.000 F. ANJ. 90-73.

**PR INVESTISSEUR**
91, rue Raymond-Losserand-14e, Studios tout confort à partir de 59.000 F. Vis. s/pl. ts les jours de 14 h 30 à 19 h, ou téléph. : 783-83-86.

**8e - MONCEAU (Près) et 17e RESIDENT.**
APPTS HT STAND, 300 m2 env., parking, possibilité professionnel. Idéal MEDECIN, AVOCAT. RIC. 06-68 et 05-87.

**IVe - S/SEINE**
Appt 280 m2, classe exception., décor raffiné, équipem. luxueux, plein soleil. Prix élevé justifié. R.-V. 532-88-62.

**AUTEUIL**
TRES BEAU STUD. s/rue calm. SOLEIL. Tél. Asc. desc. Excel. rentabilité. R.-V. : 532-88-62.

**PR. BD SAINT-JACQUES**
Propriét. vend Duplex caract. Tt confort. Av. jard. 723-37-01.

**16e - RANELAGH**
Dans imm. récent et de luxe, 6e ét. avec terrass., 9 P., 320 m2. RIC. 05-87 et 06-68.

ILE-SAINT-LOUIS
magnif. appt 110m2 + terrasse 60m2, Sud., tél., 4e étage, asc. Tél. : 633-65-14.

PAUL-DOUMER
Duplex 150m2, 9e et 10e étage, bel. terr., gd liv., 2 ch., 2 bns, ch. serv., gar. Tél. : 224-08-18.

Av. VICTOR-HUGO, près 1er ét. stdg, 210m2, sal, s. à m., 4 ch., 3 bns, gde cuis, office, 2 ch. serv. 900.000 F. 224-00-10.

Proche jardin du Ranelagh ds imm. p. de t., beau 7 p. tt cft, tél., prix intéressant : 387-59-79.

Ve appt caract. ATEL.-SEJOUR, 2 chbres., ent., cuis., bns, tél. 27, rue Bernardins, dern. étage.

XVIe MOZART RAVISSANT DUPLEX 75 m2 CARACTERE. SEJOUR + CHAMBRE, TEL. 420.000 F. Tél. : 704-88-18.

XVe PONT - MIRABEAU
EXCELLENT PLACEMENT
STUDIOS - 2 PIECES.
Tout confort, cuisine équipée. Qualité exceptionnelle. Location et gestion assurées. Tél. : 073-15-51 et 073-80-23.

VIe pr. QUAI GDS-AUGUSTINS Pet. TERRAS. VUE N.-DAME LUXUEUX DUPLEX DE 110m2. CALME, SOLEIL. ODE. 42-70.

19e, 50 m. Parc But.-Chaumont
RESTE SEULEMENT
2 studios - 2 deux pièces tout cft, cuisine équipée.
BONNE RENTABILITE
PLUS-VALUE CERTAINE
Location et gestion assurées. Tél. : 073-15-51 et 073-80-22.

BUTTE-aux-CAILLES b. maison 6/7 p. + atelier dans jardin, ét. impec., beaucoup de charme. ALGRAIN, 285-00-59 et 09-54.

ALESIA Studio équip. tt conft, 600 mens., 69.000 F. T. 337-45-59.

R. REUILLY idéal pr placem. Je vds b. stud. tt cft. rf nf + cuis. équip., chff gaz., im. rav. Prix intér. TRU- 40-31, h. repas.

*Région parisienne*

**NEUILLY**
— Mo SABLONS, Imm. P.d.T., appt en rez-de-ch., 5 p., 150 m2. Tél. Ch. serv. Prix : 540.000 F.
— AV. V.-HUGO, Imm. récent, dble living + 2 chbres, 83 m2. Tél., s/jard. Prix : 550.000 F. KIJOXSON - LAB. 13-09.

**S/BOIS VINCENNES**
Magnif. appt. plein soleil, beau séjour + 3 chambres, 2 bains. Box, chbre service. 344-07-13.

Mais.-Alfort, urgt, p. vd b. 3 p., imm. réc., tt cft, loggia, cave, asc., gar. Px intér., excel. plac. faib. charges. 899-03-12, dès 18 h.

Part. à Nanterre vd appt imm. réc., tr. proche station du RER Nanterre-Ville, gd 3 p. 70m2 + logg., tt cft, asc., park. priv., 220.000 F. Téléphone : 204-43-99.

## locations meublées

*Offre*

SAINT-CLOUD. Vue sur Bois et Seine, 3 p. cuis., bs, tél., 4e asc. 1.500 F - 742-23-25.

## bureaux bureaux

**HERON BUILDING MONTPARNASSE**

20.000 m2 de bureaux à louer disponibles début 1975
18 étages de bureaux modernes et fonctionnels dans le dernier né des quartiers d'affaires de Paris

**Richard Ellis** 17, rue de la Baume, 75008 Paris. Tél. : 225-27-80/359-29-93

GARE DE LYON
900 m² Immeuble commercial Libre. A LOUER
170.000 F annuel, ss pas-de-porte Ecrire à no 74.575, I. P. F., 12, rue de l'Isly, 75008 Paris-8e.

NEUILLY
Bureaux de standing à louer à partir de 148 m2. RICHARD ELLIS, 225-27-80. M. Reyé.

## locaux commerciaux

MARX - DORMOY, 2.000 m2 imm. commerc. entièrem. libre. A LOUER SS PAS-DE-PTE, 140 F le-m2. Ecr. no 74.568, I.P.F., 12, rue de l'Isly, 8e.

Part. vend de préfér. à part. AFF. EXCEPT., local ccial. 700 m2, 3 niv., monte-charge, 3 lign. tél., av. République, Paris-11e. Tél. : 805-34-62.

## fonds de commerce

CENSIER boutiq. impec., 500 F mois + pet. cession, 337-69-59.

MARSEILLE, part. vds ens. ou sépar. boucherie abat. et fabric. charc. musulm., gros et dét. Pr. porte Aix, client. mixte, imp. matér. Px 400.000 F, cam. frigo 6 t., ét. nf, px 70.000 F. Appt coprop. stdg, 6 p. cuis., ch. cent. gaz, prox. grande poste, ascens., Tél., prix : 300.000 F.

Écr. HAVAS MARSEILLE 91882.

## locaux indust.

CENTRE NEVERS (58) construct. récente, ateliers, burx, sal. de conférence, surf. dévelop. 2.600m2, logement du gardien. Parfait état. Tél. : 824-58-25.

## appartem. achat

Recherche Paris-15e, 7e arrond., pr bons clients, appts ttes surf. et immeubles. PAIEM. COMP. Ecrire Jean Feuillade, 5, r. A.-Bartholdi (5e). Tél. : 579-39-27.

## locations non meublées

*Offre*

16e SUR JARDIN **RANELAGH**
APPT LUX, 200 M2, 3 bains, cuis. amén., ch. serv. av. bains. Park. dble. Tél. Imm. catégorie except. Loyer élevé. - 704-88-18.

**NEUILLY** BOUL. BOURDON
Jamais hab. 4e étage. 3 pièces, cuis., 67 m², STAND. Tél. Park. 2.500 F + charges. Tél. 824-76-47.

Du studio au 4 p. par pptaire direct. Tél. : 770-95-34/523-21-73.

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES.
9, rue du Hanovre, métro Opéra.
8, rue Ph.-Dangeau, Versailles,
45, rue Héricart, métro Dupleix.

Censier 2 p. tt cft, ref. à neuf, 1.000 C.C., « FAC » 337-69-59.

*Demande*

COUPLE RECHERCHE : appartements, atelier, maison ou grenier à aménager. 6e arrdt ou environs. Grand espace, lumière, silence, dernier étage. Ecrire no 69.954 REGIE Presse 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

ING. ch. sans agence 4 à 6 p. Versailles ou env. Tél. 950-36-70.

## pavillons

Parc de MAISONS - LAFFITTE dans résid., pav. 4 p., cft, 70m2, chauff gaz + ling.; gar., avec jardin, 270.000, à déb. 962-34-55.

ENGHIEN, 5 min. gare. Calme, soleil, jardin 1.000m2. Maison de 8 p., 200m2 HABITABL. + ss-sol + dépendanc. Px 550.000 F, av. 110.000 cpt. Tél. : 989-31-74.

## hôtels-partic.

**XVIe MUETTE** Hôtel particulier à rénover, garage. - 627-78-52.

## villas villas

**ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU**
à 5 minutes de la gare de Melun

**LA VILLAUBOIS**
Piscine chauffée - Club house - Tennis
- 11 villas de 5 à 7 pièces principales avec jardin privatif, de 232.000 à 280.000 francs.
- PETIT IMMEUBLE 2 à 4 pièces principales, de 103.000 à 167.500 francs.

LIVRAISON JUILLET 75
PRIX FERMES ET DEFINITIFS NON REVISABLES
Apport personnel : 30 %.
PRETS PIC au taux moyen de 9,67 %.

Renseignements et vente :
CONSEIL S.A.R.L., 546, avenue Foch, Dammarie-les-Lys. tél. : 437-17-45, et sur place samedis et dimanches, de 14 h. à 18 h., avenue Emile-Zola, Dammarie-les-Lys.

Vil. nve cent. Cannes. V./mer imp. Séj., 6 ch., solar. 1re mutat. 1.000m2 bx arb., 800.000. France-Eur. 3, r. Ct-André 06. 39-22-10.

**VENCE** 154, chemins des CAMBRENIERS
RESIDENCE LE PARADIS
Villa comprend : 2 appartements indépendants F 3 : 2 s. bains, w.-c., gar., cave, chauff. maz. Terrain 1.200 m2. Beaux arbres. Prix 430.000 F. Vis. s/place du 12 au 19 juin. H. Bur. tél. PARIS : 903-28-91 ; VENCE 15 (93) 58-22-15.

## propriétés

ETANG à vendre sur terrain boisé. Possibilité de construire. Tél. 58, CERDON-DU-LOIRET Par GIEN.

ST-MAUR bord Marne ds parc 2.000m2, b. ppté 8 p. av. piscine. ALGRAIN 285-00-59 - 09-54.

91 CROSNES magnif. propriété 11 p., parc 5.000m2, pav. gard. ALGRAIN. 285-00-59 - 09-54.

HAUTE - PROVENCE GD MAS à rénov. + 1.500m2, vue, situat. exception. Ecr. Cl. Curnier od Dauphin. T. (92) 78-58-01/78-58-12.

EXCEPTIONNEL. ENGHIEN A rénov. villa 7 p. + 1 de 45m2. SUR PARC DE 2.000m2. Très calme. Résidentiel, 730.000 F, av. 146.000 compt. Tél. : 989-31-74.

ARBOIS (Jura) maison avec jardin, 14 pièces, 11 chambres, av. lavabo et bidet, chauff. central. vue dégagée. Renseig. notices ZAMBONI, 23, rue de la Grande - Horloge, 47000 CAEN.

30 km Paris, autoroute Ouest Villa neuve dispon., 6 p., bon stdg, site boisé, tr. proche gare, 30 min. Saint-Lazare, 340.000 F. GRAVEY. Téléph. : 965-69-59.

## villégiatures

Pyr.-Orient., rés. Prades, petit château de propriété 16 ha. Vue, calme. R.-de-ch., séj., 3 chbres, bs., tél., TV, gar. Juin ou sept. 3.000 ; juillet 4.200 F. 1er étage, séj., TV, chbre, bs + 2 terras., Juin ou sept. 2.000 ; Juil. 2.500 ; août 3.000. En totalité ou séparément. La Mais. des Vacances 77, rue de Rome, Paris-17e. Tél. : 387-12-34 ou 387-08-18.

ISERE 8 km DE GRENOBLE belle mais. moderne conft, 3 ch., 6/7 pers., gar., jdin, juil. 3.075 F. La Maison des Vacances. 77, r. de Rome, 75017 Paris. Tél. : 387-12-34 ou 387-08-18.

Ille-et-Vilaine, 5 km de Dinard, belle maison ancienne, granit, ameubl. soigné, confort. Séjour, 3 ch., bns. Juillet : 2.440 F ; juin ou septembre : 1.380 F. La Maison des Vacances. 77, r. de Rome, 75017 Paris. Tél. : 387-12-34 ou 387-08-18.

## immeubles

RECH. PAIEMENT COMPT. Immeubles import., de qualité, libres ou occupés, préfér. burx. SOGEPAT, 25, rue Marbeuf. Tél. : 225-09-21 et 359-82-67.

## appartements vente

*Paris*

**2e - CENTRE PARIS**
400 m OPERA
150 m Bourse
Je vends directement dans mon IMMEUBLE STANDING du 18e SIECLE RENOVE 100 %
**STUDIOS**
**2 et 3 PIECES DUPLEX avec LOGGIA**
LUXUEUSEMENT aménagés POUTRES, PIERRES D'ORIGINE - INTERPHONE
Me voir tous les jours de 9 h. à 18 h., 9, rue PAUL-LELONG.

**AV. SUFFREN** IMM. standing Gd living-dble + chbre, tout confort. - VERNEL : 526-01-50.

**AV. BOURDONNAIS**
Propr. vendent coq. living + 1 chbre, cuis., gde s. de bns, w.-c., 5e étage. Tél. 722-38-43.

**MOTTE-PICQUET**
**2 P.,** cuis., w.-c., salle bains, chauffage central. Prix 145.000 F. - 567-75-81.

**Mo CENSIER** Imm. p. de t. ravalé
**STUDIO,** CUISINE, DOUCHE, W.-C.
17, r. BERTHOLLET. S/JARD. MARDI-MERCREDI, 15-18 H.

16e pr. BOIS, ds bel résidence calme 1931 : GD 5 PCES, cuis., bains, 200 m2 envir. GD 2 P., cuis., bains, 110 m2 envir. 1 garage, 1 chbre pers. chaque. Vis. mercredi 14 h 30 - 17 h 30 : 5, SQUARE DE L'AVENUE DU BOIS (9, rue LESUEUR)

6e CHERCHE-MIDI 2 pièces, cuis., w.-c., 40 m² 2e étage s/jardin. - 567-22-88.

15e Imm. pierre de taille Grand living, chbre, tt cft, ét. élevé. Px 250.000 F.
**GILER S.A.** 59, av. d'Iéna Tél. 260-36-80

**NOVIM**
CENTRALE VENTE IMMOBIL. se charge de la Revente de votre appartement dans les meilleures conditions.
EXPERTISE GRATUITE
Commiss. à charge de l'acquér. T. Mme SOULIE DE MORANT, 723-98-78.

CONVENTION
Imm. neuf. Gentil 3 p., étage élevé, terrasse, parking. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

59, r. CARDINAL-LEMOINE Propr. vd direct. ds im. P.d.T. beaux stud. et 2 p., tout conft, ch. cent., w.-c., cuis. équipée, moq. Sur place. 325-00-71.

VUE PRESTIGIEUSE S/BOIS, grand standing, 9e étage, superbe appartement 176 m² balcon, loggia. 577-60-10, matin.

Av. Georges-Mandel. 6 p., duplex 150 m², tt cft, 2 chbres service, 800.000 F. 700-37-92.

Mo MAX-DORMOY. 6 p., tout confort, chambre service. Particulier de préf. à particulier. Tél. après 18 h. : 203-54-57.

8e MONCEAU. Part. vd, refait neuf architecte, 2 p., cuisine équip., s. de bs. baign. encast., air cond., moq. T. 387-13-13.

13e. Imm. nf 1974, 3 p., tt cft, parkg. 3.700 F le m². TELEPHONER le MATIN : 525-36-26.

PROPR. vend direct. APPARTS rénovés et LOCAUX CCIAUX dans les 2e, 14e, 18e. Téléph. : 387-81-20 ou 770-60-00.

14e. P. à P. Très beau 3 pces. cuis., s. bains, tt cft, soleil et calme, 4e étage, 250.000 F. Tél. avant 9 h. matin et après 18 h. 30 : 587-16-31.

BUTTE-AUX-CAILLES. - Plein ciel. S/TERRAS. JDIN, Séj. + 2 chb. Calme, pl. sol. 588-84-59.

17e EXCEPTIONNEL. - Idéal plac., raviss. studio, tout conft, 69.000 F - Propr. 754-50-02.

PL. RODIN. Gd stands. dern. étg., original 300m², VUE; SOL. ss vis-à-vis, 2 serv. gar. Excl. S. MEYRAT, 531-51-10.

ETOILE - 17e
14, rue d'Armaillé, studios av. tél. à partir de 52.000 F. Exc. rendement/prix. SOGIT, 293-47-08 ou sur place ce jour, de 14 h. à 19 heures.

Part. de préférence à part., bd Montparnasse, apparlem. très ensoleillé face Tour Montparnasse, env. 60 m², 3 pces, salle de bains, tél. wc. Appeler 770-31-92.

16e. Ds hôtel part., prop. vd : 1) luxueux duplex 110 m² ; 2) 2 pces 50 m² ; 3) 1 gd stud. 50 m², le tout parfait. décoré et aménagé. Téléph. : 548-34-80.

Placement Monge-Censier
Rentabilité assurée,
bx studios cft, 33, r. de la Clef, mercr., jdi, vend., 14-18 h. 30. Propriétaire, 742-89-23.

6e PRES SAINT-SULPICE 110 m², 2 séj., 2 chb., ASC. FINITIONS GRE acheteurs. ODE. 42-70.

2e. QUARTIER DES AFFAIRES. Dans immeuble 18e siècle. Entièrement rénové, grand confort moderne, vous y trouverez STUDIOS 2 et 3 PIECES. MEZZANINE EN DUPLEX. Livraison immédiate. Téléphone : 325-25-25.

19e. N'attendez pas pour acheter dans ce quartier en pleine rénovation des STUDIOS entièrement équipés dans immeuble rénové. GROSSE RENTABILITE PLUS-VALUE certaine d'AVENIR - Téléphonez-moi au 325-56-78.

5e ARRONDISS. IMMEUBLE 17e. FACADE CLASSEE. Restauré luxueusement très grand standing : STUDIOS DUPLEX GRANDS APPARTEMENTS TOUTES SURFACES Avec très grand confort. GIRPA, 92, bd du Montparnasse TEL. 325-25-25 ou 56-78.

17e. Charmant H.P. divisé Beaux appts sur plus. niveaux jard. particulier terrasse, asc. 1) Double living + 3 chbres ; 2) Triplex 75 m², terrasse ; 3) Séj. + 1 chbre sur jardin, s. de bs, cuis. luxueus. équip. 325-10-56.

Porte VERSAILLES. B. appt 2 p., cuis., bs, cft. Vue dégag., 120.000 F. Degove, SEG. 55-31.

HALLES
Propriétaire vend ds bel imm. 18e siècle rénové :
— STUDIOS décorés, LOGGIAS tt cft 30 m² : 100.000 F ;
— SEJOUR + 2 chbres, loggia, tt cft, 60 m² : 240.000 F.
Visite mardi, merc., 14 à 16 h., 17, RUE DUSSOUBS. Téléphone : 553-64-67.

PRES DES HALLES
Particulier vend grand 2 pièces et studio tout confort. Sur place tous les mercredis. de 14 à 18 h., 87, rue Montmartre - 277-62-23.

PALAIS-ROYAL
Propriétaire vend, dans bel immeuble 18e siècle rénové :
— IMPORTANT GRENIER A AMENAGER, 4,10 mètres, sous poutres, possibilité loggias, 5e étage avec ascenseur ;
— Dans le même immeuble, 80 m² à aménager, 3,60 mètres sous plafond. Belles cheminées. Téléphone : 553-64-67.

PEREIRE
6 bis, rue Galvani, 17e. Gd 4 p., bs, 135 m², ch. serv., 1er ét., soleil, calme, tt conft. Prix 550.000 F. 265-90-05. Sur place mercredi 4, 14 h. à 17 h.

Mo LOUVRE, rue Saint-Honoré, STUDIOS et 2 P. gd standing, rénovation luxueuse, livrables de suite. - BID. 98-54.

AUTEUIL. 4 P. cft, libre, poss. prof. lib., mardi, merc., jeudi, 15-18 h. 1, r. Michel-Ange, 2e ét.

IENA. Calme verdure. Grand 4-5 pièces. tt cft, chb. service. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

Mo BROCHANT
Pprop. vd 2 p., c., entr., wc, salle bs 1er étage sur rue. heures repas - 254-25-23.

A 150 m. GUY-MOQUET
236, RUE CHAMPIONNET esc. DTe 3e Dte SUR RUE, PROPR. VD 3 P., c., ent., wc, s. eau ch. c. vis. mardi merc., jdi, vdi, 18-19h, sam. 15-18 h.

Mo LA FOURCHE
84 AVENUE DE CLICHY
Propr. vend 4 p., c., ent., wc, bains ch. c. Prix intér. avec 10.000 cpt. Vis. mardi mercr., jdi, vdi, 18-19 h., sam. 15-18 h.

VIe PRES DES QUAIS
Elégant séjour + loggia + chb. Bel imm. XVIIe s. - 325-10-56.

BOULEV. LANNES - 225-73-26. Luxueux 150 m² serv. garages sur Bois et jardin.

*Région parisienne*

**CLICHY** (92) - Rez-de-ch. à transformer en APPT 3 P. S. de bns. Facilit. paiement. - Le matin. 754-44-81.

**SAINT-CLOUD** 5 min. gare Ds résid. gd standg, quart. résid., APPART. 2 ch., séj. double avec balc. Jolie vue - Garage - Cave 380.000 F. - 950-14-60.

P. à part. vd F-4, tt cft, quart. calme, près RER, écoles marché, CHAMPIGNY. Prix : 155.000 F. Tél. h. rep. et après 18 heures, 706-17-78.

A CACHAN part. vd, cause dép. F4 ds imm. Vue impren. à 5' ligne de Sceaux. Ensoleill. tot. Garage et parking. Libre juillet. Tél. : 655-11-38.

**SAINT-GERMAIN** RESIDENTIEL Dble liv. 2 chbres. Gd conft. Terrasse. - Prix : 380.000 F.
**GILER S.A.** 59, avenue d'Iéna Tél. : 260-36-80.

SURESNES. — BEAU STUDIO. Confort total. Impeccable. Téléphone : 775-19-03.

## appartem. achat

ACHETE, URGENT, COMPTT., chambre bonne Paris. 873-20-67.

Achète, urgent, rive gche, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, 1 A 2 PCES paiem. comptant chez notaire. Tél. : 873-23-55.

## constructions neuves

XIIe RUE DE PICPUS
studios, 2 et 4 Pièces
Livrables 4e trimestre 76
PRIX NON REVISABLES
IMMOBILIERE FRIEDLAND,
41, av. Friedland. BAL. 93-69.

XVIIIe JULES JOFFRIN
Chambres et studios
2-3-4 et 5 pièces
PRIX NON REVISABLES
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland. BAL. 93-69.

SEVRES (Proximité Pont)
Studios 2-3-4 Pièces
Habitables fin 76
PRIX NON REVISABLES
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland. BAL. 93-69.

A 200 m de la gare de VANVES-MALAKOFF
A 6' Gare Montparnasse
Prox. future métro début 76.
LA RESIDENCE MIRABEAU
117, r. P.-V.-Couturier
**92 - MALAKOFF**
**STUDIOS AU 3 PIECES**
Livraison octobre 1975.
PX FERMES et DEFINITIFS
CONSTRUCT. TR. SOIGNEE.
App. tém. sam. dim. 10-12 h. Lundi, mercr. samedi, dim. 14 h 30-18 h. Tél. 742-28-97.

**PARIS XIe**
54-56, rue de la Folie-Régnault
A partir de 3.990 F le m2.
Prix fermes et définitifs.
du studio au 4 pièces.
Gd standing, livr. 3e trim. 75.
S/place tous les jours de 10 h. à 12 h et 14 h à 19 h. sauf jeudi et vendredi. 357-79-18.

**CHATOU**
— BORDS DE SEINE
SITE EXCEPTIONNEL
« APPART. à DEUX »
47 m2, H.O., 14.000 F comptant notaire compris + mensualit.
H. LE CLAIR - ELY 69-55.

## appartements occupés

**INVALIDES**
Propr. vdent ds imm. P.d.Taille ravalé, 3 pièces - 723-38-58.

## locaux industriels

**TRAPPES LUMIERE A LOUER**

**25.000 m² d'entrepôts divisibles et adaptables à partir de 600 m²**

**AVANTAGES**
- Zone industrielle de Trappes
- Desserte directe par l'Autoroute de l'Ouest
- Raccordement FER
- Nouvelle formule locative "mesure industrielle" surface selon vos besoins, modifications réalisables
- Entièrement aménagés avec Bureaux
- Livraison clés en main Automne 1975

Renseignements
**SEPRIM**
85, avenue de Saint-Cloud - 78000 VERSAILLES
Tél. 950.30.28

DM/ZUNZ

## locaux commerciaux

Cherchons local commercial. 700 m2 environ pour fabrication confection, quartier Marais ou République dont magas. sur rue. Téléphone : 278-13-03.

IVe BOULEVARD MORLAND IMM. COMMERCIAL 4 900 m2. LIBRE VENTE. 227-29-59.

**LE SAINT-SAENS**
Prox. Champ-de-Mars
Locaux neufs pour
**PROFESS. LIBER.**
architecte, cabinet médical, cabinet dentaire, kinési., labo analyses, etc. activités commerciales poss.
**CORI** 254, bd Saint-Germain-7e 260-38-22, P. 201-202.

## bureaux

PROPRIETAIRE
loue 1 ou plusieurs bureaux ds immeuble neuf - Tél. 758-12-40.

8e PROPRIETAIRE
loue 1 ou plusieux bureaux Refait neuf. - Tél. : 720-05-89.

Locations sans pas-de-porte
1 à 20 BURX. Toutes surfaces A.M. 293-45-55 + 522-19-10.

**ENTRE ETOILE ET TROCADERO**
Dans immeuble de standing Location à partir d'un mois de
**BUREAUX ÉQUIPÉS**
Modernes et à services complets ;
Standardistes et hôtesses d'accueil ;
Parkings visiteurs ;
Télex ;
Salles de conférences.
**HERSA - 553-50-11**

**RUEIL - BUZENVAL**
**A VENDRE OU A LOUER**
**PETIT IMMEUBLE DE BUREAUX NEUF**
Immédiatement disponible
2.800 m2 sur 5 niveaux + archives + parkings.
Possibilité location fractionnée
G.S.C.I.C., Division des Equipements Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine 75755 Paris - Cedex 15. Téléph. : 538-14-07, poste 1021.

En location 1.000 m2
**PARIS**
INTRA MUROS
**BUREAUX NEUFS GRAND LUXE**
air conditionné, tél. 18 lignes.
**325 F/m2 H.T.**
Téléphone : 256-07-61.

**A LOUER PLACE VENDOME**
230 M2 - BUREAUX
Tél. : 260-42-90 + 44-90.

## usines

District Urbain de Château-Gontier loue ou vend à crédit usine neuve 1.000 m2 + 200 m2 bureaux. Renseign. : Hôtel de Ville, 53200 Château - Gontier, téléphone : (43) 07-17-10.

## domaines

Vends Bâtiment Moulin + chute 4 m + étang + porcheries. Barthe André 31350 Escanecrabé.

Rég. Nîmes, parc priv. Magn. MAS rén., 15 p. (2 app. poss.) Ts plaf. chêne, chemin., 4 s.d.b., 3 gar., dépen., 2 ha 40. 1.500.000, Ecr. no 3.467, « le Monde », Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

## fonds de commerce

A VENDRE en S.A. Import. Ensemble Hôtelier T.B. situé gde ville SUD-OUEST. Agences accept. Ecr. no 8.655, « le Monde », Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e).

Banl. Ouest, vd Parfumerie ou l'échangerai contre appartemt. Ecr. no T 070.159, Régie-Presse. 85 bis, rue Réaumur - Paris-2e.

Affaire exceptionnelle : fonds de commerce à vendre, station-service, carburants et mécanic. générale sur Route Nation. 108. Ecr. no 8.682, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

TOULOUSE vends cause santé, urgent BAR-RESTAURANT état neuf, gd appart., belle clientèle. Emplacement 1er ordre, grande avenue, terr. park., 2 salles, gros chiffre d'affaires prouvé. Prix : 500 000 F. Tél. (16-61) 62-92-89.

Ville moyenne de PROVENCE
une affaire de vins, spiritueux, brasserie, en gros, demi-gros, détail. Affaire familiale cinquantenaire C.A. 2 500 000 F. Bâtim. neuf 1 000 m2 + appart. cft 80 m2, cour et parking 2 800 m2. Matériel fixe et roulant excell. état. Ecrire No T 070.133, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur q. transm.

**ADMINIST.** Biens Transact.
VAL DE LOIRE - 1 hre PARIS S.A. C.A. 700.000. Rapp. import. Long conc. Affaire 1er ordre. VIOU. - 508-53-84.

**GERANCES** Immeubles et Transact.
Bén. 125.000, long conc. vend. Autre gérance pure et assur. C.A. 200.000. En Sté. Bel. banl. CHOIX CABINETS et AGENCES VIOU, 29, r. Pt-Neuf. CEN. 86-29

**NANTERRE**
EMPLACEMENT 1er ORDRE
Boutique 260 m2 dévelop. cess. bail - 204-10-59.

## hôtels-partic.

PTE D'AUTEUIL. Boulogne rés. Agréable mais. JARDIN, calme RECEPTION + 6 CHB, GARAG. URGT. - 578-93-93 matin, repas.

**VERSAILLES**
BEL HOTEL PART. XVIIIe. (400 m2 s/3 niv.). Réception + 8 chbres + serv. Gar. Jardin. 265-00-72 de 9 h à 12 h.

## immeubles

VIIe 20 METRES, rue SEVRES. Je vends Murs de Boutiques Commerce en pleine activité. Bonne et sûre rentabilité. Ne manquez pas cette affaire. Appelez-moi au 325 - 25 - 25.

Industriel dispose 2 millions comptant, achéter. Immeubles ou murs hôtel Paris. Tél. après 20 h. - 555-44-79.

VERSAILLES, près - Petit imm. excellent rapport. 12 ch. louées meubl.+2 APPTS conft. Revenu mens. 5.200 F. Prix : 320.000 F Pour visite : 950-14-60

## pavillons

**RUEIL** Dans cadre verdoyant Rav. MAISONNETTE compr. : séj., cuis., ch., gar. S/450 m2 jardin clos 230.000 F - 950-14-60

## viagers

LIBRE suite à Vaires-s.-Marne, près gare ds parc résid. luxe, séj. + 3 ch., 91 m2, ascens. Cpt 65.000 + rte 1 003 F. 742-20-86.

Vue direct. sur PARC BUTTES-**CHAUMONT** Bel imm. Et. élevé. Asc. Balc. Atelier d'artiste + ch., tt cft. Occupé 1 tête 80 a. Cpt+rente 898 F/mens. 526-01-50 **VERNEL**

Ach. viagers ou nue-propriété Discrétion 526-01-50 **VERNEL** 4, pl. Estienne-d'Orves, Paris-9e

## villas

Charente-Maritime. St-Georges-de-Did., villa 7 p., cuis., tt cft, excel. état. S'adr. à M. Champy, La Maleunie, 16030 ROUSSINES.

**ANTONY** Villa nve, prox. lycée. 2 P. 2 bns. 520.000.

**SACLAY** Magnifique villa neuve 8 p., 3 bains. Px intéressant. Propriétaire. — Tél. : 237-99-33.

## locations non meublées

*Offre*

MONTPARNASSE, dans moderne, 96 m2. Jamais h Beau 4 p., cft, S.-Bns + s. Moqu. Tél. Park. Visit. s merc. 4, de 14 à 16 h. 4 du MONTPARNASSE, 2e Interphone et fléchage s/ Tél. matin SEGECO 522

**EXCLUSIVITES**
JOHN ARTHUR ET **TIFFEN**
**OBSERVATOIRE**
« Le Méridien de Paris SUR JARDINS
Cuis. équip., tél., parki
— Studios 1.000 F+
— 2 pces. à part. 1.200+
— 3 pces. 1.600 F+
174, bd Haussmann, 8 622-03-30 et 924-93-33.

**EXCLUSIVITES**
JOHN ARTHUR ET **TIFFEN**
174, bd Haussmann (8
**PARIS - 17e**
entre Porte Champerr et Porte Maillot. Immeuble grand conf (première occupation
**DU STUDIO AU 3**
Permanence (pr. loge g 38-40, RUE GUERSAN Merc., vend., lundi, 13-17 Tél. : 622-03-30 et 924-9

St-Ambroise. Part. loue cft, neuf, tél. 2.000 F c compr. 4, square St-Irén étage D. Mercredi, 18 544-07-29.

17e. Maison particulière. état, tt cft, 7 p., 2 bs, prof. libér., 5.800 F. Me 14 h. 30-17 h. 11 bis, bou Berthier. - TEL. : 77

17e. COURCELLES. 6 p., standg. 3.000 F - 38

Mas provençal à louer, 7 tt cft, s. bs, garage, g dépend., 1/2 h. de jdin, 105 h., 500 m. d'alt., vue ramique Lubéron ensole Blachon, not., tél. 34 C Haute-Provence, ou Ma tél. 62-74-43.

A louer Neuilly, rue Pe bureaux 122 m². Tél. Mairet, 637-45-60.

*Demande*

Jne décorateur ch. studi tiste, 2 p., Paris ou ban Ecr. à 6.960, « le Monde » 5, r. des Italiens, 75427 Pa

## locations meublées

*Offre*

ST-GERMAIN des PR. Ru SEINE, 2 P., cuis. aménag. W.-C. 40 m2. 1.300 CC. 233-

MARAIS GD STUD. car Poutr. et Pierres Appar. Bns. TEL. 1.500 CC. - 233-

Mo MIRABEAU, Chamb. ti chez dame. Juil. ou rech Sept. Etud. ou salarié. 288-80-21.

## maisons de campagne

**ST-GERMAIN - 2 km FOURQUEUX**
Tr. bel. MAIS. caract., taille. 70. S/1.200 m2. E séj., cuis., 2 ch., s. bns. Grenier aménagé en 3 c Prix : 410.000 F. - 950

## propriétés

Vds tr. belle propr. st. m ranéen, petit port du Cal 100 mètres de mer, 10 luxueusement aménagées, boisé 5.000 m2. Ecrire BE Biens - 50000 SAINT-L

Lyon 17 km Ouest, Villa stand. 7 pces, cheminée, + s.-sol. terrasses, coin cue, parc 2.700 m2. 520.000 F. A.G., Vieu Téléphone: 42-64-24.

MAREIL-MARLY
propté en lisière forêt 2. maison Ile-de-France, 2 habit. + s/sol 135 m2, 2 salons bur., 5 chb., 3 cab. toil. Piscine chauffé élevé justifié. Tél. : 95

PARC MAISONS-LAFFI
5' Gare. Réc. Tr. belle pl.-pied. 145 m2, 5 p., 2 Gde chemin. Pier. de Br Parc arb. 1.800 m2. 7

**A 35 KM** PARIS- Propté e
Liv. av. terras. 3 ch., toilette, cuis., gar. Tt S/terr. planté de 2.50 Téléphoner le matin : 7

**DAMPIERRE**
Pro. anc. rénovée e co tion. 25 minutes Paris. 5 Tél. 359-98-47.

**VENDOMOIS**
AFFAIRE EXCEPT. à Paris, 10 km avant V. Partic. vend villa état nf meulière, vaste s-sol. CONFORT. Cuisine équi séjour, 5 chbres, dépen arbres fruit. et ornem. S agréable. LIBRE A LA RIVIERE, 53 bis, rue 75016 PARIS. Tél. 647-

## villégiatur

PRESQU'ILE DE CRO Juillet, Villa 5 ch. tt cft. Tél. hres bur. 657-11-30.

ST-TROPEZ. Bord mer. grande terrasse, pisc., li juillet, août, septemb. 2

NICE. Gd choix locat. n touristiques, lux., du st 3 p. DEGER, 68, rue de NICE. — Téléph. (93)

Loue authentiques roulott nes attelées rand. Prove J. Mayne, 84320 ENTRA Tél. (90) 81-00-35 et (90)

**ORNE** 40 km MER
Loue été maison comp s. à m., 2 chbres, cuis. douche, 400 F mens Ecr. no 6.957, « le Monde 5, r. des Italiens, 75427

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## EMPLOI

RIANT SUR LA RELANCE DE L'EXPANSION

### C.N.P.F. demande aux entreprises embaucher dès maintenant les jeunes ont elles auront besoin plus tard »

**Yvon Chotard, président de la commission sociale du C.N.P.F. nté, lundi après-midi 2 juin, les grandes lignes de la politique à court terme du patronat, et précisé dans quelles conditions P.F. donnait son adhésion aux contrats emploi-formation.**

n croire ses dirigeants, le F. a failli abandonner la ue sociale qu'il mène depuis nées. « *Ne devons-nous pas ger une profonde révision tre politique sociale ?* » demandé M. Chotard au de sa conférence de presse. a-t-il aussitôt répondu, car ronat fait un pari sur la e de l'expansion.

: à partir et en raison de *acte de foi* » que le C.N.P.F. rcé ou confirmé certaines ives.

MPLOI DES JEUNES. — *s sommes décidés à deman- ux entreprises d'embaucher aintenant les jeunes dont uront besoin plus tard. Il nticiper sur la reprise de nsion.* »

ONTRATS EMPLOI-FOR- ON. — « *Nous sommes à apporter notre concours contrats emploi-formation és par le gouvernement* », sous conditions, le C.N.P.F. nt que le « *succès de cette ue dépend des incitations ront mises en place* ».

r M. Chotard, ces contrats t « *avoir une durée de six renouvelable une fois dans êmes conditions* » ; à la dif- ce des contrats qui existent il doit être fait appel à tous ntres de formation publics, aussi privés, et l'employeur it pas être restreint à rému- le temps qui est passé en ation.

CHOMAGE PARTIEL. — N.P.F. demande tout d'abord lication de la loi du 5 janvier prévoyant une participation ncière de l'État aux charges entreprises qui renoncent à licenciements (le gouverne- t n'a pas encore publié tous les textes réglementaires d'application) ; il propose ensuite aux syndicats de rouvrir avant les congés des négociations pour améliorer le montant et les modalités de versement des indemnités, une péréquation des charges étant toujours écartée.

● FORMATION CONTINUE. — Le patronat va inviter les syndicats, avant le congrès, pour « *réexaminer un certain nombre de dispositions de l'accord de juillet 1970* », sur la formation, notamment en ce qui concerne le droit des salariés à un congé-payé pour suivre des stages.

● CONDITIONS DE TRAVAIL. — Leur amélioration « *reste le grand défi des prochaines années* ». Conformément à l'accord national du 17 mars 1975, des négociations vont commencer, d'ici à la fin du mois de juillet, « *branche par branche* », mais ces discussions se pousuivront à l'automne, et, comme l'a indiqué M. Chotard, il ne faut pas s'attendre, dans la conjoncture actuelle, à des investissements importants auxquels avait pu penser le C.N.P.F., il y a un ou deux ans.

● DUREE DU TRAVAIL ET RETRAITE. — « *A court terme, toute opération sur l'abaissement de l'âge de la retraite et encore plus sur la durée du travail n'apporterait pas de réponse aux problèmes de l'emploi. Ces problèmes doivent être examinés dans la perspective du VIIe Plan.* »

Les initiatives et négociations qui viennent d'être annoncées « *supposent*, a conclu M. Chotard, *le respect de certaines conditions* ». Et de citer la reprise économique et un certain calme social : « *Notre politique risque d'être annihilée si les revendications et les conflits la mettent en cause.* »

### C.G.T. redoute une réduction l'emploi dans l'aéronautique

C.G.T. a décidé d'entre- re une série de démarches s des pouvoirs publics et des nentaires pour qu'un débat ait lieu sans tarder à nblée nationale sur les pro- s de l'aéronautique. Le at souhaite le vote d'une gramme définissant notam- les besoins en appareils ci- les moyens financiers pour onstruction, y compris en ation avec d'autres pays. tous les établissements de iété nationale industrielle atiale (SNIAS), un arrêt de d'une heure sera observé dredi 6 juin.

nom de la Fédération du transport aérien et construction aéronautique, M. Jean-Louis Moynot a condamné devant la presse, lundi 2 juin, la politique « *restrictive malthusienne* » du gouvernement dans le domaine aéronautique : priorité accordée au secteur militaire, champ libre laissé à la prépondérance américaine (95 % du marché des pays non socialistes), absence de démocratisation du transport aérien utilisé seulement par 5 % de la population (la C.G.T. réclame des billets à tarif réduit pour les congrès payés).

Les salariés de l'aéronautique redoutent des mesures de réductions d'effectifs : selon la C.G.T., la menace de 7 000 licenciements *n'est pas écartée à la SNIAS*, 500 techniciens de l'usine de Toulouse doivent être mutés et la direction n'a pas abandonné son projet de fermeture.

En fonction des prévisions de trafic aérien qui devrait croître de 6 à 10 % par an selon les lignes, la C.G.T. pense que plusieurs modèles d'appareils (40 à 60 places, ou 100 à 150 places) sont nécessaires. L'avion de 150 places aussi bien que l'Airbus de plus de 250 places sont à développer « *sans hésitation* ». De même, le supersonique Concorde conserve toutes ses chances. Enfin, la C.G.T. considère que le réacteur de 10 tonnes de poussée CFM-56 de la SNECMA et de la General *Electric*, qui sera opérationnel dans trois ans, peut parfaitement équiper différents appareils comme l'Airbus et le Mercure.

## AFFAIRES

### DEUX PREMIERS FABRI- NTS DE COLLANTS ANÇAIS ENVISAGENT UN PPROCHEMENT.

**s deux principaux fabricants ais de collants, Dim-Rosy lroy, qui assurent ensemble on 86 % de la production aise et contrôlent plus de , du marché, pourraient se rocher. M. Marcel Bich, G. du groupe Dim-Rosy, a rmé lundi 2 juin, au cours e conférence de presse, que pourparlers en ce sens nt été engagés entre les entreprises.**

**Bich a précisé qu'il n'en- ait pas une fusion, mais ôt la création d'une société ing regroupant les intérêts leux firmes, chacune d'entre conservant son indépen- e.**

**m-Rosy emploie environ mille personnes, dont huit s dans la région d'Autun ne-et-Loire), pour un chif- d'affaires de 430 millions de cs en 1974. Colroy compte e cinq cent cinquante sala- (dans les Vosges) et a réa- un chiffre d'affaires de millions de francs.**

RIBAS S'IMPLANTE AU ESIL. — Une société de it brésilien, Brasilpar, vient tre constituée par le groupe ribas, qui en détiendra %, en association avec le upe brésilien Moreira Salles, n des plus importants du ésil (45 %), les Assurances nérales de France (10 %) et s intérêts saoudiens (10 %). bjet de Brasilpar, dont le ge est à Rio-de-Janeiro, est prêter son concours au veloppement des investisse- nts étrangers au Brésil ns des secteurs nouveaux.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

EN SIGNE DE SOLIDARITÉ AVEC FOS

### Des arrêts de travail prévus dans plusieurs usines du groupe Ugine-Aciers

De notre correspondant régional

**Marseille. — En signe de solidarité avec les ouvriers de l'usine de Fos en grève depuis le 26 mai et à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., des arrêts de travail limités doivent avoir lieu cette semaine au sein du groupe Ugine-Aciers.**

Des grèves de quarante-huit heures étaient notamment prévues à partir de ce mardi 3 juin à l'usine d'Ugine (3 000 salariés) et, avec un jour de décalage, à celle de Moutiers (500 salariés), en Savoie. A Fos même, aucune négociation n'a encore été entamée entre syndicats et direction. Celle-ci, qui avait assigné deux délégués syndicaux C.G.T. et deux représentants de la C.F.D.T. devant le juge des référés d'Aix-en-Provence, pour atteinte à son droit de propriété et à la liberté du travail, a été déboutée de sa demande et condamnée aux dépens dans une ordonnance rendue le lundi 2 juin.

« *Le pont sur lequel se serait placé le piquet de grève* », a estimé le juge, Mme Brunat, vice-présidente du tribunal d'Aix-en-Provence, « *dessert non seulement la voie qui conduit à Ugine-Aciers, mais également le port minéralier de Fos. Attendu qu'il s'agit apparemment d'une voie publique (...), on ne peut donc, en l'état, reconnaître à la société Ugine-Aciers qualité pour requérir l'expulsion, celle-ci relevant en réalité de mesures de police* ».

La direction d'Ugine-Aciers avait notamment produit à l'appui de sa requête des télégrammes de salariés ainsi rédigés : « *Non-gréviste, me tiens à votre disposition* », et une pétition portant 175 signatures (l'usine emploie 1 200 salariés).

« *Le débat est replacé sur son véritable terrain : celui des revendications légitimes des travailleurs* » ont déclaré, dans un tract commun distribué ce mardi matin les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T.

Les syndicats cherchent, d'autre par, à élargir localement leur action et n'excluent pas « *que des initiatives soient prises dans les entreprises métallurgistes de Fos* ». Des débrayages ont déjà eu lieu à la Compagnie française d'entreprises métallurgiques (C.F.E.M.), mais aucun mouvement d'envergure n'est possible sans la participation des six mille salariés de Solmer. Or les syndicats ne paraissent pas certains actuellement qu'un mot d'ordre de grève serait largement suivi dans la principale usine de la zone industrielle. Sans doute attendent-ils également de savoir quelle sera la participation aux arrêts de travail décidés dans les autres usines d'Ugine-Aciers.

Les revendications présentées par les salariés de Fos sont d'ailleurs communes à celles de l'ensemble des usines du groupe : 10 % d'augmentation des salaires, 200 F de rattrapage, maintien et amélioration du système d'ajustement des salaires en fonction de l'évoution du coût de la vie (disposition supprimée par la direction en avril), garantie de l'emploi, etc.

Les syndicats doivent être reçus mercredi 4 juin à l'inspection du travail à Marseille. Le même jour est prévue à Paris la réunion du comité central d'entreprises d'Ugine-Aciers.

GUY PORTE.

● AUCUNE PERTURBATION N'A EU LIEU LUNDI 2 JUIN SUR LA LIGNE DE METRO VINCENNES-NEUILLY après la suspension du mot d'ordre de grève. La direction, qui a reçu les syndicats lundi en fin de matinée, a promis d'examiner leurs suggestions pour l'organisation de nouveaux tabeaux horaires. En revanche, les consignes de débrayage pour jeudi et vendredi sur les lignes Nations-Dauphine et Porte de Clignancourt - Porte d'Orléans sont maintenues.

● A MARSEILLE, les ouvriers des entreprises de construction du métro, Quillery-Saint-Maur et Moinon, en grève depuis le 12 mai, se prononcent ce mardi 3 juin sur la poursuite du mouvement, après avoir pris connaissance du résultat des négociations entre C.G.T.-C.F.D.T. et directions.

### UN INSPECTEUR DES LOIS SOCIALES EST MENACÉ PAR DES AGRICULTEURS

*(De notre correspondant.)*

Avignon. — Dans la région de Carpentras (Vaucluse) un inspecteur des lois sociales en agriculture, en mission, vient d'être l'objet de menaces de la part *d'agriculteurs* préalablement avisés de son contrôle.

Dans une lettre adressée au secrétaire d'État à la fonction publique, sous couvert du préfet de Vaucluse, l'Union des fédérations de fonctionnaires et assimilés C.F.D.T. s'élève contre de tels agissements et rappelle que « *les fonctionnaires ne font qu'appliquer des lois agricoles édictées par le gouvernement mais qu'ils ne cautionnent nullement* ».

Cet organisme estime que ses adhérents ne sauraient admettre sans réagir que soit tolérée l'attitude « *rétrograde d'exploitants agricoles qui font à leurs travailleurs des conditions de vie et de travail en contradiction avec la législation sociale en vigueur, cependant peu avancée en agriculture* ».

## SALAIRES

### Le pouvoir d'achat des ouvriers a baissé entre octobre 1974 et avril 1975

**Selon les statistiques du ministère du travail, la situation de l'emploi et des salaires, au cours du premier trimestre 1975, s'est à nouveau dégradée. Le taux de salaire horaire des ouvriers s'est accru de 3,7 % et le pouvoir d'achat de 1 %, mais la réduction des horaires, *plus faible* qu'à la fin de 1974, a atténué voire annulé cette progression : la semaine de travail pour les ouvriers n'atteignait en avril que 42,7 heures au lieu de 42,8 fin décembre 1974 et 43,7 fin septembre 1974.**

En un an, le salaire horaire s'est élevé de 18,7 %, mais le salaire hebdomadaire de 14,5 %, soit une amélioration du pouvoir d'achat d'environ 1 %. Plus grave est la nette dégradation du pouvoir d'achat qui est en fait observée depuis six mois : d'octobre 1974 à avril 1975, le salaire horaire des ouvriers s'est accru de 7,7 % et le pouvoir d'achat de 1,8 %, mais dans le même temps, les horaires ont diminué de 2,29 %, ce qui traduit finalement une régression du pouvoir d'achat supérieure à la différence puisque la diminution de la *durée* de travail porte sur des heures supplémentaires (au-delà de quarante heures).

Dans certaines branches, la régression du pouvoir d'achat est particulièrement importante, de l'ordre de 5 à 6 % au moins. C'est notamment le cas du bâtiment où, en six mois, le pouvoir d'achat du salaire horaire a augmenté de 1,9 %, mais les horaires ont diminué de 3,17 %, du textile (respectivement — 0,27 % et — 4,32 %), de l'industrie du bois (+ 1,05 % et — 4,69 %), et même du papier-carton (+ 3,61 % et — 5,68 %).

Autre phénomène inquiétant significatif de l'ampleur du chômage, la baisse des effectifs salariés a été particulièrement forte au cours du premier trimestre 1975 : — 0,9 % (— 1,8 % en un an). Les chutes les plus importantes d'effectifs touchent les industries agricoles et alimentaires (— 1,9 % en trois mois, — 2,3 % en un an), les industries du bois (— 1,8 % et — 4,8 %), mais aussi le bâtiment (— 0,4 % et — 4,6 %).

## ACTION SOCIALE

### Trois manifestations sur le troisième âge à Paris

**Trois manifestations posant chacune à leur manière, le problème d'une politique de la vieillesse, ont lieu à Paris cette semaine.**

La première est organisée *jusqu'au 5 juin* par le Centre international de gérontologie sociale (C.I.G.S.), 3, place des États-Unis, Paris (16e) : il s'agit du sixième cours international de ce centre, qui s'adresse notamment aux représentants des pouvoirs publics, aux parlementaires, aux dirigeants de caisses de retraite publiques ou privées. Le C.I.G.S. estime « *essentiel d'intégrer le phénomène « vieillesse » dans la politique globale de toute nation en refusant toute tentative de ségrégation* ».

La seconde manifestation, que ses organisateurs qualifient de « contre-congrès », a pour thème « *Vieillesse et politique* ». Elle a lieu au 177, rue de Charonne, Paris (11e), du 3 au 5 juin, à l'initiative du Tournesol, un centre social de quartier situé 127, rue Saint-Maur, Paris (11e). « *Pour nous*, déclarent-ils, *envisager une politique de la vieillesse c'est poser comme principe que les vieux ont des problèmes spécifiques et qu'il n'y a donc qu'une manière spécifique de les résoudre. En revanche, mettre en rapport vieillesse et politique, c'est dire que la vieillesse est un problème politique parmi d'autres.* »

Ce « contre-congrès » est agrémenté par des débats, des projections de films et diverses activités socio-culturelles, de 17 heures à minuit chaque soir.

#### La première « semaine internationale »

Une troisième manifestation a lieu jusqu'au 8 juin au rond-point de la Défense, dans les locaux du Centre national des industries et techniques. Il s'agit de la première « *semaine internationale du troisième âge* », organisée sur le thème « *l'âge et la vie* » par le groupe A-3, une association animée notamment par des membres du Groupe d'études et de recherches pour des solutions aux problèmes des personnes âgées (G.E.R.S.P.P.A.).

Annonçant cette manifestation, placée sous le patronage de M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale, MM. Jean Carette, responsable du Centre international de géontologie sociale, et Paul Paillat, sous-directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), ont indiqué qu'elle était destinée à montrer la place de la personne âgée dans la vie moderne. Des conférences et des spectacles, montés avec la participation bénévole d'artistes retraités, animent ces journées. (Prix d'entrée : 8 F, 6 F pour les personnes âgées ; 5 F pour les groupes. Ouvert de 9 h. 30 à 19 heures.)

## ÉNERGIE

### UNE HAUSSE DE 2 DOLLARS SUR LE BARIL DE PÉTROLE SERAIT « ABSURDE » déclare le secrétaire au Trésor des États-Unis

Washington *(Reuter)*. — « *Je n'ai jamais entendu une telle absurdité* », a déclaré, le lundi 2 juin, M. William Simon, secrétaire au Trésor des États-Unis, au sujet des informations indiquant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pourrait augmenter le prix du pétrole de 2 dollars le baril en septembre prochain pour compenser la hausse de ses importations.

« *Le prix actuel du pétrole n'a aucun rapport avec la réalité économique*, a poursuivi M. Simon devant la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants. *Le coût des biens importés par les membres de l'OPEP ne justifie aucune augmentation du prix auquel ils vendent leur pétrole* », a-t-il estimé.

● LA CONSOMMATION DE PETROLE DANS LE MONDE a été en 1974 de 2 743 millions de tonnes, en baisse de 1,2 % par rapport à 1973, estime la *British Petroleum Statistical Review*. Quant à la production, elle s'est élevée à 2 851 millions de tonnes (+ 0,2 %). — *(U.P.I.)*

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## A L'ÉTRANGER

### Chaos fiscal en Italie

De notre correspondant

*Rome. — Les contribuables italiens ressemblent ces jours-ci à des écoliers en vacances, faussement attristés par une catastrophe naturelle qui les contraint de rester à la maison : les bureaux du fisc sont en grève depuis plus d'un mois. Même si le travail devait reprendre immédiatement, cet arrêt prolongé serait impossible à rattraper. Les déclarations de revenus se feront à la bonne franquette, sans aucun contrôle sérieux de l'administration. Trichant déjà en temps normal, les contribuables vont s'en donner à cœur joie, tandis que le service des impôts directs, qui a toujours été dépassé par les événements, sera cette fois complètement paralysé.*

*Ce n'est pas le ministre des finances, M. Bruno Visentini, qui contesterait le mauvais état du fisc. Il a lui-même jeté un nouveau pavé dans la mare, le 7 mai, en présentant au Parlement un exposé d'une centaine de pages, dont le titre anodin,* « Note sur la situation du personnel et sur l'état de l'administration fiscale », *cachait une véritable bombe. Oubliant que les ministres défendent en public leur ministère, même quand celui-ci ne le mérite pas, M. Visentini s'en est pris à ses propres services, avec une sévérité et une franchise inaccoutumées.*

*Tout le monde savait que le fisc marchait au ralenti et que le fameux ordinateur, annoncé depuis des années pour dépister les fraudeurs, faisait la sieste prolongée. Mais nul ne connaissait les détails chiffrés que le ministre a froidement rendus publics.*

#### Retreuver Palerme

*Plus d'un million de recours, 3,5 millions de demandes de remises d'impôts, 10 millions de déclarations de revenus non contrôlés sont en attente. Ce retard pourrait encore se résorber si l'administration fiscale comptait des machines à calculer en nombre suffisant et un personnel adéquat. Or, selon M. Visentini, les soixante-deux mille employés sont aussi mal répartis par service que par secteur géographique. Originaires du Sud pour la plupart, ces fonctionnaires se battent, à coups de recommandations, pour retrouver leur Naples ou leur Palerme natal. On se bouscule dans les bureaux des impôts de la Sicile ou de Campanie, alors que la Lombardie ou le Piémont, qui fournissent deux fois plus de ressources à l'Etat, comptent un personnel insuffisant.*

*Au niveau des cadres, c'est le grand vide. Hn règlement absurde, offrant des ponts d'or aux hauts fonctionnaires disposés à une retraite anticipée, a eu des effets désastreux. On estime que, en quelques mois, plus de quatre mille dirigeants ont abandonné les services fiscaux : les impôts directs, en particulier, se sont privés ainsi de 67 % de leurs inspecteurs et de 78 % de leurs directeurs de première calsse, au moment même où entrait en vigueur une importante réforme, censée mettre fin au chaos fiscal. Comble d'ironie, nombre de ces fonctionnaires démissionnaires se sont mis au service de gros contribuables qui ont trouvé là de merveilleux conseillers pour tourner la loi.*

*Une fois de plus, les petits salariés font les frais de ces désordres permanents : ils ne peuvent tricher comme les autres et sont les premiers atteints par une hausse vertigineuse des tarifs des services publics qui permet à l'Etat de se rattraper un tant soit peu.*

ROBERT SOLÉ.

### L'INFLATION DANS LES PAYS DE L'EST

#### Le gonflement de l'épargne traduit une certaine insatisfaction des consommateurs

« *Les pays socialistes ne connaissent pas l'inflation galopante et le chômage massif* », a déclaré M. Charles Fiterman, membre du comité central du parti communiste français, au cours d'un débat organisé, le 29 mai par l'hebdomadaire *France Nouvelle* et la revue *la Nouvelle Critique*. « *La stabilité des prix constitue*, a-t-il ajouté, *une caractéristique de ces pays. On peut y vivre actuellement avec la mêm somme d'argent qu'il y a dix ans.* » Toutefois, a-t-il précisé les pays socialistes subissent « *les retombées de la crise mondiale* », ce qui leur pose des problèmes d'adaptation de l'offre et de la demande et de modernisation de structures économiques.

De son côté, M. Francis Cohen, directeur de *la Nouvelle Critique*, a indiqué « *qu'il n'y avait pas de sources propres d'inflation dans les pays socialistes, mais seulement pénétration de l'inflation capitaliste* », dont ils devaient se mettre à l'abri le plus possible en développant leur production et en accroissant la productivité du travail. Cependant les subventions versées afin de maintenir le niveau des prix de détail peuvent « *peser* » sur les budgets nationaux, atteignant notamment en Hongrie 30 % des ressources budgétaires.

Y aurait-il alors une inflation que certains économistes occidentaux qualifient de « *refoulée* » ? Mme Marie Lavigne, maître de conférence à l'Université de Paris-XII, a souligné que dans les pays socialistes « *l'épargne était importante, ce qui traduisait d'une certaine manière le décalage entre l'offre et la demande de biens de consommation* ». Les « *tensions inflationnistes* » se traduisent, selon elle, non par une montée des prix mais par un gonflement des dépôts d'épargne, qui peuvent représenter entre 20 % et 25 % du revenu disponible et augmentent régulièrement, de l'ordre de 8 à 10 % par an. Cette croissance de l'épargne, qui correspond, pour Mme Lavigne, à une « *consommation différée* », traduit « *une certaine insatisfaction des consommateurs* » face à l'offre de biens durables, comme les voitures ou les logements.

### LA FIRME AMÉRICAINE STANDARD OIL OF CALIFORNIA VA ACQUÉRIR 20 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ MINIÈRE AMAX

La firme américaine Standard Oil of California (Chevron), l'un des plus puissants groupes pétroliers du monde, se propose d'acquérir 20 % du capital de la société Amax, groupe le plus important des Etats-Unis pour l'extraction et le négoce des métaux non ferreux.

Pour les dirigeants de Chevron, il s'agit de diversifier les activités de la firme en s'intéressant à d'autres domaines, spécialement le charbon, dont Amax est devenu le quatrième producteur américain avec 25 millions de tonnes par an (50 millions de tonnes prévues en 1978), soit près de 10 % de la production actuelle des Etats-Unis.

● DIMINUTION DU DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE ITALIENNE. — 109 milliards de lires en avril contre 212 milliards en mars et 815 milliards en avril 1974. Pour les quatre premiers mois de 1975, le déséquilibre s'est élevé à 715 milliards de lires au lieu de 2 770 milliards pour la même période de l'an dernier, les exportations ayant augmenté de 23,4 % et les importations diminué de 8,9 %. — (*A.F.P.*)

● ERRATUM. — Dans le premier article de la série d'André Piettre intitulée « Propriété et entreprise » (*le Monde* du 24 mai), il fallait lire « *une classe moyenne d'exploitants ruraux... analogue à la néo-bourgeoisie* » (et non « à la *mi-bourgeoisie* » comme une coquille nous l'a fait écrire).

### LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

| | Dollars | | Deutschemarks | | Francs suisses | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 48 heures | 5 1/8 | 6 1/8 | 4 1/8 | 5 1/8 | 1/2 | 1 1/2 |
| 1 mois | 5 1/2 | 6 | 4 3/8 | 4 7/8 | 2 1/2 | 3 1/2 |
| 3 mois | 6 | 6 1/2 | 4 3/8 | 4 7/8 | 3 1/2 | 4 |
| 6 mois | 6 3/4 | 7 1/4 | 4 3/4 | 5 1/4 | 4 1/2 | 5 |

## AGRICULTURE

LE CONGRÈS DU C.N.J.A.

### Le fonctionnement de la politique agricole commune est critiqué

**Quelque cinq cents délégués sont attendus, les 3 et 4 juin, aux journées d'études du Centre national des Jeunes Agriculteurs (C.N.J.A.) — journées d'études et non congrès, car il n'y a elections que tous les deux ans et les précédentes se sont déroulées en 1974. Ils doivent évoquer successivement les problèms de l'Europe, la situation des agriculteurs et la politique d'installation des jeunes.**

**Le ministre de l'agriculture, M. Bonnet, et deux secrétaires d'Etat, Mme Françoise Giroud et M. Jean-François Deniau, assisteront aux débats, ainsi que M. Lardinois, commissaire européen chargé des questions agricoles.**

Après quelques hésitations M. Pierre Lardinois a finalement accepté de faire le voyage de Caen à l'invitation des Jeunes Agriculteurs. C'est un déplacement dont le commissaire européen chargé des questions agricoles risque de se souvenir. En effet, le fonctionnement de la politique agricole commune (P.A.C.) est sévèrement critiqué par les jeunes. Les intitulés des chapitres des rapports que doit présenter M. Pierre Boulnois, un robuste céréalier, sont à eux seuls révélateurs : « une politique au fil de l'eau »; « les producteurs et les marchés toujours désorganisés » ; « une gestion européenne incohérente » ; « la Commission (de Bruxelles) est-elle compétente ? » ; « la Commission n'est pas seule responsable »...

Dans son rapport moral l'Alsacien Eugène Schaeffer est plus brutal encore. Il se demande si le collège européen n'a pas mis au point le 26 février 1975 « *un bilan de la PAC* » indigne de ce nom. « *Vue de Bruxelles, cette politique, loin d'être statique, incomplète et contestable, s'est constamment adaptée à l'environnement politique, économique et social dans lequel elle évoluait, elle a réussi à s'adapter aux changements intervenus sur les marchés mondiaux et aux nouvelles dimensions résultant de l'élargissement de la C.E.E.*, remarque le secrétaire général du C.N.J.A. avant d'ajouter : « *Si ce jugement est fondé, on se demande vraiment pourquoi l'Europe est actuellement remise en cause de toutes parts.* »

En fait, il s'agit, selon M. Schaeffer, d'une « *analyse superficielle* ». Il reconnaît que le conseil des ministres des Neuf a de lourdes responsabilités dans les défaillances successives de la politique agricole européenne. Toutefois, la Commission reste pour le C.N.J.A. le principal coupable : « *En mal de pouvoir* », elle cherche à faire entrer dans un moule réglementaire, qu'elle contrôle parfaitement, toutes les activités; elle veut limiter les dépenses du FEOGA (Fonds d'orientation européen); elle s'obstine à préconiser une « *politique socio-structurelle* » centralisatrice qui entre difficilement dans les faits et à penser en terme d'économie libérale, c'est-à-dire à demander la localisation de chaque production dans les régions qui lui est le plus favorable, en dépit des difficultés sociales et même économiques que cela soulève.

A la lecture de ces rapports, on pourrait penser que le C.N.J.A. va partir en guerre — après d'autres — contre l' « Europe verte ». Il n'en est rien. Aux yeux des jeunes la PAC a permis aux paysans de faire « *un grand bond en avant* » depuis 1958, et elle constitue un atout politique important dans un monde à équilibre alimentaire précaire. Aussi le C.N.J.A. fait-il une série de propositions pour « *combattre les injustices d'aujourd'hui et préparer l'agriculture de demain* ».

Dans le cadre d'une politique de l'espace rural les jeunes demandent :

● UNE REVALORISATION DES PRIX AGRICOLES garantis pour tenir compte de la nature de la production, de l'évaluation des charges des exploitants et des ajustements monétaires ;

● UNE ORGANISATION DES MARCHES ET DES PRODUCTEURS, d'une part, au niveau européen, grâce à l'institution d'un dialogue trilatéral entre les gouvernements, la Commission et les organisations professionnelles, et, d'autre part, au plan national par l'orientation des productions et une sélection des agriculteurs auxquels serait attribuée une carte verte ;

● UNE POLITIQUE COMMERCIALE DYNAMIQUE à l'égard des pays tiers, ne s'embarrassant pas de contingences politiques dans les rapports avec les Etats associés ou ceux du bassin méditerranéen.

Tel est pour le C.N.J.A. le « coût » du redéploiement de l'agriculture au cours des prochaines années. Reste à savoir si la querelle d'amoureux que font les jeunes à l'Europe ne sera pas interprétée comme une rupture.

ALAIN GIRAUDO.

● LA FEDERATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE (F.F.A.), que les pouvoirs publics ne considèrent pas comme un interlocuteur représentatif de la paysannerie au plan national, estime, dans un communiqué, « *que sa représentativité est nettement supérieure à celle du Centre des jeunes (C.N.J.A.) qui ne peut pas faire la preuve de la sienne* ».

La F.F.A. qui « *entend combattre cette discrimination syndicale* » demande que « *les arrêtés préfectoraux soient immédiatement modifiés dans les départements où elle possède une structure syndicale* », afin de lui permettre de participer à toutes les réunions et de faire bénéficier ses adhérents des services des chambres d'agriculture.

## CONJONCTURE

### Le blocage de prix et de marg

*(Suite de la première page.)*

En revanche, les commerces qui, comme les super-marchés, se contentent de marges réduites, n'auront pas le droit d'augmenter celles-ci même dans le cas où le pourcentage fixé par le gouvernement sera supérieur aux marges pratiquées.

● Les prix d'une dizaine d'autres produits (vêtements, chaussures, linge, ameublement...) seront bloqués à leur niveau actuel et cela jusqu'au 15 septembre prochain.

● Enfin les prix de vente du fuel domestique et du fuel industriel vont baisser de 2 % environ pour les premiers, de 7 % pour les seconds. Cette diminution est rendue possible par une baisse des prix à la sortie des raffineries : de 24 francs la tonne pour le fuel lourd, qui revient de 335 à 311 francs ; de 12 francs la tonne pour le fuel domestique, qui passe de 441 francs à 429 francs. Cette dernière mesure est le résultat de la baisse du cours du dollar, monnaie utilisée pour le règlement de la plupart des factures pétrolières. Déjà, en avril, et pour les mêmes raisons, le prix avait diminué de 9 francs sur le fuel lourd et de 33 francs pour le fuel domestique et le gas oil.

Les deux premières mesures de réglementation des marges et de blocage des prix du commerce ont un double but. A priori, éviter que les prochains mouvements de prix à la production ou au stade du gros ne soient mal répercutés au détail (minorés quand il s'agit de baisses, majorés quand il s'agit de hau

Ce durcissement de l'action vernementale vis-à-vis de la bution va-t-il porter ses fr Tout dépendra évidemment de la cision et du nombre des con que vont effectuer les agents direction des prix auprès commerçants à Paris, en provin sur les plages cet été... Tout d dra aussi de l'attitude des cor çants qui vont probablement ma ter leur mécontentement : in jusqu'à faire grève comme en nc bre 1973 ? Et dans ce cas le vernement se montrerait-il « accommodant » qu'il l'avait l'époque ? C'est peu probabl çants, qui vont probablement ma sée, joue maintenant la réussi son plan anti-inflation.

Le ministre de l'économie e finances peut d'autant moins se mettre des libéralités que la cor ture sera mauvaise pendant e quelques mois. La situation n'e bonne dans l'alimentation du fa la hausse catastrophique des et des légumes, qui atteint 1 en un an. Il faudra attendre le d'août ou de septembre pour vo choses s'arranger un peu. Le de la viande, qui ont beaucoup menté ces derniers temps, encore en forte hausse ju juillet. Seul élément favorable court terme : l'essentiel des c quences sur les prix de détail revalorisation de 11,5 % des agricoles à la production déci Bruxelles en février dernier est tenant absorbé.

Les prix des services, eux vraient évoluer jusqu'en sept plus modérément qu'ils ne l'o jusqu'ici. Une flambée pourrai enregistrée en octobre, du fa tamment de la hausse des Quant aux prix industriels, décélération devrait se conf

Tout compte fait, la hausse prix de détail pourrait tou même être limitée cette ann 9 %, estime-t-on Rue de Rivo tout se passe bien...

LAIN VERNHOL

### DIMINUTION DE 33 % DES COMMANDES D'ACIER EN EUROPE AU PREMIER TRIMESTRE

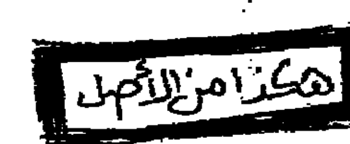
*(De notre correspondant.)*

Bruxelles (Communautés européennes). — Au cours du premier trimestre 1975, la demande d'acier dans la Communauté a fléchi de 29,7 % par rapport à la même période de l'année 1974. Les commandes passées aux producteurs des neuf pays de la Communauté ont diminué de 33,4 %, celles adressées aux fournisseurs des pays tiers n'ont fléchi que de 14,3 %

Au cours des quatre premiers mois de l'année (janvier à avril 1975), la production d'acier des neuf pays de la Communauté a diminué de 8,7 %. C'est en Belgique (— 19,8 %) et au Luxembourg (— 17,3 %) que la baisse a été la plus forte. Elle a été également sensible en Allemagne et en France (dans les deux pays — 13,8 %).

● NOUVELLE TRANSFOR TION CHEZ BOUSSAC? – groupe Boussac envisagerai modifier à nouveau ses str tures de direction. Après av en décembre transformé Comptoir de l'industrie tex de France (C.I.T.F.), soc mère du groupe, en société an nyme à directoire et cons de surveillance, M. Mar Boussac, principal actionna du C.I.T.F., s'apprêterait revenir à la structure initi avec conseil d'administra et président-directeur gén





# LA VIE ÉCONOMIQUE

## Feu le Plan

*de la première page.)*

an remplissait jusqu'à non sans ambiguïté, deux ; différentes ; il fournis- rtes, l'instrument par technostructure de l'Etat des grandes entreprises tentaient de créer l'illu- :n consensus social sur t global conforme à leurs : l'impératif industriel, :dre pompidolien, durant 'lan. Mais il était aussi. : fût notre jugement sur de croissance choisi, un :hnique de cohérence. Or nvénients qu'il y aurait pouvoir à se soumettre à : d'une vérification de :e l'emportent aujourd'hui avantages d'une pseudo- tion dont les organisa- ndicales ne sont pas \ cet égard, encore plus ırs que la réduction du des commissions lors des ıs préparatoires sont la :ion de toute commission ıèse assurant l'intégration ante des orientations sec- . ou le caractère vague. u de toute indication sérieuse, du rapport du saire au Plan : le discours en concernant le dévelop- économique et social de ɔays n'est pas cohérent. st la raison profonde des s portées aux procédures ıres de planification.

ors, il serait pour le gou- ent trop dangereux d'en- n débat public approfondi perspectives économiques zon 1980. D'autant que les ɔns de ses propres experts, ısement tues, mettent en :e l'ampleur des déséqui- et des ajustements néces- On peut ainsi annoncer aine qu'il sera aussi discret tière de projections quanti- , que disert sur ses inten- de réduction des inégalités :s. Rarement tant d'insuccès se seront-ils transformés, au fil des mots, en heureux événements tout à la gloire du pilote égaré ! Masquer les retombées et les contradictions de sa politique économique dans le moyen terme, tout en alimentant son discours sur l'action réformatrice, tel est pour le pouvoir la fonction du pseudo-VII[e] Plan. Le processus de planification a été volontairement vidé de son contenu, pour éviter qu'il ne devienne révélateur d'incohérences.

Quelques exemples : comment ne pas relever, à la lecture du texte étonnant que l'on nous présente, qu'il faudrait tout à la fois accroître la concentration de l'appareil industriel et améliorer les conditions d'exercice de la concurrence ; revenir à la stabilité des prix et augmenter le taux d'investissement, mouvement dont on affirme par ailleurs le caractère inflationniste ; ralentir la croissance des revenus réels et obtenir un taux d'épargne en hausse ; introduire plus de sélectivité dans le choix des investissements et, simultanément, encourager l'autofinancement des entreprises ; modérer la progression des dépenses publiques (le chef de l'Etat n'a-t-il pas déclaré être opposé à tout alourdissement de la pression fiscale ?) tout en augmentant, au nom de la lutte contre les inégalités, l'importance des transferts sociaux et en développant l'équipement des services collectifs ! De qui se moque-t-on ?

Le gouvernement ne peut plus dissimuler l'acuité des problèmes que sont aujourd'hui le chômage et le déséquilibre des comptes extérieurs. Mais il s'efforce encore de masquer leur gravité, qui tient à leur permanence. L'INSEE a établi deux scénarios de croissance de l'économie française, très discrètement rappelés dans les derniers documents officiels. Le premier, relativement optimiste, se fonde sur une reprise des économies occidentales à la fin de 1975, ce qui leur permettrait de retrouver un rythme de progression analogue à celui des bonnes années de la période 1965-1970. Le second, dans l'hypothèse d'un échec des mesures de relance récemment décidées, verrait les économies capitalistes s'engager dans un cycle durable de récessions et de mini-reprises successives. Dans les deux cas, le déficit de la balance française des opérations courantes restera considérable, puisque compris en moyenne entre 28 et 37 milliards de francs par an ; dans les deux cas, le niveau de sous-emploi demeurera insupportable, puisque oscillant entre six cent mille et un million cent mille chômeurs. Comment oser prétendre qu'il s'agit là de difficultés à caractère conjoncturel ?

Dans le même temps, tout va concourir à la perpétuation de l'inflation à un rythme annuel de l'ordre de 10 % : la nécessité de viser un taux d'investissement élevé afin d'adapter l'industrie française à la nouvelle structure des prix et des échanges internationaux (alors même qu'une dévalorisation progressive du capital immobilisé dans certains secteurs sera inévitable), mais aussi la continuation de ces maux anciens que sont la spéculation sous toutes ses formes — notamment immobilière — et le gaspillage d'une partie de l'épargne nationale.

Passer sous silence ces contradictions ne facilitera pas leur solution. L'enjeu réel du VII[e] Plan apparaît clairement : comment opérer le redéploiement de notre appareil productif sans engendrer des tensions excessives et en diminuant autant que faire se peut notre dette extérieure ? Derrière l'écran de fumée tendu par le pouvoir à coups de déclarations modernistes, une réponse, la même vieille réponse qu'oppose toujours aux problèmes qu'il ne peut plus maîtriser un libéralisme à bout de souffle, apparaît en filigrane : déplacer, aux dépens des travailleurs, l'équilibre salaires-profits. M. Pinay n'est pas loin...

La confusion apparente du discours dissimule en effet des choix bien réels : réduction de la part de la consommation dans la production intérieure brute, police des salaires dont l'idée resurgit, accroissement des revenus du capital, diminution des charges fiscales et sociales des entreprises (comme si elles n'avaient pas bénéficié jusqu'ici, par le biais de l'endettement, d'extraordinaires rentes d'inflation), rétablissement en hausse de leur taux de profit, réévaluation des bilans afin de diminuer leur bénéfice imposable. Autant de suggestions dont on ne voit que trop bien la finalité, autant d'orientations qui répondent très exactement aux souhaits, maintes fois réaffirmés, du C.N.P.F., et en particulier à celui, très officiellement annoncé, de voir le pouvoir d'achat de la main-d'œuvre ne plus croître du tout pendant plusieurs mois.

Or cette politique éculée est vouée à l'échec. Et d'abord pour des raisons politiques. Les classes salariées n'accepteront pas sans réagir une modification explicite du partage du revenu national qui leur soit systématiquement défavorable. Dès lors, la mobilisation d'un surcroît d'épargne spontanée s'avérera impossible. Et le financement de l'investissement, suivant des mécanismes trop connus, sera assuré soit par la création monétaire dont le caractère inflationniste est évident, soit par un endettement extérieur incompatible avec le maintien de l'indépendance nationale. Dans ces conditions, les belles déclarations sur la nécessaire réduction des inégalités sociales ne sont que hardiesses de langage.

Maintenir le plein emploi, lutter avec succès contre l'inflation, équilibrer les échanges extérieurs, réduire les inégalités : concilier ces objectifs ne relève pas de la quadrature du cercle, comme M. Ceyrac voudrait le faire croire lorsqu'il demande que des mesures soient prises afin que notre appareil productif ne travaille plus à la limite de ses capacités — belle formule, joliment hypocrite, pour légitimer le chômage. Mais il y faut une autre politique que celle que le pouvoir giscardien nous propose.

PIERRE MAUROY.

Prochain article :

**L'AUTRE VOIE**

## ɌRESPONDANCE

### Le logement ɫravailleurs immigrés

*l'article intitulé « Le des illusionnistes » et ıdré Legouy* (le Monde *mai), il était dit, concer- logement des travailleurs és :* « (...) L'horizon pour- 'éclaircir puisqu'une loi de réserver 0,2 % du 1 % l à cet effet ». *M. Denis ous écrit à ce sujet :*

cision citée ne dépend pas ɔi particulière La décision :rite à l'art. 61 de la loi nces pour 1975 publiée au 31-12-74.

ıe réserve pas 0,2 % du atronal au logement des ɛurs immigrés mais 20 % :, soit 0,2 % de la masse :.

61 a prévu que l'inves- ɪt des employeurs en de la construction était de 0,9 à 1 % (en effet, ntreprise de plus de dix a l'obligation d'investir :centage de la masse sala- ans la construction) et fraction de la somme à , dans la limite de 1/5, dire 20 % du 1 %, doit ervée par priorité, chaque au financement des loge- des travailleurs immigrés eurs familles.

le plan national, c'est L (Association financière :gionale et Comité inter- ɔnnel du logement et ɪmes associés, 75, rue Charles, Paris) qui est : de la répartition de ces Elle doit mettre en place ɔrésentants dans tous les :ments.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉ




## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 29 MAI 1975

### RETOUR DE LA MAJORITÉ EN FRANCE - AUGMENTATION DE CAPITAL

L'assemblée générale des actionnaires de Jacques Borel International (jeudi 29 mai) était, cette année, attendue plus encore que les autres années, à la suite de l'annonce de l'élargissement de la majorité et de son retour en France. Les participants sont venus nombreux à l'hôtel de Roissy-en-France (plus de mille deux cents), pour entendre les détails sur cette opération et sur l'avenir du groupe, donnés par le président. Ils ont posé de très nombreuses questions. Ils ont appris, en outre, que l'augmentation de capital votée l'année dernière aura lieu du 9 juin au 9 juillet au prix de 460 F par action (une nouvelle pour cinq anciennes, coupon n° 17), apportant 94 millions de francs de fonds propres. Ces nouveaux moyens doivent aider puissamment à l'expansion rapide de Jacques Borel International d'ici à 1980.

Rappelons les chiffres principaux de l'exercice 1974 arrêtés par l'assemblée :

Volume de ventes : 796,9 millions de francs, + 36,7 % sur 1973 ; bénéfice d'exploitation : 32,7 millions de francs, + 33,1 % sur 1973 ; bénéfice net consolidé : 16,2 millions de francs, + 17,8 % sur 1973.

Le bénéfice consolidé a été amputé de 1,9 million de francs de l'impôt des sociétés exceptionnel. Avant cet impôt, il aurait été en hausse sur 1973 de 31,1 %.

Le dividende qui sera mis en paiement le 4 juillet (coupon n° 18) est de 5,50 F (8,25 F avec avoir fiscal), en augmentation globale sur 1973 de 32 %.

Dans son allocution, le président a mis en relief les lignes directrices du groupe pour les prochaines années :

Année 1975 : poursuite du développement international. Le taux de croissance des ventes devrait y être de 80 %, avec un triplement des ventes en Allemagne, un doublement en Belgique, 60 à 80 % en Espagne. La croissance en France sera de l'ordre de 20 %. La croissance moyenne pondérée France + International sera de 31 %.

La marge bénéficiaire devrait rester à peu près celle de 1974 (4 % à 4,1 %) ; elle remontera vigoureusement en 1976 par suite de la baisse des frais financiers.

Les bénéfices nets après impôts 1975 sont estimés être de 22 504 000 F, soit 39 % de croissance par rapport à 1974.

Année 1976 : année de consolidation des équilibres du bilan après l'augmentation de capital de 94 millions de francs de 1975 ; le groupe aura une trésorerie de plus de 200 millions de francs au début de 1976, plus de 100 millions de francs de crédits stand-by non mobilisés.

Les projets actuellement en préparation se mettront en place au cours de cette année à l'International : en Iran, au Liban et dans le reste du Moyen-Orient, où les accords commerciaux et financiers sont en voie de conclusion, en Afrique et notamment au Maroc (six hôtels en trois ans), puis au Brésil, au Mexique et dans les pays de l'Est.

Année 1977 et années suivantes : maximisation des projets. La politique de croissance plus rapide des activités sans investissements sera poursuivie dans les domaines de :

— La restauration de collectivités ;

— Le ticket-restaurant ;

— Les conseils d'ingénierie ;

— La franchise et le management d'hôtels.

La croissance des activités avec investissements se poursuivra, mais de façon plus lente que celle des activités sans investissements. En 1977, les ventes dépasseront la masse critique de 2 milliards de francs et la marge s'élèvera par le développement des activités sans investissements. Cet équilibre entre activités sans investissements et avec investissements doit permettre d'autofinancer les nouvelles immobilisations par le cash flow à hauteur de 81 %.

La croissance sera, pour l'International, de l'ordre de 40 % à 60 % de 1977 à 1980, qui représentera en 1980 la moitié des activités du groupe. La croissance France sera plus lente, environ 25 % ; la croissance totale du groupe devrait enregistrer une moyenne annuelle de 35 % à 40 %, ce qui rapprocherait de 5 milliards de francs de ventes en 1980.

L'année 1977, d'autre part, doit être la première année où l'ensemble des hôtels du groupe sera en bénéfice : Jacques Borel International n'investit pas plus que 10 % de ses capitaux permanents dans la Compagnie des Hôtels Jacques Borel ; la rentabilité devrait ensuite s'accroître rapidement avec le développement des contrats de franchise et de management. L'ambition est d'atteindre 20 % de rentabilité nette sur fonds propres en 1980 à la Compagnie des Hôtels Jacques Borel. 20 % sur fonds propres seront enregistrés à la société mère Jacques Borel International pour la première fois en 1977.

D'ici à 1980, la marge de bénéfice net consolidé après impôt pourrait s'améliorer de 2 % à 2,5 % par :

— La réduction du coût du siège social de 0,5 % des ventes totales ;

— La réduction des frais financiers en pourcentage par suite de l'augmentation de capital ;

— La mise en bénéfice de l'International dès 1975 ;

— L'entrée des hôtels dans la phase bénéfique en 1977.

Le dividende devrait s'accroître régulièrement en proportion directe des résultats. La société envisage d'augmenter le dividende de 50 % pour l'exercice 1975, soit 27 % par action ; les nouvelles actions seront jouissance 1er janvier 1975 ; ensuite, le dividende devrait s'accroître régulièrement de 35 % par an.

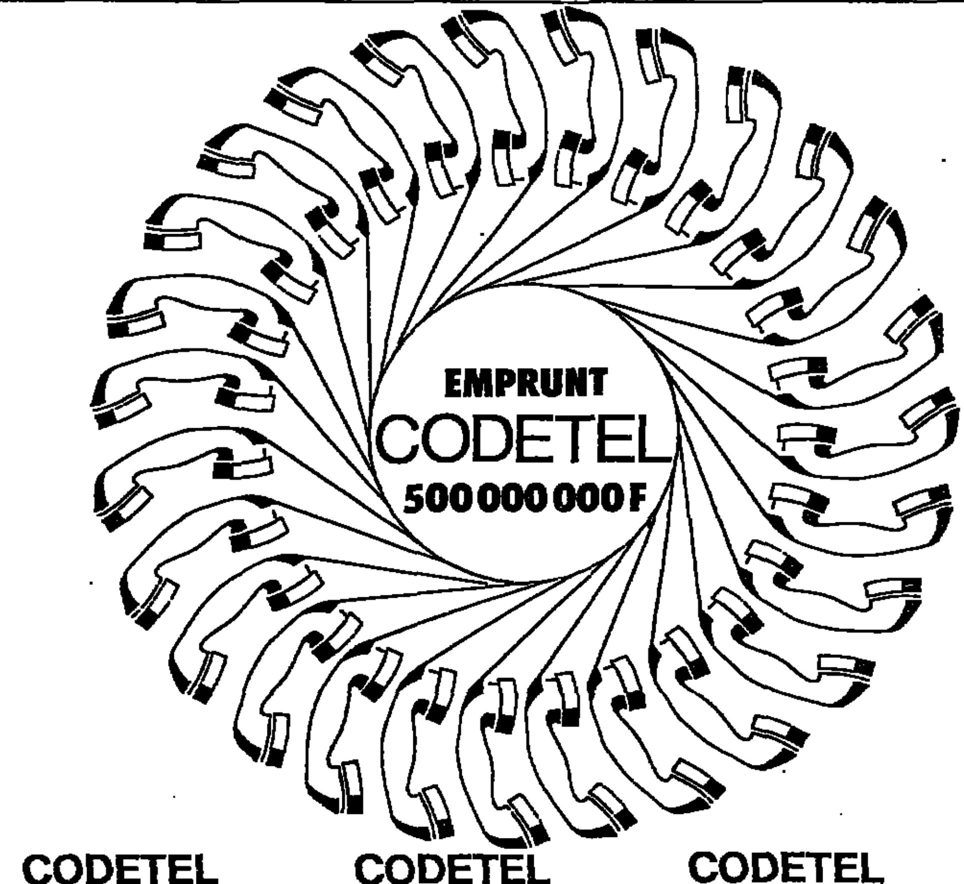
L'introduction de l'action sur plusieurs Bourses européennes : Amsterdam, Bruxelles, Düsseldorf, Francfort, Bâle, Genève, Zurich, est envisagée au quatrième trimestre 1975, après celle de Beyrouth en juin 1975.

En conclusion, le président estime que le groupe a de bonnes chances d'atteindre, en 1980 :

— 5 milliards de francs de ventes ;

— 125 millions de francs de bénéfices nets ;

— La position de marché n° 1 en restauration en Europe (alors qu'elle n'est n° 1 qu'en Europe continentale actuellement).




## CODETEL une nécessité :

le développement constant du téléphone, instrument d'activité économique et de relations sociales, requiert de plus en plus de capitaux. CODETEL, société agréée pour le financement des télécommunications, apporte son concours à l'Administration des P.T.T pour le financement de ses programmes d'expansion.

## CODETEL des réalisations :

en 1975 CODETEL louera à l'Administration des P.T.T. 320 équipements ou bâtiments téléphoniques dont elle est ou va être propriétaire. La valeur de cet ensemble en service sera supérieure à 2 000 millions de francs. Il correspondra à 600 000 lignes nouvelles d'abonnés et à un matériel important destiné à améliorer l'écoulement du trafic.

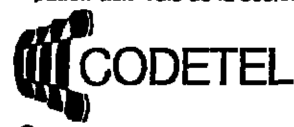
## CODETEL des garanties :

CODETEL offre à l'épargne toutes les garanties désirées grâce à

- son mode de fonctionnement : elle signe des contrats de crédit-bail avec l'Administration des P.T.T pour une durée de 10 ou de 15 ans
- son mode de rémunération : les loyers des équipements financés par l'emprunt en cours couvrent toutes les charges de l'emprunt ainsi qu'une participation aux frais de la société.

### Caractéristiques de l'emprunt :

- 500 000 obligations de F. 1000 nominal émises au prix de 994 F durée : 14 ans, amortissables en 7 ans à partir de 1982
- intérêt annuel : F 113 par titre (11,3 %) payable chaque année, le 3 juillet (1er coupon le 3 juillet 1976) taux de rendement actuariel brut (11,25 %)
- L'inscription à la cote officielle de ces obligations sera demandée dès la clôture de l'émission.




Compagnie pour le Développement des Télécommunications

Note d'information ( Visa COB N° 75-55 du 15 Avril 1975 Balo du 2 juin 1975 )

## EURAFRANCE SOVAC

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit mobilier industriel SOVAC, dont la totalité du capital est détenue par Eurafrance, s'est réunie le 29 mai 1975, sous la présidence de M. Georges Gay, et a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui lui ont été présentés par le directoire.

Les concours consentis à la clientèle par l'ensemble des sociétés du groupe ont été volontairement limités pour respecter les plafonds que leur imposaient les règles fixées par les autorités monétaires. Leur montant atteint 4 456 millions de francs en 1974 contre 4 395 millions de francs en 1973.

Les encours totalisés du groupe, au 31 décembre 1974, s'élèvent à 7 345 millions de francs, agios à percevoir exclus, contre 6 443 millions de francs au 31 décembre 1973.

Le bénéfice net consolidé de la SOVAC s'élève, part des tiers exclue et après tous impôts, y compris la contribution exceptionnelle, aux chiffres suivants :

— Exploitation ...... 32 300 000 F

— Plus-values nettes à long terme ...... 5 500 000 F

Les chiffres correspondants au 31 décembre 1973, pour l'ancienne SOVAC, étaient respectivement de 35 millions de francs et 18 millions de francs.

Sans contribution exceptionnelle, le bénéfice consolidé d'exploitation aurait été de 36 800 000 F, en légère progression sur celui de 1973.

Les profits de SOVAC seule s'élèvent, après tous impôts, à 15 088 907 F auxquels s'ajoutent les plus-values à long terme de 58 371 F. Les chiffres correspondants, au 31 décembre 1973, pour l'ancienne SOVAC, étaient respectivement de 14 172 078 F et 4 millions 384 849 F.

Tous ces résultats n'ont pu être obtenus que grâce à une grande prudence dans la gestion de la trésorerie et à un contrôle très strict des frais généraux.

L'assemblée a fixé, comme pour l'exercice clos le 31 décembre 1973 de l'ancienne SOVAC, le revenu global de chaque action à 13,50 F comprenant un dividende distribué de 9 F et un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 4,50 F.

Le dividende sera mis en paiement le 3 juin 1975.

* * *

L'évolution des taux de refinancement, au cours des premiers mois de l'année, permet d'espérer, pour l'exercice 1975, des résultats en progrès.

## OMNIUM DE CONSTRUCTION ET DE FINANCEMENT

Réunis en assemblée générale ordinaire le 3 juin, sous la présidence de M. Jacques Plouin, président du conseil d'administration, les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1974, qui font apparaître un bénéfice net de 2 091 943 F, après dotation aux comptes d'amortissement (663 580 F), de provisions (9 282 600 F) et après impôt sur les sociétés (4 200 140 F).

Le bénéfice consolidé d'OCEFI et de ses filiales ressort à 2 689 696 F, une partie de ce bénéfice étant affectée, en suspension d'impôt sur les sociétés, à la réserve spéciale des profits de construction d'OCEFI-habitation.

La valeur des ventes, des prestations de service et des produits accessoires comptabilisée en 1974 par le groupe consolidé est de 292 millions de francs.

L'assemblée a fixé le dividende global à 11,25 F par action, dont 3,75 F d'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal). Le dividende sera mis en paiement à partir du 1er juillet.

## BAIL INVESTISSEMENT

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 29 mai 1975 sous la présidence de M. Lucien Guérin, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui se sont soldés par un bénéfice de 29 170 000 F, permettant la mise en distribution, le 1er juillet 1975, d'un dividende de 14 F contre 12,80 F pour l'exercice précédent.

Dans son allocution le président, exposant l'activité de la société pour l'année en cours, prévoit une certaine diminution de rythme des engagements et des investissements, mais, en raison de l'entrée en service de nouvelles opérations et du jeu de l'indexation, des recettes locatives pour un montant de 125 000 000 de francs environ contre 99 000 000 de francs pour l'exercice écoulé.

Les résultats devraient ainsi, après déduction des amortissements et des charges financières, et sauf événement imprévisible, marquer à nouveau une augmentation.



## SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE DES AUTOROUTI[ES] DE LA COTE BASQUE




Société anonyme au capital de 10 500 000 F

Siège social : 128, rue La Boétie, Paris (8e)

R.C. PARIS 778 147 504 B

**Emission, au prix de 1.000 F chacune, de 100.000 obligations de 1.000 F nominal**

### GARANTIES PAR L'ÉTAT

**Intérêt annuel :** 10,50 % soit 105 F par obligation.

**Jouissance :** 2 juin 1975.

**Taux de rendement actuariel brut :** 10,50 %.

**Amortissement :** en 10 ans au maximum, à partir du 2 juin 1[...] par annuités constantes (1/2 tirages - 1/2 rachats) au [...]

**Premier amortissement :** 2 juin 1986.

**Durée totale de l'emprunt :** 20 ans.

**Amortissement anticipé :** autorisé par rachats en Bourse, int[...] par remboursement.

Souscriptions reçues, sans frais, à tous les guichets des établ[isse]ments chargés du placement.

Il a été édité une note d'information, mise à la dispositio[n du] public, qui a reçu le visa n° 75-57 de la Commission des opératio[ns de] Bourse le 15 avril 1975.

(B.A.L.O. du 2 juin 1975.)

## Société de développement régional du Sud-Ouest EXPANSO S.D.R.

L'assemblée générale ordinaire, réunie à Bordeaux, le 12 mai 1975, sous la présidence de M. de Tavernost, a approuvé les comptes de l'exercice 1974.

Avant impôt, amortissements et provisions, le bénéfice brut s'élève à 3 022 684 F (contre 2 362 952 F en 1973). Après dotation aux amortissements, provisions et impôt, le bénéfice net s'élève à 1 396 000 F (contre 1 238 000 F en 1973).

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 7,25 F par action de 100 F nominal, assorti d'un avoir fiscal de 1,56 F, soit un revenu global de 8,81 F. D'autre part, les réserves s'accroîtront de 798 000 F pour atteindre 6 500 000 F, soit 73 % du capital social.

Au cours de l'exercice 1974, Expanso a émis trois emprunts obligataires d'un total de 64 millions de francs, dont un emprunt à l'étranger, dans le cadre de la procédure spéciale d'aide à l'exportation et à l'économie d'énergie. Ces emprunts ont été répartis en prêts à long terme à une soixantaine d'entreprises régionales.

D'autre part, Expanso a pris pour 800 000 F de participations dans des sociétés nouvelles.

Enfin, la S.D.R. a poursuivi son activité de caution pour des crédits à moyen terme/C.N.M.E., dont les encours atteignaient 29 millions de francs au 31 décembre 1974.

Le président a indiqué qu'en 1975 Expanso devrait encore développer ses concours en faveur du développement régional.

En effet, en plus de ses concours traditionnels et de ses prêts spéciaux exportation financés par ses propres emprunts, Expanso va recevoir une quote-part de l'emprunt de 5 milliards de francs émis par l'Etat.

## MAISONS PHÉNIX

L'assemblée générale [...] s'est réunie le 30 mai 1975, [...] présidence de M. Roger Page[...] examiner les comptes de l[...] clos le 31 décembre 1974.

Le chiffre d'affaires, taxes [...]ses, s'élève à 410,6 millions d[...] contre 348,2 millions de fr[...] 1973, soit une progression de 18 % sur l'exercice précéde[nt...] chiffre ne tient pas comp[te...] ventes réalisées par l'interm[...] des sociétés civiles imm[...] contrôlées par Phénix.

Le bénéfice net, après i[...] provisions diverses, atteint 17[...]llions de francs contre 18,58 [...] de francs en 1973 et 14,16 [...] de francs en 1972.

Cette diminution du résult[at...]vient du retard des facturati[ons...] à la lenteur des déblocages [...]dit en fin d'année et à la ré[...] des marges sur les commande[s...] en 1973 et exécutées en 1974, [...] prix n'incluant pas la total[ité des] hausses subies.

L'assemblée ordinaire a dé[cidé la] distribution d'un dividende [...] action de 18,20 F contre 15,8[...] 1973, auquel s'ajoutera l'impô[t...] payé au Trésor de 9,10 F, s[oit un] revenu global de 27,30 F, en pr[ogres]sion de 15 % sur le dividen[de de] l'exercice précédent.

Au niveau du groupe, l'année a été marquée par une expa[nsion] très importante des filiales régio[nales] avec un chiffre d'affaires T.T.C. [de] 277,6 millions de francs co[ntre] 168 millions de francs en 1973, [soit une] augmentation de 65 %.

L'activité satisfaisante du gr[oupe] se traduit par un portefeuill[e de] commandes en progression de 5[...] pour la société et ses neuf fi[liales] régionales, le nombre de m[aisons] facturées et de maisons comm[andées] s'élève à, respectivement, 7 2[...] 11 446 maisons, contre 6 117 et [...] maisons en 1973.

Enfin, a été créée la pr[emière] filiale étrangère : la société de[s Mai]sons Phénix - Belgique, à Anv[ers...]

## COMPTOIR LYON-ALEMAND-LOUYOT

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Comptoir Lyon-Alemand-Louyot, réunie le 30 mai 1975, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et fixé le dividende à 6 F par action de 75 F, contre 5,30 F pour l'exercice précédent. Ce dividende sera mis en paiement le 25 juin 1975 contre remise du coupon n° 41, aux guichets du Comptoir Lyon-Alemand-Louyot et de la Banque d'Indochine.

L'assemblée générale a également ratifié la nomination comme administrateur de M. Louis Tissot, secrétaire général de la Caisse des dépôts et consignations, et nommé administrateurs la société Technique et Participation, qui sera représentée par M. Jean-Marc Vernes, et M. Maillard, président de la [...] anonyme de constructions m[écani]ques de Mulhouse.

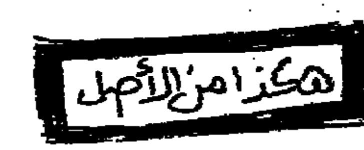
A l'issue de cette assemb[lée, le] conseil d'administration s'est r[éuni à] l'effet de désigner le président[-direc]teur général, le mandat con[féré à] M. de Flers ayant pris fin par [appli]cation des dispositions stat[utaires] relatives aux limites d'âge.

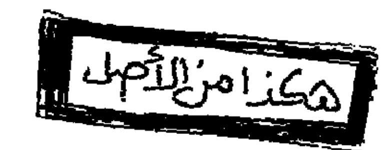
Sur la proposition de M. de [...] qui conserve son mandat d'ad[minis]trateur, M. Daniel Lebard a é[té élu] président-directeur général.

Sur la proposition de M. Lebard, M. de Flers a été r[...] président d'honneur.











# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS
### 2 JUIN

**Mieux disposé**
**Baisse de l'or**

…rché de Paris s'est mon… …ux disposé en ce début …ine, poursuivant ainsi la …remontée amorcée ven…

…er raffermissement était …e dès la semaine der… …l'on pouvait raisonna… …tabler que l'échéance de … mois passée, et l'effet … de la hausse des prix en …rtiellement dissipé, les …rs seraient moins enclins …rosité.

…s, la très nette reprise de …eet a fait bonne impres… …s les colonnes du palais …rt. C'est pourquoi la …talité des valeurs fran… …est inscrite en hausse, les …itant parfois non négli… …les plus favorisées ayant …T., Silic, Radar S.A., Ci… …erodo, Peugeot, Auxiliai… …treprises, Bouygues (qui …ent rattrapé son coupon), …, Général de Fonderie, …el, Printemps, C.S.F., … Pétrole B.P., Aquitaine, …Uclaf, Sommer-Allibert. …n revanche, a baissé sen… …t sur l'annonce de la mise … officielle de 500.000 onces …rammes) de métal par le … Trésor américain. Le lin… … revenu de 22.400 F à …, et le kilo en barre, de … à 21.955 F, tandis que le …n perdait 4,60 F à 239,40 F, …nt avec lui la rente 4 % …noins de 510 F, après déta… …t d'un coupon de 4,50 F. … valeurs étrangères, repli … des mines d'or, comme …logique. …eté des américaines, des …aises et des allemandes.

## …TS DE SOUSCRIPTION

| …LEURS …s et paris) | Modalités | Dernier cours |
|---|---|---|
| …-E.-Lorraine, c. 11 | 1 p. 10 | 4 20 |
| …, Tréf., Câbl. | | |
| …c. 28 | 1 p. 3 | 11 60 |
| …dr. | 2 p. 5 | … |
| …Breuil, c. 27 | 1 a.p. 5 a. | 6 10 |

## LONDRES

**Irrégulier**

Le marché se redresse au bout d'une heure de transactions, après un repli initial causé par l'annonce d'une grève des chemins de fer. Les industrielles sont stables, mais les pétroles se tassent. Reprise des mines d'or. Les fonds d'État varient peu.

OR (ouverture) dollars : 164 50 contre 161 75

| VALEURS | CLOTURE 2/6 | COURS 3/6 |
|---|---|---|
| War Loan 3 1/2 % | … | … |
| Beechamps | 24 … | 24 … |
| British Petroleum | 308 … | 305 1/2 |
| Shell | 518 … | 522 1/2 |
| Vickers | 328 … | 328 … |
| Imperial Chemical | 137 … | 135 … |
| Courtaulds | 288 | 288 … |
| De Beers | 134 | 132 |
| * Western Holdings | 289 | 288 1/2 |
| Rio Tinto Zinc Corp. | 38 1/2 | 39 1/8 |
| * West Driefontein | 195 | 195 … |
| | 51 1/4 | 52 … |

(*) En livres.

### INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

| | 30 mai | 2 juin |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 127,1 | 128,8 |
| Valeurs étrangères | 125,4 | 126,4 |

C^ie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

| | | |
|---|---|---|
| Indice général | 73,2 | 74,4 |

### NOUVELLES DES SOCIETES

SAINT-GOBAIN - PONT-A-MOUSSON. — Résultats consolidés pour 1974 : chiffre d'affaires, 20,88 milliards de francs (+ 32,7 %) ; marge brute d'autofinancement, 1,7 milliard de francs (+ 20,6 %) ; bénéfice net, 703 millions de francs contre 613 millions de francs (+ 14,8 %), soit, par action, 25,08 F contre 23,83 F. Pour le premier trimestre 1975, les ventes nettes consolidées ont progressé de 4,2 %, avec une augmentation de 21,7 % pour le département canalisations (notamment les tuyaux de fonte) et mécanique, et une diminution de 3,4 % pour le département construction (un tiers des ventes). La progression est de 11 % en France ; ailleurs, le recul est général (Italie, — 26 %). Le groupe ressent actuellement dans son activité l'affaiblissement de ses principaux marchés : bâtiment, automobile et emballage, qui se répercute dans ses résultats.

CAMPENON - BERNARD. — Perte de 14,86 millions de francs en 1974, consécutive à la dissolution de la filiale Ateliers de Brignoud et à la dégradation de la situation dans le bâtiment.

## NEW YORK

**Nouvelle hausse**

La hausse des cours s'est poursuivie à vive allure lundi à Wall Street. L'indice des industrielles, qui avait déjà progressé de plus de 17 points vendredi, en a encore gagné 14,33 pour s'établir à 846,61.

L'activité s'est encore accélérée : 28,34 millions de titres ont changé de mains, contre 22,67 millions précédemment.

Le marché a été encouragé par deux informations d'ordre économique : l'augmentation de 6,4 % des commandes à l'industrie en avril, et l'accroissement des dépenses de construction (+ 0,8 %) le même mois. La perspective d'une nouvelle détente des taux d'intérêt évoquée par un conseiller économique de la Maison Blanche et le désengagement partiel des troupes israéliennes du Sinaï ont également joué en faveur de la hausse.

Presque tous les compartiments ont monté : les produits chimiques et pharmaceutiques, les cuivres, l'alimentation, les cinémas, les sidérurgiques et les tabacs ont été particulièrement fermes.

Sur 1844 valeurs traitées, 1136 ont progressé, 362 ont baissé et 346 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones : transports, 169,04 (+ 1,19) ; services publics, 80,71 (+ 0,89).

| VALEURS | COURS 30 5 | COURS 2/6 |
|---|---|---|
| Alcoa | 46 … | 45 1/2 |
| A.T.T. | 49 1/4 | 49 3/8 |
| Boeing | 29 1/4 | 30 3/8 |
| Chase Manhattan Bank | 33 … | 33 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 123 | 124 3/4 |
| Eastman Kodak | 105 1/4 | 106 3/8 |
| Exxon | 87 5/8 | 89 1/8 |
| Ford | 37 … | 36 3/8 |
| General Electric | 45 3/8 | 46 7/8 |
| General Foods | 25 3/8 | 25 5/8 |
| General Motors | 44 … | 43 1/2 |
| Goodyear | 17 7/8 | 17 3/4 |
| I.B.M. | 215 … | 218 … |
| I.T.T. | 24 … | 24 1/4 |
| Kennecott | 37 … | 37 7/8 |
| Mobil Oil | 47 3/8 | 43 … |
| Pfizer | 34 1/4 | 34 3/4 |
| Schlumberger | 86 … | 89 1/4 |
| Texaco | 25 7/8 | 26 1/4 |
| U.A.L. Inc. | 18 … | 18 3/4 |
| Union Carbide | 61 1/2 | 63 1/4 |
| U.S. Steel | 59 … | 60 1/8 |
| Westinghouse | 17 7/8 | 18 … |
| Xerox | 74 5/8 | 75 7/8 |

### COURS DU DOLLAR A TOKYO

| | 2/6 | 3/6 |
|---|---|---|
| 1 dollar (en yens) | 291 48 | 291 18 |

### Taux du marché monétaire

Effets privés ........ 7 1/2 %

## BOURSE DE PARIS — 2 JUIN — COMPTANT

## MARCHÉ A TERME

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
d. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

## COTE DES CHANGES

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 2/6 | COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques |
|---|---|---|---|
| Etats-Unis ($ 1) | 4 061 | 4 042 | 4 04 |
| Canada ($ can. 1) | 3 952 | 3 947 | 3 96 |
| Allemagne (100 DM) | 172 400 | 172 250 | 172 |
| Belgique (100 fr.) | 11 567 | 11 562 | 11 17 |
| Danemark (100 krd.) | 73 900 | 74 320 | 74 50 |
| Espagne (100 pes.) | 7 286 | 7 242 | 7 27 |
| Grande-Bretagne (£ 1) | 9 360 | 9 366 | 9 40 |
| Italie (100 lires) | 6 649 | 6 648 | 0 65 |
| Norvège (100 krs.) | 81 870 | 82 000 | 82 25 |
| Pays-Bas (100 fl.) | 168 325 | 168 350 | 167 50 |
| Portugal (100 esc.) | 16 680 | 16 600 | 16 30 |
| Suède (100 krs.) | 103 070 | 103 000 | 102 25 |
| Suisse (100 fr.) | 161 750 | 161 575 | 161 50 |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 2/6 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 22380 | 21950 |
| Or fin (kilo en lingot) | 22400 | 21975 |
| Pièce française (20 fr.) | 244 | 239 40 |
| Pièce française (10 fr.) | 168 | 169 50 |
| Pièce suisse (20 fr.) | 236 10 | 230 20 |
| Union latine (20 fr.) | 212 10 | 210 … |
| Souverain | 212 90 | 210 10 |
| Pièce de 20 dollars | 1005 20 | 1004 40 |
| Pièce de 10 dollars | 499 | 498 60 |
| Pièce de 5 dollars | 356 50 | … |
| Pièce de 50 pesos | 911 | 890 |
| Pièce de 10 florins | 187 … | 186 20 |

Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE



Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1975 a été tiré à 578 925 exemplaires.



A B C D E F G

RECEVANT DES JOURNALISTES AMÉRICAINS

## M. Teng-Hsiao-ping précise les conditions d'une normalisation des relations diplomatiques avec Washington

Pékin (A.F.P.). — Deux journalistes américains, MM. Paul Miller, président de l'agence Associated press, et Eugène C. Patterson, directeur du *Saint-Petersburg Times*, qui se sont entretenus, le lundi 2 juin, avec le premier vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, ont retiré de cette conversation l'impression que le président Ford, attendu en visite officielle en Chine avant la fin de cette année, serait *« le bienvenu, que sa venue soit l'occasion ou non de discuter de sujets substantiels »*.

M. Teng Hsiao-ping a énoncé une fois de plus devant ses interlocuteurs les conditions posées par la Chine à l'établissement de relations diplomatiques normales entre Washington et Pékin : retrait des troupes américaines basées à Taïwan, annulation du traité de sécurité liant les Etats-Unis et Taïwan, rupture des relations diplomatiques entre Washington et Taipeh. La transformation de l'actuelle ambassade des Etats-Unis à Taipeh en un *« bureau de liaison »* — comme celui que les Américains entretiennent actuellement à Pékin — ne serait pas considérée par les Chinois comme suffisante pour permettre la normalisation complète des relations diplomatiques. La Chine consentirait en revanche au maintien à Taïwan d'un simple « bureau commercial américain » comme celui qu'y conserve le Japon.

**[Selon « The Times » de Londres, M. Teng Hsiao-ping aurait dit à ses visiteurs américains que le gouvernement chinois est conscient des problèmes auxquels Washington doit actuellement faire face, et ne s'attend pas, en conséquence, à ce que les Etats-Unis satisfassent immédiatement à toutes les exigences de la Chine.]**

Selon le « New York Times »

### LA BELGIQUE AURAIT CHOISI L'AVION AMÉRICAIN YF-16

#### Démenti à Bruxelles

Le ministre belge de la défense, M. Paul Vanden Bœynants, a démenti, mardi 2 juin, à son retour des Etats-Unis, que la Belgique ait d'ores et déjà choisi l'avion américain YF-16 pour remplacer les Starfighter qui équipent son armée de l'air. Interrogé sur ses conversations à Washington avec le secrétaire américain à la défense, M. James Schlesinger, M. Vanden Bœynants a simplement indiqué qu'il avait eu de *« très bonnes informations »* dont il réservait la primeur au conseil des ministres qui doit se réunir vendredi 6 juin à Bruxelles.

Cependant, le *New York Times* affirmait, mardi, que la Belgique avait décidé de donner la préférence à l'avion YF-16. Citant un *« fonctionnaire américain de rang élevé »*, le journal écrit : *« Les Belges ont été contraints à ce choix non par nous mais par leurs partenaires — Norvège, Pays-Bas et Danemark, — qui se sont déjà prononcés pour le YF-16. »*

### NOUVELLES BRÈVES

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* a présidé, mardi matin 3 juin, une réunion de travail sur la réforme de la loi électorale municipale. En l'absence de M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, retenu à l'Assemblée nationale, MM. Jacques Chirac, premier ministre, Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, et Michel Durafour, ministre du travail, participaient à cette réunion, qui a permis, indique-t-on à l'Elysée, *« une première exploration du sujet »*.

● *La mutinerie de huit détenus de la prison d'Augusta*, en Sicile, a pris fin dans la soirée du 2 juin, lorsque le dernier des six gardiens, encore gardé en otage, a été libéré (*le Monde* du 3 juin). La nuit précédente, les mutins avaient libéré deux surveillants après avoir grièvement blessé l'un d'entre eux. Après de longues négociations, les détenus révoltés, dont certains exigeaient leur libération immédiate, ont obtenu leur transfert dans une prison de la péninsule.

● *L'U.R.S.S. va construire en Libye* un centre de recherche nucléaires comprenant un réacteur nucléaires de 10 mégawatts à la suite d'un accord signé vendredi entre les deux pays, a annoncé lundi 2 juin l'agence libyenne Arna. Les deux partis soulignent que le centre sera destiné exclusivement à l'utilisation pacifique de l'atome. — *(Reuter.)*

● *La condition féminine en U.R.S.S.* — L'association France-U.R.S.S. organise mercredi 4 juin, de 14 à 19 heures, au Centre international de séjour, 6, rue Maurice-Ravel, 75012 Paris, un débat avec une quarantaine de femmes soviétiques, sur le thème : « La femme, sa place, son rôle dans la famille, en vue de sa pleine égalité dans la société ».

*A L'ASSEMBLÉE NATIONALE*

## Le divorce pour séparation de fait de six ans est voté

**Mardi matin 3 juin, les députés ont poursuivi la discussion du projet de loi réformant le divorce. En raison du nombre des amendements déposés sur les articles restant en discussion, une nouvelle séance était envisagée pour mercredi matin, le vote final n'intervenant donc pas comme prévu mardi après-midi mais le lendemain.**

L'assemblée a d'abord achevé l'examen du chapitre concerné aux conséquences du divorce, notamment les articles relatifs aux pensions. Puis elle est passé à la discussion des articles concernant le divorce pour rupture de la vie commune, article qui avait été précédemment réservé.

M. Lecanuet, ministre de la justice, a entendu réfuter *« avec la plus grande énergie »* l'affirmation selon laquelle cette disposition équivaudrait à un véritable droit de répudiation. *« Je ne puis la tolérer »*, a-t-il affirmé, avant de reprendre les arguments qu'il avait déjà exposés les jours précédents.

Son exposé a été notamment contesté par M. FONTAINE (non-inscr., La Réunion) et M. LAURIOL (U.D.R., Yvelines). *« Préférez-vous des enfants naturels et des unions illégitimes ? »*, leur a demandé le garde des sceaux, qui a ajouté : *« Cette disposition ne porte nullement atteinte à l'institution du mariage. »* Puis il a demandé un scrutin public.

Après avoir entendu MM. CRESSARD (U.D.R., Ille-et-Vilaine), Donnez, rapporteur, et Chandernagor (P.S., Creuse), l'Assemblée a repoussé par 359 voix contre 88 et 19 abstentions les amendements de suppression de MM. BOLO (U.D.R.), FORENS (réf.), et XAVIER DENIAU (app. U.D.R.), amendements combattus par le gouvernement et par la commission. *« Voilà un vote féroce pour les femmes »*, devait commenter plus tard M. FREDERIC-DUPONT (R.I., Paris).

Les députés ont rejeté ensuite des amendements de l'opposition repoussée par M. Lecanuet qui ramenaient de six à trois ans le délai de séparation de fait pour constater le divorce pour rupture de vie commune. Puis ils ont examiné un amendement de M. CLAUDIUS-PETIT (réf., Paris) tendant au contraire à porter ce délai de six à dix ans. Défendu par M. FREDERIC-DUPONT, cet amendement a été rejeté au scrutin public demandé par M. Lecanuet, par 348 voix contre 80.

L'Assemblée a ensuite repoussé par 359 voix contre 60 un amendement de M. LAURIOL qui précisait que la demande de divorce ne peut être présentée que si l'autre époux est âgé de moins de quarante ans à la date de la demande et s'il n'existe à la même date aucun enfant mineur né du mariage.

L'ensemble de l'article concernant le divorce pour séparation de fait de six ans a été finalement adopté à main levée, l'opposition s'abstenant. — P. Fr.

A l'automne proch[...]

### UN NOUVEAU QUOTI[...] POURRAIT ÊTRE LAN[...] PAR LE GROUPE « EXP[...]

Le groupe Express, d[...] directeur général est M. [...] Monnier et à l'origine du[...] trouve M. Jean-Jacques [...] Schreiber, fondateur et P.[...] l'hebdomadaire, a l'inten[...] lancer un nouveau quoti[...] matin à l'automne proch[...] délégués du personnel de l'[...] en ont été informés lundi [...] par M. Monnier.

La décision définitive [...] nant ce nouveau journal [...] ferait une large place aux [...] mations générales et pol[...] françaises et étrangères [...] prise dans la première qu[...] de juillet, selon les résul[...] l'étude économique en co[...] tirage pourrait être de [...] 120 000 exemplaires au dép[...] seize à vingt-quatre pages [...] sur un format encore non [...] puisqu'il dépendra des c[...] techniques d'impression c[...]

Ce projet confirme, s'il e[...] besoin, que M. Jean-Jacqu[...] van-Schreiber a renoncé à [...] ter les actions du *Figaro*, [...] sées par M. Jean Prouvost

A L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES LET[...]

## *Élection d'André Chast[...]*

**L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu notre [...]borateur et ami André Chastel en remplacement de Pie[...] La Coste-Messelière, décédé.**

*Historien d'art de renom international, notre collaborateur André Chastel est né à Paris le 15 novembre 1912.*

*Sa carrière universitaire est exemplaire : reçu à l'Ecole normale supérieure en 1933, agrégé des lettres en 1937, docteur ès lettres en 1950, assistant à l'Institut d'art et d'archéologie de 1945 à 1948, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, où il succède à Augustin Renaudet pour l'« Histoire de la Renaissance » en 1951, maître de conférences, puis professeur d'histoire de l'art moderne à la faculté des lettres de Paris en 1955, enfin professeur au Collège de France en 1970, à la chaire d'« Art et civilisation de la Renaissance en Italie ».*

*André Chastel est notamment vice-président de la commission nationale pour l'inventaire des monuments et des richesses artistiques de la France depuis 1964 et président du comité français d'« Histoire de l'art » depuis 1973.*

*Ses ouvrages, qui font autorité, sont tous consacrés à la Renaissance italienne, depuis sa thèse* Art et Humanisme à Flore[...] *temps de Laurent de M[...] essai sur la Renaissan[...] l'humanisme platonicien [...] thèse complémentaire sur* M[...] Ficin et l'Art. *Ce sont :* Bot[...] l'Europe et la Renaissance [...] de l'humanisme *(en coll[...]tion avec R. Klein)*, la R[...]sance méridionale. Italie, [...] 1500 *et* le Grand Atelier d'[...] 1400-1500, *deux volumes [...] collection « L'univers des [...]mes » ;* le Mythe de la R[...]sance (1420-1500) *et* la Cr[...] la Renaissance, 1520-1600. [...] *en outre l'auteur de nomb[...] traductions en présentatio[...] textes, entre autres de Léo[...] de Vinci, de Vasari, du trai[...]* Sculptura, *de Pompenius [...]ricus.*

*André Chastel a animé pen[...] de longues années le « Cou[...] des arts » de notre journal, au[...] il continue à donner des ch[...]niques régulières. Il a été ég[...]ment à l'origine de maintes c[...]pagnes pour la défense de n[...] patrimoine architectural, not[...]ment — sans succès, hélas [...] pour le maintien des Halle[...] Baltard.*

*Devant le Conseil de Midi-Pyrénées*

## M. Alain Savary propose une procédure originale pour l'élaboration d'un plan régional

De notre correspondant

Toulouse. — M. Alain Savary, président (socialiste) du conseil régional Midi-Pyrénées, a proposé le 2 juin à cette assemblée de définir *« un plan de sauvegarde de l'économie et du cadre de vie de la région »* dont les élus auraient l'initiative et le contrôle.

Ce plan devrait avoir, selon M. Savary, cinq objectifs. Il devrait : promouvoir l'emploi créateur de valeur ajoutée; répartir géographiquement les activités entre zones rurales et zones urbaines; réduire les inégalités de revenus, de niveau et de conditions de vie; améliorer le cadre de vie; décentraliser le pouvoir de décision parisien dans les domaines administratif, bancaire, industriel. Un projet serait prévu par l'établissement public régional après un large dialogue organisé au sein de six groupes de travail avec les techniciens, les représentants des groupes et professionnels. Il serait voté par les assemblées régionales en octobre 1976.

Le conseil régional a ensuite réparti les crédits du Fonds d'aide pour les opérations individualisées : 10 millions de francs au total ce qui est peu pour satisfaire des demandes s'élevant à 30 millions.

Enfin le conseil régional a adopté une motion sur l'extension du camp militaire du Larzac à la suite d'une communication de M. Robert Fabre, député radical de l'Aveyron. Cette motion demande au gouvernement *« de renoncer à son projet sur le Larzac et d'accepter la concertation pour une solution de médiation »*. Tous les conseillers ont voté ce texte à l'exception de cinq qui se sont prononcés pour une rédaction proposée par M. Jean Gabriac, député U.D.R. et maire de Millau, appellant elle aussi à la concertation avec les élus, mais regrettant *« l'exploitation politique »* de cette affaire.

LOUIS AIGOUY.

### BAISSE DU DOLLAR REMONTÉE DE L'OR

Le dollar a faibli mardi matin sur les marchés des changes, revenant à Francfort de 2,345 DM à 2,335 DM, et à Paris de 4,04 F à 4,01 F. Le franc s'est raffermi vis-à-vis aussi des monnaies européennes, après son accès de faiblesse de la semaine précédente. Le cours de l'once d'or à Londres, qui avait perdu, lundi, 5,77 dollars à 61,75 dollar, après l'annonce d'une nouvelle vente aux enchères d'or par le Trésor américain, est remonté à 164,50 dollars.

